

PROCÈS-VERBAUX

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

VOTES AND PROCEEDINGS

OF THE

NATIONAL ASSEMBLY

VOLUME CXVII



PROCÈS-VERBAUX
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

VOTES AND PROCEEDINGS
OF THE
NATIONAL ASSEMBLY

**DU 23 MARS 1983
AU 20 JUIN 1984**

**FROM 23 MARCH 1983
TO 20 JUNE 1984**

**QUATRIÈME SESSION
TRENTÉ-DEUXIÈME LÉGISLATURE**

**FOURTH SESSION
THIRTY-SECOND LEGISLATURE**

Président
**L'HONORABLE
RICHARD GUAY**

President
**THE HONOURABLE
RICHARD GUAY**

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation: Convocation de la quatrième session de la 32 ^e Législature	IX
Résumé des travaux de la session	XI
Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	1
Précis des décisions rendues par le Président	1056
Liste des membres du Conseil exécutif et des adjoints parlementaires..	1065
Liste alphabétique des circonscriptions électorales	1071
Liste alphabétique des membres de l'Assemblée nationale.....	1075
Index des Procès-verbaux	1079

CONTENTS

	PAGE
Proclamation: Convocation of the Fourth Session of the 32nd Legislature	IX
Summary of Business for the Session	XI
Votes and Proceedings of the National Assembly	1
Summary of Rulings from the Chair	1057
List of the Members of the Executive Council and the Parliamentary Assistants	1065
Alphabetical List of the Electoral Divisions	1071
Alphabetical List of the Members of the National Assembly	1075
Index to the Votes and Proceedings	1165

PROCLAMATIONS



(Convocation)

[L.S.]
Canada
Province de
Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer l'Assemblée nationale pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour quinze heures, le vingt-troisième jour de mars prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la ville de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

[L.S.]
Canada
Province of
Québec

JEAN-PIERRE CÔTÉ

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful the Members of the National Assembly,

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS it is expedient for various considerations to summon the National Assembly, WE do hereby convene you for the twenty-third day of March next, at three o'clock in the afternoon, and, accordingly, command and enjoin you to meet on such date at the Parliament Building, in the City of Québec, for the despatch of the business of the Province and to examine, discuss and conclude upon the questions to be submitted to you.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre
Nos présentes lettres patentes et à icel-
les fait apposer le grand sceau de la pro-
vince de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé
l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P.,
lieutenant-gouverneur de ladite
province.

Donné en Notre ville de Québec, le dix-
huitième jour de mars, l'an de grâce
mil neuf cent quatre-vingt-trois et de
Notre Règne le trente-deuxième.

Par ordre,

Le secrétaire de l'Assemblée nationale,
RENÉ BLONDIN.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have
caused these Our Letters to be made
Patent and the Great Seal of Our Pro-
vince of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-
beloved the Honourable JEAN-PIERRE
CÔTÉ, P.C., Lieutenant-Governor of the
said Province.

Given in Our City of Québec, this eigh-
teenth day of March, in the year of Our
Lord one thousand nine hundred and
eighty-three and in the thirty-second
year of Our Reign.

By command,

RENÉ BLONDIN,
Secretary of the National Assembly.

RÉSUMÉ DES TRAVAUX SESSION 1983-1984

SUMMARY OF BUSINESS SESSION 1983-84

4^e SESSION DE LA
32^e LÉGISLATURE

4th SESSION OF THE
32nd LEGISLATURE

Ouverture de la session: le mercredi
23 mars 1983.

Opening of Session: Wednesday,
23rd March 1983.

Prorogation: le 20 juin 1984.

Prorogation: 20th June 1984.

	<i>Nombre</i>		<i>Number</i>
Séances	111	Sittings	111
Documents déposés sur le bureau de la Chambre	713	Documents laid upon the Table of the House	713
Projets de loi présentés à l'Assem- blée nationale:		Bills introduced in the National Assembly:	
Projets de loi publics	106	Public Bills	106
Projets de loi d'intérêt privé ..	49	Private Bills	49
Projets de loi sanctionnés:		Bills assented to:	
Projets de loi publics	91	Public Bills	91
Projets de loi d'intérêt privé ..	45	Private Bills	45
Avis de questions et de motions	61	Notices of Questions and Motions	61

Le Greffier des Procès-verbaux

GUSTAVE GERVAIS

Clerk of the Votes and Proceedings

PROCÈS-VERBAUX

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

VOTES AND PROCEEDINGS

OF THE

NATIONAL ASSEMBLY

*32-33 ÉLISABETH II
1983-1984*

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 23 mars 1983

À quinze heures, les députés prennent leur siège.

Le Secrétaire général fait observer un moment de recueillement.

Le Secrétaire général communique à l'Assemblée la lettre suivante qu'il a reçue de M. Claude Vaillancourt, Président de l'Assemblée nationale.

CABINET DU PRÉSIDENT

Québec, le 23 mars 1983

M. René Blondin
Secrétaire général
Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Pièce 191

Wednesday, 23 March 1983

At 3:00 o'clock p.m., the Members took their seats.

The Secretary General requested the observance of a moment of reflection.

The Secretary General communicated to the Assembly the following letter which he had received from Mr Claude Vaillancourt, President of the National Assembly.

OFFICE OF THE PRESIDENT

Québec, 23 March 1983

Mr René Blondin
Secretary General
National Assembly
Parliament Building
Office 191

Monsieur le Secrétaire général,

La présente est pour vous informer de ma décision de démissionner comme Président de l'Assemblée nationale du Québec.

Je voudrais remercier tous les membres de l'Assemblée pour le témoignage unanime de confiance qu'ils m'ont manifesté à deux reprises. Ce fut un très grand honneur d'occuper un poste aussi important et fondamental dans notre système démocratique et soyez assuré que je n'ai ménagé aucun effort afin d'être quotidiennement digne de cette confiance.

Je voudrais remercier de façon toute particulière les chefs de formation politique, de même que leurs leaders et whips, avec lesquels j'ai eu le plaisir de travailler à de multiples reprises et qui ont facilité grandement ma tâche.

Je désire, monsieur le Secrétaire général, vous exprimer toute ma gratitude de même qu'à tous les employés de l'Assemblée pour la collaboration constante, fidèle et dévouée que vous m'avez accordée depuis plus de deux ans.

Qu'il me soit permis en terminant d'adresser mes remerciements les plus sincères à messieurs Jean-Pierre Jolivet et Réal Rancourt, Vice-Présidents de l'Assemblée nationale, pour le dévouement et la compétence qu'ils ont démontrés dans l'exercice de leurs fonctions.

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) CLAUDE VAILLANCOURT

(Document de la session n° 1)

En conséquence, le Secrétaire général informe l'Assemblée que la charge de Président est vacante.

Sir,

I do hereby inform you of my decision to resign as President of the National Assembly of Québec.

I wish to thank all the Members of the National Assembly for their renewed unanimous vote of confidence in my regard. It was a great honour to hold such an important and essential office in our democratic system. Rest assured that each day I spared no effort in order to be worthy of such trust.

I would especially like to thank the Party Leaders as also the House Leaders and Whips with whom I had the pleasure of working on numerous occasions and who greatly facilitated my task.

May I also, Sir, express my complete gratitude to you and the entire Assembly staff for your constant, loyal and devoted service over the past two years.

Finally, may I thank most sincerely Messrs Jean-Pierre Jolivet and Réal Rancourt, Vice-Presidents of the National Assembly, for the competence and dedication they displayed in performing their duties.

Yours very truly,

(Signed) CLAUDE VAILLANCOURT

(Sessional Paper No. 1)

Accordingly, the Secretary General informed the Assembly that the office of President was vacant.

Le Premier ministre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur l'autorise à élire un nouveau Président.

M. Lévesque, Premier ministre et député de la circonscription électorale de Taillon, propose que M. Richard Guay, député de la circonscription électorale de Taschereau, soit élu Président de l'Assemblée et prenne place au fauteuil en cette qualité.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Et le Secrétaire général ayant proclamé M. Richard Guay dûment élu Président de l'Assemblée, ce dernier est conduit au fauteuil par M. Lévesque (Taillon) et M. Levesque (Bonaventure), et remercie l'Assemblée dans les termes suivants:

M. le Premier ministre, M. le Chef de l'Opposition, Chers Collègues,

La nature des choses fait que cette Assemblée est rarement unanime. Je mesure donc la dimension du vote que vous venez de prendre en me confiant la tâche de présider nos travaux et, par le fait même, de diriger l'administration de notre Parlement.

Je suis tout particulièrement reconnaissant à M. le Premier ministre à qui il incombait de proposer le nom d'un d'entre nous pour assumer la fonction qui est désormais la mienne. Je sais gré tout autant au chef de l'Opposition qui a bien voulu appuyer cette motion. Par l'entremise des chefs de nos deux formations politiques et sans oublier le député de Sainte-Marie, c'est tout naturellement à vous toutes et à vous tous que je désire exprimer ma reconnaissance pour la confiance que vous me manifestez

The Prime Minister informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor had authorized it to choose a new President.

Mr Lévesque, Prime Minister and Member for the Electoral Division of Taillon, moved,—That Mr Richard Guay, Member for the Electoral Division of Taschereau, be elected President of the Assembly and do take the Chair in that capacity.

The motion was adopted unanimously.

And the Secretary General having declared Mr Richard Guay duly elected as President of the Assembly, the latter was conducted to the Chair by Mr Lévesque (Taillon) and Mr Levesque (Bonaventure), and returned his humble acknowledgements to the Assembly in the following words:

Prime Minister, Leader of the Opposition, Colleagues,

Indeed it is rarely in the nature of things for this Assembly to be unanimous. I therefore appreciate the importance of your vote entrusting me with the responsibility of presiding over your proceedings and, by the same token, with the supervision of the administration of our Parliament.

I am particularly grateful to the Prime Minister upon whom it was incumbent to propose the name of one among us for the office which I now hold. I am equally grateful to the Leader of the Opposition for seconding the motion. Through our two Party Leaders, and without neglecting the Member for Sainte-Marie, I simply wish to express my thanks to you all for the trust you have placed in me today. Also, I cannot at such time forget the Taschereau constituents to whom I owe my presence in this House.

aujourd'hui. Je ne puis m'empêcher de penser, en un tel moment, aux électeurs et aux électrices de la circonscription de Taschereau à qui je dois d'être ici en cette Assemblée. L'honneur qui m'échoit en ce jour leur appartient tout autant à eux, sinon d'autant plus encore à eux qu'à moi. J'ai toujours éprouvé beaucoup de fierté à représenter ici les vieux quartiers du centre-ville de notre capitale, Québec, là même où, il y a 375 ans cette année, commençait la grande aventure de notre peuple en ce continent.

Je veux dire aux citoyens de Taschereau que les nouvelles fonctions que vous me confiez ne m'empêcheront nullement de demeurer d'abord et avant tout député de Taschereau au service des gens des quartiers Saint-Sauveur, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Roch, Notre-Dame-des-Victoires, Notre-Dame-de-la-Garde et du Vieux-Québec tout autour de ce parlement dans lequel nous siégeons.

Ce Parlement quant à lui est en pleine mutation. Doté d'une nouvelle loi adoptée en décembre dernier, il fonctionnera d'ici peu sous l'autorité d'un bureau formé de représentants des partis autorisés. J'anticipe le plaisir de travailler avec ce bureau dont l'existence vient confirmer l'indépendance du pouvoir législatif. J'ai eu le plaisir de participer jusqu'à ce jour aux travaux de la sous-commission de l'Assemblée nationale sur les réformes parlementaires ainsi qu'à ceux de la commission parlementaire spéciale sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée.

Je compte mettre à profit la volonté déjà exprimée de toutes et de tous en cette Assemblée afin que nous puissions mener à terme cette importante réforme qui devra permettre au Parlement de mieux exercer encore sa double fonction de législateur et de vérificateur des faits et gestes du pouvoir exécutif.

They are equally, if not more deserving, of the honour which has been conferred on me this day. It has always been with great pride that I have represented the old quarter of our capital city, Québec, the very place where 375 years ago this year began the great adventure of our people on this continent.

May I assure all the Taschereau residents that my new duties will in no manner deter me from remaining first and foremost the Member for Taschereau at the service of the people of Saint-Sauveur, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Roch, Notre-Dame-des-Victoires, Notre-Dame-de-la-Garde and Vieux-Québec, all of which are in the vicinity of our Parliament.

This Parliament is itself in the full process of change. Endowed with a new law December last, it will soon operate under the authority of an Office with representation from the recognized parties. I am looking forward to working with this Office, the existence of which confirms the independence of the legislative branch. I have had up to today the pleasure of sitting on the sub-committee of the National Assembly on parliamentary reform as well as on the special committee on parliamentary control of delegated legislation.

I intend to take advantage of the wish already expressed by all in this Assembly in order to carry through the important reform which will enable Parliament to perform better still its double role of legislating and controlling the acts of the executive branch.

Je m'en voudrais, en terminant, de ne pas saluer toutes les personnes qui, par leur travail quotidien, permettent à cette Assemblée de fonctionner. Je désire également rendre hommage à mon tour à mon prédécesseur, le député de Jonquière, qui, avec le concours précieux des députés de Laviolette et de Saint-François, a dirigé nos travaux ces dernières années avec l'impartialité qui lui a valu l'estime de tous les membres de l'Assemblée nationale. Sur ce, Mesdames et Messieurs, je vais suspendre à loisir puisque nous attendons l'arrivée de l'honorable lieutenant-gouverneur.

Puis, M. le Président suspend la séance à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

L'honorable lieutenant-gouverneur, accompagné de son aide de camp, fait son entrée dans l'Assemblée nationale et occupe le fauteuil.

Alors l'honorable lieutenant-gouverneur lit l'allocution d'ouverture suivante à l'adresse du Parlement:

*Mesdames et Messieurs
de l'Assemblée nationale,*

Il y a moins de deux semaines, je mettais fin à la troisième session de la 32^e Législature. J'ouvre aujourd'hui la quatrième. On ne saurait mieux mettre en évidence le fait qu'au cours des dernières années, le travail de l'Assemblée nationale et de ses commissions est devenu permanent et s'étend maintenant tout au long de l'année. Il est bien révolu le temps où votre Assemblée ne siégeait que quelques mois l'an et où les parlementaires pouvaient se permettre de cumuler à la fois leurs devoirs de législateurs et d'autres fonctions rémunératrices. Être député, c'est maintenant un travail à plein temps.

In conclusion, I must not fail to acknowledge the services of all those who continue to ensure the day-to-day operation of the Assembly. I would also like to pay special tribute to my predecessor, the Member for Jonquière, who, with the invaluable assistance of the Members for Laviolette and Saint-François, has chaired our deliberations during the last two years with an impartiality that has earned him the esteem of all the Members of the National Assembly. On this point, I now suspend proceedings during pleasure, as we await the arrival of the Lieutenant-Governor.

Then, Mr President suspended the sitting during the pleasure of the Assembly.

After some time, the Assembly resumed sitting.

The Honourable the Lieutenant-Governor, accompanied by his Aide-de-Camp, entered the National Assembly and occupied the Chair.

The Honourable the Lieutenant-Governor then read the following Opening Address to Parliament:

*Ladies and Gentlemen of the
National Assembly,*

Less than a fortnight ago I closed the Third Session of the 32nd Legislature: today I am opening the Fourth Session. No better indication that in the course of recent years the work of the National Assembly and its Committees has become permanent, continuing now the whole year through. Gone are the days when the Assembly sat but a few months out of the year and when parliamentarians could concurrently perform their legislative duties and other remunerative activities. A Member's work has now become a full-time commitment.

C'est également un travail des plus exigeant, surtout en ces années difficiles où l'on se tourne de plus en plus fréquemment vers l'Assemblée nationale pour dégager les consensus sociaux, arbitrer les conflits et fixer les priorités sociales. Car avec la télédiffusion de vos travaux, votre Assemblée et ses commissions sont devenues un forum de discussion exceptionnel qui, par la magie de la communication électronique, permet à l'ensemble de notre société de participer aux grands débats publics.

Ce qui m'amène à souligner que 1983 a été désignée comme l'Année internationale des communications. Le Québec ne doit pas manquer ce rendez-vous. En effet, le monde encore largement inexploré des communications, c'est le monde de demain. Secteur de pointe de la nouvelle technologie, faisant appel aussi bien à l'imagination qu'au savoir scientifique, porteur de développement économique autant que de transformations sociales, le domaine des communications est l'un des objectifs prioritaires du « Virage technologique » que doit prendre le Québec. Je souhaite que tous vos compatriotes en soient bien conscients et qu'ils sauront trouver les moyens de s'adapter à ces réalités nouvelles.

Vous venez, il y a quelques minutes à peine, de vous choisir un nouveau président. Vous l'avez fait à l'unanimité, comme c'est la coutume. Je félicite le député de Taschereau que vous avez choisi et je lui souhaite de présider vos travaux avec sagesse et impartialité, comme j'espère que vous accepterez sa présidence avec le respect qu'exigent aussi bien le règlement que la bonne marche de vos travaux.

Car il est essentiel au bien-être de la nation que votre Assemblée accomplisse sa tâche éminente de manière digne et exemplaire. C'est mon vœu le plus cher

It is also one of the most demanding occupations, particularly in these hard times when the Assembly is sought out to reach social consensus, arbitrate disputes and determine social priorities. With the broadcasting of proceedings, your Assembly and its Committees have become an exceptional open forum in which, through the magic of electronic communication, our society as a whole has been allowed to participate in our important public debates.

This leads me to point out that 1983 has been designated as World Communications Year. Québec must not miss the opportunity. The still largely unexplored sphere of communications is the world of the future. A forerunner of new technology, appealing both to scientific knowledge and to the imagination, and equal bearer of economic development and social change, the communications field is one of the main targets of the "Technological Conversion" which Québec must undergo. I trust that your fellow citizens are all well aware of this and that they will be able to adapt to the new realities.

Only a few moments ago you chose a new President and this, unanimously, as is customary. I congratulate the Member for Taschereau upon his election and trust that he will preside over your proceedings wisely and impartially, as I trust you will accept his Chair with the respect required by the rules and the orderly operation of the House.

It is essential for the well-being of the nation that the Assembly fulfil its eminent role in a dignified and exemplary manner. It is my fondest wish for this to

qu'il en soit ainsi tout au cours de cette nouvelle session.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, le Premier ministre prononce le message inaugural au nom du gouvernement.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Levesque (Bonaventure).

Conformément aux articles 22 et 136 du règlement, M. Bertrand propose:

Que la Commission de l'Assemblée nationale soit instituée et que Mme/MM. Baril (Arthabaska), Bertrand, Bisaillon, Blank, Brassard, de Bellefeuille, Fréchette, Gratton, Guay, Jolivet, Lachapelle, Lalonde, Mailloux, Marquis, Pagé, Paré, Picotte, Rancourt et Vaugois en soient les membres.

La motion est adoptée.

Compte tenu que la Commission permanente de l'énergie et des ressources doit se réunir le jeudi 24 mars 1983 à compter de dix heures pour étudier les effets de la politique énergétique sur le développement économique, et qu'il sera impossible à la Commission de l'Assemblée nationale de se réunir avant le début des auditions de cette commission, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose:

Que les membres et intervenants de la Commission de l'énergie et des ressources soient ceux qui avaient été nommés lors de la dernière session, ces membres étant MM. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bisaillon, Bordeleau, Ciaccia, Desbiens, Duhaine, Dussault, Fortier,

be so throughout the new Session.

The Honourable the Lieutenant-Governor retired, accompanied by his Aide-de-Camp.

The Prime Minister then delivered the Inaugural Message in the name of the Government.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Levesque (Bonaventure).

In accordance with Standing Orders 22 and 136, Mr Bertrand moved:

That the Committee on the National Assembly be appointed and that Mrs/Messrs Baril (Arthabaska), Bertrand, Bisaillon, Blank, Brassard, de Bellefeuille, Fréchette, Gratton, Guay, Jolivet, Lachapelle, Lalonde, Mailloux, Marquis, Pagé, Paré, Picotte, Rancourt and Vaugois be members thereof.

The motion was adopted.

Given that the Standing Committee on Energy and Resources is to convene on Thursday, 24 March 1983, at 10:00 o'clock a.m. for a hearing on the effects of the energy policy on economic development, and that it will be impossible for the Committee on the National Assembly to meet beforehand, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved:

That the members and participating members of the Committee on Energy and Resources be those appointed at the previous Session, these members being Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) Bisaillon, Bordeleau, Ciaccia, Desbiens, Duhaine, Dussault, Fortier,

Grégoire, Kehoe, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Saint-Laurent), Mathieu, Middlemiss, Perron, Rodrigue, Scowen, Tremblay et Vallières; et

Que M. Laplante en soit le président et que cette commission siège demain au Salon Rouge à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes et de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose:

*Qu'*aux fins de la prise en considération du message inaugural, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à dix-sept heures trente-cinq minutes, l'Assemblée s'ajourne.

Grégoire, Kehoe, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Saint-Laurent) Mathieu, Middlemiss, Perron, Rodrigue, Scowen, Tremblay and Vallières; and

That Mr Laplante serve as Chairman and the Committee meet tomorrow in the Red Chamber from 10:00 o'clock a.m. until 12:30 p.m. and from 8:00 o'clock p.m. until 10:00 o'clock p.m.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved:

That for the consideration of the Inaugural Message, the Assembly do adjourn until tomorrow, at two o'clock in the afternoon.

The motion was adopted.

Accordingly, at 5:35 o'clock p.m., the Assembly adjourned.

Le Président

RICHARD GUAY

President

APPENDICE/APPENDIX

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

LIST of the Minister and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

	Pages		Pages
Premier ministre <i>Prime Minister</i>	10-13	Ministre des Communications <i>Minister of Communications</i>	50-53
Ministre des Affaires intergouvernementales <i>Minister of Intergovernmental Affairs</i>	12-13	Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur <i>Minister of Housing and Consumer Protection</i>	52-55
Ministre des Finances <i>Minister of Finance</i>	13-19	Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme <i>Minister of Industry, Commerce and Tourism</i>	54-61
Ministre délégué à l'Administration <i>Minister responsible for Administration</i>	18-19	Ministre des Affaires culturelles <i>Minister of Cultural Affairs</i>	60-65
Ministre de l'Éducation <i>Minister of Education</i>	18-21	Ministre déléguée à la Condition féminine <i>Minister responsible for the Status of Women</i>	64-67
Ministre des Affaires sociales <i>Minister of Social Affairs</i>	20-23	Ministre de la Fonction publique <i>Minister of the Civil Service</i>	66-67
Ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional <i>Minister responsible for Planning and Regional Development</i>	22-23	Ministre des Relations avec les Citoyens <i>Minister responsible for Relations with Citizens</i>	68-69
Ministre de la Justice <i>Minister of Justice</i>	22-27	Ministre du Revenu <i>Minister of Revenue</i>	68-69
Procureur général <i>Attorney General</i>	28-29	Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement <i>Minister of Public Works and Supply</i>	70-71
Ministre du Commerce extérieur <i>Minister of External Trade</i>	28-29	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration <i>Minister of Cultural Communities and Immigration</i>	70-73
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu <i>Minister of Manpower and Income Security</i>	28-33	Ministre du Travail <i>Minister of Labour</i>	72-75
Ministre de l'Énergie et des Ressources <i>Minister of Energy and Resources</i>	32-41	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche <i>Minister of Recreation, Fish and Game</i>	74-75
Ministre des Affaires municipales <i>Minister of Municipal Affairs</i>	40-43	Ministre de l'Environnement <i>Minister of the Environment</i>	76-77
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation <i>Minister of Agriculture, Fisheries and Food</i>	42-49	Président de l'Assemblée nationale <i>President of the National Assembly</i>	76-81
Ministre des Transports <i>Minister of Transport</i>	48-51		

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Premier ministre.	La proclamation du gouvernement approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute Convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	L.R.Q., c. C-67, a. 4.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Toute proclamation approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention du Nord-Est québécois.	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4.	Dans les quinze jours suivant son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux après un ajournement de plus de vingt jours.
Le Premier ministre.	Toute directive émise en vertu du présent article, portant sur les objectifs et l'orientation de SIDBEC ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Copie de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en rapport avec le Bureau de l'éditeur officiel du Québec.	L.R.Q., c. L-1, a. 121.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le Premier ministre.	Rapport des activités du ministère du Conseil exécutif pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly.

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	The proclamation emanating from the Government approving, giving effect to and declaring valid any complementary agreement to which Québec is a party, designed to amend, rescind or replace the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.	R.S.Q., c. C-67, s. 4.	Within fifteen days of its adoption, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Prime Minister.	Proclamation approving, giving effect to and declaring valid any complementary Agreement to which Québec is a party, designed to amend, rescind or replace the North-eastern Québec Agreement.	R.S.Q., c. C-67.1, s. 4.	Within fifteen days after being adopted, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption following an adjournment of more than twenty days.
The Prime Minister.	Every directive issued under this section, concerning the objectives and orientation of SIDBEC and every document pertaining thereto.	R.S.Q., c. E-14, s. 9.3.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Prime Minister.	Copies of all Orders in Council made since the preceding session, concerning the Office of the Québec Official Publisher.	R.S.Q., c. L-1, s. 121.	Within the first fifteen days of each session.
The Prime Minister.	Report of the activities of the Department of the Executive Council for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-30, s. 4.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Premier ministre.	Rapport de la Régie des installations olympiques sur les biens en sa possession et sur ses activités pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-7, a. 29.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires intergouvernementales.	Rapport détaillé de son activité durant l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-21, a. 9.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires intergouvernementales.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.	L.R.Q., c. O-5, a. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	L.R.Q., c. A-6, a. 42.	Pas plus tard que le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des Finances.	État des rapports du contrôleur des finances des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	L.R.Q., c. A-6, a. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Prime Minister.	Report of the Régie des installations olympiques on the property in its possession and on its activities, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-7, s. 29.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Report of his activities during the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-21, s. 9.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Intergovernmental Affairs.	Annual report of the Secretary General of the Office franco-québécois pour la jeunesse.	R.S.Q., c. O-5, s. 6.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of his Department, for each fiscal year.	R.S.Q., c. A-6, s. 11.1.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Finance.	Statements of all reports and special warrant, and of all expenditures incurred in consequence thereof.	R.S.Q., c. A-6, s. 42.	Not later than the third day on which the National Assembly sits after the signing of the warrants.
The Minister of Finance.	Statement of the reports of the Comptroller of Finance, of the decisions of the Treasury Board, and of any expenditure incurred following a warrant of payment issued in spite of the refusal of the Comptroller of Finance.	R.S.Q., c. A-6, s. 55.	Not later than the third day during which the National Assembly sits after the signing of the warrant issued upon the order of the Treasury Board.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	État des comptes publics pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-6, a. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.
Le ministre des Finances.	Rapport du vérificateur général.	L.R.Q., c. A-6, a. 79.	
Le ministre des Finances.	Rapport du surintendant des assurances sur son analyse des données statistiques et manuels pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-25, a. 182 édicté par a. 140.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des opérations de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-26, a. 20.	Immédiatement, après le 31 mars, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours du début de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport du surintendant des assurances sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	L.R.Q., c. A-32, a. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 13.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Statement of the public accounts for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-6, s. 72.	Not later than the 31st day of December following the end of the fiscal year to which they relate, if the National Assembly is in session or, if it is not, not later than the fifteenth day after it is in session.
The Minister of Finance.	Report of the Auditor General.	R.S.Q., c. A-6, s. 79.	
The Minister of Finance.	Report of the Superintendent of Insurance on his analysis of the data and rate manuals for the preceding year.	R.S.Q., c. A-25, s. 182 enacted by s. 140.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Finance.	Report of the operations of the Régie de l'assurance-dépôts du Québec, for the preceding year.	R.S.Q., c. A-26, s. 20.	Forthwith, after March 31st, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Report of the Superintendent of Insurance on the affairs of all insurers in Québec, for the year ending on the 31st December of the preceding year.	R.S.Q., c. A-32, s. 324.	Not later than the 30th of June following the end of each year or, if the National Assembly is not sitting, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Finance.	Regulations of the Québec Deposit and Investment Fund.	R.S.Q., c. C-2, s. 13.	Within fifteen days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation soit avant soit après la mise en vigueur des Lois refondues du Québec, 1977, et de tout corps légalement constitué dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec.	L.R.Q., c. C-14, a. 170.	Dans les vingt et un premiers jours de chaque session.
Le ministre des Finances.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères au cours de l'exercice financier précédent, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	L.R.Q., c. C-46, a. 13.	À chaque session.
Le ministre des Finances.	Rapport de l'administration du curateur public pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-80, a. 40.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi sur les employés publics, et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	L.R.Q., c. E-6, a. 42.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités du Conseil consultatif des institutions financières pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-25, a. 29.	Immédiatement.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de la Société de développement coopératif pour l'année financière précédente ainsi que ses états financiers.	L.R.Q., c. S-10, a. 50.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Annual report of the Caisse de dépôt et placement du Québec.	R.S.Q., c. C-2, s. 44.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Annual returns of the capital, traffic and working expenditure of every railway company incorporated either before or after the coming into force of the Revised Statutes of Québec, 1977, and of every corporation enabled to construct, maintain and work a railway in Québec.	R.S.Q., c. C-14, s. 170.	Within the first twenty-one days of each session.
The Minister of Finance.	Statement showing the licences issued to extra-provincial corporations during the preceding fiscal year, the authorized capital of the extra-provincial corporation licensed and the fees paid for each licence.	R.S.Q., c. C-46, s. 13.	At each session.
The Minister of Finance.	Report of the administration of the Public Curator, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-80, s. 40.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Finance.	Detailed statement of all securities given under the authority of the Public Officers Act, and of any changes that may have been made thereto since the period of the previous return submitted to the Legislature.	R.S.Q., c. E-6, s. 42.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Conseil consultatif des institutions financières, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-25, s. 29.	Forthwith.
The Minister of Finance.	Report of the Société de développement coopératif, for the preceding fiscal year, together with its financial statements.	R.S.Q., c. S-10, s. 50.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	États financiers et rapport des activités de la Société des loteries et courses du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport des activités de l'inspecteur général des institutions financières pour l'année précédente.	1982, c. 52, a. 21.	Au plus tard, le 30 septembre de chaque année.
Le ministre délégué à l'Administration.	Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite.	L.R.Q., c. R-10, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de l'Office des professions du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-26, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel des activités du Conseil interprofessionnel du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle, et l'état financier de la corporation.	L.R.Q., c. C-26, a. 104.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Finance.	Financial statements and report of the activities of the Société des loteries et courses du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-13.1, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Finance.	Report of the activities of the Inspector General of Financial Institutions, for the preceding year.	1982, c. 52, s. 21.	Not later than 30 September of each year.
The Minister responsible for Administration.	Annual report of the Commission administrative du régime de retraite.	R.S.Q., c. R-10, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Office des professions du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-26, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the Québec Interprofessional Council.	R.S.Q., c. C-26, s. 22.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	Report of the activities of any Bureau established within a professional corporation, and the financial statement of the corporation.	R.S.Q., c. C-26, s. 104.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités du Conseil des collèges pour l'exercice financier précédent, et sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial.	L.R.Q., c. C-57.1, a. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités du Conseil des universités pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-58, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel sur les activités du Conseil supérieur de l'éducation et sur l'état et les besoins de l'éducation.	L.R.Q., c. C-60, a. 9.	À chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	L.R.Q., c. E-9, a. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport d'étape indiquant l'orientation générale des recommandations principales du Conseil scolaire de l'île de Montréal sur la restructuration scolaire de l'île de Montréal.	L.R.Q., c. I-11, a. 512.	Dès que possible.
La ministre de l'Éducation.	Tout plan quinquennal d'investissements universitaires.	L.R.Q., c. I-17, a. 4.	Sans délai.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport détaillé de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-15, a. 4.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des universités constitutives, instituts de recherche et écoles supérieures.	L.R.Q., c. U-1, a. 25.	Sans délai.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-57, a. 17.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Education.	Report of the activities of the Conseil des collèges and on state and needs of college education, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-57.1, s. 24.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Conseil des universités, for its preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-58, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	Annual report on the activities of the Conseil supérieur de l'éducation and on the state and needs of education.	R.S.Q., c. C-60, s. 9.	At each session.
The Minister of Education.	Report of the activities of the Commission consultative de l'enseignement privé, for the preceding academic year.	R.S.Q., c. E-9, s. 8.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Education.	An interim report indicating the general orientation of the principal recommendations of the School Council of the Island of Montreal on the school reorganization for the Island of Montreal.	R.S.Q., c. I-14, s. 512.	As soon as possible.
The Minister of Education.	Every quinquennial university investments plan.	R.S.Q., c. I-17, s. 4.	Forthwith.
The Minister of Education.	Detailed report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-15, s. 4.	Within fifteen days after the opening of each session.
The Minister of Education.	Annual report of the activities of the University of Québec, including those of the constituent universities, research institutes and superior schools.	R.S.Q., c. U-1, s. 25.	Forthwith.
The Minister of Social Affairs.	Annual report on the activities of the Conseil des affaires sociales et de la famille, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-57, s. 17.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport des activités de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-23, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Affaires sociales.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi sur la protection de la santé publique.	L.R.Q., c. P-35, a. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport annuel des activités de la Régie de l'assurance-maladie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-5, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires sociales.	Toute directive approuvée par le gouvernement portant sur les objectifs de l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi.	L.R.Q., c. R-5, a. 32.	Dans les cinq jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires sociales.	Rapport des activités de tout conseil régional de la santé et des services sociaux pour l'année se terminant le 31 mars précédent.	L.R.Q., c. S-5, a. 41.	Dans les trente jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional.	Rapport des activités de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. O-3, a. 14.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-14, a. 93.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-23, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Social Affairs.	Any Order in Council made under section 17 of the Public Health Protection Act.	R.S.Q., c. P-35, s. 22.	Not later than the third day during which the National Assembly is in session after the order is made.
The Minister of Social Affairs.	Annual report of the activities of the Régie de l'assurance-maladie du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-5, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Every directive approved by the Government bearing on the goals and orientation of the Régie de l'assurance-maladie du Québec in the performance of the functions entrusted to it by the Act.	R.S.Q., c. R-5, s. 32.	Within five days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within five days after the opening of the next session.
The Minister of Social Affairs.	Report of the activities of every regional health and social services council, for the year ending on the preceding March 31st.	R.S.Q., c. S-5, s. 41.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not within ten days after the opening of the next session.
The Minister responsible for Planning and Regional Development.	Report of the activities of the Office de planification et de développement du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. O-3, s. 14.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Commission des services juridiques, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-14, s. 93.	Within six months following the end of each fiscal year.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, concernant la Loi visant à favoriser le civisme, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-20, a. 25.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la justice pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-54, a. 15.	Sans délai.
Le ministre de la Justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	L.R.Q., c. E-6, a. 6.	Dans les quinze premiers jours de la session.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Régie des permis d'alcool du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-9.1, a. 21.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec regarding the Act to promote good citizenship, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-20, s. 25.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Conseil consultatif de la justice, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-54, s. 15.	Forthwith.
The Minister of Justice.	List of commissions issued to officers in the Civil Service during the year.	R.S.Q., c. E-6, s. 6.	Within the first fifteen days of the session.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Commission québécoise des libérations conditionnelles, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. L-1.1, s. 47.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of his Department, for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-19, s. 16.1.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Régie des permis d'alcool du Québec for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. P-9.1, s. 21.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Comité de la protection de la jeunesse pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'année précédente.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 15.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Tout décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Fonds d'aide aux personnes sinistrées, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités du Fonds d'aide aux recours collectifs pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités de la Société québécoise d'information juridique pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-20, a. 16.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Comité de la protection de la jeunesse, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. P-34.1, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Bureau de la protection civile du Québec, for the preceding year.	R.S.Q., c. P-38.1, s. 15.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Any decree of the Government declaring a state of emergency contemplated in section 16 of the Act respecting the protection of persons and property in the event of disaster.	R.S.Q., c. P-38.1, s. 24.	Not later than the third day during which the Assembly sits after the decree is made.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Fonds d'aide aux personnes sinistrées, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. P-38.1, s. 37.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Fonds d'aide aux recours collectifs, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-2.1, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Justice.	Report of the activities of the Société québécoise d'information juridique, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-20, s. 16.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Procureur général	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	L.R.Q., c. P-13, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Procureur général.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la Loi de police.	L.R.Q., c. P-13, a. 97.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre du Commerce extérieur.	Rapport de ses activités de son ministère pour chaque exercice financier.	1982, c. 50, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les allocations familiales du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-17, a. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Commission des affaires sociales pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-34, a. 41.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Attorney General.	Annual report of the activities of the Commission de police du Québec.	R.S.Q., c. P-13, s. 37.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Attorney General.	Every Order in Council made under section 95 of the Police Act.	R.S.Q., c. P-13, s. 97.	Not later than the third day during which the Assembly sits after the Order in Council is made.
The Minister of External Trade.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	1982, c. 50, s. 11.	Within six months following the end of the fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session of after resumption.
The Minister of Manpower and Income Security.	Report of the activities of the Régie des rentes du Québec in accordance with the Québec Family Allowances Act, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-17, s. 30.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Manpower and Income Security.	Report of the activities of the Commission des affaires sociales, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-34, s. 44.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-33, a. 5.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle sur l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de l'état du compte de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport d'un projet de loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les cinq premiers jours de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Manpower and Income Security.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-33, s. 5.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not in session, not later than the fifteenth day during which it sits following the expiration of such time period.
The Minister of Manpower and Income Security.	Report of the activities of the Commission des normes du travail, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. N-1.1, s. 27.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Manpower and Income Security.	Annual report of the Régie des rentes du Québec.	R.S.Q., c. R-9, s. 37.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Manpower and Income Security.	Actuarial report on the operation of the Act respecting the Québec Pension Plan and on the state of the account of the Régie des rentes du Québec, prepared every five years.	R.S.Q., c. R-9, s. 218.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first five days of the next session.
The Minister of Manpower and Income Security.	Report on a bill to amend the Act respecting the Québec Pension Plan.	R.S.Q., c. R-9, s. 218.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first five days of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Deux rapports triennaux sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives.	1982, c. 12, a. 22.	Le premier rapport au plus tard le 1 ^{er} octobre 1985 et le deuxième au plus tard le 1 ^{er} octobre 1988 ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines Limited.	1947, c. 40, a. 1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959-60, c. 23, a. 4.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-78, a. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de développement de la Baie James.	L.R.Q., c. D-8, a. 33.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Manpower and Income Security.	Report of the activities of the Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-3.2, s. 43.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Manpower and Income Security.	Two triennial reports on the effects of the Act respecting the abolition of compulsory retirement and providing amendments to certain legislation.	1982, c. 12, s. 22.	The first report not later than 1 October 1985 and the second not later than 1 October 1988 or, if the National Assembly is not sitting, in the office of the President.
The Minister of Energy and Resources.	Every Order in Council made under the Act to authorize the concession of certain waterpowers to Belleterre Québec Mines Limited.	1947, c. 40, s.1.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Orders in Council made under section 4 of the Act to ensure the industrial stability and progress of the town and region of Matane.	1959-60, c. 23, s. 4.	Within the first fifteen days following the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the Office du crédit agricole du Québec on the administration of the Forestry Credit Act, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-78, s. 51.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of the Société de développement de la Baie James.	R.S.Q., c. D-8, s. 33.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique.	L.R.Q., c. E-23, a. 7.	Dans les quinze jours de leur adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel détaillé des biens et des opérations d'Hydro-Québec.	L.R.Q., c. H-5, a. 20.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent, du nombre, de la nature et du résultat des enquêtes faites pendant la même période.	L.R.Q., c. R-6, a. 46.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, au cours des trois premières semaines de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	L.R.Q., c. S-9, a. 14.	Dans les quinze jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Energy and Resources.	Every Order in Council made under the Act governing the exportation of electric power.	R.S.Q., c. E-23, s. 7.	Within fifteen days after it is made, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Detailed annual report of the property and operations of Hydro-Québec.	R.S.Q., c. H-5, s. 20.	At each session.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-15.1, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Annual report of the applications made to the Régie de l'électricité et du gaz and of the order issued by it since the beginning of its functions or, as the case may be, since its last report; of the number, nature and result of the investigations made during the same period.	R.S.Q., c. R-6, s. 46.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first three weeks of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the Société de cartographie du Québec, on the valuation of the shares or property acquired from undertakings pursuing the same objectives.	R.S.Q., c. S-9, s. 14.	Within fifteen days of the acquisition, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de cartographie du Québec, approuvée par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-9, a. 15.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de cartographie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-9, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 7 de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 9.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 18.	Dans les quinze jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, approuvée par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Energy and Resources.	Every guideline on the objectives and orientation of the Société de cartographie du Québec, approved by the Government.	R.S.Q., c. S-9, s. 15.1.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of the Société de cartographie du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-9, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Every order of the Government approving a payment contemplated in section 7 of the Act respecting the Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	R.S.Q., c. S-12, s. 9.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Every Order in Council made under section 18 of the Act respecting the Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	R.S.Q., c. S-12, s. 18.	Within fifteen days after it is made, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Every guideline on the objectives and orientation of the Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, approved by the Government.	R.S.Q., c. S-12, s. 19.1.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-12, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société nationale de l'amiante dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société nationale de l'amiante pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 21.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of the Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-12, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Energy and Resources.	Every Order in Council of the Government approving a payment contemplated in section 13 of the Act to establish the Société nationale de l'amiante.	R.S.Q., c. S-18.2, s. 14.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Every Order in Council of the Government authorizing the acquisition of an undertaking of shares forming the capital stock of an undertaking contemplated in subparagraph <i>b</i> of the first paragraph of section 16 of the Act to establish the Société nationale de l'amiante.	R.S.Q., c. S-18.2, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Every directive issued by the Minister, approved by the Government, regarding the objectives and the orientation of the Société nationale de l'amiante in carrying out the functions entrusted to it by the Act to establish the Société nationale de l'amiante.	R.S.Q., c. S-18.2, s. 18.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of the Société nationale de l'amiante, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-18.2, s. 21.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11 ou 11.1 de la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 13.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'exploration minière dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi.	L.R.Q., c. S-19, a. 23.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 25.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives pétrolières pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-22, a. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 6.	Dans les dix premiers jours de la session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu des articles 92 et 93 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 106.	Dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités de la Commission nationale de l'aménagement, pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-19.1, a. 220.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Energy and Resources.	Every order of the Government approving a payment contemplated in section 10, 11 or 11.1 of the Act respecting the Société québécoise d'exploration minière.	R.S.Q., c. S-19, s. 13.	At each session.
The Minister of Energy and Resources.	Every directive issued by the Minister and approved by the Government, on the objectives and orientation of the Société québécoise d'exploration minière in exercising the functions entrusted to it by the Act.	R.S.Q., c. S-19, s. 23.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the next session or after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Annual report of the Société québécoise d'exploration minière.	R.S.Q., c. S-19, s. 25.	At each session.
The Minister of Energy and Resources.	Report of the activities of the Société québécoise d'initiatives pétrolières, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-22, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Energy and Resources.	Orders in Council necessary to carry out the provisions of the Lands and Forests Act.	R.S.Q., c. T-9, s. 6.	Within the first ten days of the session.
The Minister of Energy and Resources.	Orders in Council made under sections 92 and 93 of the Lands and Forests Act.	R.S.Q., c. T-9, s. 94.	Within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Energy and Resources.	Orders in Council made under section 106 of the Lands and Forests Act.	R.S.Q., c. T-9, s. 106.	Within fifteen days of the opening of the session following the end of the fiscal year of the Government.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Commission nationale de l'aménagement, for the preceding year.	R.S.Q., c. A-19.1, s. 220.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-37.1, a. 230.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport des activités du ministère des Affaires municipales pour l'année précédente.	L.R.Q., c. M-22, a. 3.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi pour augmenter le domaine cultivable du Québec.	1946, c. 31, a. 3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport contenant un compte rendu de toutes les sommes payées en vertu de la Loi des sociétés de colonisation, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et la plus détaillée possible.	S.R.Q., 1964, c. 104, a. 17.	À chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation.	S.R.Q., 1964, c. 104, a. 18.	Dans les dix jours de l'ouverture de la session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers sur son administration de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des opérations de la Régie des assurances agricoles du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., c. A-30, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of the Outaouais Development Corporation, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-37.1, s. 230.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Municipal Affairs.	Report of the activities of his Department for the preceding year.	R.S.Q., c. M-22, s. 3.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	All the Orders in Council made under the Act to enlarge the arable domain of Québec.	1946, c. 31, s. 3.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the following session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report containing a statement of all the sums paid under the Act respecting colonization societies and specifying, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results obtained by them.	R.S.Q., 1964, c. 104, s. 17.	At each session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Copies of all the Orders in Council by which any townships or portions thereof are set apart for colonization societies.	R.S.Q., 1964, c. 104, s. 18.	Within ten days after the opening of the session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers on its administration of the Act respecting farm-loan insurance and forestry-loan insurance, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-29.1, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the operations of the Régie des assurances agricoles du Québec, for the preceding year.	R.S.Q., c. A-30, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-31, a. 26.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-75.1, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie des grains du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. G-1.1, a. 21.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-14, a. 3.	Dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'année précédente.	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of the Régie administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-31, s. 26.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the Office du crédit agricole du Québec on its administration of the Act to promote long-term farm credit by private institutions, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-75.1, s. 44.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of the Régie des grains du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. G-1.1, s. 21.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-14, s. 3.	Within fifteen days following the opening of each session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of the Commission de protection du territoire agricole du Québec, for the preceding year.	R.S.Q., c. P-41.1, s. 20.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 4.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de vingt jours.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-21, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Raffinerie de sucre du Québec.	1982, c. 28, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités et les états financiers de la Raffinerie de sucre du Québec pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 28, a. 26.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Every directive bearing on the goals and orientation of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	R.S.Q., c. S-21, s. 4.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption following an adjournment of more than twenty days.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-21, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Every guideline issued by the Minister and approved by the Government in regard to the objectives and orientation of the Raffinerie de sucre du Québec.	1982, c. 28, s. 24.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities and the financial statements of the Raffinerie de sucre du Québec, for the preceding fiscal year.	1982, c. 28, s. 26.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs, pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 29, a. 31.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport des activités de la Régie des marchés agricoles du Québec pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 41, a. 14.1 édicté par a.1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu de la Loi concernant la route Trans-Canada.	1950, c. 44, a. 4.	Dans les vingt jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités du Fonds d'indemnisation prévu à l'article 122 de la Loi sur l'assurance automobile, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-25, a. 140.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel des activités de son ministère.	L.R.Q., c. M-28, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de la Régie de l'assurance automobile du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-4, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the Office du crédit agricole du Québec on its administration of the Act to promote the establishment of young farmers, for the preceding year.	1982, c. 29, s. 31.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Agriculture, Fisheries and Food.	Report of the activities of the Régie des marchés agricoles du Québec, for the preceding fiscal year.	1982, c. 41, s. 14.1 enacted by s. 1.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days of the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Transport.	Copies of the Orders in Council made under the Act respecting the Trans-Canada Highway.	1950, c. 44, s. 4.	Within the first twenty days of the following session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Fonds d'indemnisation, contemplated by s. 122 of the Automobile Insurance Act, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-25, s. 140.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Transport.	Annual report of the activities of his Department.	R.S.Q., c. M-28, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Régie de l'assurance automobile du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-4, s. 19.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport de la Société des traversiers du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-14, a. 19.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de la Commission des transports du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. T-12, a. 29.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 65 de la Loi sur la voirie.	L.R.Q., c. V-8, a. 66.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de l'ouverture de la session suivant leur adoption.
Le ministre des Transports.	Rapport des activités de l'Office des autoroutes du Québec pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 49, a. 24 édicté par a. 4.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise des travaux.
Le ministre des Communications.	Rapport des activités de l'Institut québécois du cinéma pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-18, a. 72.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Société des traversiers du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-14, s. 19.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Report of the activities of the Commission des transports du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. T-12, s. 29.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Transport.	Ministerial Orders made under section 65 of the Roads Act.	R.S.Q., c. V-8, s. 66.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the session after they are made.
The Minister of Transport.	Report of the operations of the Office des autoroutes du Québec, for the preceding fiscal year.	1982, c. 49, s. 24 enacted by s. 4.	Within thirty days after receiving it if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or, as the case may be, resumption.
The Minister of Communications.	Report of the activities of the Institut québécois du cinéma, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-18, s. 72.	Within fifteen days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de l'éditeur officiel du Québec indiquant le nombre d'exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente, les personnes à qui des exemplaires de ce recueil ont été distribués et le nombre qui leur a été livré, l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite et le nombre d'exemplaires de recueils des lois qui restent en sa possession.	L.R.Q., c. I-16, aa. 25 et 26.	À chaque session.
Le ministre des Communications.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-24, a. 14.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport identifiant les bénéficiaires de l'assistance financière, le montant de cette assistance et indiquant la programmation éducative par laquelle l'assistance a été accordée et ceci, suivant les conditions, normes et modalités fixées par règlement du gouvernement.	L.R.Q., c. P-30.1, a. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport des activités de la Société de radio-télévision du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18.	Dans les trente jours suivant sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.3, a. 10.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Communications.	Annual report of the Québec Official Publisher showing the number of copies of the compilation of the statutes printed during the previous year, the persons to whom copies of such compilation were distributed and the number delivered to them and under what authority, and the number of copies of the compilation of the statutes remaining in his possession.	R.S.Q., c. I-16, ss. 25 and 26.	At each session.
The Minister of Communications.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-24, s. 14.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Communications.	Report identifying the beneficiaries of financial assistance, indicating the amount of that assistance and the educational programming for which assistance has been granted in accordance with the conditions, standards and terms fixed by regulation of the Government.	R.S.Q., c. P-30.1, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year.
The Minister of Communications.	Report of the activities of the Société de radio-télévision du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-11.1, s. 18.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within thirty days after resumption.
The Minister of Housing and Consumer Protection.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-15.3, s. 10.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de l'Office de la protection du consommateur pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-1, a. 24.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Régie du logement, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur.	Rapport des activités de la Société d'habitation du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-8, a. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société de développement industriel du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-13, a. 34.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Housing and Consumer Protection.	Report of the activities of the Office de la protection du consommateur, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. P-40.1, s. 303.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Housing and Consumer Protection.	Report of the activities of the Régie des entreprises de construction du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. Q-1, s. 24.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Housing and Consumer Protection.	Report of the activities of the Régie du logement, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-8.1, s. 25.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Housing and Consumer Protection.	Report of the activities of the Société d'habitation du Québec, for the preceding fiscal year	R.S.Q., c. S-8, s. 24.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société de développement industriel du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. A-13, s. 34.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	L.R.Q., c. E-14, a. 15.	À chaque session.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Tout mandat spécifique confié à l'Institut national de productivité par le ministre et approuvé par le gouvernement.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 25.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de l'Institut national de productivité pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 28.	Dans les trente jours suivant sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-17, a. 11.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société des alcools du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-13, a. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Annual report of the activities of Sidbec.	R.S.Q., c. E-14, s. 15.	At each session.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Any specific mandate entrusted to the Institut national de productivité by the Minister and approved by the Government.	R.S.Q., c. I-13.1, s. 25.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Institut national de productivité, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. I-13.1, s. 28.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-17, s. 11.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société des alcools du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-13, s. 59.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société du Palais des congrès de Montréal.	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-15, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-16, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement, et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société générale de financement du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. S-17, a. 15.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société générale de financement du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-17, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société du Palais des congrès de Montréal.	R.S.Q., c. S-14.1, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société du parc industriel du centre du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-15, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-16, s. 27.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Any directive issued by the Minister, approved by the Government, respecting the aims and objectives of the Société générale de financement du Québec in the carrying out of the functions entrusted to it by the Act, as well as relevant documents.	R.S.Q., c. S-17, s. 15.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société générale de financement du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-17, s. 17.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Rapport des activités de la Société Inter-Port de Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre de recherche industrielle du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	1982, c. 7, a. 26.1 édicté par a. 8.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie, du Commerce, et du Tourisme.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la société de développement industriel du Québec.	1982, c. 39, a. 32.1 édicté par a. 9.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publié dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	L.R.Q., c. B-4, a. 14.	À chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement d'un bien culturel.	L.R.Q., c. B-4, a. 29.	Dans les trente jours de la décision de la Commission.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Report of the activities of the Société Inter-Port de Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-18, s. 16.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Every directive issued by the Minister and approved by the Government on the objectives and orientation of the Centre de recherche industrielle du Québec in exercising the functions entrusted to it by the Act.	1982, c. 7, s. 26.1 enacted by s. 8.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Industry, Commerce and Tourism.	Every directive issued by the Minister, approved by the Government, bearing on the goals and orientation of the Société de développement industriel du Québec.	1982, c. 39, s. 32.1 enacted by s. 9.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Annual report of the activities of the Commission des biens culturels du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. B-4, s. 7.11.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Copy of a list of the cultural property recognized and classified since the last list published in the <i>Gazette officielle du Québec</i> .	R.S.Q., c. B-4, s. 14.	At each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Any notice from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of a cultural property.	R.S.Q., c. B-4, s. 29.	Within thirty days of the decision of the Commission.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités du Conseil consultatif de la lecture et du livre pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout mandat spécifique demandé par le ministre concernant l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de l'Institut québécois de recherche sur la culture pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant la précédente année financière.	L.R.Q., c. M-20, a. 5.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	États financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-42, a. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la Loi constituant la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 20.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Conseil consultatif de la lecture et du livre, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. D-8.1, s. 13.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Any specific mandate entrusted to the Institut québécois de recherche sur la culture requested by the Minister and approved by the Government.	R.S.Q., c. I-13.2, s. 25.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Institut québécois de recherche sur la culture, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. I-13.2, s. 31.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-20, s. 5.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Cultural Affairs.	Financial statement of the corporation of the Montréal Museum of Fine Arts, for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-42, s. 14.	As soon as possible.
The Minister of Cultural Affairs.	Every order of the Government authorizing the acquisition of shares or property contemplated in subparagraph <i>a</i> of the first paragraph of section 20 of the Act to incorporate the Société de développement des industries de la culture et des communications.	R.S.Q., c. S-10.01, s. 20.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des industries de la culture et des communications dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités de la Société de développement des industries de la culture et des communications pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 26.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités et les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 8, a. 28.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport des activités et les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 9, a. 28.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport des activités du Conseil du statut de la femme pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-59, a. 18.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Affairs.	Every directive issued by the Minister, approved by the Government, bearing on the goals and orientation of the Société de développement des industries de la culture et des communications in the performance of the functions entrusted to it by law.	R.S.Q., c. S-10.01, s. 24.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities of the Société de développement des industries de la culture et des communications for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-10.01, s. 26.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities and the financial statements of the Société du Grand Théâtre de Québec, for the preceding fiscal year.	1982, c. 8, s. 28.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Affairs.	Report of the activities and the financial statements of the Société de la Place des Arts de Montréal, for the preceding fiscal year.	1982, c. 9, s. 28.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister responsible for the Status of Women.	Report of the activities of the Conseil du statut de la femme, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-59, s. 18.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport des activités de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Toute directive approuvée par le gouvernement portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des services de garde à l'enfance dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Fonction publique.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. F-3.1, a. 18.	Dans les six mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Fonction publique.	Rapport annuel indiquant les emplois soustraits à une disposition de la Loi sur la fonction publique, les raisons à cet effet et les règlements adoptés.	L.R.Q., c. F-3.1, a. 66.	Dans les trente jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de la Fonction publique.	Arrêtés du gouvernement ajoutant un nombre d'années aux années de service effectives des fonctionnaires et employés permanents de la fonction publique.	L.R.Q., c. R-12, a. 13.	Pendant la session en cours ou la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister responsible for the Status of Women.	Report of the activities of the Office des services de garde à l'enfance, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-4.1, s. 65.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.
The Minister responsible for the Status of Women.	Every directive approved by the Government bearing on the goals and orientation of the Office des services de garde à l'enfance in the performance of the functions entrusted to it by the Act.	R.S.Q., c. S-4.1, s. 67.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of the Civil Service.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. F-3.1, s. 18.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of the Civil Service.	Annual report indicating the positions exempted from a provision of the Civil Service Act, the reasons therefor, and the regulations made.	R.S.Q., c. F-3.1, s. 66.	Within thirty days after the opening of each session.
The Minister of the Civil Service.	Orders of the Government adding a number of years to the effective years of service of permanent officers and employees of the Civil Service.	R.S.Q., c. R-12, s. 13.	During the current or next ensuing session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Relations avec les Citoyens.	Rapport de l'Office des personnes handicapées du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Relations avec les Citoyens.	Toute directive émise par le ministre, approuvée par le gouvernement et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des personnes handicapées du Québec dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la Loi.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24.	Dans les quinze jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	Rapport des activités de la Régie des loteries et courses du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. L-6, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-31, a. 91.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	État détaillé annuel des remises faites par le gouvernement de tout droit payable à la Couronne ainsi que de toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée dont l'imposition a été autorisée pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	L.R.Q., c. M-31, a. 94.	Dans les quinze premiers jours de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister responsible for Relations with Citizens.	Report of the activities of the Office des personnes handicapées du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. E-20.1, s. 23.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister responsible for Relations with Citizens.	Every guideline issued by the Minister, approved by the Government, in regard to the objectives and orientation of the Office des personnes handicapées du Québec in exercising the functions conferred on it by the Act.	R.S.Q., c. E-20.1, s. 24.	Within fifteen days of its approval by the Government, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Revenue.	Report of the activities of the Régie des loteries et courses du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. L-6, s. 18.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Revenue.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-31, s. 91.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Revenue.	Detailed annual statement of remissions made by the Government of any duty payable to the Crown, as well as any forfeiture or pecuniary penalty imposed or authorized to be imposed for any breach of a fiscal law or the provisions governing the management of any public work producing a toll or revenue.	R.S.Q., c. M-31, s. 94.	Within the first fifteen days of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.	Rapport de l'activité de son ministère pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-28, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.	Rapport des activités de la Société de développement immobilier du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-11, a. 15.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	L.R.Q., c. T-15, a. 7.	Dans les dix premiers jours de chaque session.
Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section II de la Loi sur les travaux publics.	L.R.Q., c. T-15, a. 53.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport des activités de l'Office de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 120.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport des activités de la Commission de surveillance de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 184.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of his Department for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-28, s. 12.	Within six months following the end of the preceding fiscal year.
The Minister of Public Works and Supply.	Report of the activities of the Société de développement immobilier du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-11, s. 15.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within ten days after the opening of the next session.
The Minister of Public Works and Supply.	Annual report on all the works under his control, showing the state of each work and the amounts received and expended in respect thereof, with such further information as may be required.	R.S.Q., c. T-15, s. 7.	Within the first ten days of each session.
The Minister of Public Works and Supply.	The Orders in Council made under Division II of the Public Works Act, or a summary thereof.	R.S.Q., c. T-15, s. 55.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within the first fifteen days of the next session.
The Minister of Cultural Communities and Immigration.	Report of the activities of the Office de la langue française, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-11, s. 120.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Communities and Immigration.	Report of the activities of the Commission de surveillance de la langue française, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-11, s. 184.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport des activités du Conseil de la langue française pour l'exercice précédent.	L.R.Q., c. C-11, a. 204.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport de l'activité de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-16, a. 9.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre du Travail.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, c. 57, a. 11.	Dans les quinze jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de l'Office de la construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. R-20, a. 9.	Dans les trente jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 163.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Cultural Communities and Immigration.	Report of the activities of the Conseil de la langue française, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. C-11, s. 204.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Cultural Communities and Immigration.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-16, s. 9.	Within six months following the end of each fiscal year or, if the National Assembly is not in session, not later than the fifteenth day following the expiry of such time period.
The Minister of Labour.	Report of the Board of Trustees on the management and control of the union under trusteeship.	1975, c. 57, s. 11.	Within fifteen days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session.
The Minister of Labour.	Report of the activities of the Office de la construction du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. R-20, s. 9.	Within thirty days, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The Minister of Labour.	Report of the activities of the Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-2.1, s. 163.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Tout règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	1982, c. 53, a. 12.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, pour son exercice financier précédent et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	1982, c. 53, a. 28.	Dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport détaillé de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction durant l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4.	Dans les quinze premiers jours de chaque session.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport des activités de la Régie sur la sécurité dans les sports ainsi que les rapports du vérificateur général, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of Labour.	Any act and regulation extending benefits contemplated in section 170 of the Act respecting occupational health and safety.	R.S.Q., c. S-2.1, s. 170.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Labour.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	1982, c. 53, s. 12.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Labour.	Report of the activities of the Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, for its preceding fiscal year, and the studies it has carried out or caused to be carried out.	1982, c. 53, s. 28.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of Recreation, Fish and Game.	Report of his activities and those of the bodies under his jurisdiction during the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. M-30.1, s. 4.	Within the first fifteen days of each session.
The Minister of Recreation, Fish and Game.	Report of the activities of the Régie sur la sécurité dans les sports and the Auditor General's reports, for the preceding calendar year.	R.S.Q., c. S-3.1, s. 17.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or within fifteen days after resumption.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques. — (Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9.	Dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités du Conseil consultatif de l'environnement pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-2, a. 19.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-2, a. 147.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport des activités de la Société québécoise d'assainissement des eaux pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. S-18.21, a. 38.	Dans les trente jours suivant la réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les quinze jours de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. C-12, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Les jugements et les rapports qu'il a reçus des juges ou des tribunaux concernant les élections contestées et un compte rendu des procédures qu'il a faites à leur égard.	L.R.Q., c. C-65, a. 85.	Sans délai.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The Minister of the Environment.	Report of the activities of his Department for each fiscal year.	R.S.Q., c. M-15.2, s. 9.	Within six months following the end of each fiscal year, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The Minister of the Environment.	Report of the activities of the Comité consultatif de l'environnement, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. Q-2, s. 19.	Forthwith.
The Minister of the Environment.	Report of the activities of the Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. Q-2, s. 147.	Forthwith.
The Minister of the Environment.	Report of the activities of the Société québécoise d'assainissement des eaux, for the preceding fiscal year.	R.S.Q., c. S-18.21, s. 38.	Within thirty days of receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or fifteen days after resumption.
The President of the National Assembly.	Report of the activities and the recommendations of the Commission des droits de la personne, for the preceding calendar year.	R.S.Q., c. C-12, s. 68.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.
The President of the National Assembly.	Judgments and reports received from judges or courts in regard to controverted elections, and a statement of his own proceedings thereon.	R.S.Q., c. C-65, s. 85.	Forthwith.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités de la Commission de la fonction publique pour l'année précédente.	L.R.Q., c. F-3.1, a. 40.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique pour l'année précédente.	L.R.Q., c. F-3.1, a. 52.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Arrêté en conseil nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de la régie interne de l'Assemblée nationale; et aussi, trois autres députés, membres du Conseil exécutif, commissaires suppléants.	L.R.Q., c. L-1, a. 41.	Au début de chaque session.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée par les commissaires qui serait une dérogation aux lois, règlements et règles régissant l'administration et le personnel de l'Assemblée nationale.	L.R.Q., c. L-1, a. 42.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'approbation d'une telle disposition.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Toute disposition adoptée en vertu des articles 72, 81 et 82 de la Loi sur la Législature.	L.R.Q., c. L-1, a. 83.	Au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités et des recommandations du Protecteur du citoyen.	L.R.Q., c. P-32, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — (Continued)

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The President of the National Assembly.	Report of the activities of the Commission de la fonction publique, for the preceding year.	R.S.Q., c. F-3.1, s. 40.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The President of the National Assembly.	Report of the activities of the Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, for the preceding year.	R.S.Q., c. F-3.1, s. 52.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The President of the National Assembly.	Order in Council appointing three members of the National Assembly, already members of the Executive Council, commissioners of Internal Economy of the National Assembly; and also, three other members of the Executive Council, substitute commissioners.	R.S.Q., c. L-1, s. 41.	At the opening of each session.
The President of the National Assembly.	Any provision adopted by the commissioners which would be a derogation from the acts, regulations and rules applicable to the administration and staff of the National Assembly.	R.S.Q., c. L-1, s. 42.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after approval of such provision.
The President of National Assembly.	Any measure adopted under sections 72, 81 and 82 of the Legislature Act.	R.S.Q., c. L-1, s. 83.	Not later than the fifteenth day on which the National Assembly sits after it is adopted.
The President of the National Assembly.	Annual report of the activities and recommendations of the Public Protector.	R.S.Q., c. P-32, s. 28.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session.

LISTE des ministres et des fonctionnaires qui sont tenus de présenter à l'Assemblée nationale des rapports ou des comptes rendus périodiques.—(Suite)

Ministre ou fonctionnaire	Nature du rapport ou compte rendu	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport de la Commission de la représentation dans lequel elle propose une délimitation des circonscriptions électorales du Québec, à la suite d'une élection générale.	L.R.Q., c. R-24.1, a. 25.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités de la Commission d'accès à l'information pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 30, a. 119.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier.	1982, c. 30, a. 179.	Dans les quinze jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Calendrier de l'entrée en vigueur et de la prise d'effet des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	1982, c. 30, a. 181.	Dans les quinze jours de son adoption si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation pour l'année précédente.	1982, c. 54, a. 122 édicté par a. 39.	Dans les trente jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités du directeur général des élections pour l'exercice financier précédent.	1982, c. 54, a. 232.2 édicté par a. 24.	Au plus tard, le 30 septembre de chaque année.

Préparé conformément à l'article 178 du règlement de l'Assemblée nationale.

Le secrétaire général,
RENÉ BLONDIN.

LIST of the Ministers and Officers whose duty it is to make periodical reports or statements to the National Assembly. — *(Continued)*

Minister or Officer	Nature of the report or statement	Section of the statute ordering the report or statement to be made	Time when the report or statement is to be made
The President of the National Assembly.	Report of the Commission de la représentation in which it shall propose the boundaries of the electoral divisions of Québec, following a general election.	R.S.Q., c. R-24.1, s. 25.	Forthwith, if the National Assembly is in session or, if it is not, within fifteen days after the opening of the next session or after resumption.
The President of the National Assembly.	Report of the activities of the Commission d'accès à l'information, for the preceding fiscal year.	1982, c. 30, s. 119.	Within thirty days of its receipt, if the Assembly is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session, or of resumption.
The President of the National Assembly.	Quinquennial report on the implementation of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personnel information, on the advisability of maintaining it in force and, as the case may be, of amending it.	1982, c. 30, s. 179.	Within fifteen days of its receipt, if the National Assembly is sitting or, if not, in the office of its President.
The President of the National Assembly.	Timetable of the coming into force and effective dates of the provisions of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information.	1982, c. 30, s. 181.	Within fifteen days of its adoption, if the National Assembly is sitting or, if not, in the office of its President.
The President of the National Assembly.	Report of the respective activities of the director general of elections and of the Commission de la représentation, for the preceding year.	1982, c. 54, s. 122 enacted by s. 39.	Within thirty days of its receipt, if the National Assembly is in session or, if it is not, within thirty days after the opening of the next session or after resumption.
The President of the National Assembly.	Report of the activities of the director general of elections for the preceding fiscal period.	1982, c. 54, s. 24, enacted by s. 232.2.	Not later than 30 September of each year.

Prepared in accordance with Standing Order 178 of the National Assembly.

RENÉ BLONDIN,
Secretary General.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 24 mars 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Marx dépose une pétition de citoyens et citoyennes de la ville de Montréal et des environs demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, « Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public ».

(Document de la session n° 2)

M. Gagnon, au nom de M. Rodrigue, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a siégé les 1^{er}, 2 et 14 mars 1983, aux fins d'entendre certaines personnes relativement à l'étude de l'évolution et de l'avenir de Québécois.

(Document de la session n° 3)

Thursday, 24 March 1983

2:00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr Marx tabled a petition from residents of the city of Montréal and surrounding areas requesting the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 2)

Mr Gagnon, on behalf of Mr Rodrigue, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which sat on 1, 2 and 14 March 1983, for a hearing on the development and future of Québécois.

(Sessional Paper No. 3)

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Lévesque (Taillon) dépose copie de la correspondance suivante concernant le règlement hors cours survenu en 1979 relativement au saccage de la Baie James:

— une lettre, en date du 18 mars 1983, de M. A. Hervé Hébert, président de la Fiducie du Québec;

— une lettre, en date du 22 mars 1983, de Mme Nicolle Forget, membre du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James; et

— un télex, en date du 23 mars 1983, de M. Roland Giroux, ex-président - directeur général d'Hydro-Québec.

(Document de la session n° 4)

Du consentement unanime, M. Gagnon propose que cette Assemblée félicite Mario Bonenfant, jeune cinéaste, pour le succès qu'il a remporté lors du concours télévisé « Course autour du monde ».

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime, M. Sirros propose que cette Assemblée souligne la fête de l'Indépendance de la Grèce qui sera célébrée demain, le 25 mars.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siègeront:

Le mardi 29 mars 1983, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de douze heures trente minutes à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, la Commission de l'énergie et des ressources, pour étudier les effets de la politique énergétique sur le développement économique.

During Oral Question Period, Mr Lévesque (Taillon) tabled copies of the following correspondence concerning the 1979 out-of-court settlement of violence at the James Bay construction site:

— a letter, dated 18 March 1983, from Mr A. Hervé Hébert, President of the Fiducie du Québec;

— a letter, dated 22 March 1983, from Mrs Nicolle Forget, member of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James; and

— a telex, dated 23 March 1983, from Mr Roland Giroux, former president and managing director of Hydro-Québec.

(Sessional Paper No. 4)

By unanimous consent, Mr Gagnon moved,—That this Assembly congratulate Mario Bonenfant upon his success as a young film-maker in the televised competition "Course autour du monde".

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

By unanimous consent, Mr Sirros moved,—That this Assembly salute Greek Independence Day which will be celebrated tomorrow, March 25th.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

On Tuesday, 29 March 1983, in the Red Chamber, from 10:00 o'clock a.m. until 10:00 o'clock p.m., with suspension of work from 12:30 o'clock until 3:00 o'clock in the afternoon and from 6:00 o'clock until 8:00 o'clock in the evening, the Committee on Energy and Resources, to consider the effects of the energy policy on economic development.

Le mercredi 30 mars 1983, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures, et le jeudi 31 mars 1983, au même salon, à compter de dix heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de douze heures trente minutes à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures, la Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cours la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

M. Bertrand propose que le nom de M. Dussault soit substitué à celui de M. Guay sur la liste des membres de la Commission spéciale sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural.

M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

Le débat est suspendu.

M. Brassard, au nom de M. Bertrand, donne avis que le mardi 29 mars 1983, à la Salle 81, la Commission permanente de l'Assemblée nationale siégera après les affaires courantes.

On Wednesday, 30 March 1983, in the Red Chamber, from 10:00 o'clock a.m. until 10:00 o'clock p.m., with suspension of work from 1:00 o'clock p.m. until 3:00 o'clock p.m., and on Thursday, 31 March, in the same Chamber, from 10:00 o'clock a.m. until 10:00 o'clock p.m., with suspension of work from 12:30 o'clock until 3:00 o'clock in the afternoon and from 6:00 o'clock p.m. until 8:00 o'clock in the evening, the Committee on Energy and Resources, in order to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Mr Bertrand moved,—That the name of Mr Dussault be substituted for that of Mr Guay on the membership list of the Special Committee on Parliamentary Control of Delegated Legislation.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message.

Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That this Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

The debate was suspended.

Mr Brassard, on behalf of Mr Bertrand, gave notice that the Standing Committee on the National Assembly will sit in Room 81 on Tuesday, 29 March 1983, following Routine Business.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue sur le message inaugural.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Leduc (Fabre).

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Brassard, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 6:00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8:00 o'clock p.m.

8:00 o'clock p.m.

And debate continuing on the Inaugural Message.

The debate was adjourned on motion of Mr Leduc (Fabre).

At 9:55 o'clock p.m., on motion of Mr Brassard, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2:00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 29 mars 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président suspend la séance à loisir en attendant la venue en cette Chambre de M. Andreas Papandreou, Premier ministre de Grèce.

À quinze heures dix minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, annonçant que la taxe de vente sera maintenue au taux de 9% du 1^{er} avril 1983 jusqu'à minuit le soir où sera prononcé le prochain discours du budget, soit vers la fin d'avril.

Les documents suivants sont déposés:

Tuesday, 29 March 1983

2:00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr President suspended the sitting during pleasure to await the visit in the House of Mr Andreas Papandreou, the Prime Minister of Greece.

At 3:10 o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance, announcing that the sales tax would be maintained at 9% from 1 April 1983 to midnight of the day of the Budget Speech, which is to be delivered towards the end of April.

The following documents were tabled:

Par M. le Président:

Télex, en date du 28 mars 1983, adressé à M. Richard Guay, président de l'Assemblée nationale, par M. Claude Sylvestre, vice-président à la programmation de Radio-Québec, concernant la diffusion des séances de la Commission parlementaire de l'énergie et des ressources les mercredi et jeudi de cette semaine.

(Document de la session n° 5)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement sur les agents de maîtrise en inspection des autoroutes;
2. Règlement sur les agents de maîtrise en inspection d'appareils de levage;
3. Règlement sur l'intégration de certains fonctionnaires à la classe d'agent de maîtrise en inspection d'appareils de levage;
4. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction.

(Document de la session n° 6)

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1, a. 41), copies des décrets 590-83 et 591-83, en date du 23 mars 1983, nommant trois députés, membres du Conseil exécutif, commissaires de régie interne de l'Assemblée nationale et trois autres députés, membres du Conseil exécutif, commissaires suppléants.

(Document de la session n° 7)

Par M. Gendron:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 8)

By Mr President:

Telex, dated 28 March 1983, sent to Mr Richard Guay, President of the National Assembly, by Mr Claude Sylvestre, Vice-President of Programming at Radio-Québec, regarding the broadcasting of the sittings of the Parliamentary Committee on Energy and Resources on Wednesday and Thursday of this week.

(Sessional Paper No. 5)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation respecting autoroutes inspection supervisors;
2. Regulation respecting hoisting apparatus inspection supervisors;
3. Regulation respecting the integration of certain civil servants into the hoisting apparatus inspection supervisor class;
4. Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel.

(Sessional Paper No. 6)

Pursuant to the provisions of the Legislature Act (R.S.Q., c. L-1, s. 41), copies of Orders in Council 590-83 and 591-83, dated 23 March 1983, appointing three Members of the Executive Council to be commissioners of Internal Economy of the National Assembly, and three other Members of the Executive Council, substitute commissioners.

(Sessional Paper No. 7)

By Mr Gendron:

Annual Report of the Office de planification et de développement du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 8)

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 9*)

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement de la Maison Alphonse Desjardins de Lévis et d'un moulin à vent à Pointe-Claire.

(*Document de la session n° 10*)

Par M. Biron:

Copie d'une lettre, en date du 29 mars 1983, de M. Rodrigue Biron, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, à M. François Lebrun, président-directeur général de la Société de développement industriel du Québec, concernant la gestion des différents programmes de subventions administrés par la Société.

(*Document de la session n° 11*)

Par M. Lincoln:

Pétition du Comité central de parents du Windermere Elementary School de Beaconsfield, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(*Document de la session n° 12*)

Pétition de parents de l'École Thorndale demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(*Document de la session n° 13*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 1, «Loi n° 1 sur les crédits, 1983-1984», est présenté par M. Parizeau et lu la première, la deuxième et la troisième fois.

By Mr Ouellette:

Annual Report of the Department of the Environment, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 9*)

By Mr Richard:

Notices from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the Maison Alphonse Desjardins in Lévis and a windmill at Pointe-Claire.

(*Sessional Paper No. 10*)

By Mr Biron:

Copy of a letter, dated 29 March 1983, from Mr Rodrigue Biron, Minister of Industry, Commerce and Tourism, to Mr François Lebrun, President and Managing Director of the Société de développement industriel du Québec, concerning the administration of various subsidy programs by the Société.

(*Sessional Paper No. 11*)

By Mr Lincoln:

Petition from the Central Parents' Committee of the Windermere Elementary School in Beaconsfield, requesting the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(*Sessional Paper No. 12*)

Petition from Thorndale School parents requesting the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(*Sessional Paper No. 13*)

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 1, "Appropriation Act No. 1, 1983-84", was introduced by Mr Parizeau and read the first, the second and the third time.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Biron dépose copie d'une lettre en date du 20 octobre 1982 qu'il a reçue de M. Hermann Mathieu, député de Beauce-Sud, concernant la demande d'un prêt urgence à la petite et moyenne entreprise par la compagnie COBI Plastique inc., de la ville de Saint-Georges-Est.

(Document de la session n° 14)

Conformément à l'article 6 du règlement, M. Bertrand propose que les projets de loi suivants soient réinscrits au *Feuilleton* au stade où ils se trouvaient lors de la prorogation de la troisième session de la présente Législature:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions;

Projet de loi 109.—Loi sur le cinéma et la vidéo;

Projet de loi 112.—Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes;

Projet de loi 113.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

La motion est adoptée.

Compte tenu que le règlement ne contient pas de dispositions permettant la réinscription des projets de loi privés et que la réinscription d'un projet de loi privé fait à la demande d'un contribuable implique des coûts additionnels assez élevés pour ces contribuables, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les projets de lois

During Oral Question Period, Mr Biron tabled a copy of a letter dated 20 October 1982 which he had received from Mr Hermann Mathieu, Member for Beauce-Sud, concerning an application for an emergency loan, available to small or medium-sized businesses, made by COBI Plastique inc. in the town of Saint-Georges-Est.

(Sessional Paper No. 14)

Pursuant to Standing Order 6, Mr Bertrand moved,—That the following Bills be reinstated on the *Agenda Paper* at the stage they had reached at the prorogation of the Third Session of the present Legislature:

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec;

Bill 109.—An Act respecting the cinema and video industry;

Bill 112.—An Act to amend the Act to promote farm improvement;

Bill 113.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

The motion was adopted.

Given that the Standing Orders do not provide for the reinstatement of Private Bills and that the procedure entails considerable additional costs for the applicants thereof, with the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Private Bills be reinstated to the *Agenda Paper* at the stage they had reached at prorogation of

privés suivants soient réinscrits au *Feuilleton* au stade où ils se trouvaient au moment de la prorogation de la troisième session de la présente Législature :

Projet de loi 211.—Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli;

Projet de loi 221.—Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière;

Projet de loi 229.—Loi concernant la Fondation E.P.I.C.;

Projet de loi 259.—Loi concernant la ville de Laval;

Projet de loi 265.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard;

Projet de loi 274.—Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif;

ainsi que le projet de loi 195, «Loi sur le service civil volontaire.».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Rocheleau, il est—

Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la liste des organismes qui ont reçu des subventions par le biais du Fonds de développement régional pour l'année financière 1981-1982, cette liste devant indiquer pour chaque organisme le montant de la subvention accordée.

M. Bertrand, au nom de M. Gendron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 15)

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieute-

the Third Session of the present Legislature:

Bill 211.—An Act to change the territory of the town of Mont-Joli;

Bill 221.—An Act respecting certain rights of action in matters of medical or hospital responsibility;

Bill 229.—An Act respecting the Fondation E.P.I.C.;

Bill 259.—An Act respecting the city of Laval;

Bill 265.—An Act to amend the charter of the city of Saint-Léonard;

Bill 274.—An Act respecting the Joseph-Albert Tardif estate;

as well as Bill 195, "An Act respecting voluntary public service".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Rocheleau,—

Ordered, That there be tabled:

Copy of a list of the organizations which received grants under the Regional Development Fund for the fiscal year 1981-82, specifying in each case the amount of the grant.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Gendron, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 15)

Mr Parizeau transmitted to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of

nant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

Édifice André-Laurendeau,
Québec, le 29 mars 1983.
(*Document de la session n° 16*)

Conformément au paragraphe 1 de l'article 128 du règlement, M. Bertrand propose que les crédits de chacun des ministères soient déférés pour étude aux commissions élues appropriées, sauf les crédits de l'Assemblée nationale et tous les autres que le Leader parlementaire du gouvernement jugera à propos de déférer pour étude à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 132 du règlement, M. Parizeau donne avis qu'à une séance subséquente, l'Assemblée se transformera en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget 1983-1984.

M. Bertrand propose que la Commission permanente de l'Assemblée nationale siège immédiatement à la Salle 81.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur la motion de

the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Estimates for the fiscal year ending 31 March 1984, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

André Laurendeau Building,
Québec City, 29 March 1983.
(*Sessional Paper No. 16*)

Pursuant to Standing Order 128(1), Mr Bertrand moved that the estimates of each Department be referred to the appropriate Standing Committees for consideration, with the exception of the estimates of the National Assembly and any other estimates which shall be deemed expedient by the Government House Leader to refer to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 132(1), Mr Parizeau gave notice that at a subsequent sitting, the Assembly shall resolve itself into Committee of the Whole to vote one-quarter of the different items of the 1983-84 budget as an aggregate sum.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on the National Assembly do sit immediately in Room 81.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following

censure suivante de M. Lévesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

M. Gratton propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lachance.

Aujourd'hui, le mardi 29 mars 1983, à dix-sept heures quinze minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Jolivet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Parizeau, le représentant du Premier ministre, de M. Fortier, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

motion of no-confidence by Mr Levesque (Bonaventure):

That this Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

Mr Gratton moved:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Quebec has an urgent need.

At 6:00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8:00 o'clock p.m.

8:00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Lachance.

Today, Tuesday, 29 March 1983, at fifteen minutes past five o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of Mr Jolivet, Vice-President of the National Assembly, of Mr Parizeau, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Fortier, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

1 Loi n° 1 sur les crédits, 1983-1984. 1 Appropriation Act No. 1, 1983-84.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Fréchette, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 9:55 o'clock p.m., on motion of Mr Fréchette, the Assembly adjourned until tomorrow at 10:00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 30 mars 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget pour l'année financière 1983-1984.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Wednesday, 30 March 1983

10:00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote one-fourth of the different items of the budget as an aggregate sum, for the fiscal year 1983-84.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again at the next sitting.

At 1:00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3:00 o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Parizeau:

Rapport annuel du ministère des Institutions financières et Coopératives, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 17)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Department of Financial Institutions and Cooperatives, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 17)

Rapport annuel du surintendant des assurances sur la tarification en assurance automobile au Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 18)

Annual Report of the Superintendent of Insurance on automobile insurance rates in Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 18)

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 19)

Annual Report of the Caisse de dépôt et placement du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 19)

Par M. Laurin:

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 20)

By Mr Laurin:

Annual Report of the Conseil des universités, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 20)

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 21)

Annual Report of the Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 21)

Par M. Godin:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 22)

By Mr Godin:

Annual Report of the Conseil de la langue française, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 22)

Mme Lachapelle, rapporteur désigné, dépose le rapport de la commission permanente de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 29 mars 1983, aux fins suivantes:

- adopter la liste des présidents des commissions élues permanentes;
- choisir les membres des commissions élues permanentes;
- recevoir le rapport de la sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire.

(Document de la session n° 23)

Mrs Lachapelle, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly which sat on 29 March 1983, for the following purposes:

- to adopt the list of Chairmen of the Standing Committees;
- to choose the members of the Standing Committees;
- to receive the report of the Sub-committee of the National Assembly on Parliamentary Reform.

(Sessional Paper No. 23)

Le projet de loi 190, «Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics», est présenté par M. Blank, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget pour l'année financière 1983-1984.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À dix-huit heures vingt minutes, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Bill 190, "An Act to regulate the use of tobacco in public places", was introduced by Mr Blank, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly again resolved itself into Committee of the Whole to vote one-fourth of the different items of the budget as an aggregate sum, for the fiscal year 1983-84.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported progress, and leave was granted to the Committee to sit again at the next sitting.

At 6:20 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2:00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 31 mars 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Déclaration ministérielle de M. Garon, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, annonçant une décision du Conseil des ministres relativement à une ordonnance de la Régie des marchés agricoles du Québec sur la fixation des prix du lait.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Garon:

Rapport annuel d'activités de la Raffinerie de sucre du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 24)

Thursday, 31 March 1983

2:00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Statement by Mr Garon, Minister of Agriculture, Fisheries and Food, announcing a Cabinet decision regarding an order of the Régie des marchés agricoles du Québec on milk pricing.

The following documents were tabled:

By Mr Garon:

Annual Report of the Activities of the Raffinerie de sucre du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 24)

Par M. Lincoln:

Pétition de citoyens de la circonscription électorale de Nelligan, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(Document de la session n° 25)

Pétition de citoyens et de parents d'élèves de la ville de Kirkland et des environs, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(Document de la session n° 26)

Pétition de parents d'élèves de l'école Beacon Hill dans la circonscription électorale de Nelligan, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(Document de la session n° 27)

Le projet de loi 3, «Loi sur les archives», est présenté par M. Richard et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déposé pour étude à la Commission permanente des affaires culturelles.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 29 mars 1983, aux fins suivantes:

- adopter la liste des présidents des commissions élues permanentes;
- choisir les membres des commissions élues permanentes;
- recevoir le rapport de la sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire.

Le rapport est adopté.

By Mr Lincoln:

Petition from residents in the Electoral Division of Nelligan calling on the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 25)

Petition from residents and school parents in the town of Kirkland and surrounding areas, calling on the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 26)

Petition from parents of children attending Beacon Hill School in the Electoral Division of Nelligan, calling on the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 27)

Bill 3, "Archives Act", was introduced by Mr Richard and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Cultural Affairs.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on the National Assembly which sat on 29 March 1983, for the following purposes:

- to adopt the list of Chairmen of the Standing Committees;
- to choose the members of the Standing Committees;
- to receive the report of the Subcommittee of the National Assembly on Parliamentary Reform.

The report was adopted.

La liste des présidents des commissions permanentes soumise par le Président de l'Assemblée pour la durée de la présente session est la suivante:

MM. Blank, Blouin, Boucher, Brouillet, Champagne, Desbiens, Gagnon, Laplante, Paré et Vallières.

La liste des membres et des intervenants qui ont été nommés par la Commission de l'Assemblée nationale pour faire partie des commissions permanentes est la suivante:

The list of Committee Chairmen submitted by the President of the Assembly for the duration of the current Session, is the following:

Messrs Blank, Blouin, Boucher, Brouillet, Champagne, Desbiens, Gagnon, Laplante, Paré and Vallières.

The list of members and participating members appointed by the Committee on the National Assembly to serve on the Standing Committees, is the following:

Commission de l'Assemblée nationale / *Committee on the National Assembly*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Baril (Arthabaska), Bertrand, Bisailon, Blank, Brassard, de Bellefeuille, Fréchette, Gratton, Guay, Jolivet, Lachapelle, Lalonde, Mailloux, Marquis, Pagé, Paré, Picotte, Rancourt, Vaugeois.

Commission des affaires culturelles / *Committee on Cultural Affairs*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Bacon, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Champagne, Charbonneau, de Bellefeuille, Dupré, Hains, Proulx, Richard, Ryan, Saintonge.

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Bisailon, Blouin, Dauphin, Lavigne, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Rochefort, Vallières.

Commission des affaires intergouvernementales / *Committee on Intergovernmental Affairs*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Blais, Charbonneau, de Bellefeuille, Doyon, Harel, Kehoe, Léger, Marx, Morin, Payne, Rivest.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Beaumier, Bisailon, Blouin, Brassard, Dauphin, Fallu, Gravel, Levesque (Bonaventure), Lincoln, Ryan.

Commission des affaires municipales / *Committee on Municipal Affairs*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Beauséjour, Brouillet, Caron, Dubois, Fallu, Lachance, Léonard, Rochefort, Rocheleau, Saintonge, Tremblay.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bélanger, Bisailon, Bissonnet, Desbiens, Doyon, LeBlanc, Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Paré.

Commission des affaires sociales / *Committee on Social Affairs*

Membres / *Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Boucher, Brouillet, Dougherty, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lavoie-Roux, Leduc (Fabre), Picotte, Rochefort, Sirros.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Beauséjour, Bélanger, Bisailon, Blais, French, Gravel, Hains, Lafrenière, Laplante, Marx.

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation / *Committee on Agriculture, Fisheries and Food*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Dupré, Gagnon, Garon, Houde, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Mathieu, Vallières.

Intervenants / *Participating Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bacon, Bisailon, Blouin, Boucher, Dubois, Juneau, Lachance, LeMay, Middlemiss, Picotte.

Commission du commerce extérieur / *Committee on External Trade*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Beaumier, Bourbeau, Ciaccia, Gagnon, Gauthier, Landry, Léger, Lincoln, Paré, Rochefort, Rocheleau.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bisailon, Dean, Dubois, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Marquis, Payne, Perron, Rivest, Scowen, Tremblay.

Commission des communautés culturelles et de l'immigration / *Committee on Cultural Communities and Immigration*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Cusano, Dean, de Bellefeuille, Fallu, Godin, Gratton, Lachapelle, Laplante, Leduc (Fabre), Scowen, Sirros.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bisailon, Bissonnet, Brouillet, Dupré, Gauthier, Maciocia, Martel, Polak, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.

Commission des communications / *Committee on Communications*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bertrand, Blais, Brassard, French, LeMay, Maciocia, O'Gallagher, Paradis, Payne, Proulx.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Beauséjour, Bisailon, Bissonnet, Charbonneau, Dean, Gratton, Kehoe, Rodrigue, Sirros, Vaugeois.

Commission des corporations professionnelles / *Committee on Professional Corporations*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Blank, Charbonneau, Desbiens, Fortier, Grégoire, Laurin, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), O'Gallagher, Proulx, Rochefort.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bisailon, Hains, Kehoe, Lavigne, LeBlanc, Martel, Saintonge, Vaillancourt (Orford), Vaugeois.

Commission de l'éducation / *Committee on Education*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Brouillet, Champagne, Cusano, de Bellefeuille, Dougherty, Hains, Laurin, Leduc (Fabre), LeMay, Payne, Ryan.

Intervenants / *Participating Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bisaillon, Charbonneau, Dauphin, Doyon, Gauthier, Harel, Lavoie-Roux, Paré, Rochefort, Sirros.

Commission de l'énergie et des ressources / *Committee on Energy and Resources*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Bordeleau, Ciaccia, Duhaime, Fortier, Grégoire, Kehoe, Lavigne, LeBlanc, Middlemiss, Perron, Rodrigue.

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bisaillon, Desbiens, Dussault, Harel, Leduc (Saint-Laurent), Mathieu, Scowen, Tremblay, Vallières.

Commission des engagements financiers / *Committee on Financial Commitments*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Beauséjour, Bérubé, Blais, Blouin, Caron, Champagne, Doyon, Gauthier, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Middlemiss, Polak, Proulx, Vaugeois.

Commission des finances et des comptes publics / *Committee on Finance and Public Accounts*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Blais, Desbiens, Fortier, French, Gagnon, Gauthier, Grégoire, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Lachance, Parizeau, Scowen.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bisaillon, Fallu, Lafrenière, Lalonde, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Polak, Proulx, Rochefort, Ryan.

Commission de la fonction publique / *Committee on the Civil Service*

Membres / *Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Assad, Bisaillon, Dougherty, Doyon, Fallu, Gravel, LeBlanc-Bantey, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Martel, Rivest, Tremblay.

Intervenants / *Participating Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bacon, Blais, Caron, Charbonneau, Dubois, Gagnon, Hains, Lachance, Lachapelle.

Commission de l'habitation et de la protection du consommateur / *Committee on Housing and Consumer Protection*

Membres / *Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bélanger, Bissonnet, Bourbeau, Dean, Dupré, Gravel, Harel, Lachapelle, Lavigne, Mathieu, Tardif.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bisaillon, Blais, Blank, Bordeleau, Boucher, Caron, Ciaccia, Houde, Martel, Paré.

Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme / *Committee on Industry, Commerce and Tourism*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Biron, Ciaccia, Dubois, Dussault, Harel, Lavigne, Lincoln, Maciocia, Paré, Payne.

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Beaumier, Bisaillon, Blais, Champagne, Dougherty, Fortier, Grégoire, Mailloux, Rocheleau, Tremblay.

Commission des institutions financières et coopératives / *Committee on Financial Institutions and Cooperatives*

Membres / *Members*: MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), French, Gauthier, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Lafrenière, Mailloux, Martel, Parizeau, Rocheleau, Tremblay, Vaugeois.

Intervenants / *Participating Members*: MM. / Messrs Bisaillon, Blais, Bordeleau, Bourbeau, Dean, Mathieu, Middlemiss, Paradis, Payne, Rodrigue.

Commission de la justice / *Committee on Justice*

Membres / *Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bédard, Brouillet, Charbonneau, Dauphin, Juneau, Kehoe, Lachapelle, Lafrenière, Leduc (Saint-Laurent), Martel, Marx.

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Bisaillon, Blank, Boucher, Dupré, Dussault, Fallu, Lavoie-Roux, Marquis, Paradis, Saintonge.

Commission du loisir, de la chasse et de la pêche / *Committee on Recreation, Fish and Game*

Membres / *Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Bacon, Chevrette, Dauphin, Houde, Lafrenière, Laplante, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marquis, Paré, Perron, Vaillancourt (Orford).

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Assad, Bisaillon, Desbiens, Grégoire, Juneau, Léger, LeMay, Maciocia, Pagé, Rocheleau.

Commission de la main-d'œuvre et de la sécurité du revenu / *Committee on Manpower and Income Security*

Membres / *Members*: Mmes / Mrs—MM. / Messrs Bisaillon, Bordeleau, Dauphin, Dussault, Grégoire, Juneau, Lavoie-Roux, LeBlanc, Marois (Marie-Victorin), Paradis, Sirros, Vaugeois.

Intervenants / *Participating Members*: Mme / Mrs—MM. / Messrs Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Dougherty, Gagnon, Léger, Mailloux, O'Gallagher, Paré, Perron, Picotte.

Commission de la présidence du conseil et de la constitution/*Committee on the Presidency of the Council and the Constitution*

Membres/*Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Brassard, Gendron, Lazure, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Marois (La Peltrie), Marx, Paquette, Ryan, Scowen.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Bisailon, Brouillet, Charbonneau, Ciaccia, de Bellefeuille, Dussault, Gratton, Perron, Rivest, Saintonge.

Commission de la protection de l'environnement/*Committee on the Protection of the Environment*

Membres/*Members*: Mme / Mrs—MM./Messrs Bacon, Beauséjour, Bélanger, Blouin, Dupré, Fallu, Gravel, Middlemiss, Ouellette, Rodrigue, Vaillancourt (Orford).

Intervenants/*Participating Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Bisailon, Champagne, Cusano, Desbiens, Gagnon, Juneau, Lincoln, Marx, O'Gallagher, Tremblay.

Commission du revenu/*Committee on Revenue*

Membres/*Members*: MM./Messrs Assad, Blais, Blank, Boucher, Desbiens, Dubois, Lachance, LeBlanc, Maciocia, Marcoux, Martel.

Intervenants/*Participating Members*: Mme/Mrs—MM./Messrs Bisailon, French, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Juneau, Lafrenière, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mailloux, Paradis, Perron, Vaugeois.

Commission des transports/*Committee on Transport*

Membres/*Members*: MM./Messrs Bissonnet, Blouin, Bourbeau, Clair, Desbiens, Lachance, Léger, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Mathieu, Rodrigue, Vallières.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Assad, Bisailon, Brouillet, Caron, Cusano, de Bellefeuille, Gauthier, Grégoire, Houde, Perron.

Commission du travail/*Committee on Labour*

Membres/*Members*: Mmes/Mrs—MM./Messrs Bisailon, Cusano, Dean, Fréchette, Harel, Lafrenière, Lavigne, Lavoie-Roux, Léger, Paradis, Rivest, Rochefort.

Intervenants/*Participating Members*: MM./Messrs Bélanger, Champagne, Fortier, Leduc (Fabre), Pagé, Payne, Polak, Proulx, Vaugeois.

Commission des travaux publics et de l'approvisionnement/*Committee on Public Works and Supply*

Membres/*Members*: MM./Messrs Assad, Baril (Arthabaska), Bordeleau, Champagne, LeMay, Marcoux, Martel, O'Callagher, Polak, Rodrigue, Vallières.

Intervenants/Participating Members: MM./Messrs Beauséjour, Bisailon, Bourbeau, Boucher, Dupré, Dussault, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Laplante, Vaillancourt (Orford).

M. Bertrand propose que la Commission permanente de l'énergie et des ressources siège au Salon Rouge immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Parizeau, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour voter en bloc un quart des différents articles du budget pour l'année financière 1983-1984.

La proposition principale de voter en bloc ces crédits provisoires est alors étudiée et adoptée.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a voté en bloc des crédits provisoires, soit une somme maximum de 4 966 181 575 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1983-1984, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Energy and Resources do sit immediately in the Red Chamber until 10:00 o'clock p.m., with suspension of work from 6:00 o'clock until 8:00 o'clock in the evening, in order to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Parizeau, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to vote one-fourth of the different items of the budget as an aggregate sum, for the fiscal year 1983-84.

The main motion to vote provisional appropriations as an aggregate sum was then considered and adopted.

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has voted provisional appropriations not exceeding, in all, \$ 4 966 181 575, which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund to defray a part of the expenses of Québec proposed in the estimates for the fiscal year 1983-84 as laid before the National Assembly, not otherwise provided for.

Cette somme se partage ainsi:

1° 4 802 673 650 \$ représentant $\frac{1}{4}$ des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière, à l'exception du programme 8 « Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

2° 71 102 275 \$ représentant $\frac{1}{4}$ additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 24 559 800 \$ représentant $\frac{1}{4}$ additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

4° 67 845 850 \$ représentant $\frac{1}{4}$ additionnel des crédits à voter pour le programme 9 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Le rapport est adopté

En conséquence, M. Parizeau présente le projet de loi 2, « Loi n° 2 sur les crédits, 1983-1984 », lequel projet de loi est lu la première, la deuxième et la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

That sum is apportioned as follows:

(1) \$ 4 802 673 650, being one-fourth of the appropriations to be voted for each of the programs appearing in the estimates of expenses of the Government for the said fiscal year, except Program 8, "Income Security for Cree Hunters and Trappers", of the Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

(2) \$ 71 102 275, being an additional one-fourth of the appropriations to be voted for Program 3, "Real Estate Assessment", of the Ministère des Affaires municipales;

(3) \$ 24 559 800, being an additional one-fourth of the appropriations to be voted for Program 2, "Farm Financing", of the Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

(4) \$ 67 845 850, being an additional one-fourth of the appropriations to be voted for Program 9, "School Transportation", of the Ministère des Transports.

The report was adopted.

Accordingly, Mr Parizeau introduced Bill 2, "Appropriation Act No. 2, 1983-84", which was read the first, the second and the third time.

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bérubé.

Aujourd'hui, le jeudi 31 mars 1983, à dix-huit heures sept minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de Mme Juneau, la représentante du Premier ministre, de M. Vaillancourt (Orford), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

2 Loi n° 2 sur les crédits, 1983-1984.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne au mardi 12 avril 1983, à quatorze heures.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.

At 6:00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8:00 o'clock p.m.

8:00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Bérubé.

Today, Thursday, 31 March 1983, at seven minutes past six o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mrs Juneau, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Vaillancourt (Orford), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

2 Appropriation Act No. 2, 1983-84.

At 10:00 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday, 12 April 1983, at 2:00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 12 avril 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les documents suivants:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 4^e session, 32^e Législature, en date du 23 mars 1983.

(Document de la session n° 28)

Prévisions budgétaires du directeur général des élections pour l'année financière 1983-1984, conformément à la Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral (1982, c. 54).

(Document de la session n° 29)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction

Tuesday, 12 April 1983

2:00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr President tabled the following documents:

Seating Plan of the National Assembly, 4th Session, 32nd Legislature, dated 23 March 1983.

(Sessional Paper No. 28)

Budget estimates of the Director General of Elections for the fiscal year 1983-84, in accordance with the Act respecting the integration of the administration of the electoral system (1982, c. 54).

(Sessional Paper No. 29)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the

publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction;

2. Règlement sur le personnel de direction des greffes.

(Document de la session n° 30)

Du consentement unanime, Mme Dougherty propose que cette Assemblée félicite le docteur Brenda Milner, professeur à l'Institut neurologique de Montréal, lauréate du Prix commémoratif Izaak-Walton-Killam pour sa contribution exceptionnelle à l'avancement de la neuropsychologie.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que le mercredi 20 avril 1983, à compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à seize heures, et les jeudi et vendredi 21 et 22 avril, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, à la Salle 81, la Commission permanente des communications siègera pour étudier la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada et ses projets de développement au Québec.

M. Bertrand propose qu'immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, et demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, à la Salle 81, la Commission permanente de la justice siège pour audition publique et étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions.

Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel;

2. Regulation respecting office of the court management personnel.

(Sessional Paper No. 30)

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Dougherty moved,—That this Assembly congratulate Dr Brenda Milner, Professor at the Institut neurologique de Montréal, on having been awarded the Izaak Walton Killam Memorial Prize for her exceptional contribution to the advancement of neuropsychology.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the Standing Committee on Communications will sit on Wednesday, 20 April 1983, in Room 81, from 10:00 o'clock a.m. until 6:00 o'clock p.m., with suspension of work from 1:00 o'clock until 4:00 o'clock in the afternoon, and on Thursday and Friday, 21 and 22 April, from 10:00 o'clock a.m. until 12:30 o'clock p.m., to consider the reorganization of the corporate structure of Bell Canada and its development plans for Québec.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Justice sit in Room 81, immediately until 10:00 o'clock p.m., with suspension of work from 6:00 o'clock until 8:00 o'clock in the evening, and tomorrow, from 10:00 o'clock a.m. until 1:00 o'clock p.m., for a public hearing and consideration of the following Bills:

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6:00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8:00 o'clock p.m.

Vingt heures

8:00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 10:00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 10:00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 13 avril 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes char-

Wednesday, 13 April 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by the Government agencies respon-

gés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

Le débat est suspendu.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., R-24.1), une proposition de délimitation des circonscriptions électorales du Québec, en date du 13 avril 1983.

(Document de la session n° 31)

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 32)

Volumes 1 et 2 du rapport préparé par TAMEC INC. sur le développement intégré du secteur des télécommunications au Québec.

(Document de la session n° 33)

Par M. Duhaime:

Décret 598-83, en date du 30 mars 1983, concernant un paiement par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 34)

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 35)

sible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.

The debate was suspended.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr President:

In accordance with the provisions of the Act respecting electoral representation (R.S.Q., R-24.1), a proposal for electoral boundaries in Québec, dated 13 April 1983.

(Sessional Paper No. 31)

By Mr Bertrand:

Annual Report of the Société de radio-télévision du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 32)

Volumes 1 and 2 of a report prepared by TAMEC INC. on integrated development of the telecommunications sector in Québec.

(Sessional Paper No. 33)

By Mr Duhaime:

Order in Council 598-83, dated 30 March 1983, respecting a payment by the Minister of Finance for shares in the Société nationale de l'amiante.

(Sessional Paper No. 34)

Annual Report of the Department of Energy and Resources, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 35)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n° 36)

Par Mme Dougherty:

Pétition de citoyens et de parents d'élèves de la circonscription électorale de Jacques-Cartier et des environs, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent fermement au plan de réorganisation scolaire du ministre de l'Éducation.

(Document de la session n° 37)

Pétition de citoyens et de parents d'élèves de la circonscription électorale de Jacques-Cartier et des environs, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, « Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public ».

(Document de la session n° 38)

Du consentement unanime, M. Paquette propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine de l'informatique.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Chevette propose que cette Assemblée félicite Mlle Sylvie Daigle de Sherbrooke et M. Louis Grenier de Sainte-Foy pour leur performance exceptionnelle lors des championnats mondiaux de patinage de vitesse en salle qui se sont terminés cette semaine à Tokyo.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

By Mr Vallières:

Petition from residents in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 36)

By Mrs Dougherty:

Petition from residents and parents of children in the Electoral Division of Jacques-Cartier and surrounding area, informing the National Assembly of their firm opposition to the reorganization planned by the Minister of Education.

(Sessional Paper No. 37)

Petition from residents and parents of children in the Electoral Division of Jacques-Cartier and surrounding area, calling on the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 38)

By unanimous consent, Mr Paquette moved,—That this Assembly particularly salute Computer Science Week.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Chevette moved,—That this Assembly congratulate Miss Sylvie Daigle of Sherbrooke and Mr Louis Grenier of Sainte-Foy on their outstanding performance at the World Indoor Speed-skating Championships which concluded this week in Tokyo.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Au Salon Rouge:

Demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures et demain, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission de la justice pour audition publique et étude des projets de loi suivants:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bourbeau:

1. Depuis la nomination de M. Jean-Paul L'Allier au poste de Délégué général du Québec à Bruxelles, est-ce que des dépenses ont été effectuées pour rénover et décorer la résidence du Délégué général?

2. Dans l'affirmative, quel est le montant total dépensé et quelle est l'utilisation détaillée de ce montant?

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

In the Red Chamber:

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m., the Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

Immediately until 6.00 o'clock p.m. and tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m., the Standing Committee on Justice, for a public hearing and consideration of the following Bills:

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bourbeau:

1. Since Mr Jean-Paul L'Allier was appointed Delegate General of Québec in Brussels, has any money been spent to renovate and decorate the residence of the Delegate General?

2. If so, what is the total amount spent, and for what specific purposes?

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

M. Bertrand, au nom de M. Morin, dépose ledit document.

(Document de la session n° 39)

Sur la motion de M. Bissonnet, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la liste des organismes qui ont reçu des subventions ayant trait à la protection du consommateur du ministère de l'Habitation et de la Protection du Consommateur pour l'année financière 1981-1982, cette liste devant indiquer pour chaque organisme le montant de la subvention.

M. Bertrand, au nom de M. Tardif, dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 40)

Sur la motion de M. Dauphin, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la liste des municipalités qui ont reçu des subventions en vertu du programme de soutien aux loisirs pour les années financières 1980-1981, 1981-1982 et 1982-1983, cette liste devant indiquer pour chaque municipalité le montant de la subvention accordée.

M. Chevette dépose un document concernant ladite motion.

(Document de la session n° 41)

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante au nom de M. Bisailon inscrite en appendice au *Feuilleton* d'aujourd'hui:

A. 1. Quels sont les programmes que le gouvernement du Québec a lui-même initiés depuis avril 1981 et qui visent à créer des emplois permanents?

2. Pour chacun de ces programmes:

a) quels sont les effectifs affectés exclusivement ou majoritairement à l'administration et à la gestion de ces programmes;

Mr Bertrand, on behalf of Mr Morin, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 39)

On motion of Mr Bissonnet,—
Ordered, That there be tabled:

Copy of a list of the organizations which received consumer protection grants from the Department of Housing and Consumer Protection for the fiscal year 1981-82, specifying in each case the amount of the grant.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Tardif, tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Paper No. 40)

On motion of Mr Dauphin,—
Ordered, That there be tabled:

Copy of a list of the municipalities which obtained grants under the recreation support program for the fiscal years 1980-81, 1981-82 and 1982-83, specifying the amount granted to each municipality.

Mr Chevette tabled a document concerning the said motion.

(Sessional Paper No. 41)

By unanimous consent, the Order of the Day being read for the consideration of the following question standing in the name of Mr Bisailon and appended to the *Agenda Paper* for this day:

A. 1. What permanent job-creation programs have been initiated by the Government of Québec since 1981?

2. In each case:

(a) what was the number of staff assigned exclusively or principally to administer and oversee these programs;

b) quel est, à cette date, le nombre d'emplois créés, et dans quels secteurs de l'activité économique;

c) quel fut le coût total défrayé par le gouvernement du Québec;

d) quelles furent les autres sources de financement, et pour quelles sommes;

e) quel est le salaire moyen de ces employé(e)s;

f) quel est l'âge moyen des employé(e)s?

B. Même question que ci-dessus, mais relativement aux emplois temporaires.

Sur la motion de M. Bertrand, il est —
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Marois, dépose ledit document.

(Document de la session n° 42)

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

(b) what is the number of jobs created to date, and in which economic sector;

(c) what amount has the Government expended for this purpose;

(d) what were the other sources of funding, and what sums do they represent;

(e) what is the average salary of these employees;

(f) what is their average age?

B. Same question as the above, but in relation to temporary jobs.

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Marois, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 42)

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.

Le débat est suspendu.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis du député de Richmond à l'effet qu'il n'est pas satisfait de la réponse donnée à une question qu'il a posée au ministre des Transports, et qu'il désire soulever un débat en fin de séance aujourd'hui, sur le sujet suivant:

Les engagements du gouvernement du Québec pour la reconstruction des routes 265 dans la circonscription de Frontenac et 116 dans la circonscription de Richmond.

Du consentement unanime de l'Assemblée, ce débat est remis en fin de séance le mardi 19 avril 1983.

Et le débat continue sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

The debate was suspended.

Pursuant to Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Richmond stating his dissatisfaction with the response to a question he had addressed to the Minister of Transport and requesting that a debate be held at the end of today's sitting, on the following matter:

The work the Government of Québec has undertaken to reconstruct Highway 265 in the Frontenac constituency and Highway 116 in the Richmond constituency.

With the unanimous consent of the Assembly, this debate was deferred to the end of sitting on Tuesday, 19 April 1983.

And debate continuing on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation of which Québec has an urgent need.

Le débat est ajourné sur la motion de
M. Bertrand.

The debate was adjourned on motion
of Mr Bertrand.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajour-
ne à demain quatorze heures.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly ad-
journed until tomorrow at 2.00 o'clock
p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 14 avril 1983

Thursday, 14 April 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Laurin:

By Mr Laurin:

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 43*)

Annual Report of the Office des professions du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 43*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 44*)

Annual Report of the Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 44*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 45*)

Annual Report of the Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 45*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 46)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 47)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 48)

Par M. Marcoux:

État détaillé annuel des remises faites par le gouvernement entre le 27 novembre 1981 et le 25 mars 1983, des taxes, droits et péages payables à la couronne ou des confiscations ou pénalités pécuniaires imposées pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu (L.R.Q., c. M-31, a. 94).

(Document de la session n° 49)

Par M. Fréchette:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1980-1981.

(Document de la session n° 50)

Par M. Marois:

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 51)

Par M. Garon:

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 52)

Par M. Caron:

Pétition du Comité d'école Woodland et de citoyens de Montréal et des envi-

Annual Report of the Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 46)

Annual Report of the Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 47)

Annual Report of the Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 48)

By Mr Marcoux:

Detailed annual statement of the remissions made by the Government from 27 November 1981 to 25 March 1983, of any tax, duty or toll payable to the Crown, or of any forfeiture or pecuniary penalty imposed for any breach of a fiscal law or provisions governing the management of any public work producing a toll or revenue (R.S.Q., c. M-31, s. 94).

(Sessional Paper No. 49)

By Mr Fréchette:

Annual Report of the Conseil consultatif du travail et de la main d'oeuvre, for 1980-81.

(Sessional Paper No. 50)

By Mr Marois:

Annual Report of the Commission des affaires sociales, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 51)

By Mr Garon:

Annual Report of the Department of Agriculture, Fisheries and Food, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 52)

By Mr Caron:

Petition from the Woodland School Committee and residents of the city of

rons, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent fermement au plan de réorganisation scolaire du ministre de l'Éducation.

(Document de la session n° 53)

Pétition du Comité d'école Keith et de citoyens de Montréal et des environs, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent fermement au plan de réorganisation scolaire du ministre de l'Éducation.

(Document de la session n° 54)

Pétition du Comité d'école Keith et de citoyens de la circonscription électorale de Verdun et des environs, demandant au gouvernement du Québec d'abroger la loi 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public».

(Document de la session n° 55)

Pétition de parents d'élèves du Comité d'école Riverview et de citoyens de la circonscription électorale de Verdun et des environs, informant l'Assemblée nationale qu'ils contestent les changements au système scolaire du Québec proposés dans le Livre blanc du ministre de l'Éducation et demandant au gouvernement du Québec d'abroger les lois 111, «Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public», et 105, «Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public».

(Document de la session n° 56)

Par M. Hains:

Pétition de locataires d'habitations à loyer modique, demandant au gouvernement du Québec une révision immédiate de sa politique relative à la fixation des coûts de loyers dans les H.L.M. afin de rendre ces logements plus accessibles à toutes les catégories de familles et de particuliers à faible revenu.

(Document de la session n° 57)

Montréal and surrounding area, informing the National Assembly of their firm opposition to the reorganization planned by the Minister of Education.

(Sessional Paper No. 53)

Petition from the Keith School Committee and residents of the city of Montréal and surrounding area, informing the National Assembly of their firm opposition to the reorganization planned by the Minister of Education.

(Sessional Paper No. 54)

Petition from the Keith School Committee and residents in the Electoral Division of Verdun and surrounding area, requesting the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector".

(Sessional Paper No. 55)

Petition from the Riverview School Committee and residents in the Electoral Division of Verdun and surrounding area, conveying to the National Assembly their disapproval of the changes to the Québec School system proposed in the White Paper by the Minister of Education, and calling on the Government of Québec to repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector", and Bill 105, "An Act respecting the conditions of employment in the public sector".

(Sessional Paper No. 56)

By Mr Hains:

Petition from public housing tenants calling on the Government of Québec to revise forthwith its low-rental housing policy in order to make this type of accommodation more accessible to all categories of families and single persons on a limited income.

(Sessional Paper No. 57)

M. Bertrand propose que, nonobstant le délai prévu à l'article 118a du règlement, l'avis pour l'étude du projet de loi 3, « Loi sur les archives », par la Commission permanente des affaires culturelles, soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* le mercredi 20 avril 1983; que le dépôt des mémoires se fasse pour le vendredi 13 mai 1983, et que les personnes concernées soient convoquées ce 13 mai pour les auditions qui doivent avoir lieu le mardi 17 mai 1983.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Dauphin propose que cette Assemblée félicite M. Jean-Marc Chouinard qui a remporté la médaille d'argent lors du Championnat mondial d'escrime à l'épée qui a eu lieu à Budapest en Hongrie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Hains propose que cette Assemblée félicite les récipiendaires suivants de la 55^e cérémonie de remise des Oscars à Los Angeles: Michèle Burke et Sarah Manzoni pour les meilleurs maquillages dans le film *La Guerre du feu*, produit en partie par Denis Héroux; Terri Nash pour le meilleur court métrage *Si cette planète vous tient à coeur*, réalisé par l'Office national du film; et John Zaritzky pour le meilleur long métrage documentaire *Just Another Missing Kid*, réalisé par la Société Radio-Canada.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Le mardi 19 avril 1983:

Mr Bertrand moved,—That, notwithstanding the time limit provided for in Standing Order 118a, notice for the consideration of Bill 3, "Archives Act", by the Standing Committee on Cultural Affairs, be published in the *Gazette officielle du Québec* on Wednesday, 20 April 1983; that all briefs be filed by Friday, 13 May 1983; and that all interested persons be convened on the 13th of May for a public hearing to be held on Tuesday, 17 May 1983.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Dauphin moved,—That this Assembly congratulate Mr Jean-Marc Chouinard on winning the silver medal at the World Fencing Championship held in Budapest, Hungary.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Hains moved,—That this Assembly congratulate the following winners at the 55th annual Oscar awards held in Los Angeles: Michèle Burke and Sarah Manzoni for best make-up in the film *Quest for Fire*, produced in part by Denis Héroux; Terri Nash, for the best documentary short subject *If You Love This Planet*, produced by the National Film Board; and John Zaritzky for the best documentary feature *Just Another Missing Kid*, produced by the Canadian Broadcasting Corporation.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

Tuesday, 19 April 1983:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des communications, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

À la Salle 91:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

Demain:

À la Salle 81:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

À la Salle 91:

La Commission des travaux publics et de l'approvisionnement, pour l'étude des crédits du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

M. Bertrand propose qu'au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt-heures, la Commission de l'énergie et des ressources siège afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société de la Baie James de régler hors cours la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Communications, for consideration of the estimates of the Department of Communications.

In Room 91:

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

Tomorrow:

In Room 81:

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

In Room 91:

The Committee on Public Works and Supply, for consideration of the estimates of the Department of Public Works and Supply.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Energy and Resources do sit in the Red Chamber immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, in order to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui, en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard.

À vingt et une heures dix-huit minutes, sur la motion de M. Brassard, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.

At 5.55 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Brassard.

At 9.18 o'clock p.m., on motion of Mr Brassard, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 19 avril 1983

Tuesday, 19 April 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission de
police du Québec, pour l'année 1982.
(*Document de la session n° 58*)

By Mr Bédard:

Annual Report of the Commission de
police du Québec, for 1982.
(*Sessional Paper No. 58*)

Par M. Marois:

Évaluation du programme « Subven-
tions aux employeurs » du Service de pla-
cement étudiant du Québec.
(*Document de la session n° 59*)

By Mr Marois:

Evaluation of the "Grants to Employ-
ers" program of the Québec student
placement office.
(*Sessional Paper No. 59*)

Évaluation du programme d'aide au
travail (PAT) 1979.
(*Document de la session n° 60*)

Evaluation of the work assistance pro-
gram (PAT), 1979.
(*Sessional Paper No. 60*)

Évaluation des programmes d'emploi
PIJE, PAT et PRET.

(Document de la session n° 61)

Évaluation du programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), d'octobre 1977 à mars 1982.

(Document de la session n° 62)

Rapport sur la politique d'évaluation des programmes de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu.

(Document de la session n° 63)

Par M. Lévesque (Taillon):

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 64)

Rapport de la Régie des installations olympiques sur le combat de boxe Leonard-Duran tenu au Stade olympique le 20 juin 1980.

(Document de la session n° 65)

Par M. Bertrand, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 66)

Du consentement unanime, M. Paquette propose que cette Assemblée félicite les lauréats de l'Association canadienne des rédacteurs scientifiques pour l'année 1982, soit: M. Gilles Provost du *Devoir*, dans la catégorie des sciences et des richesses naturelles; M. André Delisle de Télé-Métropole, dans la même catégorie, mais pour la télévision; M. Claude de Launière de *Québec-Science*, dans la catégorie science et technologie pour les magazines; l'équipe de *Science-Réalité* de Radio-Canada, dans la catégorie des sciences et de la santé; de MM.

Evaluation of the PIJE, PAT and PRET employment programs.

(Sessional Paper No. 61)

Evaluation of the experimental program of community job creation (PECEC), from October 1977 to March 1982.

(Sessional Paper No. 62)

Report on the evaluation policy relative to manpower and income security programs.

(Sessional Paper No. 63)

By Mr Lévesque (Taillon):

Annual Report of the Régie des installations olympiques, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 64)

Report of the Régie des installations olympiques on the Leonard-Duran boxing match held at the Olympic Stadium on 20 June 1980.

(Sessional Paper No. 65)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon:

Annual Report of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 66)

By unanimous consent, Mr Paquette moved,—That this Assembly congratulate the winners of the Canadian Science Writers' Association awards, namely: Mr Gilles Provost of *Le Devoir*, in the science and natural resources category; Mr André Delisle of Télé-Métropole, in the same category but for television; Mr Claude de Launière of *Québec-Science*, in the magazine science and technology category; the *Science-Réalité* team of Radio-Canada, in the health and science category; Messrs Jean-Pierre Rogel, Bernard Giansetto, Yanick Villedieu and Luc

Jean-Pierre Rogel, Bernard Giansetto, Yanick Villedieu et Luc Chartrand, tous de *Québec-Science*, pour leur mention honorable.

Chartrand, all of *Québec-Science*, for their honourable mention.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur le message inaugural et sur les motions de censure suivantes:

The Order of the Day being read for the resumption of debate on the Inaugural Message and on the following motions of no-confidence:

De M. Levesque (Bonaventure):

Que cette Assemblée blâme le gouvernement pour la tragique insuffisance des mesures annoncées dans le message inaugural en vue de faire face à la grave détérioration de la situation économique du Québec.

By Mr Levesque (Bonaventure):

That the Assembly blames the Government for the tragic inadequacy of the measures announced in the Inaugural Message to cope with Québec's seriously deteriorating economy.

De M. Gratton:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son refus de corriger les erreurs et les excès de la loi 101 ainsi que les méthodes abusives employées par les organismes chargés de son application qui en plus de créer des injustices réelles pour plusieurs citoyens et institutions, contribue à engendrer un climat défavorable aux investissements et à la création d'emplois dont le Québec a pourtant un urgent besoin.

By Mr Gratton:

That the Assembly severely blame the P.Q. Government for its refusal to eliminate the errors and excesses contained in Bill 101 as well as the abusive methods used by Government agencies responsible for its application, which not only cause real prejudice to many citizens and institutions but also contribute to create an unfavourable climate for investments and job creation, of which Québec has an urgent need.—*Mr Brassard.*

Le débat est terminé et les motions de censure sont alors mises aux voix.

The debate was concluded and the motions of no-confidence were then put to the vote.

La motion de censure de M. Levesque (Bonaventure) est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion of no-confidence by Mr Levesque (Bonaventure) was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—40.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Chevrette, de Bellefeuille, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—60.

La motion de censure de M. Gratton est rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion of no-confidence by Mr Gratton was rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge. Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—40.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Chevrette, de Bellefeuille, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—60.

Conformément à l'article 174a du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 22 avril 1983, au Salon Bleu, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des finances et des comptes publics siégera pour discuter la question avec débat du député d'Outremont au ministre des Finances et président du Comité de développement économique, sur le sujet suivant:

Les effets néfastes du niveau de la taxe ascenseur sur l'essence du gouvernement péquiste.

Pursuant to Standing Order 174a, Mr President gave notice that the Standing Committee on Finance and Public Accounts will sit in the Blue Chamber on Friday, 22 April 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock in the afternoon, to discuss the question for debate by the Member for Outremont to the Minister of Finance and Chairman of the Committee on Economic Development, on the following matter:

The damaging effects of the escalator tax on gasoline imposed by the P.Q. Government.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des communications, pour l'étude des crédits du ministère des Communications.

Du consentement unanime de l'Assemblée, à la Salle 91:

La Commission de la protection de l'environnement, pour l'étude des crédits du ministère de l'Environnement.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des communications, pour étudier la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada et ses projets de développement au Québec.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Communications, for consideration of the estimates of the Department of Communications.

With the unanimous consent of the Assembly, in Room 91:

The Committee on the Protection of the Environment, for consideration of the estimates of the Department of the Environment.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Communications, to consider the reorganization of the corporate structure of Bell Canada and its development plans for Québec.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 112, « Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon,—That Bill 112, “An Act to amend the Act to promote farm improvement”, be now read the second time.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 113, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole ».

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 113, “An Act to amend the Act to promote credit to farm producers”.

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Garon moved,—That the said Bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mathieu.

The debate was adjourned on motion of Mr Mathieu.

L'Assemblée procède à la tenue du débat de fin de séance prévu à l'article 174 du règlement.

The Assembly proceeded to hold the debate on adjournment under Standing Order 174.

Le ministre des Transports répond, au nom du gouvernement, à la question sui-

The Minister of Transport replied for the Government to the following ques-

vante soulevée par le député de Richmond le mercredi 13 avril 1983:

Les engagements du gouvernement du Québec pour la reconstruction des routes 265 dans la circonscription de Frontenac et 116 dans la circonscription de Richmond.

À vingt-deux heures dix minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

tion raised by the Member for Richmond on Wednesday, 13 April 1983:

The work the Government of Québec has undertaken to reconstruct Highway 265 in the Frontenac constituency and Highway 116 in the Richmond constituency.

At 10.10 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 20 avril 1983

Wednesday, 20 April 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 113, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon, — That Bill 113, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Picotte.

The debate was adjourned on motion of Mr Picotte.

À douze heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 12.55 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Bertrand, au nom de M. Bédard:
Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 67)

Rapport annuel du Tribunal de l'expropriation, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 68)

Par M. Richard:

États financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice terminé le 1^{er} septembre 1982.

(Document de la session n° 69)

Par M. Bertrand, au nom de M. Biron:

Réponse de M. Biron à une question posée en vertu de l'article 34 du règlement le 13 avril 1983, concernant le programme d'urgence d'aide à la PME au 31 mars 1983.

(Document de la session n° 70)

M. Bertrand dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 202, «Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent».

(Document de la session n° 71)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Duhaime:

Projet de loi 5.—Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.

Par M. Tardif:

Projet de loi 6.—Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment.

Le projet de loi privé 202, «Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent», est présenté par M. Marquis et lu la première fois.

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Bédard:
Annual Report of the Comité de la protection de la jeunesse, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 67)

Annual Report of the Tribunal de l'expropriation, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 68)

By Mr Richard:

Financial statements of the Société de la Place des Arts de Montréal, for the fiscal year ended 1 September 1982.

(Sessional Paper No. 69)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron:

Answer by Mr Biron to a question raised under Standing Order 34 on 13 April 1983 concerning the emergency assistance program for small and medium-sized businesses as at 31 March 1983.

(Sessional Paper No. 70)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 202, "An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent".

(Sessional Paper No. 71)

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Duhaime:

Bill 5.—An Act to promote forest credit by private institutions.

By Mr Tardif:

Bill 6.—An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings.

Private Bill 202, "An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent", was introduced by Mr Marquis and read the first time.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rodrigue propose que le projet de loi privé 259, « Loi concernant la ville de Laval », qui a été déféré pour étude à la Commission permanente des affaires municipales, soit retiré.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 112, « Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Desbiens, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Marx, Middlemiss, Morin, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Payne, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Rivest, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford), Vallières, Vaugeois.—100.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi 112 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries

On motion of Mr Bertrand, the said Bill was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Rodrigue moved,—That Private Bill 259, "An Act respecting the city of Laval", which stood referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, be withdrawn.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Garon,—That Bill 112, "An Act to amend the Act to promote farm improvement", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote:

Bill 112 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a

et de l'alimentation, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des communications, pour étudier la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada et ses projets de développement au Québec.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Communications, to consider the reorganization of the corporate structure of Bell Canada and its development plans for Québec.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

À la Salle 91:

La Commission des communications, pour étudier la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada et ses projets de développement au Québec.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Dubois:

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs, loi sanctionnée le 23 juin 1982:

1. Quel est le nombre de jeunes agriculteurs qui, en date du 7 décembre 1982:

- a) ont présenté une demande de prêt;
- b) ont obtenu un prêt;
- c) se sont vu refuser un prêt?

2. Quels sont ceux dont la demande est toujours à l'étude?

3. Quelle est la répartition des prêts accordés par type de production, par région administrative et par type de propriété de ferme?

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 72*)

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Houde:

Concernant les travaux sur le cours d'eau Tranchemontagne qui traverse trois municipalités dans le comté de Berthier, dont celle de Saint-Barthélémy, et pour lesquels des appels d'offres ont été faits il y a bon nombre d'années, quand le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation donnera-t-il suite aux doléances des agriculteurs de cette région en acceptant de prendre en charge un tel type d'investissement?

In Room 91:

The Committee on Communications, to consider the reorganization of the corporate structure of Bell Canada and its development plans for Québec.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Dubois:

Within the application of the Act to promote the establishment of young farmers, assented to on 23 June 1982:

1. What are the names of the young farmers, who as of 7 December 1982:

- (a) had applied for a loan;
- (b) had obtained a loan;
- (c) had been refused a loan?

2. Whose applications are still being considered?

3. What is the breakdown of loans granted according to type of production, administrative region and type of farm property?

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Paper No. 72*)

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Houde:

As regards the work to be carried out on the Tranchemontagne watercourse which runs through three municipalities in Berthier County (Saint-Barthélémy being one of them), and for which invitations to tender were sent out some years ago, when will the Minister of Agriculture, Fisheries and Food follow up on the grievances of the farmers in this area by assuming responsibility in such an undertaking?

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Garon dépose ledit document.
(*Document de la session n° 73*)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Fortier propose:

Que cette Assemblée dénonce la dilapidation des fonds publics par le gouvernement dans le domaine de l'amiante principalement par l'achat inopportun d'Asbestos Corporation et le non-respect des engagements pris en ce qui concerne la création d'emplois dans la région de l'amiante.

Et un débat s'élève.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Garon tabled the said document.
(*Sessional Paper No. 73*)

Pursuant to Standing Order 91, Mr Fortier moved:

That this Assembly denounces the wasting of public funds in the asbestos sector mainly through the ill-timed purchase of Asbestos Corporation and the failure of the Government to honour its commitments regarding job creation in the asbestos region.

And debate arising thereon.

With the unanimous consent of the Assembly, the debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 21 avril 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de bureau, techniciens et assimilés, de certains employés à la résidence officielle du lieutenant-gouverneur, des chauffeurs de ministre et du personnel ouvrier;

2. Règlement modifiant le Règlement sur les emplois occasionnels et leurs titulaires;

Thursday, 21 April 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation respecting the terms of employment of office personnel, technicians and ranking staff, certain employees in the official residence of the lieutenant-governor, ministers' chauffeurs and workmen;

2. Regulation amending the Regulation respecting casual positions and their incumbents;

3. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel professionnel;

4. Règlement sur la rémunération, les avantages sociaux et autres conditions de travail de certains fonctionnaires;

5. Règlement modifiant le Règlement concernant le classement des fonctionnaires.

(Document de la session n° 74)

Par M. Cusano:

Pétition de citoyens de la ville de Saint-Michel informant l'Assemblée nationale des problèmes de pollution occasionnés par la carrière MIRON et demandant que des mesures soient prises pour corriger cette situation.

(Document de la session n° 75)

Puis M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

LE PREMIER MINISTRE

Québec, le 20 avril 1983

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Édifice Pamphile-LeMay
Bureau 103
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le député de Rivière-du-Loup, monsieur Jules Boucher, agira à compter d'aujourd'hui comme leader adjoint du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) RENÉ LÉVESQUE
(Document de la session n° 76)

Du consentement unanime, M. Tardif propose que cette Assemblée offre sa

3. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of professional employees;

4. Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and terms of employment of certain civil servants;

5. Regulation amending the Regulation respecting the classification of civil servants.

(Sessional Paper No. 74)

By Mr Cusano:

Petition from residents of the town of Saint-Michel informing the National Assembly of the pollution problems caused by operations at the MIRON quarry, and appealing for measures to be taken to correct the situation.

(Sessional Paper No. 75)

Mr President then communicated to the Assembly the following letter:

THE PRIME MINISTER

Québec, 20 April 1983

Mr Richard Guay
President
National Assembly
Pamphile LeMay Building
Room 103
Québec

Mr President,

I wish to inform you that Mr Jules Boucher, Member for Rivière-du-Loup, will henceforth serve as Deputy Government House Leader in the National Assembly.

Yours very truly,

(Signed) RENÉ LÉVESQUE
(Sessional Paper No. 76)

By unanimous consent, Mr Tardif moved,—That this Assembly do offer its sym-

sympathie au peuple arménien et plus particulièrement à la communauté arménienne du Québec à l'occasion de l'anniversaire du génocide de ce peuple survenu le 24 avril 1915.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Fortier proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée dénonce la dilapidation des fonds publics par le gouvernement dans le domaine de l'amiante principalement par l'achat inopportun d'Asbestos Corporation et le non-respect des engagements pris en ce qui concerne la création d'emplois dans la région de l'amiante.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lakonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Ryan, Saintonge, Scowen, Vaillancourt (Orford).—36.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gravel, Harel, Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Laplante, Laurin, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois (La Peltrie), Marquis, Ouellette, Paré, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugois.—47.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siègeront:

Le mardi 26 avril 1983, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

pathy to the Armenian people, and particularly to Québec's Armenian community, on the anniversary of the genocide of this people which occurred on April 24th, 1915.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Fortier proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly denounces the wasting of public funds in the asbestos sector mainly through the ill-timed purchase of Asbestos Corporation and the failure of the Government to honour its commitments regarding job creation in the asbestos region.

The motion was rejected on the following division:

Mr Bertand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Tuesday, 26 April 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'habitation et de la protection du consommateur, pour l'étude des crédits du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

À la Salle 81:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Conformément à l'article 174a du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 29 avril 1983, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente des transports siégera pour discuter la question avec débat du député de Richmond au ministre des Transports, sur le sujet suivant:

La construction et l'entretien du réseau routier en milieu rural.

M. Bertrand propose qu'au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux

In the Red Chamber:

The Committee on Housing and Consumer Protection, for consideration of the estimates of the Department of Housing and Consumer Protection.

In Room 81:

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Communities and Immigration.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Pursuant to Standing Order 174a, Mr President gave notice that the Standing Committee on Transport will sit in the Blue Chamber on Friday, 29 April 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock in the afternoon, to discuss the question for debate by the Member for Richmond, to the Minister of Transport, on the following matter:

The construction and maintenance of roads in rural areas.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Energy and Resources do sit in the Red Chamber immediately

de dix-huit heures à vingt-heures, la Commission de l'énergie et des ressources siège afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société de la Baie James de régler hors cours la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 109, «Loi sur le cinéma et la vidéo».

M. Richard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Richard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Assad.

until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, in order to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry".

Mr Richard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Richard moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 5.45 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Assad.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 9.55 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 26 avril 1983

Tuesday, 26 April 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. le Président:

By Mr President:

Rapports financiers des partis politiques du Québec, pour la période se terminant le 31 décembre 1982.

Financial reports of the political parties of Québec, for the period ending 31 December 1982.

(Document de la session n° 77)

(Sessional Paper No. 77)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:

Rapport annuel du Conseil des collèges, incluant les textes des avis, pour l'année 1981-1982.

Annual Report of the Conseil des collèges, including the text of opinions, for 1981-82.

(Document de la session n° 78)

(Sessional Paper No. 78)

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1981-1982.

Annual Report of the Ordre des audioprothésistes du Québec, for 1981-82.

(Document de la session n° 79)

(Sessional Paper No. 79)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 80)

Annual Report of the Ordre des dentistes du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 80)

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 81)

Annual Report of the Ordre des denturologistes du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 81)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 82)

Annual Report of the Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 82)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 83)

Annual Report of the Ordre des ingénieurs du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 83)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 88)

Annual Report of the Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 88)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1981-1982.
(Document de la session n° 89)

Annual Report of the Corporation professionnelle des médecins du Québec, for 1981-82.
(Sessional Paper No. 89)

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du poste de relais pour le flottage du bois d'Opémican ainsi que certains biens mobiliers.

(Document de la session n° 90)

By Mr Richard:

Notice from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the Opémican log driving station and related movables.

(Sessional Paper No. 90)

Par M. Bourbeau:

Pétition du Comité d'école Jubilee informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent fermement aux projets de loi 101 et 111 ainsi qu'à la restructuration du système scolaire.

(Document de la session n° 91)

By Mr Bourbeau:

Petition from the Jubilee School Committee informing the National Assembly of their firm opposition to Bills 101 and 111 as well as to the restructuring of the school system.

(Sessional Paper No. 91)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du

By Mr Vallières:

Petition from residents in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to

Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n° 92)

Par M. Lincoln:

Pétition de citoyens de la circonscription électorale de Nelligan informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent au projet de réforme scolaire du ministre de l'Éducation.

(Document de la session n° 93)

Par M. Champagne:

Pétition de citoyens de la ville de Laval et des environs informant l'Assemblée nationale qu'ils sont en faveur de la conservation du boisé Papineau situé dans les secteurs Duvernay et Saint-Vincent-de-Paul.

(Document de la session n° 94)

M. Payne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des communications qui a siégé le 20 avril 1983 afin d'étudier la réorganisation de la structure corporative de Bell Canada et ses projets de développement au Québec.

(Document de la session n° 95)

Le projet de loi 4, « Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique », est présenté par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Johnson (Anjou) propose qu'à l'occasion de la Semaine du bénévolat qui se tient du 24 au 30 avril, cette Assemblée reconnaisse la valeur inestimable des services rendus à la société québécoise par les dizaines de milliers d'hommes et de femmes de toutes conditions et de tous les

proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 92)

By Mr Lincoln:

Petition from Nelligan constituents informing the National Assembly of their opposition to the school reform plan of the Minister of Education.

(Sessional Paper No. 93)

By Mr Champagne:

Petition from residents of the city of Laval and surrounding area informing the National Assembly that they favour the conservation of the Papineau wooded area situated in the Duvernay and Saint-Vincent-de-Paul districts.

(Sessional Paper No. 94)

Mr Payne, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Communications which sat on 20 April 1983 to consider the reorganization of the corporate structure of Bell Canada and its development plans for Québec.

(Sessional Paper No. 95)

Bill 4, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power", was introduced by Mr Bertrand, on behalf of Mr Duhaime, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Johnson (Anjou) moved,—That on the occasion of Volunteer Week which is being observed from April 24th to the 30th, this Assembly do acknowledge the invaluable services rendered to Québec society by the tens of thousands of men and women volunteers in all stations and from all

milieux qui oeuvrent bénévolement, et les remercie, au nom du peuple québécois, d'incarner ainsi les valeurs les plus nobles et les idéaux les plus exigeants que puisse poursuivre notre société.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'habitation et de la protection du consommateur, pour l'étude des crédits du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt-heures:

À la Salle 81:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude des crédits du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la pour-

walks of life, and do thank them, on behalf of the people of Québec, for embodying through their work the most noble values and the highest ideals to which our society can aspire.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved.—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Housing and Consumer Protection, for consideration of the estimates of the Department of Housing and Consumer Protection.

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Communities and Immigration.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court set-

suite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91:

La Commission des transports, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 5, « Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées ».

M. Duhaime informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Duhaime propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève:

Le débat est ajourné sur la motion de M. LeBlanc.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 113, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boucher.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi 5, « Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées », soit maintenant lu la deuxième fois.

tlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91:

The Committee on Transport, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 5, "An Act to promote forest credit by private institutions".

Mr Duhaime informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Duhaime moved—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr LeBlanc.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon,—That Bill 113, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Boucher.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Duhaime,—That Bill 5, "An Act to promote forest credit by private institutions", be now read the second time.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boucher.

À vingt et une heures vingt et une minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Boucher.

At 9.21 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 27 avril 1983

Wednesday, 27 April 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Richard proposant que le projet de loi 109, «Loi sur le cinéma et la vidéo», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Richard,—That Bill 109, “An Act respecting the cinema and video industry”, be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boucher.

The debate was adjourned on motion of Mr Boucher.

À douze heures cinquante et une minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 12.51 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

M. Godin dépose le document suivant:

Mr Godin tabled the following document:

Rapport annuel du Comité d'implantation du plan d'action à l'intention des communautés culturelles, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 96)

M. Bertrand dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 205, « Loi modifiant la Charte de la Commission des écoles catholiques de Québec ».

(Document de la session n° 97)

Le projet de loi privé 205, « Loi modifiant la Charte de la Commission des écoles catholiques de Québec », est présenté par M. Gravel et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente de l'éducation, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime, Mme Lavoie-Roux propose, appuyée par M. Lazure, que cette Assemblée souligne la Semaine de la déficience mentale.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Léger dépose copie de deux lettres qu'il a envoyées à tous ses électeurs pour les convoquer à une assemblée générale le 18 avril 1983.

(Document de la session n° 98)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de

Annual Report of the Comité d'implantation du plan d'action à l'intention des communautés culturelles, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 96)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 205, "An Act to amend the Charter of The Catholic School Commission of Québec".

(Sessional Paper No. 97)

Bill 205, "An Act to amend the Charter of The Catholic School Commission of Québec", was introduced by Mr Gravel and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Education, for a public hearing and clause by clause study.

By unanimous consent, Mrs Lavoie-Roux moved, seconded by Mr Lazure,—That this Assembly salute Mental Health Week.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Leger tabled copies of two letters which he had sent to all his constituents, convening them to a general meeting on 18 April 1983.

(Sessional Paper No. 98)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la

la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires sociales.

À la Salle 91:

La Commission des transports, pour l'étude des crédits du ministère des Transports.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain, les commissions permanentes suivantes siégeront:

À compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de la justice, pour étude et audition publique des projets de loi suivants:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions.

Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in the matter.

In Room 81:

The Committee on Social Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Social Affairs.

In Room 91:

The Committee on Transport, for consideration of the estimates of the Department of Transport.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow:

From 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Justice, for consideration and public hearing of the following Bills:

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec.

À compter de neuf heures trente minutes jusqu'à douze heures trente minutes:

À la Salle 91:

La Commission des engagements financiers.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Sirros propose:

Que cette Assemblée dénonce la mauvaise utilisation des fonds publics causée par l'incohérence, l'incoordination et l'inefficacité manifestes des programmes relevant du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bordeleau.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

From 9.30 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Financial Commitments.

Pursuant to Standing Order 91, Mr Sirros moved:

That this Assembly denounces the misuse of public funds resulting from a clear lack of consistency, coordination and efficiency regarding the Manpower and Income Security programs.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Bordeleau.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 28 avril 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Mme Dougherty dépose une pétition de parents d'élèves de John Grant High School, demandant à l'Assemblée nationale que, contrairement à ce qui est proposé dans le Livre blanc sur la réforme scolaire, les écoles vouées à l'éducation des enfants inadaptés ne soient pas démantelées.

(Document de la session n° 99)

Le projet de loi 7, «Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983», est présenté par M. Bédard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Thursday, 28 April 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mrs Dougherty tabled a petition from parents of John Grant High School, appealing to the National Assembly that, contrary to the proposal in the White Paper on school reform, special education schools not be dismantled.

(Sessional Paper No. 99)

Bill 7, "An Act respecting the enumeration of electors for the year 1983", was introduced by Mr Bédard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Après avoir pris en délibéré une demande de directive formulée au cours de la séance du 20 avril dernier, sur les préambules aux questions complémentaires, M. le Président s'exprime ainsi:

Les articles 172 et 173 de notre règlement traitent du cadre général des questions orales, l'article 173 étant à toutes fins utiles la disposition se rapportant à ce que la coutume a désigné « les questions complémentaires ».

L'article 168.1 stipule qu'une question est irrecevable si elle est précédée d'un préambule inutile. Cette disposition se rapporte d'abord aux questions principales. L'usage et la pratique sont à l'effet de permettre un court préambule à la question principale; s'il fallait s'en remettre à l'interprétation qu'en donnait le Président de la Chambre des communes le 14 avril 1975, on devrait admettre qu'il n'y a pas de raison pour qu'un préambule dépasse une phrase soigneusement formulée.

Mais l'article 168.1 couvre aussi les questions complémentaires. Or l'usage veut qu'une question complémentaire ne comporte pas de préambule, et la présidence de l'Assemblée s'est toujours efforcée d'appliquer cette règle. L'auteur Erskine May soutient ce principe quand il s'exprime en ce sens, dans la 19^e édition, à la page 334: « ... supplementary questions, without debate or comment, may be addressed... ».

La décision du Président de la Chambre des communes rendue en 1975, s'appuyant sur une recommandation d'un président d'assemblée législative, était catégorique sur ce sujet lorsqu'il affirmait:

La question supplémentaire, qui sert à obtenir des précisions sur la réponse donnée, doit être une question précise, posée directement et immé-

Having taken under advisement a request of April 20th last for a directive respecting preambles to supplementary questions, Mr President ruled as follows:

Standing Orders 172 and 173 deal with the general scope of oral questions, the latter, for all useful purposes, referring to what customarily are called "supplementary questions".

Standing Order 168.1 stipulates that a question is out of order if has an unnecessary preamble. This provision refers above all to original questions. Usage and practice are such as to permit a short preamble to the original question. Keeping to the interpretation given by the Speaker of the House of Commons on 14 April 1975, there is no reason for such a preamble to exceed one carefully drawn sentence.

Standing Order 168.1 also covers supplementary questions. Usage requires that a supplementary question not contain a preamble, and the Chair of the Assembly has always endeavoured to apply this rule. On page 334 of the 19th Edition of his work, Erskine May writes in support of such principle: "... supplementary questions, without debate or comment, may be addressed...".

In his ruling of 1975, the Speaker of the House of Commons fully accepts the suggestion of one of his provincial counterparts, when he affirms:

The supplementary question is a follow-up device flowing from the response and ought to be a precise question put directly and im-

diatement au ministre, et sans préambule d'aucune sorte.

En ce qui concerne les questions complémentaires, d'après l'usage, la doctrine et les précédents, l'on doit donc conclure que tout préambule est *a priori* inutile.

En conséquence, la présidence tentera à l'avenir d'appliquer le plus strictement possible les règles concernant les questions complémentaires.

Avant l'appel des affaires du jour, conformément à l'article 78 du règlement, M. Paradis propose que soit tenu immédiatement un débat pour discuter une affaire déterminée et importante de la compétence de l'Assemblée et dont l'étude s'impose d'urgence, savoir: les hausses de salaires prévues au décret de la construction qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 1983.

Après avoir entendu les arguments du député de Brôme-Missisquoi, M. le Président déclare que ce décret, ayant été publié il y a plusieurs mois, ne provoque pas une crise soudaine, que depuis la publication du décret, plusieurs possibilités d'en discuter ont été fournies à cette Assemblée et qu'il n'y a pas de raison suffisante pour changer le programme législatif du gouvernement.

En conséquence, la demande de débat d'urgence du député de Brôme-Missisquoi est déclarée irrecevable.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le débat d'urgence sera tenu ce soir à compter de vingt heures jusqu'à vingt-deux heures.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

mediately to the Minister, without any further statement.

As regards supplementary questions, it should thus be concluded that according to precedents, usage and doctrine, any preamble is *a priori* unnecessary.

Consequently, the Chair will henceforth ensure the strictest application of the rules governing supplementary questions.

Before Business of the Day was called and pursuant to Standing Order 78, Mr Paradis moved, — That a debate be held immediately on a specific and important matter within the competence of the Assembly and in urgent need of consideration, namely: the salary increases provided for by the Construction Decree scheduled to take effect on 1 May 1983.

After hearing the arguments presented by the Member for Brôme-Missisquoi, Mr President ruled that the Decree published several months previously did not give rise to a sudden crisis, that the Assembly had had ample opportunity to discuss the matter since the publication of the Decree, and that there was insufficient reason to alter the legislative program of the Government.

The emergency debate requested by the Member for Brôme-Missisquoi was, accordingly, ruled out of order.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, leave was granted for the emergency debate to be held from 8.00 o'clock until 10.00 o'clock this evening.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Le mardi 3 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 91:

La Commission de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, pour l'étude des crédits du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Au Salon Bleu:

La Commission des transports, pour discuter la question avec débat du député de Richmond au ministre des Transports, sur le sujet suivant:

Tuesday, 3 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 91:

The Committee on Manpower and Income Security, for consideration of the estimates of the Department of Manpower and Income Security.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In the Blue Chamber:

The Committee on Transport, to discuss the question for debate by the Member for Richmond, to the Minister of Transport, on the following matter:

La construction et l'entretien du réseau routier en milieu rural.

Conformément à l'article 174a du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 6 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme siégera pour discuter la question avec débat du député de Notre-Dame-de-Grâce au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, sur le sujet suivant:

L'affaiblissement de la part du Québec dans les investissements manufacturiers canadiens.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de la justice, pour étude et audition publique des projets de loi suivants:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions.

The construction and maintenance of roads in rural areas.

Pursuant to Standing Order 174a, Mr President gave notice that the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism will sit on Friday, 6 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., to discuss the question for debate by the Member for Notre-Dame-de-Grâce to the Minister of Industry, Commerce and Tourism, on the following matter:

Québec's diminishing share of manufacturing investments in Canada.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Justice, for consideration and public hearing of the following Bills:

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec.

À la Salle 91:

La Commission des engagements financiers.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Richard proposant que le projet de loi 109, « Loi sur le cinéma et la vidéo », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 109 est déféré à la Commission permanente des affaires culturelles, pour étude article par article.

M. Tardif propose que le projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Brassard, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 6 est déféré à la Commission permanente de l'habitation et de la protection du consommateur, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 113, « Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

In Room 91:

The Committee on Financial Commitments.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Richard,—That Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 109 was referred to the Standing Committee on Cultural Affairs, for clause by clause study.

Mr Tardif moved,—That Bill 6, "An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Brassard, on behalf of Mr Bertrand, Bill 6 was referred to the Standing Committee on Housing and Consumer Protection, for clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon,—That Bill 113, "An Act to amend the Act to promote credit to farm producers", be now read the second time.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 113 est déféré à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étude article par article.

On motion of Mr Bertrand, Bill 113 was referred to the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for clause by clause study.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 5.45 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

L'Assemblée tient le débat d'urgence proposé aujourd'hui par M. Paradis, sur les hausses de salaires prévues au décret de la construction qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 1983.

The Assembly held the emergency debate moved this day by Mr Paradis, on the salary increases provided for by the Construction Decree scheduled to take effect on 1 May 1983.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 10.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 3 mai 1983

Tuesday, 3 May 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection:

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:
Programme d'action du ministère des
Affaires culturelles, intitulé: *Des actions
culturelles pour aujourd'hui.*

(Document de la session n° 100)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Richard:
Program of action of the Department
of Cultural Affairs, entitled: Cultural Action
for Today.

(Sessional Paper No. 100)

Par M. Laurin:

Volumes 1 et 2 du rapport annuel de
l'Ordre des arpenteurs-géomètres du
Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 101)

By Mr Laurin:

Annual Report (Volumes 1 and 2) of
the Ordre des arpenteurs-géomètres du
Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 101)

Rapport annuel de la Corporation pro-
fessionnelle des travailleurs sociaux du
Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 102)

Annual Report of the Corporation pro-
fessionnelle des travailleurs sociaux du
Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 102)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 103*)

Annual Report of the Ordre des agronomes du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 103*)

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 104*)

Annual Report of the Ordre des chiropraticiens du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 104*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 105*)

Annual Report of the Corporation professionnelle des psychologues du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 105*)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 106*)

Annual Report of the Ordre des optométristes du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 106*)

Rapport annuel de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 107*)

Annual Report of the Ordre des techniciens en radiologie du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 107*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 108*)

Annual Report of the Corporation professionnelle des diététistes du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 108*)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 109*)

Annual Report of the Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 109*)

Mme Lachapelle, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a siégé les 12, 13, 14 et 28 avril 1983 pour entendre des personnes et des organismes relativement aux projets de loi suivants:

Mrs Lachapelle, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which sat on 12, 13, 14 and 28 April 1983 to hear private persons and representatives of organizations in regard to the following Bills:

Projet de loi 106.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes;

Bill 106.—An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec;

Projet de loi 107.—Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions.

Bill 107.—An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec.

(*Document de la session n° 110*)

(*Sessional Paper No. 110*)

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Fréchette dépose le document suivant:

Réponse écrite à la question que le député de Viau lui a posée le 26 avril 1983 sur le bilan financier de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'année 1982, et sur les prévisions budgétaires pour l'année 1983.

(Document de la session n° 111)

Du consentement unanime, M. Caron propose que cette Assemblée offre ses plus sincères félicitations au Club de hockey junior de Verdun qui vient de remporter le championnat de hockey junior au Québec ainsi qu'aux Chevaliers de Longueuil, l'équipe adverse, qui a livré une lutte acharnée.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, Mme Bacon propose que cette Assemblée souligne le Mois de l'environnement que l'on célèbre au mois de mai, et rende hommage aux milliers de Québécois et de Québécoises qui oeuvrent, depuis des années, pour sensibiliser la population à la protection de son milieu de vie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Aujourd'hui, à compter de seize heures jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage

During the Oral Question Period, Mr Fréchette tabled the following document:

Written answer to a question which the Member for Viau had put to him on 26 April 1983, relative to the financial statement of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, for 1982, and to its budget estimates for 1983.

(Sessional Paper No. 111)

By unanimous consent, Mr Caron moved,—That this Assembly offer its heartiest congratulations to the Verdun Junior Hockey Club on winning the Québec Junior Hockey Championship, as well as to their strong rivals, the Longueuil Chevaliers.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mme Bacon moved,—That this Assembly salute Environment Month which is being observed throughout May, and pay tribute to the thousands of men and women who have worked for many years to increase public awareness to environmental protection in Québec.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Today, from 4.00 o'clock until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from

du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 91:

La Commission de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, pour l'étude des crédits du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 91:

La Commission du revenu, pour l'étude des crédits du ministère du Revenu.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose que le projet de loi 7, «Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 91:

The Committee on Manpower and Income Security, for consideration of the estimates of the Department of Manpower and Income Security.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 91:

The Committee on Revenue, for consideration of the estimates of the Department of Revenue.

The motion was adopted.

Mr Bédard moved,—That Bill 7, "An Act respecting the enumeration of electors for 1983", be now read the second time.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was committed, considered in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 7 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, Bill 7 was read the third time.

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour étudier les prévisions budgétaires 1983-1984 du Directeur général des élections, figurant au programme 7 des crédits de l'Assemblée nationale.

On motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the budget estimates 1983-84 of the Director General of Elections, as contained in Program 7 of the Estimates of the National Assembly.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

Mr Chairman of the Committee of the Whole made the following report:

M. le Président,

Mr President,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté toutes les prévisions budgétaires du Directeur général des élections, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the budget estimates of the Director General of Elections, for the fiscal year ending 31 March 1984.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière afin d'étudier les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1983-1984.

On motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the budget estimates of the National Assembly, for the fiscal year 1983-84.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Aujourd'hui, le mardi 3 mai 1983, à vingt et une heures, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de Mme Lachapelle, la représentante du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bertrand, le représentant du Premier ministre, de M. Vaillancourt (Orford), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 7 Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1983.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Progress was reported and leave granted to the Committee to sit again at the next sitting.

Today, Tuesday, May 3 1983, at 9.00 o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of Mrs Lachapelle, the Delegate of the President of the National Assembly, of Mr Bertrand, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Vaillancourt (Orford), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

- 7 An Act respecting the enumeration of electors for 1983.

At 10.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 4 mai 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière afin d'étudier les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale, pour l'année financière 1983-1984.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les programmes des crédits de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984.

Wednesday, 4 May 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole to consider the budget estimates of the National Assembly, for the fiscal year 1983-84.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported as follows:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the programs of the estimates of the National Assembly, for the fiscal year ending 31 March 1984.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

À douze heures vingt-trois minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 12.23 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

Décret 880-83, en date du 4 mai 1983, concernant la tenue d'élections partielles dans les circonscriptions électorales de Charlesbourg, Saguenay et Saint-Jacques le lundi 20 juin 1983.

(Document de la session n° 112)

By Mr Lévesque (Taillon):

Order in Council 880-83, dated 4 May 1983, respecting the by-elections to be held in the Electoral Divisions of Charlesbourg, Saguenay and Saint-Jacques on Monday, 20 June 1983.

(Sessional Paper No. 112)

Par M. le Président:

Copie d'une lettre du 25 avril 1983, adressée au Président de l'Assemblée nationale par M^e Nicol Henry de l'étude Langlois, Drouin et Associés, relativement aux accusations portées contre des citoyens à la suite des événements perturbateurs survenus le 11 juin 1982 lors d'une séance de la Commission permanente des affaires municipales.

(Document de la session n° 113)

By Mr President:

Copy of a letter of 25 April 1983, sent to the President of the National Assembly by Mr Nicol Henry of the law firm Langlois, Drouin and Associates, pertaining to charges brought against certain parties in connection with disruptive events during a sitting of the Standing Committee on Municipal Affairs, on 11 June 1982.

(Sessional Paper No. 113)

Par M. Clair:

La nouvelle politique fédérale du transport des grains de l'Ouest et les transports au Québec.

(Document de la session n° 114)

By Mr Clair:

The new federal policy on western grain transportation and the transport situation in Québec.

(Sessional Paper No. 114)

Par M. Saintonge:

Pétition de parents d'enfants fréquentant des garderies privées, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent à l'adoption du projet de réglementation de l'Office des services de garde.

(Document de la session n° 115)

By Mr Saintonge:

Petition from parents of children enrolled in private day-care centres, informing the National Assembly of their opposition to the proposed regulation of the Office des services de garde.

(Sessional Paper No. 115)

Par Mme Harel:

Pétition de citoyens du Québec, demandant à l'Assemblée nationale d'intervenir auprès du gouvernement du Canada pour qu'il prenne une position claire dans le

By Mrs Harel:

Petition from Québec residents appealing to the National Assembly to urge the Government of Canada to take a clear stand in the Nicaraguan conflict by

conflit au Nicaragua en exigeant le respect des principes de non-intervention et de souveraineté nationale, en exerçant des pressions auprès des gouvernements des États-Unis et du Honduras pour qu'ils cessent leur campagne de déstabilisation du gouvernement populaire sandiniste et en demandant que des pourparlers bilatéraux soient entrepris entre les États-Unis et le Nicaragua.

(Document de la session n° 116)

M. Bertrand dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 215, «Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.».

(Document de la session n° 117)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Le projet de loi privé 215, «Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.», est présenté par M. Lafrenière et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente des finances et comptes publics, pour audition publique et étude article par article.

M. le Président dépose les documents suivants:

Décret 881-83 en date du 4 mai 1983, concernant l'entrée en vigueur de certains articles de la Loi sur l'Assemblée nationale (1982, c. 62).

(Document de la session n° 118)

Copie d'une lettre du 25 avril 1983, adressée à M. Richard Guay, président de l'Assemblée nationale, par M. Jean-

demanding respect for the principles of sovereignty and non-intervention, by exerting pressure on the Governments of Honduras and the United States to stop their campaign to destabilize the popular Sandinista Government, and by calling for bilateral talks between the United States and Nicaragua.

(Sessional Paper No. 116)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 215, "An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc."

(Sessional Paper No. 117)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

Bill 215, "An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc.", was introduced by Mr Lafrenière and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study.

Mr President tabled the following documents:

Order in Council 881-83, dated 4 May 1983, respecting the coming into force of certain sections of the Act respecting the National Assembly (1982, c. 62).

(Sessional Paper No. 118)

Copy of a letter of 25 April 1983, sent to Mr Richard Guay, President of the National Assembly, by Mr Jean-François

François Bertrand, leader parlementaire du gouvernement, donnant la liste des députés qui ont été choisis par l'aile parlementaire du Parti québécois pour la représenter au Bureau de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 119)

Copie d'une lettre du 28 janvier 1983, adressée à M. Claude Vaillancourt, alors président de l'Assemblée nationale, par M. Fernand Lalonde, leader parlementaire de l'Opposition, lui faisant part des noms des députés que le Parti libéral du Québec a désignés pour agir à titre de membres et de substituts au nouveau Bureau de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 120)

M. Jolivet propose que Mme Bacon et MM. Beaumier, Bertrand, Brassard, Cusano, Pagé et Rochefort soient membres au Bureau de l'Assemblée nationale et que MM. Bordeleau, Boucher, Gratton, Lalonde, Laplante, Marquis et Picotte soient membres suppléants audit Bureau.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Rocheleau:

1. Madame Jocelyne Ouellette, député de Hull de 1976 à 1981, est-elle à l'emploi du gouvernement du Québec?

2. Dans l'affirmative, indiquer *a*) le ministère ou l'organisme concerné *b*) la date d'entrée en fonction *c*) le titre de la fonction et le lieu principal de travail *d*) le traitement et les dépenses encourues depuis l'entrée en fonction *e*) la nature de l'emploi (permanent, occasionnel, contractuel).

Bertrand, Government House Leader, supplying the list of Members chosen by the parliamentary wing of the Parti Québécois to represent them as members of the Office of the National Assembly.

(Sessional Paper No. 119)

Copy of a letter of 28 January 1983, sent to Mr Claude Vaillancourt, then President of the National Assembly, by Mr Fernand Lalonde, Opposition House Leader, supplying the names of the Members designated by the Liberal Party of Québec to serve as members and substitute members of the newly-established Office of the National Assembly.

(Sessional Paper No. 120)

Mr Jolivet moved,—That Mme Bacon and Messrs Beaumier, Bertrand, Brassard, Cusano, Pagé and Rochefort be members of the Office of the National Assembly, and that Messrs Bordeleau, Boucher, Gratton, Lalonde, Laplante, Marquis and Picotte be substitute members of the said Office.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Rocheleau:

1. Is Mrs Jocelyne Ouellette, Member for Hull from 1976 to 1981, employed by the Government of Québec?

2. If so, mention (*a*) the department or agency concerned (*b*) the starting date (*c*) the job designation and principal place of work (*d*) the salary and expenses incurred since assuming duties (*e*) the nature of the work (permanent, casual, contract).

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Morin,
dépose ledit document.

(Document de la session n° 121)

M. Bertrand propose que les commis-
sions permanentes suivantes siègent au-
jourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit
heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des res-
sources, afin d'examiner les cir-
constances entourant la décision du con-
seil d'administration de la Société
d'énergie de la Baie James de régler hors
cour la poursuite civile intentée à la suite
du saccage du chantier LG-2 survenu en
1974 et, plus spécifiquement, le rôle du
Premier ministre et de son bureau à cet
égard.

À la Salle 91:

La Commission du revenu, pour l'étude
des crédits du ministère du Revenu.

Du consentement unanime de
l'Assemblée, à compter de dix-neuf
heures jusqu'à vingt-trois heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires sociales,
pour l'étude des crédits du ministère des
Affaires sociales.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain,
les commissions permanentes suivantes
siègeront à compter de dix heures jus-
qu'à douze heures trente minutes:

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a docu-
ment containing the information re-
quested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Morin,
tabled the said document.

(Sessional Paper No. 121)

Mr Bertrand moved,—That the follow-
ing Standing Committees do sit today:

Immediately, until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Re-
sources, to examine the circumstances
surrounding the decision of the Board of
Directors of the Société d'énergie de la
Baie James to accept an out-of-court set-
tlement of a damage action resulting from
the wreckage of the LG-2 construction
site in 1974 and, more specifically, the
role of the Prime Minister and his staff
in this matter.

In Room 91:

The Committee on Revenue, for con-
sideration of the estimates of the Depart-
ment of Revenue.

With the unanimous consent of the
Assembly, from 7.00 o'clock until 11.00
o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Social Affairs, for
consideration of the estimates of the De-
partment of Social Affairs.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the fol-
lowing Standing Committees will sit from
10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock
p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation.

À la Salle 91:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Sirros proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée dénonce la mauvaise utilisation des fonds publics causée par l'incohérence, l'incoordination et l'inefficacité manifestes des programmes relevant du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education.

In Room 91:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for consideration of the estimates of the Department of Recreation, Fish and Game.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Sirros proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly denounces the misuse of public funds resulting from a clear lack of consistency, coordination and efficiency regarding the Manpower and Income Security programs.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajour-
ne à demain quatorze heures.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly ad-
journed until tomorrow at 2.00 o'clock
p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 5 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Biron:
Rapport annuel de la Société générale
de financement du Québec, pour l'année
1982.

(Document de la session n° 122)

Par M. Leduc (Saint-Laurent):

Pétition de parents d'enfants fréquen-
tant des garderies privées et de l'Asso-
ciation des propriétaires de garderies du
Québec Inc., informant l'Assemblée na-
tionale qu'ils s'opposent à l'adoption du
projet de réglementation de l'Office des
services de garde.

(Document de la session n° 123)

Thursday, 5 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron:
Annual Report of the Société générale
de financement du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 122)

By Mr Leduc (Saint-Laurent):

Petition from parents of children en-
rolled in private day-care centres and
from the Association of Day Care Cen-
ter Owners of Québec Inc., informing the
National Assembly of their opposition to
the proposed regulation of the Office des
services de garde.

(Sessional Paper No. 123)

Le projet de loi 8, «Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public », est présenté par M. Bérubé, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bérubé dépose les documents suivants prévus au projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public »:

Le texte anglais des documents sessionnels suivants:

Document de la session n° 350 déposé le 26 mai 1982;

Documents de la session nos 650 et 651 déposés le 9 décembre 1982;

Document de la session n° 653 déposé le 11 décembre 1982;

Document de la session n° 665 déposé le 15 décembre 1982.

(Document de la session n° 84)

Modifications (en français et en anglais) aux dispositions du texte visé dans l'article 3 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

(Document de la session n° 85)

Modifications (en français et en anglais) aux dispositions du texte visé dans l'article 9 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

(Document de la session n° 86)

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 12, «Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme », est présenté par M. Léonard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector", was introduced by Mr Bérubé, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bérubé tabled the following documents provided for in Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the Statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector":

The English text of the following Sessional Papers:

Sessional Paper No. 350, tabled on 26 May 1982;

Sessional Papers Nos. 650 and 651, tabled on 9 December 1982;

Sessional Paper No. 653, tabled on 11 December 1982;

Sessional Paper No. 665, tabled on 15 December 1982.

(Sessional Paper No. 84)

Amendments (English and French) to the provisions of the text contemplated in section 3 of the Act respecting the conditions of employment in the public sector.

(Sessional Paper No. 85)

Amendments (English and French) to the provisions of the text contemplated in section 9 of the Act respecting the conditions of employment in the public sector.

(Sessional Paper No. 86)

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", was introduced by Mr Léonard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime, M. de Bellefeuille propose que cette Assemblée proteste contre les procès intentés par les autorités polonaises contre de nombreux inculpés politiques, y compris cinq membres de l'ex-comité de soutien des travailleurs (KOR) et sept dirigeants du syndicat Solidarnosc et réclame la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Hains propose que cette Assemblée félicite un groupe de jeunes gymnastes du Centre Gadbois de Saint-Henri, championnes de Montréal, qui ont remporté tous les titres et les médailles lors des épreuves régionales.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des votes sur la motion de M. Sirros proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée dénonce la mauvaise utilisation des fonds publics causée par l'incohérence, l'incoordination et l'inefficacité manifestes des programmes relevant du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Bélanger, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Picotte, Polak, Rivest, Saintonge, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—32.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Chevrette, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin,

By unanimous consent, Mr de Bellefeuille moved,—That this Assembly protest against the numerous political trials ordered by the Polish authorities, including those of five members of the former workers' committee (KOR) and seven Solidarity union leaders, and appeal for the release of all political prisoners in Poland.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Hains moved,—That this Assembly congratulate a group of young women gymnasts from the Saint-Henri Gadbois Centre, and Montréal champions, on winning all the titles and medals at the regional trials.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Sirros proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly denounces the misuse of public funds resulting from a clear lack of consistency, coordination and efficiency regarding the Manpower and Income Security programs.

The motion was rejected, on the following division:

Lazure, LeBlanc, LeMay, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tail-
lon), Marcoux, Marois (La Peltre), Marois (Marie-Victorin), Martel, Morin, Ouel-
lette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif,
Tremblay, Vaillancourt (Jonquière).—58.

M. Bertrand donne avis que les com-
missions permanentes suivantes siégeront:

Le mardi 10 mai 1983, à compter de
dix heures jusqu'à douze heures trente
minutes:

À la Salle 81:

La Commission des affaires intergou-
vernementales, pour l'étude des crédits
du ministère des Affaires intergouverne-
mentales.

À la Salle 91:

La Commission du travail, pour l'étude
des crédits du ministère du Travail.

Demain, à compter de dix heures jus-
qu'à treize heures:

Au Salon Bleu:

La Commission de l'industrie, du com-
merce et du tourisme, pour discuter la
question avec débat du député de Notre-
Dame-de-Grâce au ministre de l'Indus-
trie, du Commerce et du Tourisme, sur
le sujet suivant:

L'affaiblissement de la part du Québec
dans les investissements manufacturiers
canadiens.

Conformément à l'article 174a du
règlement, M. le Président donne avis
que le vendredi 13 mai 1983, à compter
de dix heures jusqu'à treize heures, la
Commission permanente de la protection
de l'environnement siégera pour discu-
ter la question avec débat du député de
Beauce-Sud au ministre de l'Environne-
ment, sur le sujet suivant:

Mr Bertrand gave notice that the fol-
lowing Standing Committees will sit:

Tuesday, 10 May 1983, from 10.00
o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Intergovernmental
Affairs, for consideration of the estimates
of the Department of Intergovernmental
Affairs.

In Room 91:

The Committee on Labour, for consid-
eration of the estimates of the Depart-
ment of Labour.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m.
until 1.00 o'clock p.m.:

In the Blue Chamber:

The Committee on Industry, Com-
merce and Tourism, to discuss the ques-
tion for debate by the Member for Notre-
Dame-de-Grâce to the Minister of In-
dustry, Commerce and Tourism, on the
following matter:

Québec's diminishing share of manu-
facturing investments in Canada.

Pursuant to Standing Order 174a, Mr
President gave notice that the Standing
Committee on the Protection of the Envi-
ronment will sit on Friday, 13 May 1983,
from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock
p.m., to discuss the question for debate
by the Member for Beauce-Sud to the
Minister of the Environment, on the fol-
lowing matter:

La protection de l'environnement en milieu agricole.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Éducation, suivie de la Commission des finances et des comptes publics, pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi privé 215, « Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc. ».

À la Salle 91:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

La motion est adoptée.

M. Garon propose:

Que cette Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette les recommandations du rapport du groupe fédéral d'étude des pêches de l'Atlantique, présidé par M. Michael Kirby, compor-

Environmental protection in farming areas.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Education, for consideration of the estimates of the Department of Education, followed by the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study of Private Bill 215, "An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc".

In Room 91:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for consideration of the estimates of the Department of Recreation, Fish and Game.

The motion was adopted.

Mr Garon moved:

That this Assembly reaffirms the right of Québec to manage its own commercial fishing industry and rejects the recommendations contained in the Report of the federal Task Force on Atlantic Fisheries, chaired by Mr

tant des pertes de droits et de juridictions pour le Québec.

Et un débat s'élève.

M. Lincoln propose que la motion en discussion soit amendée:

- en remplaçant dans la première ligne le mot « réaffirme » par les mots « tout en réaffirmant »; et
- en remplaçant tous les mots après le mot « maritimes » à la troisième ligne par les mots suivants: « demande que la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunisse dans les délais raisonnables pour étudier les implications du Rapport Kirby sur les pêches maritimes du Québec et insiste pour qu'entre-temps, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prenne, de concert avec le gouvernement fédéral, les mesures intérimaires qui s'imposent pour l'ouverture des usines et de la pêche dans les régions et ports où celle-ci est indûment retardée ».

Et un débat s'élève sur la recevabilité de l'amendement.

M. le Président, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, prend la question en délibéré.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Après avoir pris en délibéré la recevabilité de l'amendement proposé par le député de Nelligan, M. le Président rend la décision suivante:

Michael Kirby, which entail fewer rights and powers for Québec.

And debate arising thereon.

Mr Lincoln moved,—That the motion under discussion be amended:

- by substituting in the first line the words “, while reaffirming” for the word “reaffirms”; and
- by striking out all the words after the word “industry”, in the third line, and substituting the following therefor: “, requests that the Parliamentary Committee on Agriculture, Fisheries and Food meet within a reasonable time to consider the implications of the Kirby Report for Québec fisheries, and insists that, in the meantime, the Minister of Agriculture, Fisheries and Food, together with the federal Government, take the temporary measures necessary for the opening of plants and the resumption of fishing in the ports and regions where operations have been unduly delayed.”

And debate arising on the admissibility of the amendment.

Mr President, after hearing the arguments for and against, took the question under advisement.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

After taking under advisement the admissibility of the amendment moved by the Member for Nelligan, Mr President ruled as follows:

L'amendement doit se conformer à l'article 70 du règlement pour être recevable. Il ne doit pas écarter la question principale, c'est-à-dire ne pas la nier. L'amendement proposé par le député de Nelligan remet à plus tard la décision de l'Assemblée en demandant que toute la question soit déferée pour étude en commission. Il ne s'agit que d'une procédure dilatoire et une mesure dilatoire n'est pas en elle-même une négation de la question.

En conséquence, l'amendement est recevable.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, le débat continue tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

The amendment, to be admissible, must comply with Standing Order 70. It must not set aside the main question, that is to say, it should not negate it. The amendment moved by the Member for Nelligan defers a decision by the National Assembly by requesting that the entire matter be referred to a Committee. This is merely a dilatory procedure which, in itself, does not constitute a negation of the question.

Accordingly, the amendment was ruled admissible.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, debate continued both on the main motion and on the motion of amendment.

The debate was adjourned on motion of Mr Pagé.

At 10.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 10 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC
CABINET DU PRÉSIDENT

Québec, le 10 mai 1983

Monsieur Jules Deschênes
Juge en chef
Cour Supérieure
Palais de Justice
Montréal (Québec)

Monsieur le Juge en chef,

J'ai pris connaissance de copies de deux requêtes adressées à la Cour supérieure

Tuesday, 10 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr President communicated to the Assembly the following letter:

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC
OFFICE OF THE PRESIDENT

Québec, 10 May 1983

Mr Jules Deschênes
Chief Justice
The Superior Court
Palais de Justice
Montréal (Québec)

Sir,

Copies of two motions made in the Superior Court by the Union of Operating

par l'Union des opérateurs de machinerie lourde, local 791.

La première requête vise à obtenir une injonction interlocutoire enjoignant aux députés membres de la Commission parlementaire de l'énergie et des ressources de l'Assemblée nationale de libérer M^e Michel Jasmin de l'invitation à témoigner devant eux.

La seconde demande un jugement déclaratoire affirmant notamment que M^e Jasmin ne peut être contraint de témoigner devant la Commission permanente de l'énergie et des ressources.

J'ai le devoir, en ma qualité de Président de l'Assemblée nationale, de protéger les droits, privilèges et immunités du Parlement du Québec, lesquels s'étendent aux commissions parlementaires qui sont des prolongements de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale est souveraine et, comme les commissions parlementaires, est maîtresse de ses travaux et procédures, à l'exclusion de qui que ce soit. Le droit parlementaire reconnaît ce fait depuis ses origines.

La décision rendue par le vice-président de l'Assemblée nationale, président de la Commission parlementaire de l'énergie et des ressources, le 3 mai 1983 au sujet des travaux de cette commission règle donc toutes les questions à cet égard.

Au surplus, selon le droit parlementaire, toute personne qui chercherait, par des procédures, devant une Cour de justice à dicter à l'Assemblée ou à ses membres la façon dont ils doivent exercer leur mandat pourrait porter atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée.

En toute déférence pour le pouvoir judiciaire, j'ai confiance que vous souscrirez tout autant que moi au plein respect de nos juridictions respectives.

Engineers (Local 791) have been brought to my attention.

The first motion seeks to obtain an interlocutory injunction enjoining the members of the National Assembly Committee on Energy and Resources to exempt Mr Michel Jasmin, Advocate, from testifying before the said Committee.

The second seeks a declaratory judgment affirming that Mr Jasmin cannot be constrained to attend before the Standing Committee on Energy and Resources.

It is incumbent upon the President of the National Assembly to protect the rights, privileges and immunity of the Parliament of Québec, which apply also to its Committees, being extensions thereof.

The National Assembly is supreme and, like the Parliamentary Committees, has sole jurisdiction over its procedures and deliberations, admitting of no interference whatever. The law of Parliament has recognized this fact from the very beginning.

The ruling of 3 May 1983 by the Vice-President of the National Assembly and Chairman of the Parliamentary Committee on Energy and Resources with respect to the proceedings of the Committee, resolves all questions in this regard.

According to the law of Parliament, anyone who attempts through proceedings in a Court of Law to dictate to the Assembly or to its Members the manner in which a mandate should be fulfilled, stands to undermine the rights and privileges of the Assembly.

With all due deference to the Bench, I am confident that you will join me in abiding by mutual respect for our particular jurisdictions.

Je vous prie de croire, monsieur le Juge en chef, en l'assurance de ma haute considération.

Le Président
(Signé) RICHARD GUAY
(Document de la session n° 87)

Mme LeBlanc-Bantey dépose le document suivant:

Rapport annuel du ministère de la Fonction publique, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 124)

Le projet de loi 13, «Loi modifiant la Loi sur les grains», est présenté par M. Garon, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Bertrand propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine nationale des hebdomadaires régionaux.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime, M. Clair propose que cette Assemblée félicite M. Yves Gélinas pour son exploit autour du monde sur un voilier de neuf mètres, le *Jean-du-Sud*.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission du travail, pour l'étude des crédits du ministère du Travail.

I am, Sir,

Yours very truly,

(Signed) RICHARD GUAY
President
(Sessional Paper No. 87)

Mrs Leblanc-Bantey tabled the following document:

Annual Report of the Department of the Civil Service, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 124)

Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", was introduced by Mr Garon, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Bertrand moved,—That this Assembly make special mention of Regional Weeklies Week being observed in Québec.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

By unanimous consent, Mr Clair moved,—That this Assembly congratulate Mr Yves Gélinas on his sailing feat around the world in a nine-metre boat, the *Jean-du-Sud*.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Labour, for consideration of the estimates of the Department of Labour.

Du consentement unanime de l'Assemblée, demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du sacage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

À la Salle 91:

La Commission du travail, pour l'étude des crédits du ministère du Travail.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Duhaime proposant que le projet de loi 5, «Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 5 est déféré à la Commission permanente de l'énergie et des ressources, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant:

With the unanimous consent of the Assembly, tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

In Room 91:

The Committee on Labour, for consideration of the estimates of the Department of Labour.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Duhaime,—That Bill 5, “An Act to promote forest credit by private institutions”, be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 5 was referred to the Standing Committee on Energy and Resources, for clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon proposing:

Que cette Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette les recommandations du rapport du groupe fédéral d'étude des pêches de l'Atlantique, présidé par M. Michael Kirby, comportant des pertes de droits et de juridictions pour le Québec.

Et sur la motion d'amendement de M. Lincoln proposant:

Que la motion en discussion soit amendée:

—en remplaçant dans la première ligne le mot «réaffirme» par les mots «tout en réaffirmant»; et

—en remplaçant tous les mots après le mot «maritimes», à la troisième ligne, par les mots suivants:

«demande que la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunisse dans des délais raisonnables pour étudier les implications du Rapport Kirby sur les pêches maritimes du Québec et insiste pour qu'entre-temps, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prenne, de concert avec le gouvernement fédéral, les mesures intérimaires qui s'imposent pour l'ouverture des usines et de la pêche dans les régions et ports où celle-ci est indûment retardée».

Le débat est terminé.

La motion d'amendement et la motion principale sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

À dix-sept heures quarante-six minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

That this Assembly reaffirms the right of Québec to manage its own commercial fishing industry and rejects the recommendations contained in the Report of the federal Task Force on Atlantic Fisheries, chaired by Mr Michael Kirby, which entail fewer rights and powers for Québec.

And on the motion of amendment by Mr Lincoln proposing:

That the motion under discussion be amended:

—by substituting in the first line the words "while reaffirming" for the word "reaffirms"; and

—by striking out all the words after the word "industry", in the third line, and substituting the following therefor:

"requests that the Parliamentary Committee on Agriculture, Fisheries and Food meet within a reasonable time to consider the implications of the Kirby Report for Québec fisheries, and insists that, in the meantime, the Minister of Agriculture, Fisheries and Food, together with the federal government, take the temporary measures necessary for the opening of plants and the resumption of fishing in the ports and regions where operations have been unduly delayed".

The debate was concluded.

The motion of amendment and the main motion were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until the next sitting, before Business of the Day is called.

At 5.46 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

Conformément au paragraphe 1 de l'article 127 du règlement, M. Parizeau prononce le discours du budget.

Pursuant to Standing Order 127 (1), Mr Parizeau delivered the Budget Speech.

Au cours de son exposé M. Parizeau dépose les documents suivants:

In the course of his speech, Mr Parizeau tabled the following documents:

État sommaire des opérations financières pour 1981-1982 et 1982-1983.
(*Document de la session n° 125*)

Summary Statement of Financial Operations for 1981-82 and 1982-83.
(*Sessional Paper No. 125*)

État des opérations financières pour 1983-1984.
(*Document de la session n° 126*)

Summary Statement of Financial Operations for 1983-84.
(*Sessional Paper No. 126*)

Puis, M. Parizeau propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Mr Parizeau then moved,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

Et le débat qui s'élève sur cette motion est ajourné sur la motion de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges).

And the debate arising thereon was adjourned on motion of Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges).

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 9.55 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 11 mai 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Bérubé propose que le projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ryan.

À douze heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Wednesday, 11 May 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr Bérubé moved,—That Bill 8, “An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector”, be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Ryan.

At 12.55 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 127)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n° 128)

Le projet de loi 11, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts», est présenté par M. Parizeau, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Clair dépose les états financiers consolidés de Québécoir, au 31 décembre 1982.

(Document de la session n° 129)

Du consentement unanime, M. Dauphin, conjointement avec MM. Bisaillon et Charbonneau, propose que cette Assemblée accorde son entier appui aux colloques régionaux de la jeunesse qui se tiendront au Québec en juin et au sommet national qui se déroulera à Québec au cours du mois d'août 1983.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Lincoln proposant:

Que la motion en discussion soit amendée:

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Duhaime:

Annual Report of Hydro-Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 127)

By Mr Vallières:

Petition from residents in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 128)

Bill 11, "An Act to amend the Deposit Insurance Act", was introduced by Mr Parizeau, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

During Oral Question Period, Mr Clair tabled the consolidated financial statements of Québécoir, for the period ending 31 December 1982.

(Sessional Paper No. 129)

By unanimous consent, Mr Dauphin moved, together with Messrs Bisaillon and Charbonneau, —That this Assembly fully endorse the Regional Symposiums on Youth scheduled for Québec in the month of June, and the provincial summit to be held in Québec City in August 1983.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Lincoln proposing:

That the motion under discussion be amended:

—en remplaçant dans la première ligne le mot « réaffirme » par les mots « tout en réaffirmant »; et

—en remplaçant tous les mots après le mot « maritimes », à la troisième ligne, par les mots suivants:

«demande que la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunisse dans des délais raisonnables pour étudier les implications du Rapport Kirby sur les pêches maritimes du Québec et insiste pour qu'entre-temps, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prenne, de concert avec le gouvernement fédéral, les mesures intérimaires qui s'imposent pour l'ouverture des usines et de la pêche dans les régions et ports où celle-ci est indûment retardée ».

Et sur la motion principale de M. Garon proposant:

Que cette Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette les recommandations du rapport du groupe fédéral d'étude des pêches de l'Atlantique, présidé par M. Michael Kirby, comportant des pertes de droits et de juridictions pour le Québec.

La motion d'amendement est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Martel, Morin,

—by substituting in the first line the words "while reaffirming" for the word "reaffirms"; and

—by striking out all the words after the word "industry", in the third line, and substituting the following therefor:

"requests that the Parliamentary Committee on Agriculture, Fisheries and Food meet within a reasonable time to consider the implications of the Kirby Report for Québec fisheries, and insists that, in the meantime, the Minister of Agriculture, Fisheries and Food, together with the federal Government, take the temporary measures necessary for the opening of plants and the resumption of fishing in the ports and regions where operations have been unduly delayed".

And on the main motion by Mr Garon proposing:

That this Assembly reaffirms the right of Québec to manage its own commercial fishing industry and rejects the recommendations contained in the Report of the federal Task Force on Atlantic Fisheries, chaired by Mr Michael Kirby, which entail fewer rights and powers for Québec.

The motion of amendment was rejected on the following division:

Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—65.

La motion principale est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The main motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tallon), Marcoux, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Martel, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—65.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—39.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 6.00 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires culturelles.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Cultural Affairs.

À la Salle 91:

La Commission du travail, pour l'étude des crédits du ministère du Travail.

In Room 91:

The Committee on Labour, for consideration of the estimates of the Department of Labour.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bisailon:

Compte tenu qu'en mars 1982 le Conseil du trésor approuvait la mise en place d'un programme de primes à l'initiative,

(a) quel est le taux de participation de chaque ministère et organisme visé par ce programme;

(b) pour chaque ministère et organisme, combien de suggestions ont été reçues;

(c) combien en provenance de cadres et combien en provenance de non-cadres;

(d) quels sont les dix secteurs les plus fréquemment visés;

(e) quelles sont les fonctions de gestion les plus fréquemment citées:

i) budget et comptabilité

ii) personnel et communications

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bisailon:

Given that in March 1982 the Treasury Board authorized the introduction of a suggestion award program:

(a) what is the rate of participation in each Department and agency aimed at by the program;

(b) for each Department and agency, what was the total number of suggestions received;

(c) how many were submitted by senior staff and how many by non-management personnel;

(d) which were the ten most represented sectors;

(e) which were the management areas most cited:

i) budget and accounts

ii) personnel and communications

iii) locaux, équipement et matériel
(achat, location, aliénation)

iv) services publics

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Bérubé,
dépose ledit document.

(*Document de la session n° 130*)

L'ordre du jour appelle la prise en con-
sidération de la question suivante de M.
Pagé:

1. Quels ont été les frais encourus par
le gouvernement du Québec à l'occasion
de la Journée du Québec tenue le ou vers
le 2 mars à Acapulco au Mexique?

2. Quels étaient les membres de la
délégation québécoise en indiquant pour
chaque personne les coûts suivants: a) *transport* b) *repas* c) *hébergement* d) *allo-*
cation journalière, s'il y a lieu.

3. Des articles de promotion ont-ils été
distribués? Dans l'affirmative: a) *quels*
étaient ces articles b) *combien y en avait-il*
c) à qui ont-ils été remis d) *à quel coût?*

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Morin,
dépose ledit document.

(*Document de la session n° 131*)

Conformément à l'article 91 du règle-
ment, M. Dubois propose:

Que cette Assemblée dénonce la poli-
tique sucrière du gouvernement péquiste,
plus particulièrement en matière d'immo-
bilisation et de commercialisation.

iii) premises, equipment and mate-
rials (purchase, rental, alien-
ation)

iv) public services

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a docu-
ment containing the information re-
quested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Bérubé,
tabled the said document.

(*Sessional Paper No. 130*)

The Order of the Day being read for
the consideration of the following ques-
tion put down by Mr Pagé:

1. What costs were incurred by the
Government of Québec in connection
with Québec Day held on or about 2
March 1983 at Acapulco, Mexico?

2. Who made up the Québec delega-
tion and, in each case, what amount was
spent on (a) *transportation* (b) *meals* (c)
accommodation (d) *daily expense allow-*
ance, if any?

3. Were any promotional materials dis-
tributed? If so, (a) *what kind* (b) *how*
many (c) *to whom* (d) *at what cost?*

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a docu-
ment containing the information re-
quested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Morin,
tabled the said document.

(*Sessional Paper No. 131*)

Pursuant to Standing Order 91, Mr Du-
bois:

That this Assembly denounces the
P.Q. Government policy for the sugar
industry, particularly as regards market-
ing and capital expenditure.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de
M. Houde.

The debate was adjourned on motion
of Mr Houde.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajour-
ne à demain quatorze heures.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly ad-
journed until tomorrow at 2.00 o'clock
p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 12 mai 1983

Thursday, 12 May 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Marcoux:

Copies des décrets établis sous le régime de la section II de la Loi sur les travaux publics (L.R.Q., T-15, a. 55), pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 132)

By Mr Marcoux:

Copies of Orders in Council made under Division II of the Public Works Act (R.S.Q., T-15, s. 55), for 1982-83.

(Sessional Paper No. 132)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens et de corporations municipales et privées de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prio-

By Mr Vallières:

Petition from residents and municipal and private corporations in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the

ritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n° 133)

Du consentement unanime, M. Johnson (Anjou) propose qu'à l'occasion de la Journée internationale de l'infirmière, cette Assemblée reconnaisse le travail essentiel accompli dans notre société par les infirmières et infirmiers, et les remercie pour leur compétence et leur dévouement.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

À compter de seize heures trente minutes jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 112.—Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes;

Projet de loi 113.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

La motion est adoptée.

upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 133)

By unanimous consent Mr Johnson (Anjou) moved,—That on the occasion of International Nursing Day, this Assembly acknowledge the essential work performed by male and female nurses in our society, and thank them for their skills and dedication.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock p.m. until 8.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism.

From 4.30 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 112.—An Act to amend the Act to promote farm improvement;

Bill 113.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

The motion was adopted.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Le mardi 17 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À la Salle 91:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Bleu:

La Commission de la protection de l'environnement, pour discuter la question avec débat du député de Beauce-Sud au ministre de l'Environnement, sur le sujet suivant:

La protection de l'environnement en milieu agricole.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Tuesday, 17 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

In Room 91:

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock p.m. until 3.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

From 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Blue Chamber:

The Committee on the Protection of the Environment, to discuss the question for debate by the Member for Beauce-Sud to the Minister of the Environment, on the following matter:

Environmental protection in farming areas.

À la Salle 81:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Conformément à l'article 174*a* du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 20 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme siègera pour discuter la question avec débat du député de Viger au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, sur le sujet suivant:

La situation de l'industrie touristique au Québec.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Fortier.

À dix-sept heures vingt minutes, sur la motion de M. Bertrand, la séance est suspendue à loisir.

À dix-sept heures quarante minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

In Room 81:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism.

Pursuant to Standing Order 174*a*, Mr President gave notice that the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism will sit on Friday, 20 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., to discuss the question for debate by the Member for Viger to the Minister of Industry, Commerce and Tourism, on the following matter:

The state of the tourist industry in Québec.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) moved:

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Fortier.

At 5.20 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the sitting was suspended during pleasure.

At 5.40 o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Conformément à l'article 84.2 du règlement, M. Bertrand propose:

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu de suspendre l'application des articles 30, 31, 78, 87, 115, 116, 134 et 157 en vue de l'adoption du projet de loi 16 « Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal »;

que, nonobstant les dispositions de l'article 47.1 du règlement, toutes les séances de l'Assemblée nationale soient publiques;

que, nonobstant la prescription de l'article 121 du règlement, il ne puisse y avoir d'amendement en deuxième lecture;

que la commission plénière fasse rapport au plus tard une heure après le début de ses travaux;

que, dix minutes avant l'expiration de ce délai, le Président de la commission mette immédiatement aux voix, sans débat, les articles du projet de loi et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé;

que le débat portant sur la troisième lecture soit limité à une intervention de quinze minutes par parti reconnu;

que l'application des règles ci-dessus énumérées soit suspendue jusqu'à l'adoption du projet de loi; et

que l'Assemblée suspende ses travaux pour une durée d'une heure et demie après l'adoption de la présente motion.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Pursuant to Standing Order 84.2, Mr Bertrand moved:

That in view of the urgency of the situation, it is necessary to suspend Standing Orders 30, 31, 78, 87, 115, 116, 134 and 157, in order to enact Bill 16, "An Act to insure the resumption of public transit service in the territory of the Communauté urbaine de Montréal";

That, notwithstanding the provisions of Standing Order 47.1, all the sittings of the National Assembly be public;

That, notwithstanding the stipulation of Standing Order 121, no amendments be permitted on second reading;

That the Committee of the Whole report not later than one hour after the start of its deliberations;

That ten minutes before the expiration of such time limit, the Chairman of the Committee put to the vote immediately, without debate, those sections of the Bill and amendments which remain to be disposed of by the Committee;

That the debate on third reading be limited to a single speech of fifteen minutes by each of the recognized parties;

That the Standing Orders enumerated above be suspended until such time as the Bill has been adopted; and

That the proceedings of the Assembly be suspended for a period of one and a half hours following the adoption of the present motion.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Le projet de loi 16, « Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal », est présenté par M. Fréchette, lu la première fois et remis au cours de la présente séance pour la deuxième lecture.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à dix-neuf heures trente minutes.

Dix-neuf heures trente minutes

M. Fréchette propose que le projet de loi 16 soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blouin, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Champagne, Chevrette, Ciacia, Clair, Cusano, de Bellefeuille, Dougherty, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Maciocia, Marcoux, Marois (La Peltrie), Marquis, Martel, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay.—70.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi 16 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié article par article, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Fréchette propose que le projet de loi 16, « Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal », soit lu la troisième fois.

Bill 16, "An Act to insure the resumption of public transit service in the territory of the Communauté urbaine de Montréal", was introduced by Mr Fréchette, read the first time and ordered for second reading at the present sitting.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 7.30 o'clock p.m.

7.30 o'clock p.m.

Mr Fréchette moved,—That Bill 16 be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on the following vote:

Bill 16 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was committed, considered clause by clause in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Fréchette moved,—That Bill 16, "An Act to insure the resumption of public transit service in the territory of the Communauté urbaine de Montréal", be read the third time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée, après division des voix, avec la dissidence de M. Bisaillon.

The motion was then adopted on division, with Mr Bisaillon dissenting.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

The Bill was accordingly read the third time.

Aujourd'hui, le jeudi 12 mai 1983, à vingt-trois heures cinquante-huit minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Fréchette, le représentant du Premier ministre, de M. Fortier, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Paradis et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

Today, Thursday, 12 May 1983, at fifty-eight minutes past eleven o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Fréchette, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Fortier, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Paradis, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

16 Loi assurant la reprise du service de transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal.

16 An Act to insure the resumption of public transit service in the territory of the Communauté urbaine de Montréal.

À 0 heure, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 12.00 o'clock midnight, on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 17 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand, au nom de M. Laurin,
dépose le document suivant:

Rapport annuel de l'Institut national de
la recherche scientifique, pour l'année
1981-1982.

(Document de la session n° 134)

Mme Lachapelle, au nom de M. Baril
(Arthabaska), rapporteur désigné, dépose
le rapport de la Commission permanente
de l'agriculture, des pêcheries et de l'ali-
mentation qui a étudié, après la deuxième
lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi 112.—Loi modifiant la Loi
favorisant l'amélioration des fermes;

Tuesday, 17 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin,
tabled the following document:

Annual Report of the Institut national
de la recherche scientifique, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 134)

Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Baril
(Arthabaska), the appointed reporter,
tabled the report of the Standing Com-
mittee on Agriculture, Fisheries and
Food which considered the following Bills
after second reading:

Bill 112.—An Act to amend the Act to
promote farm improvement;

Projet de loi 113.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

Le projet de loi 112 est rapporté sans amendement et le projet de loi 113 est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 135)

Du consentement unanime, M. Bertrand propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Journée mondiale des communications.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis de la députée de Chomedey à l'effet qu'elle n'est pas satisfaite de la réponse donnée à une question qu'elle a posée au ministre de l'Environnement, et qu'elle désire soulever un débat en fin de séance aujourd'hui, sur le sujet suivant:

Le programme quinquennal du gouvernement sur les précipitations acides.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À la Salle 91:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

Bill 113.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

Bill 112 was reported without amendment, and Bill 113 was reported with an amendment.

(Sessional Paper No. 135)

By unanimous consent, Mr Bertrand moved,—That this Assembly mark in a special way World Communications Day.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Pursuant to Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Chomedey stating her dissatisfaction with the response to a question she had put to the Minister of the Environment, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting, on the following matter:

The Government's five-year program on acid rain.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock p.m. until 8.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

In Room 91:

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

Demain, du consentement unanime de l'Assemblée, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À la Salle 91:

La Commission de la justice, pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Fréchette propose qu'à l'occasion du décès de M. Sylvio Lacharité et de M. Réal Béland, cette Assemblée offre à leur famille et à leurs amis ses plus sincères condoléances.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Ciaccia propose que cette Assemblée appuie la demande de l'industrie du vêtement faite au gouvernement fédéral, et formulée par le comité consultatif du vêtement et du textile qui comprend des représentants de l'industrie et des syndicats, afin de réduire les importations des vêtements en provenance de pays qui produisent à bon marché, aux quotas de 1980 et ce, dans le but de contribuer à maintenir les emplois dans cette industrie du Québec.

Tomorrow, with the unanimous consent of the Assembly, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

In Room 91:

The Committee on Justice, for consideration of the estimates of the Department of Justice.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Fréchette moved,—That this Assembly, on the passing of Mr Sylvio Lacharité and of Mr Réal Béland, do offer sincere condolences to their families and friends.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Ciaccia moved,—That this Assembly supports the request made by the clothing industry to the federal government and formulated by the clothing and textile industry advisory committee on which sit union and industry representatives, so that quotas on more cheaply produced imports may be reduced to 1980 levels, thereby helping to preserve jobs in this industry in Québec.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis du député de Notre-Dame-de-Grâce à l'effet qu'il n'est pas satisfait de la réponse donnée à une question qu'il a posée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et qu'il désire soulever un débat en fin de séance aujourd'hui, sur le sujet suivant:

Pursuant to Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Notre-Dame-de-Grâce stating his dissatisfaction with the response to a question he had put to the Minister of Agriculture, Fisheries and Food, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting, on the following matter:

Les liens entre SOQUIA et Sodispro.

The involvement of SOQUIA in Sodispro.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bérubé proposant que le projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Bérubé, — That Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector", be now read the second time.

La motion est alors adoptée après division des voix, avec l'abstention de M. de Bellefeuille.

The motion was then adopted on division, with Mr de Bellefeuille abstaining.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand le projet de loi 8 est déferé à la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour étude article par article.

On motion of Mr Bertrand, Bill 8 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for clause by clause study.

À dix-huit heures six minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6.06 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement;

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau, — That the Assembly approves the budgetary policy of the Government;

Et sur la motion de censure suivante:

And on the following motion of no-confidence:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Doyon.

The debate was adjourned on motion of Mr Doyon.

L'Assemblée procède à la tenue des débats de fin de séance tel que prévu à l'article 174 du règlement.

The Assembly proceeded to hold the debates on adjournment under Standing Order 174.

Le ministre de l'Environnement répond à la question soulevée par la députée de Chomedey sur le sujet suivant:

The Minister of the Environment replied to the question raised by the Member for Chomedey on the following subject:

Le programme quinquennal du gouvernement sur les précipitations acides.

The Government's five-year program on acid rain.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation répond à la question soulevée par le député de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant:

The Minister of Agriculture, Fisheries and Food replied to the question raised by the Member for Notre-Dame-de-Grâce on the following subject:

Les liens entre SOQUIA et Sodispro.

The involvement of SOQUIA in Sodispro.

À vingt-deux heures vingt-trois minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 10.23 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 18 mai 1983

Wednesday, 18 May 1983

Dix heures

10.00 a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

Et sur la motion de censure suivante:

And on the following motion of no-confidence:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Vaugeois.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 136)

Par M. Bisaillon:

Pétition de la Coalition pour la défense des droits démocratiques exigeant que le gouvernement du Québec retire la loi 111, « Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public », (1983, c. 1).

(Document de la session n° 137)

Les projets de loi suivants, sont l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Biron:

Projet de loi 10.—Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec.

Par M. Lazure:

Projet de loi 20.—Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose qu'à la Salle 81, immédiatement jusqu'à dix-huit heures, la Commission permanente de la justice siège pour l'étude des crédits du ministère de la Justice.

La motion est adoptée.

The debate was adjourned on motion of Mr Vaugeois.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual Report of the Sûreté du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 136)

By Mr Bisaillon:

Petition from the coalition in defense of democratic rights, demanding that the Government of Québec repeal Bill 111, "An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector", (1983, c. 1).

(Sessional Paper No. 137)

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Biron:

Bill 10.—An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec.

By Mr Lazure:

Bill 20.—An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Justice do sit in Room 81, immediately until 6.00 o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Justice.

The motion was adopted.

Du consentement unanime, M. Doyon propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine des gens de la poste.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'habitation et de la protection du consommateur, pour l'étude, article par article, du projet de loi 6, «Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment».

Ce soir, du consentement unanime de l'Assemblée, à compter de dix-neuf heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 81:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude des crédits du ministère de la Fonction publique.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

By unanimous consent, Mr Doyon moved,—That this Assembly salute Post Office Employees' Week.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Housing and Consumer Protection, for a clause by clause study of Bill 6, "An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings".

This evening, with the unanimous consent of the Assembly, from 7.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

In Room 81:

The Committee on the Civil Service, for consideration of the estimates of the Department of the Civil Service.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

À la Salle 91:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Sur la motion de Mme Bacon, il est—
Ordonné qu'il soit déposé:

Copie de la liste des organismes qui ont reçu des subventions du ministère de l'Environnement pour les années financières 1980-1981, 1981-1982 et 1982-1983, cette liste devant indiquer pour chacun des organismes le montant de la subvention accordée et le nom de son président.

M. Bertrand, au nom de M. Ouellette, dépose ledit document.

(Document de la session n° 138)

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dubois proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée dénonce la politique sucrière du gouvernement péquiste, plus particulièrement en matière d'immobilisation et de commercialisation.

Le débat est terminé.

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

In Room 91:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism.

On motion of Mme Bacon,—
Ordered, That there be tabled:

Copy of a list of the organizations which obtained grants from the Department of the Environment for the fiscal years 1980-81, 1981-82 and 1982-83, specifying for each organization the name of its president and the amount of the grant.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Ouellette, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 138)

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Dubois proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly denounces the P.Q. Government policy for the sugar industry, particularly as regards marketing and capital expenditure.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 19 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 139)

Par Mme Juneau:

Pétition de producteurs agricoles et de corporations municipales de la circonscription de Johnson, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent fermement à la politique du gouvernement fédéral en ce qui a trait au rapport Gilson.

(Document de la session n° 140)

Mme Harel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission per-

Thursday, 19 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Johnson (Anjou):

Annual Report of the Department of Social Affairs, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 139)

By Mrs Juneau:

Petition from farm producers and municipal corporations in the Johnson constituency, informing the National Assembly of their firm opposition to the federal policy relating to the Gilson Report.

(Sessional Paper No. 140)

Mrs Harel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Com-

manente de l'habitation et de la protection du consommateur qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 6, «Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 141)

Le projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives», est présenté par M. Fréchette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 23, «Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.», est présenté par M. Garon, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Marcoux propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine nationale de l'architecture.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Dubois proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée dénonce la politique sucrière du gouvernement péquiste, plus particulièrement en matière d'immobilisation et de commercialisation.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Bélanger, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lin-

mittee on Housing and Consumer Protection which considered Bill 6, "An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings", following second reading.

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 141)

Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", was introduced by Mr Fréchette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 23, "An Act to ensure the resumption of activities at Madelipêche Inc.", was introduced by Mr Garon, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Marcoux moved,—That this Assembly salute Architecture Week being observed in Québec.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Dubois proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly denounces the P.Q. Government policy for the sugar industry, particularly as regards marketing and capital expenditure.

The motion was rejected on the following division:

coln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Polak, Rivest, Ryan, Saintonge, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—30.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaim, Dupré, Fallu, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois (La Peltrie), Marois (Marie-Victorin), Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaugeois.—57.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Le mardi 24 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour étude et audition publique, du projet de loi 3, «Loi sur les archives».

Demain, du consentement unanime de l'Assemblée, à compter de neuf heures jusqu'à onze heures:

Au Salon Bleu:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour discuter la question avec débat du député de Viger au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, sur le sujet suivant:

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Tuesday, 24 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for consideration and public hearing of Bill 3, "Archives Act".

Tomorrow, with the unanimous consent of the Assembly, from 9.00 o'clock a.m. until 11.00 o'clock a.m.:

In the Blue Chamber:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, to discuss the question for debate by the Member for Viger to the Minister of Industry, Commerce and Tourism, on the following matter:

La situation de l'industrie touristique au Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 174*a* du règlement, M. le Président donne avis que le vendredi 27 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente du travail siègera pour discuter la question avec débat du député de Viau au ministre du Travail, sur le sujet suivant:

The state of the tourist industry in Québec.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 174*a*, Mr President gave notice that the Standing Committee on Labour will sit on Friday, 27 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., to discuss the question for debate by the Member for Viau to the Minister of Labour, on the following matter:

L'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Conformément à l'article 174 du règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis de la députée de Jacques-Cartier à l'effet qu'elle n'est pas satisfaite de la réponse donnée à une question qu'elle a posée au ministre de l'Éducation, et qu'elle désire soulever un débat en fin de séance aujourd'hui, sur le sujet suivant:

Les surplus accumulés des commissions scolaires.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, les projets de loi suivants:

Projet de loi 112.—Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes;

Projet de loi 113.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

Le rapport est adopté.

Les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des

The administration of the Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Pursuant to Standing Order 174, Mr President informed the Assembly that he had received notice from the Member for Jacques-Cartier stating her dissatisfaction with the response to a question she had put to the Minister of Education, and requesting that a debate be held at the end of today's sitting, on the following matter:

The accumulated surpluses of school boards.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which studied the following Bills, after second reading:

Bill 112.—An Act to amend the Act to promote farm improvement;

Bill 113.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

The report was adopted.

The Bills were ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other

niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boucher.

L'Assemblée procède à la tenue du débat de fin de séance tel que prévu à l'article 174 du règlement.

Le ministre de l'Éducation répond à la question soulevée par la députée de Jacques-Cartier sur le sujet suivant:

Les surplus accumulés des commissions scolaires.

À vingt-deux heures cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Boucher.

The Assembly proceeded to hold the debate on adjournment under Standing Order 174.

The Minister of Education replied to the question raised by the Member for Jacques-Cartier on the following subject:

The accumulated surpluses of school boards.

At 10.05 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 24 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président dépose les documents suivants:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 001-83, en date du 5 mai 1983, concernant les règles de procédure du Bureau de l'Assemblée nationale;

- Décision 002-83, en date du 5 mai 1983, concernant le secrétariat du Bureau de l'Assemblée nationale;

- Décision 003-83, en date du 5 mai 1983, concernant le nomination du per-

Tuesday, 24 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr President tabled the following documents:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 001-83, dated 5 May 1983, respecting the Rules of Procedure of the Office of the National Assembly;

- Decision 002-83, dated 5 May 1983, respecting the secretariat of the Office of the National Assembly;

- Decision 003-83, dated 5 May 1983, respecting staff appointments to the

sonnel affecté au secrétariat du Bureau de l'Assemblée nationale;

- Décision 004-83, en date du 12 mai 1983, concernant le règlement sur la non-application à l'Assemblée nationale de la Loi sur le service des achats du gouvernement;

- Décision 005-83, en date du 12 mai 1983, concernant les conditions de travail du juriconsulte (Loi sur l'Assemblée nationale, 1982, c. 62, a. 79).

(Document de la session n° 143)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur le classement des fonctionnaires;

2. Règlement modifiant le Règlement sur les cadres supérieurs;

3. Règlement modifiant le Règlement sur le personnel ouvrier.

(Document de la session n° 144)

Le projet de loi 14, «Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal», est présenté par M. Marcoux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bertrand propose que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives», adopté le 19 mai 1983, soit révoqué; que le projet de loi soit déféré à la Commission permanente du travail pour audition publique; que les délais pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspendus et que ladite commission soit convoquée pour le 2 juin 1983.

secretariat of the Office of the National Assembly;

- Decision 004-83, dated 12 May 1983, respecting the regulation concerning the non application of the Act respecting the Service des achats du gouvernement, to the National Assembly;

- Decision 005-83, dated 12 May 1983, respecting the conditions of employment of the juriconsult (An Act respecting the National Assembly, 1982, c. 62, s. 79).

(Sessional Paper No. 143)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation amending the Regulation respecting the classification of civil servants;

2. Regulation amending the Regulation respecting senior civil servants;

3. Regulation amending the Regulation respecting workmen.

(Sessional Paper No. 144)

Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation", was introduced by Mr Marcoux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bertrand moved,—That the Order made on 19 May 1983 for the second reading of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", be discharged; that the Bill be referred to the Standing Committee on Labour, for a public hearing; that the time limit for summoning witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended; and that the said Committee be convened for 2 June 1983.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Lazure propose que cette Assemblée invite tous les Québécois et toutes les Québécoises à poser un geste d'appréciation à l'égard de leurs aînés, le dimanche 29 mai 1983, désigné comme Jour de l'Âge d'Or.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime, Mme Lavoie-Roux propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine provinciale de la famille d'accueil.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour audition publique et étude du projet de loi 3, «Loi sur les archives».

Demain, du consentement unanime de l'Assemblée:

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Lazure moved,—That this Assembly invite all Quebecers to join in a gesture of appreciation for their elders on Sunday, 29 May 1983, designated as Golden Age Day.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

By unanimous consent, Mrs Lavoie-Roux moved,—That this Assembly mark in a special way Foster Family Week being observed throughout the Province.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for a public hearing and consideration of Bill 3, "Archives Act".

Tomorrow, with the unanimous consent of the Assembly:

À compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour audition publique et étude du projet de loi 3, «Loi sur les archives».

À compter de onze heures jusqu'à douze heures trente minutes:

À la Salle 91:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude, article par article, du projet de loi 8, «Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public».

La motion est adoptée.

M. Lazure propose que le projet de loi 20, «Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lachance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 23, «Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.».

From 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for a public hearing and consideration of Bill 3, "Archives Act".

From 11.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study of Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector".

The motion was adopted.

Mr Lazure moved,—That Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Lachance.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 23, "An Act to ensure the resumption of activities at Madelipêche Inc.".

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 23 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière et étudié en commission plénière article par article. La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À vingt et une heures cinquante-six minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Garon moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted on division.

Bill 23 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was committed and considered clause by clause in Committee of the Whole. Progress was reported and leave granted to the Committee to sit again at the next sitting.

At 9.56 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 25 mai 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Le projet de loi 23, « Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc. », est de nouveau étudié en commission plénière, article par article, et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Garon propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 23 est lu la troisième fois.

Wednesday, 25 May 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bill 23, "An Act to ensure the resumption of activities at Madelipêche Inc.", was again considered clause by clause in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Garon moved that the Bill be read the third time.

The motion was adopted on division.

Bill 23 was accordingly read the third time.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:
Dispositions modifiant les dispositions constituant des conventions collectives concernant le document sessionnel n° 86 déposé le 5 mai 1983.

(Document de la session n° 142)

Par M. Fréchette:

Décret 1031-83, en date du 25 mai 1983, concernant la Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public (1983, P.L. 111).

(Document de la session n° 145)

Par M. Marois:

Rapport actuariel du Régime de rentes du Québec, en date de mai 1983.

(Document de la session n° 146)

Par M. Vaillancourt (Orford):

Pétition de détaillants d'essence de la ville de Coaticook, située à quinze kilomètres de la frontière américaine, demandant au gouvernement du Québec la même réduction de taxe qui s'applique dans les régions près de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

(Document de la session n° 147)

Le projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique », est présenté par M. Biron, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Saintonge propose que cette Assemblée félicite les organisateurs de la Journée internationale '83 de Montréal, soit la Chambre de Commerce de Montréal, et féli-

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Bérubé:
Provisions amending the provisions constituting collective agreements respecting Sessional Paper No. 86 tabled on 5 May 1983.

(Sessional Paper No. 142)

By Mr Fréchette:

Order in Council 1031-83, dated 25 May 1983, respecting the Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector (1983, Bill 111).

(Sessional Paper No. 145)

By Mr Marois:

Actuarial Report of the Régime de rentes du Québec, dated May 1983.

(Sessional Paper No. 146)

By Mr Vaillancourt (Orford):

Petition from service station operators in the town of Coaticook, situated 15 kilometres from the American border, requesting the Government of Québec for the same fuel tax reduction that applies in border regions with Ontario and New Brunswick.

(Sessional Paper No. 147)

Bill 22, "An Act to amend the Act respecting assistance for tourist development", was introduced by Mr Biron, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Saintonge moved,—That this Assembly do congratulate the Montréal Chamber of Commerce, organizers of International Montréal Day '83, and do also congratu-

cite également les artisans de cette journée et les Montréalais qui, par leur enthousiasme et leur ténacité, ont fait de Montréal une ville internationale.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour audition publique et étude du projet de loi 3, «Loi sur les archives».

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que demain, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 91:

La Commission des engagements financiers.

tulate the originators of this special day and all Montréalers who, through their spirit and determination, have made Montréal an international centre.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for a public hearing and consideration of Bill 3, "Archives Act".

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit tomorrow from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 91:

The Committee on Financial Commitments.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Houde.

Suite au communiqué du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en date du 11 novembre 1982 concernant les travaux réalisés sur 743 cours d'eau au coût de 8 860 000\$ ainsi que ceux reliés aux engagements supplémentaires évalués à 3 727 800\$, quelle est la liste complète, au 1^{er} décembre 1982, de tous ces cours d'eau en indiquant pour chacun;

- a) l'état de la réalisation;
- b) la date de la demande par le requérant;
- c) la date de l'engagement;
- d) le coût;
- e) le comté dans lequel il est situé.

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Garon, dépose ledit document.
(*Document de la session n° 148*)

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Ryan propose:

Que l'Assemblée nationale se prononce en faveur de l'abrogation immédiate de la loi 111, Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public, (1983, c. 1), et invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à cette fin.

Et un débat s'élève.

M. Bédard propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la deuxième ligne, après le mot «abrogation», le mot «immédiate».

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lavoie-Roux, le débat est tenu tant sur la motion

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Houde:

Subsequent to the press release issued by the Department of Agriculture, Fisheries and Food on 11 November 1982, concerning works carried out on 743 watercourses at a cost of \$8 860 000 and additional undertakings estimated at \$3 727 800, what is the complete list of these watercourses as at 1 December 1982, specifying in each case:

- a) the actual work completed;
- b) the date of application for the work;
- c) the date of the undertaking;
- d) the cost;
- e) the county in which the watercourse is situated.

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon, tabled the said document.
(*Sessional Paper No. 148*)

Pursuant to Standing Order 91, Mr Ryan moved:

That the National Assembly declares itself in favour of the immediate repeal of Bill 111, An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector, (1983, c. 1), and invites the Government to proceed expeditiously in this regard.

And debate arising thereon.

Mr Bédard moved,—That the motion under discussion be amended by deleting the word "immediate" after the word "the" in the second line thereof.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lavoie-Roux, the debate was held both on the

d'amendement que sur la motion principale, la mise aux voix des deux motions devant être faite à la fin du débat.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

Les motions sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Garon, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la troisième fois:

Projet de loi 112.—Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes;

Projet de loi 113.—Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

M. Bertrand donne avis que demain, à la Salle 81, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme siégera pour l'étude des crédits du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Aujourd'hui, le mercredi 25 mai 1983, à quinze heures cinq minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme LeBlanc-Bantey, la représentante du Premier ministre, de M. Lincoln, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'As-

motion of amendment and on the main motion, the votes on the two motions having to be taken at the conclusion of the debate.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motions were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until the next sitting, before Business of the Day is called.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon, the following Bills were severally read the third time:

Bill 112.—An Act to amend the Act to promote farm improvement;

Bill 113.—An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

Mr Bertrand gave notice that the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism will sit tomorrow in Room 81, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m., for consideration of the estimates of the Department of Industry, Commerce and Tourism.

Today, Wednesday, 25 May 1983, at five minutes past three o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of Mr Rancourt, Vice-President of the National Assembly, of Mrs LeBlanc-Bantey, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lincoln, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary

semblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec, de sanctionner le projet de loi suivant:

Assistant of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

23 Loi assurant la reprise des activités de Madelipêche Inc.

23 An Act to ensure the resumption of activities at Madelipêche Inc.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 26 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand propose que le mandat de la Commission spéciale sur la législation déléguée soit prolongé jusqu'au 31 juillet 1983.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que le mandat de la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire soit prolongé jusqu'au 23 juin 1983.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Lévesque (Taillon) propose que cette Assemblée, à l'occasion du décès de M. Jean Rougeau, offre à sa famille et à ses amis ses plus sincères condoléances.

Thursday, 26 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand moved,—That the mandate of the Special Committee on Delegated Legislation be extended to 31 July 1983.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved,—That the mandate of the Sub-committee of the National Assembly on Parliamentary Reform be extended to 23 June 1983.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Lévesque (Taillon) moved,—That this Assembly, at the passing of Mr Jean Rougeau, do offer its deepest sympathy to his family and friends.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

Du consentement unanime, M. Chevrete propose que cette Assemblée souligne d'une façon particulière la Semaine de la santé physique Kino-Québec.

By unanimous consent, Mr Chevrete moved,—That this Assmblly mark in a special way Kino-Québec's Physical Health Week.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Bédard proposant:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Bédard proposing:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la deuxième ligne, après le mot « abrogation », le mot « immédiate ».

That the motion under discussion be amended by deleting the word "immediate" after the word "the" in the second line thereof.

Et de la motion principale de M. Ryan proposant:

And on the main motion by Mr Ryan proposing:

Que l'Assemblée nationale se prononce en faveur de l'abrogation immédiate de la loi 111, Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public, (1983, c. 1), et invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à cette fin.

That the National Assembly declares itself in favour of the immediate repeal of Bill 111, An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector, (1983, c. 1), and invites the Government to proceed expeditiously in this regard.

La motion d'amendement de M. Bédard est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion of amendment by Mr Bédard was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beaumier, Beauséjour, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne, Chevrete, Clair, Duhaime, Dupré, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marois (La Peltre), Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Vaillancourt (Jonquière).—48.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Tremblay, Vaillancourt (Orford).—37.

La motion principale amendée de M. Ryan se lit maintenant comme suit:

Que l'Assemblée nationale se prononce en faveur de l'abrogation de la loi 111, Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public, (1983, c. 1), et invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à cette fin.

Ladite motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Beaumier, Beau-séjour, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Bourbeau, Brasseur, Brouillet, Caron, Champagne, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Duhaime, Dupré, Fortier, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Léonard, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Maciocia, Marois (La Peltre), Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Perron, Picotte, Polak, Rancourt, Rivest, Rocheleau, Rochefort, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Jonquière), Vaillancourt (Orford).—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Le mardi 31 mai 1983, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

Et ensuite, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 202.—Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

The main motion by Mr Ryan, as amended, now reads as follows:

That the National Assembly declares itself in favour of the repeal of Bill 111, An Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector, (1983, c. 1), and invites the Government to proceed expeditiously in this regard.

The said motion was adopted on the following vote:

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Tuesday, 31 May 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Department of Finance.

Followed by a public hearing and clause by clause study of the following Private Bills:

Bill 202.—An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

Projet de loi 215.—Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Demain, si nécessaire, à compter de dix heures jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Bleu:

La Commission du travail, pour discuter la question avec débat du député de Viau au ministre du Travail, sur le sujet suivant:

L'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Bill 215.—An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc.

In Room 81:

The Committee on Municipal Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Municipal Affairs.

In Room 91:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

Tomorrow, if necessary, from 10.00 o'clock a.m. until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Blue Chamber:

The Committee on Labour, to discuss the question for debate by the Member for Viau to the Minister of Labour, on the following matter:

The administration of the Commission de la santé et de la sécurité du travail.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

À la Salle 91:

La Commission des engagements financiers.

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81:

La Commission des corporations professionnelles, pour l'étude des crédits de l'Office des professions du Québec.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi 20, «Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélanger.

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

In Room 91:

The Committee on Financial Commitments.

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Professional Corporations, for consideration of the estimates of the Office des professions du Québec.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Lazure,—That Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension", be now read the second time.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Bélanger.

Aujourd'hui, le jeudi 26 mai 1983, à quinze heures quarante-cinq minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Garon, le représentant du Premier ministre, de M. Mathieu, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de sanctionner les projets de loi suivants:

112 Loi modifiant la Loi favorisant l'amélioration des fermes;

113 Loi modifiant la Loi favorisant le crédit à la production agricole.

À vingt et une heures, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

Today, Thursday, 26 May 1983, at forty-five minutes past three o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Garon, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Mathieu, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Duchesne, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

112 An Act to amend the Act to promote farm improvement;

113 An Act to amend the Act to promote credit to farm producers.

At 9.00 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 31 mai 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marcoux:

Statistiques fiscales des particuliers du Québec, pour l'année 1980.

(Document de la session n° 149)

M. Champagne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a siégé les 24 et 25 mai 1983 aux fins d'entendre des personnes et organismes relativement au projet de loi 3, « Loi sur les archives ».

(Document de la session n° 150)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Tuesday, 31 May 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Marcoux:

Statistics on personal income tax in Québec, for 1980.

(Sessional Paper No. 149)

Mr Champagne, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which sat on 24 and 25 May 1983 to hear interested persons and organizations in regard to Bill 3, "Archives Act".

(Sessional Paper No. 150)

The Bill was ordered for second reading at the next sitting.

M. Lafrenière, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 202.—Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

Projet de loi 215.—Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.

Le projet de loi 202 est rapporté avec un amendement et le projet de loi 215 est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 151)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bertrand dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 204.—Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville;

Projet de loi 206.—Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare;

Projet de loi 207.—Loi modifiant la charte de la ville de Lachine;

Projet de loi 213.—Loi concernant la ville de Saint-Romuald;

Projet de loi 220.—Loi concernant Ville de La Baie;

Projet de loi 224.—Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle);

Mr Lafrenière, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which considered the following Private Bills, after first reading:

Bill 202.—An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

Bill 215.—An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc.

Bill 202 was reported with an amendment while Bill 215 was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 151)

The report was adopted.

The Bills were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bertrand tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 204.—An Act to amend the charter of the town of Plessisville;

Bill 206.—An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare;

Bill 207.—An Act to amend the charter of the city of Lachine;

Bill 213.—An Act respecting the town of Saint-Romuald;

Bill 220.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 224.—An Act respecting Groupe Minier Sullivan Ltée and Mines East Sullivan Limitée (No personal liability);

Projet de loi 226.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

(Document de la session n°152)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi 220, 224 et 226.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 210.—Loi modifiant la charte de la ville de Sillery;

Projet de loi 223.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;

Projet de loi 225.—Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi 227.—Loi concernant la ville de Beaconsfield.

(Document de la session n°153)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi 223, 225 et 227.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Clair:

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi sur l'expropriation et le Code civil;

Projet de loi 25.—Loi sur la Société québécoise des transports;

Projet de loi 31.—Loi modifiant la Loi sur les transports.

Bill 226.—An Act respecting the city of Saint-Laurent.

(Sessional Paper No. 152)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Bills 220, 224 and 226.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand tabled the reports of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 210.—An Act to amend the Charter of the city of Sillery;

Bill 223.—An Act to amend the charter of the city of Beauport;

Bill 225.—An Act to amend the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill 227.—An Act respecting the town of Beaconsfield.

(Sessional Paper No. 153)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Bills 223, 225 and 227.

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Clair:

Bill 15.—An Act to amend the Expropriation Act and the Civil Code;

Bill 25.—An Act respecting the Société québécoise des transports;

Bill 31.—An Act to amend the Transport Act.

Par M. Paquette:

Projet de loi 19.—Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec.

Par M. Bérubé:

Projet de loi 21.—Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives.

Par M. Tardif:

Projet de loi 24.—Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur.

Par M. Bédard:

Projet de loi 26.—Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives.

Par M. Fréchette:

Projet de loi 27.—Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Par M. Bertrand, au nom de M. Biron:

Projet de loi 29.—Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.

Par M. Garon:

Projet de loi 30.—Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Par M. Laurin:

Projet de loi 33.—Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs.

Le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais», est présenté par M. Léonard et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déposé à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique.

By Mr Paquette:

Bill 19.—An Act to promote the advancement of science and technology in Québec.

By Mr Bérubé:

Bill 21.—An Act to amend pension plans and various other legislation.

By Mr Tardif:

Bill 24.—An Act to amend various legislative provisions respecting housing and consumer protection.

By Mr Bédard:

Bill 26.—An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation.

By Mr Fréchette:

Bill 27.—An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry.

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron:

Bill 29.—An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation.

By Mr Garon:

Bill 30.—An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

By Mr Laurin:

Bill 33.—An Act to amend the Engineers Act.

Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", was introduced by Mr Léonard and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les délais prévus à l'article 118a.4 du règlement pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspendus dans le cas du projet de loi 28, et que ladite commission siège au Salon Rouge le 8 juin 1983, après les affaires courantes.

La motion est adoptée.

Le projet de loi 32, «Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants», est présenté par M. Laurin et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de l'éducation, pour audition publique.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les délais prévus à l'article 118a.4 du règlement pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspendus dans le cas du projet de loi 32, et que ladite commission siège au Salon Rouge le 9 juin 1983, après les affaires courantes.

La motion est adoptée.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Baril (Arthabaska):

Projet de loi 204.—Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville.

Par M. Dauphin:

Projet de loi 207.—Loi modifiant la charte de la ville de Lachine.

Par M. Lachance:

Projet de loi 213.—Loi concernant la ville de Saint-Romuald.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the time limit provided for in Standing Order 118a.4 for the summoning of witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended for Bill 28, and that the said Committee do sit in the Red Chamber on 8 June 1983, following Routine Business.

The motion was adopted.

Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations", was introduced by Mr Laurin and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Education, for a public hearing.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the time limit provided for in Standing Order 118a.4 for the summoning of witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended for Bill 32, and that the said Committee do sit in the Red Chamber on 9 June 1983, following Routine Business.

The motion was adopted.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Baril (Arthabaska):

Bill 204.—An Act to amend the charter of the town of Plessisville.

By Mr Dauphin:

Bill 207.—An Act to amend the charter of the city of Lachine.

By Mr Lachance:

Bill 213.—An Act respecting the town of Saint-Romuald.

Par M. Desbiens:

Projet de loi 220.—Loi concernant Ville de La Baie.

Par M. Dussault:

Projet de loi 226.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

Sur la motion de M. Bertrand, ces projets de loi privés sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé 206, «Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare», est présenté par M. Blouin et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déferé à la Commission permanente de la justice, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé 224, «Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle)», est présenté par M. Bordeleau et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déferé à la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Rivest:

Projet de loi 210.—Loi modifiant la charte de la ville de Sillery.

Par M. Gravel:

Projet de loi 223.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport.

By Mr Desbiens:

Bill 220.—An Act respecting the city of La Baie.

By Mr Dussault:

Bill 226.—An Act respecting the city of Saint-Laurent.

On motion of Mr Bertrand, these Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

Private Bill 206, "An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare", was introduced by Mr Blouin and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the said Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for a public hearing and clause by clause study.

Private Bill 224, "An Act respecting Groupe Minier Sullivan Ltée and Mines East Sullivan Limitée (No personal liability)", was introduced by Mr Bordeleau and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the said Bill was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study.

With the unanimous consent of the Assembly, the following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Rivest:

Bill 210.—An Act to amend the Charter of the city of Sillery.

By Mr Gravel:

Bill 223.—An Act to amend the charter of the city of Beauport.

Par M. Brouillet:

Projet de loi 225.—Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy.

Par M. Lincoln:

Projet de loi 227.—Loi concernant la ville de Beaconsfield.

Sur la motion de M. Bertrand, ces projets de loi privés sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du ministère des Finances.

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lazure proposant que le projet de loi 20, « Loi favorisant la retraite

By Mr Brouillet:

Bill 225.—An Act to amend the Charter of the city of Sainte-Foy.

By Mr Lincoln:

Bill 227.—An Act respecting the town of Beaconsfield.

On motion of Mr Bertrand, these Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Department of Finance.

In Room 81:

The Committee on Municipal Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Municipal Affairs.

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for consideration of the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Lazure,—That Bill 20, "An Act to favour early retirement and im-

anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 20 est déféré à la Commission permanente des affaires sociales, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lachance.

prove the surviving spouse's pension'', be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 20 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for a clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Lachance.

À vingt-deux heures, l'Assemblée
s'ajourne à demain dix heures.

At 10.00 o'clock p.m., the Assembly
adjourned until tomorrow at 10.00
o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 1^{er} juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Déclaration ministérielle de M. Garon, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, annonçant le report au 10 juin 1983 de la date limite pour effectuer les semences dans le cadre de certains régimes d'assurance-récolte.

M. Bertrand, au nom de M. Biron, dépose le document suivant:

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 154)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Wednesday, 1 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Statement by Mr Garon, Minister of Agriculture, Fisheries and Food, announcing that the final date for seeding had been extended to 10 June 1983 for the purposes of certain crop insurance schemes.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron, tabled the following document:

Annual Report of the Société des alcools du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 154)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires municipales.

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude des crédits alloués à la Science et à la Technologie et, ensuite, pour l'étude des crédits alloués aux Relations avec les Citoyens et à l'Office des personnes handicapées.

À la Salle 91:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude des crédits du Conseil du trésor et, ensuite, pour l'étude, article par article, du projet de loi 8, «Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. Bisailon:

1. Quelles sont les unités administratives dont la responsabilité principale est ou était, depuis 1973, de fournir au gouvernement les informations nécessaires à la planification économique du Québec ou au développement de stratégies économiques à moyen et à long terme?

2. Pour les unités administratives encore en place en 1981 et 1982, quels sont les effectifs dont elles disposaient en date du 1^{er} avril 1982 et quelles étaient les tâches principales de chacun

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Municipal Affairs.

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for consideration of the estimates allocated to Science and Technology, followed by consideration of the estimates allocated to Citizens Relations and to the Office des personnes handicapées.

In Room 91:

The Committee on Finance and Public Accounts, for consideration of the estimates of the Treasury Board, followed by a clause by clause study of Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr Bisailon:

1. Since 1973 to date, which are the administrative units mainly responsible for supplying information relative to economic planning and to the development of medium- and long-term economic strategies for Québec?

2. For each of the administrative units still in place in 1981 and 1982, what staff had been appointed as of 1 April 1982, and what were the principal duties of each employee? (Supply job designations listed

(i.e. sommaire des tâches tel qu'il apparaît dans le cahier de la gestion des effectifs de chaque ministère et organisme)?

3. Quelles sont les études produites par ces unités administratives depuis 1973 (une liste bibliographique standard)?

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Gendron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 155)

Sur la motion de M. Brassard, au nom de M. Marquis, le projet de loi privé 202, «Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Brassard, au nom de M. Lafrenière, le projet de loi privé 215, «Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.», est lu la deuxième et la troisième fois.

M. Garon propose que le projet de loi 13, «Loi modifiant la Loi sur les grains», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

in the personnel management handbook for each Department and agency).

3. What studies have been conducted by these administrative units since 1973? (Supply a standard bibliography).

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Gendron, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 155)

On motion of Mr Brassard, on behalf of Mr Marquis, Bill 202, "An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent", was read the second and the third time.

On motion of Mr Brassard, on behalf of Mr Lafrenière, Bill 215, "An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc.", was read the second and the third time.

Mr Garon moved,—That Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 13 est déferé à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étude article par article.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Léonard propose que le projet de loi 12, «Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Houde.

À vingt-trois heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 13 was referred to the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Mr Léonard moved.—That Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Houde.

At 11.55 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 2 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Marois:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 156)

Par M. Fréchette:

Décret 1110-83, en date du 1^{er} juin 1983, concernant la Loi assurant la reprise des services dans les collèges et les écoles du secteur public (1983, P.L. 111).

(Document de la session n° 157)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rocheleau dépose un mémoire, en date de mai 1983, recommandant un

Thursday, 2 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mrs Marois:

Annual Report of the Conseil du statut de la femme, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 156)

By Mr Fréchette:

Order in Council 1110-83, dated 1 June 1983, respecting the Act to ensure the resumption of services in the schools and colleges in the public sector (1983, Bill 111).

(Sessional Paper No. 157)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Rocheleau tabled a report, dated May 1983, recommending a spe-

statut particulier pour Hull et l'Outaouais québécois.

(Document de la session n° 158)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude des crédits alloués à la Condition féminine;

Et ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour l'étude des crédits alloués à l'Aménagement et au Développement régional.

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 91:

La Commission des affaires sociales pour l'étude, article par article, du projet de loi 20, «Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants».

cial status for Hull and the Outaouais Region of Québec.

(Sessional Paper No. 158)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for consideration of the estimates allocated to the Status of Women;

And this evening, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight, for consideration of the estimates allocated to Planning and Regional Development.

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 91:

The Committee on Social Affairs for a clause by clause study of Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension".

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

M. Biron propose que le projet de loi 29, « Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Biron moved,—That Bill 29, "An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation", be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 29 est déferé à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude article par article.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 29 was referred to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a clause by clause study.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 12, « Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Léonard,—That Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", be now read the second time.

La motion est alors adoptée après division des voix.

The motion was then adopted on division.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 12 est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 12 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the As-

l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

*0 heure,
le vendredi 3 juin 1983*

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

À 0 heure seize minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

sembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Friday, 3 June 1983*

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

At 12.16 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 3 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand propose que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi 10, « Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec », adopté le 18 mai 1983, soit révoqué; que le projet de loi soit déféré à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour entendre les représentants de la Société générale de financement; que les délais prévus à l'article 118a.4 du règlement pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspendus dans le cas de ce projet de loi, et que ladite commission siège à la Salle 81 le 9 juin 1983, après les affaires courantes.

La motion est adoptée.

Friday, 3 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand moved, —That the Order made on 18 May 1983 for the second reading of Bill 10, "An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec", be discharged; that the Bill be referred to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a hearing with representatives of the Société générale de financement; that the time limit provided for in Standing Order 118a.4 for the summoning of witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended for this Bill, and that the said Committee do sit in Room 81 on 9 June 1983, following Routine Business.

The motion was adopted.

M. Bertrand propose que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi 4, « Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique », adopté le 26 avril 1983, soit révoqué; que le projet de loi soit déféré à la Commission permanente de l'énergie et des ressources, pour entendre le conseil d'administration d'Hydro-Québec; que les délais prévus à l'article 118a.4 du règlement pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspendus dans le cas de ce projet de loi, et que ladite commission siège au Salon Rouge le 10 juin 1983, après les affaires courantes.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, afin d'examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 13, « Loi modifiant la Loi sur les

Mr Bertrand moved,—That the Order made on 26 April 1983 for the second reading of Bill 4, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power", be discharged; that the Bill be referred to the Standing Committee on Energy and Resources, for a hearing with the Board of Directors of Hydro-Québec; that the time limit provided for in Standing Order 118a.4 for the summoning of witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended for this Bill, and that the said Committee do sit in the Red Chamber on 10 June 1983, following Routine Business.

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", followed by the consideration of

grains », suivie de l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'habitation et de la protection du consommateur qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment ».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Tardif, le projet de loi 6, « Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment », est lu la troisième fois.

M. Parizeau propose que le projet de loi 11, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 11 est déféré à la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour étude article par article.

M. Marcoux propose que le projet de loi 14, « Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

the estimates of the Department of Agriculture, Fisheries and Food.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Housing and Consumer Protection which studied Bill 6, "An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Tardif, Bill 6, "An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings", was read the third time.

Mr Parizeau moved,—That Bill 11, "An Act to amend the Deposit Insurance Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 11 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study.

Mr Marcoux moved,—That Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 14 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que l'ordre de deuxième lecture du projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec », adopté le 31 mai 1983, soit révoqué; que le projet de loi soit déferé à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution pour audition publique; que les délais prévus à l'article 118a.4 du règlement pour la convocation des personnes intéressées à présenter des mémoires et à comparaître soient suspen-

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 14 was referred to the Standing Committee on Revenue, for a clause by clause study.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the Order made on 31 May 1983 for the second reading of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec", be discharged; that the Bill be referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a public hearing; that the time limit provided for in Standing Order 118a.4 for the summoning of witnesses and individuals wishing to present briefs, be suspended

dus dans le cas de ce projet de loi, et que ladite commission siège à la Salle 91 le 10 juin 1983, après les affaires courantes.

La motion est adoptée.

À dix-sept heures cinquante-sept minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

for this Bill, and that the said Committee do sit in Room 91 on 10 June 1983, following Routine Business.

The motion was adopted.

At 5.57 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 3.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 6 juin 1983

Quinze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 006-83, en date du 26 mai 1983, concernant le règlement sur les services de recherche des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale;

- Décision 007-83, en date du 26 mai 1983, concernant le règlement sur les allocations des députés;

Monday, 6 June 1983

3.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 006-83, dated 26 May 1983, concerning the Regulation respecting the research services of the political parties represented in the National Assembly;

- Decision 007-83, dated 26 May 1983, concerning the Regulation respecting Members' allowances;

• Décision 008-83, en date du 26 mai 1983, concernant le règlement sur la nomination du directeur du protocole et des relations parlementaires;

• Décision 009-83, en date du 26 mai 1983, concernant une mission officielle de MM. Richard Guay, Jean-Paul Champagne et Paul Trotier à Ottawa les 3 et 4 juin 1983 lors de la Réunion annuelle du Conseil régional canadien de l'A.P.C.;

• Décision 010-83, en date du 26 mai 1983, concernant une mission officielle de MM. Herbert Marx et Marcel Lafrenière à Saint Paul, Minn. les 17 et 18 juin 1983 lors de la National Conference of State Legislatures.

(Document de la session n° 159)

Par M. Garon:

Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 160)

Par M. Polak:

Pétition des locataires d'un HLM situé au 2066, rue Favard, Pointe-Saint-Charles, dans la circonscription de Sainte-Anne, informant l'Assemblée nationale qu'ils protestent contre les augmentations de loyer de 30 \$, 50 \$ et 60 \$ par mois.

(Document de la session n° 161)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), au nom de M. Beauséjour, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 13, «Loi modifiant la Loi sur les grains».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 162)

• Decision 008-83, dated 26 May 1983, concerning the Regulation respecting the appointment of a Director of Protocol and Parliamentary Relations;

• Decision 009-83, dated 26 May 1983, concerning the official delegation of Messrs Richard Guay, Jean-Paul Champagne and Paul Trotier to the Annual Meeting of the Canadian Regional Council of the C.P.A., held in Ottawa on 3 and 4 June 1983;

• Decision 010-83, dated 26 May 1983, concerning the official delegation of Messrs Herbert Marx and Marcel Lafrenière to the National Conference of State Legislatures held in St. Paul, Minn. on 17 and 18 June 1983.

(Sessional Paper No. 159)

By Mr Garon:

Annual Report of the Régie des assurances agricoles, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 160)

By Mr Polak:

Petition from tenants of public housing residing at 2066, rue Favard, Pointe-Saint-Charles in the Sainte-Anne constituency, informing the National Assembly of their opposition to monthly rental increases of \$30, \$50, and \$60.

(Sessional Paper No. 161)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), on behalf of Mr Beauséjour, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which considered Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", following second reading.

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 162)

Du consentement unanime, M. Garon propose qu'à l'occasion du décès de M. Albert Rioux, ex-président de l'UCC, fondateur de l'hebdomadaire *La Terre de chez nous* et ex-sous ministre de l'Agriculture, cette Assemblée offre à sa famille et à ses amis ses plus sincères condoléances.

La motion est adoptée.

Avant l'appel des affaires du jour, M. le Président communique à l'Assemblée l'avis suivant qu'il a reçu une heure avant le début de la séance:

Le 6 juin 1983

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Lemay
Bureau 103
Québec, Qué.

Monsieur le Président,

Je désire vous informer, conformément à l'article 49 de notre règlement, que j'entends soulever, avant l'appel des affaires du jour, à la séance d'aujourd'hui, une question de privilège relative à des réponses fournies à l'Assemblée par le Premier ministre le 20 février 1979 au sujet de son rôle et de celui de son bureau dans le règlement, intervenu le 13 mars 1979, de la réclamation consécutive au saccage du chantier LG-2 survenu en 1974.

Après vérification et examen, il s'avère que certaines parties des réponses étaient incomplètes et inexactes et ont de toute évidence induit l'Assemblée en erreur.

À la suite de cette question de privilège, j'ai l'intention de proposer en vertu de l'article 80, une motion dont vous trouverez copie en annexe.

By unanimous consent, Mr Garon moved,—That this Assembly, on the passing of Mr Albert Rioux, do offer its deepest sympathy to the family and friends of this past President of the UCC, founder of the weekly *La Terre de chez nous* and former Deputy Minister of Agriculture.

The motion was adopted.

Before the Orders of the day were called, Mr President communicated to the Assembly the following notice which he had received one hour prior to the commencement of proceedings:

6 June 1983

Mr Richard Guay
President of the National Assembly
Pamphile Lemay Building
Office 103
Québec, Qué.

Sir,

Pursuant to Standing Order 49, I wish to inform you that at this day's sitting, before Business of the Day is called, I intend to raise a question of privilege relative to the answers the Prime Minister gave to the Assembly on 20 February 1979 regarding his role and that of his office in the settlement reached on 13 March 1979 of the damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974.

Upon examination and verification of the facts, certain answers have proved in part to be incomplete and inaccurate, having thus clearly misled the Assembly.

Subsequent to this question of privilege, it is my intention to move a motion under Standing Order 80, copy of which is annexed hereto.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signed) FERNAND LALONDE
Député de Marguerite-Bourgeoys
Leader parlementaire de l'Opposition
(Document de la session n° 163)

M. le Président ajoute qu'il a reçu un avis écrit similaire des députés de Brôme-Missisquoi, de Gatineau, de Laporte, de Laprairie, de Mont-Royal, de Portneuf et un avis verbal du député de Louis-Hébert.

Après avoir entendu les arguments de part et d'autre sur la recevabilité de la question de privilège, M. le Président prend cette question en délibéré, d'autant plus que le Premier ministre est absent de l'Assemblée aujourd'hui.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude, article par article, du projet de loi 11, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts».

À la Salle 91:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour l'étude, article par article, du projet de loi 29, «Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 30, «Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires».

Yours very truly,

(Signed) FERNAND LALONDE
Member for Marguerite-Bourgeoys
Opposition House Leader
(Sessional Paper No. 163)

Mr President added that he had received similar written notices from the Members for Brôme-Missisquoi, Gatineau, Laporte, Laprairie, Mont-Royal, Portneuf, and a verbal notice from the Member for Louis-Hébert.

After hearing arguments for and against the acceptability of the question of privilege, Mr President took the matter under advisement, especially since the Prime Minister was today absent from the Assembly.

Mr Bertrand moved, —That the following Standing Committees do sit immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study of Bill 11, "An Act to amend the Deposit Insurance Act".

In Room 91:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a clause by clause study of Bill 29, "An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Garon moved,—That the said Bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6.15 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est suspendu.

The debate was suspended.

M. Bertrand donne avis que demain, après les affaires courantes, la Commission permanente du travail siégera au Salon Rouge, pour étude et audition publique du projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

Mr Bertrand gave notice that tomorrow, following Routine Business, the Standing Committee on Labour will sit in the Red Chamber for public hearing and consideration of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

Et le débat continue sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires », soit maintenant lu la deuxième fois.

And debate continuing on the motion by Mr Garon,—That Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Houde.

The debate was adjourned on motion of Mr Houde.

À vingt-trois heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 11.35 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 7 juin 1983

Tuesday, 7 June 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

M. Godin dépose une étude exploratoire préparée par SORÉCOM INC. sur la situation linguistique dans les hôpitaux « anglophones » de la région de Montréal, accompagnée d'un communiqué de presse, en date du 19 mai 1983, relativement à cette étude.

(Document de la session n° 164)

Mr Godin tabled a preliminary study prepared by SORÉCOM INC. on the language situation in English hospitals in the Montréal region, together with a press release, dated 19 May 1983, pertaining to the study.

(Sessional Paper No. 164)

Mme Lachapelle, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 20, « Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants ».

Mrs Lachapelle, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension", following second reading.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 165)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de douze heures trente minutes jusqu'à quatorze heures quinze minutes et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, pour étude et audition publique du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives».

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des affaires intergouvernementales, pour l'étude des crédits du ministère des Affaires intergouvernementales.

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 91:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, du projet de loi 14, «Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal».

Et, à la même Salle, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 12, «Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme».

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 165)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand, moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until twelve o'clock midnight, with suspension of work from 12.30 o'clock until 2.15 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, for public hearing and consideration of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Intergovernmental Affairs, for consideration of the estimates of the Department of Intergovernmental Affairs.

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation".

And, in the same Room, from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development".

La motion est adoptée.

DÉCISION DE M. LE PRÉSIDENT

Avant l'appel des affaires du jour, M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité d'une question de privilège présentée hier par le député de Marguerite-Bourgeoys et sept de ses collègues, aux termes de l'article 49 du règlement:

Un privilège tel que l'entend Luther Cushing aux paragraphes 529 et suivants de la 9^e édition de son traité *Elements of the Law and Practice of Legislative Assemblies in the United States* et dont on retrouve les éléments à l'article 193 de l'ancien règlement, est une question qui concerne la sécurité, la dignité ou la liberté de délibération ou d'expression, soit de la Chambre prise comme corps ou du député considéré individuellement.

Les privilèges sont des notions précises enracinées dans les origines du droit parlementaire britannique. C'est la Loi sur l'Assemblée nationale, à la section I, chapitre III, qui indique notamment les privilèges de cette institution et ceux de ses membres. Le règlement, à l'article 99, paragraphe 9, énonce qu'il est interdit de refuser d'accepter la parole d'un député. Il ne s'agit pas là d'un privilège, mais plutôt de l'obligation imposée à un député d'accepter la parole d'un collègue et, par conséquent, du droit qui appartient au député offensé de soulever une question de règlement. Cet article du règlement rejoint la question qui nous occupe. Si le paragraphe 7 de l'article 99 permet de faire par motion ce qui est interdit de prononcer à l'occasion d'un discours, le paragraphe 9 ne souffre pas d'exception. En aucune circonstance donc, ne peut-on mettre en doute la parole d'un député; ce serait contraire au règlement.

The motion was adopted.

RULING BY MR PRESIDENT

Before the Orders of the day were called, Mr President ruled as follows on the acceptability of a question of privilege raised the previous day by the Member for Marguerite-Bougeoys and seven fellow Members, pursuant to Standing Order 49:

As defined by Luther Cushing at paragraphs 529 and following of the 9th Edition of his treatise *Elements of the Law and Practice of Legislative Assemblies in the United States*, and resumed in former Standing Order 193, privilege relates to the security, the dignity and the freedom of deliberation and expression both of the House in its collective capacity, and of the Members, individually.

Privileges are basic principles deeply rooted in British parliamentary law. The privileges of the National Assembly and of its Members are set out in the Act respecting the National Assembly (Chapter III, Division I). Standing Order 99.9 states that it is not permitted to refuse to accept the word of a Member. This does not constitute a privilege but rather an obligation on a Member to accept the word of a fellow Member and, consequently, the right of the accused to raise a point of order. Standing Order 99.9 is therefore relative to the question before us. While Standing Order 99.7 allows, by way of a motion, to raise a matter which may not be mentioned in a statement, paragraph 9 of the same Standing Order admits of no exception. In no circumstances may a Member's word be doubted, as this would be contrary to the rules of the House.

Il est permis d'attaquer la conduite d'un député en vertu de l'article 80. Si le député visé nie l'accusation, la commission qui examine l'affaire n'aura pas à se demander s'il a menti ou non mais plutôt s'il a commis l'acte qu'on lui reproche.

La règle voulant que l'on doive accepter la parole d'un député ne veut pas dire que tout ce que le député a dit est nécessairement complet et exact. Si l'on estime qu'un député s'est trompé, ce sera aux citoyens de l'apprécier.

L'Assemblée pourrait considérer comme outrage le fait qu'un député aurait fait une déclaration délibérément trompeuse. D'ailleurs, en Angleterre, il s'est présenté un cas, il y a vingt ans, que le traité d'Erskine May, 19^e édition, mentionne à la page 142.

Les faits devraient démontrer hors de tout doute que le député a trompé la Chambre, ce dernier le reconnaissant lui-même, renonçant par là à la présomption édictée en sa faveur à l'article 99, paragraphe 9.

La doctrine et les précédents veulent que le Président s'assure que la question en est une *prima facie* qui concerne les privilèges de l'Assemblée et son indépendance.

Dans sa forme, l'avis reçu hier est conforme au règlement. Le contenu de la question, cependant, n'a trait à aucun privilège de l'Assemblée ou d'un de ses membres; on ne peut établir de rapport entre un privilège quelconque et le sentiment d'avoir été induit en erreur. L'article 80 ne s'applique pas, par conséquent, à la situation présente.

It is permitted, under Standing Order 80, to call in question the conduct of a Member. If the accused denies the charge, the Committee examining the matter is not bound to determine whether a lie has been told but rather if the alleged act has been truly committed.

The rule which stipulates that a Member shall be taken at his word does not necessarily mean that all which he states is complete and accurate. If it is believed that a Member has erred, it is for the public to pass judgement.

The House may treat the making of a deliberately misleading statement as a contempt. One such example occurred in Britain some twenty years ago and is mentioned on page 142 of the 19th Edition of Erskine May's parliamentary treatise.

The facts should prove without a doubt that the House has been misled, and the Member charged, in full recognition thereof, loses the assumption which exists in his favour under Standing Order 99.9.

Opinions and precedents require the Chair to ensure that the matter is one which, *prima facie*, concerns the privileges and independence of the Assembly.

The form of the notice received yesterday is in conformity with the Standing Orders. The content of the question, however, has no direct bearing on a particular privilege of the Assembly or any one of its Members. No relation can be established between a specific privilege and the possibility of having been misled. Standing Order 80 does not, accordingly, apply in the present context.

On sait que l'ensemble des dispositions du règlement permettent de confondre le député qui abuserait de la présomption que lui accorde le règlement à l'article 99.

En somme, il faudrait que le député reconnaisse avoir délibérément trompé l'Assemblée, pour faire sauter la présomption établie à l'article 99 du règlement et, par là, commettre un outrage à l'Assemblée.

Pour toutes ces raisons, l'avis de question de privilège présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys et ses collègues est déclaré irrecevable.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 13, «Loi modifiant la Loi sur les grains».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Tardif propose que le projet de loi 24, «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À douze heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

The overall provisions of the Standing Orders are sufficient to deter the Member who would exploit the assumption provision of Standing Order 99.

To no longer benefit from the assumption permitted by Standing Order 99, the Member would have to admit to having deliberately misled the Assembly and, in so doing, would be in contempt of the Assembly.

For all the above reasons, the notice of a question of privilege presented by the Member for Marguerite-Bourgeoys and his colleagues, was ruled out of order.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which studied Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", following second reading.

The report was adopted.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Tardif moved,—That Bill 24, "An Act to amend various legislative provisions respecting housing and consumer protection", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 12.55 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 24 est déféré à la Commission permanente de l'habitation et de la protection du consommateur.

À dix-sept heures trente-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Laurin propose que le projet de loi 33, «Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié article par article en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Laurin, le projet de loi 33 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 30, «Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 24 was referred to the Standing Committee on Housing and Consumer Protection.

At 5.35 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Mr Laurin moved,—That Bill 33, "An Act to amend the Engineers Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was committed, considered clause by clause in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Laurin, Bill 33 was read the third time.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon,—That Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 30 est déferé à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé.

Aujourd'hui, le mardi 7 juin 1983, à dix-neuf heures, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bertrand, le représentant du Premier ministre, de M. Houde, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de sanctionner les projets de loi suivants:

6 Loi modifiant la Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment;

202 Loi concernant la Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 30 was referred to the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

The debate was adjourned on motion of Mr Pagé.

Today, Tuesday, 7 June 1983, at seven o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Bertrand, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Houde, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, was pleased to sanction the following Bills:

6 An Act to amend the Act respecting the conservation of energy in buildings;

202 An Act respecting the Coopérative Agricole du Bas St-Laurent;

215 Loi concernant Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc. et Mines d'Amiante United Inc.

À vingt-trois heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

215 An Act respecting Les Ressources Campbell Inc., Les Ressources Camchib Inc., and Mines d'Amiante United Inc.

At 11.25 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 8 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président soulève une question de privilège suite à l'interprétation erronée faite par le journal *The Gazette* de la décision qu'il a rendue hier au sujet d'une question de privilège soulevée par le député de Marguerite-Bourgeoys.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'année 1981.

(Document de la session n° 166)

Résolutions et communiqué de presse relatifs à la 5^e Session du Comité mixte de coopération interparlementaire entre l'Assemblée nationale et le Conseil de la

Wednesday, 8 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr President raised a question of privilege following the false interpretation by the newspaper *The Gazette* of his ruling yesterday on a question of privilege raised by the Member for Marguerite-Bourgeoys.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Annual Report of the Protecteur du citoyen, for 1981.

(Sessional Paper No. 166)

Resolutions and a press release relating to the 5th Session of the Joint Committee on Interparliamentary Cooperation between the National Assembly and the

Communauté française de Belgique,
tenue à Québec du 23 au 30 avril 1983.

(Document de la session n° 167)

Par M. Bertrand, au nom de M. Marois:
Rapport annuel de l'Office de la sécurité
du revenu des chasseurs et piégeurs
cris, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 168)

M. Dussault, rapporteur désigné,
dépose le rapport de la Commission per-
manente de l'industrie, du commerce et
du tourisme qui a étudié, après la
deuxième lecture, le projet de loi 29, «Loi
modifiant la Loi sur la Société des alcools
du Québec et d'autres dispositions
législatives».

Le projet de loi est rapporté sans
amendement.

(Document de la session n° 169)

M. de Bellefeuille, au nom de M. Gau-
thier, rapporteur désigné, dépose le rap-
port de la Commission permanente des
finances et des comptes publics qui a étu-
dié, après la deuxième lecture, le projet
de loi 11, «Loi modifiant la Loi sur l'as-
surance-dépôts».

Le projet de loi est rapporté avec des
amendements.

(Document de la session n° 170)

Du consentement unanime de l'Assem-
blée, M. Bertrand propose que les com-
missions permanentes suivantes siègent
aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre
heures, avec suspension des travaux de
treize heures à quinze heures et de dix-
huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipa-
les, pour audition publique et étude du

Conseil de la Communauté française de
Belgique, held at Québec from 23 to 30
April 1983.

(Sessional Paper No. 167)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Marois:
Annual Report of the Office de la
sécurité du revenu des chasseurs et
piégeurs cris, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 168)

Mr Dussault, the appointed reporter,
tabled the report of the Standing Com-
mittee on Industry, Commerce and
Tourism which considered Bill 29, "An
Act to amend the Act respecting the
Société des alcools du Québec and other
legislation", following second reading.

The Bill was reported without amend-
ment.

(Sessional Paper No. 169)

Mr de Bellefeuille, on behalf of Mr
Gauthier, the appointed reporter, tabled
the report of the Standing Committee on
Finance and Public Accounts which con-
sidered Bill 11, "An Act to amend the
Deposit Insurance Act", following sec-
ond reading.

The Bill was reported with amend-
ments.

(Sessional Paper No. 170)

With the unanimous consent of the
Assembly, Mr Bertrand moved,—That
the following Standing Committees do sit
today:

Immediately until twelve o'clock mid-
night, with suspension of work from 1.00
o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon
and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock
in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs,
for a public hearing and consideration of

projet de loi 28, « Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais ».

À compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

À compter de onze heures quarante-cinq minutes jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 91:

La Commission du commerce extérieur, pour l'étude des crédits du ministère du Commerce extérieur.

Et, à la même Salle, à compter de vingt et une heures trente minutes jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude, article par article, du projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième fois, le projet de loi 20, « Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants ».

Le rapport est adopté.

Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais".

From 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".

From 11.45 o'clock a.m. until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 91:

The Committee on External Trade, for consideration of the estimates of the Department of External Trade.

And, in the same Room, from 9.30 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study of Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 34 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Social Affairs which studied Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension", following second reading.

The report was adopted.

Le projet de loi 20 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bérubé propose que le projet de loi 21, « Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À douze heures cinquante-sept minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 21 est déposé à la Commission permanente des finances et comptes publics, pour étude article par article.

M. Johnson (Anjou), au nom de M. Fréchette, propose que le projet de loi 27, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 27 est déposé à la Commission permanente du travail, pour étude article par article.

Bill 20 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bérubé moved,—That Bill 21, "An Act to amend pension plans and various other legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 12.57 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 21 was referred to the Standing Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study.

Mr Johnson (Anjou), on behalf of Mr Fréchette, moved,—That Bill 27, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 27 was referred to the Standing Committee on Labour, for a clause by clause study.

M. Clair propose que le projet de loi 31, «Loi modifiant la Loi sur les transports», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 31 est déferé à la Commission permanente des transports, pour étude article par article.

À vingt-deux heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Clair moved,—That Bill 31, "An Act to amend the Transport Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 31 was referred to the Standing Committee on Transport, for a clause by clause study.

At 10.25 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 9 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:
Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 171)

Par M. Gendron:

Document de consultation sur le développement des régions, en date de juin 1983.

(Document de la session n° 172)

Par M. Bertrand, au nom de M. Godin:
Rapport du Comité du Conseil de la langue française sur les règlements d'appli-

Thursday, 9 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:
Annual Report of the Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 171)

By Mr Gendron:

Consultation report on regional development, dated June 1983.

(Sessional Paper No. 172)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Godin:
Report of the Committee of the Conseil de la langue française on the regulations

cation de la Charte de la langue française, en date de décembre 1982.

(Document de la session n° 173)

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 14, «Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 174)

M. Paré, au nom de M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 12, «Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 175)

M. Paré, au nom de M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a siégé les 30 et 31 mars, les 14, 15, 19, 20, 21, 22, 27, 28 et 29 avril, les 3, 4, 5, 11, 12, 13, 18, 19, 24, 25 et 26 mai et les 2 et 3 juin 1983, pour examiner les circonstances entourant la décision du conseil d'administration de la Société d'énergie de la Baie James de régler hors cour la poursuite civile intentée à la suite du saccage du chantier LG-2 survenu en 1974 et, plus spécifiquement, le rôle du Premier ministre et de son bureau à cet égard.

(Document de la session n° 176)

Le projet de loi 191, «Loi sur les sondages et la publicité gouvernementale», est présenté par M. French, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

under the Charter of the French Language, dated December 1982.

(Sessional Paper No. 173)

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation", following second reading.

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Paper No. 174)

Mr Paré, on behalf of Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", following second reading.

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 175)

Mr Paré, on behalf of Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which sat on 30 and 31 March, on 14, 15, 19, 20, 21, 22, 27, 28 and 29 April, on 3, 4, 5, 11, 12, 13, 18, 19, 24, 25 and 26 May and on 2 and 3 June 1983, to examine the circumstances surrounding the decision of the Board of Directors of the Société d'énergie de la Baie James to accept an out-of-court settlement of a damage action resulting from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974 and, more specifically, the role of the Prime Minister and his staff in this matter.

(Sessional Paper No. 176)

Bill 191, "An Act respecting public-opinion polling and government advertising", was introduced by Mr French, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, pour audition publique et étude du projet de loi 32, « Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants ».

À la Salle 81:

La Commission de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour audition publique et étude du projet de loi 10, « Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec ».

À la Salle 91:

Immédiatement jusqu'à douze heures:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

À compter de douze heures jusqu'à treize heures:

La Commission des finances et des comptes publics, pour l'étude, article par article, du projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public ».

Et à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today.

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Education, for a public hearing and consideration of Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations".

In Room 81:

The Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a public hearing and consideration of Bill 10, "An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec".

In Room 91:

Immediately until 12.00 o'clock noon:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires".

From 12.00 o'clock noon until 1.00 o'clock p.m.:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study of Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector".

And from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

La Commission du travail, pour audition publique et étude du projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 11, « Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 11 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 29, « Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 29 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 25, « Loi sur la Société québécoise des transports ».

M. Clair informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Clair propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

The Committee on Labour, for a public hearing and consideration of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which studied Bill 11, "An Act to amend the Deposit Insurance Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 11 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism which studied Bill 29, "An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation", following second reading.

The report was adopted.

Bill 29 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 25, "An Act respecting the Société québécoise des transports".

Mr Clair informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Clair moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

À douze heures cinquante-cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et à la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à mardi, avant l'appel des affaires du jour.

M. Clair propose que le projet de loi 15, « Loi modifiant la Loi sur l'expropriation et le Code civil », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 15 est déféré à la Commission permanente des transports, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que l'ordre adopté aujourd'hui pour que ce soir, à la Salle 91, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, siège la Commission permanente du travail, pour audition publique et étude du projet de loi 17, soit révoqué et qu'à la même Salle et à la même heure, siège la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour l'étude, article par article, du projet de loi 8, « Loi concernant l'adop-

At 12.55 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

With the unanimous consent of the Assembly and at the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until Tuesday, before Business of the Day is called.

Mr Clair moved,—That Bill 15, "An Act to amend the Expropriation Act and the Civil Code", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 15 was referred to the Standing Committee on Transport, for a clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the Order made earlier today for reference of Bill 17 to the Standing Committee on Labour, for consideration and a public hearing in Room 91, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, be discharged; and that the Standing Committee on Finance and Public Accounts do sit this evening at the same time and place for a clause by clause study of Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters

tion des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public».

La motion est adoptée.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

Le débat est terminé.

La motion de censure ainsi que la motion principale de M. Parizeau sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et à la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions à mercredi, avant l'appel des affaires du jour.

35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector".

The motion was adopted.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government.

And on the following motion or no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

The debate was concluded.

The motion of no-confidence and the main motion by Mr Parizeau were then put to the vote, and the entry of names was demanded.

With the unanimous consent of the Assembly and at the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until Wednesday, before Business of the Day is called.

À vingt et une heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures. At 9.25 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 10 juin 1983

Friday, 10 June 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, annonçant le dépôt d'un projet de loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance, announcing the introduction of a Bill to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec.

M. Léger dépose une pétition de citoyens de Rivières-des-Prairies exigeant que le gouvernement du Québec et la Communauté urbaine de Montréal respectent l'entente conclue en mai 1981 pour la réalisation du métro de surface de Rivières-des-Prairies.

Mr Léger tabled a petition from residents of Rivières-des-Prairies calling on the Government of Québec and the Communauté urbaine de Montréal to abide by the agreement signed in May 1981 for the construction of an above-ground metro at Rivières-des-Prairies.

(Document de la session n° 177)

(Sessional Paper No. 177)

M. Beaumier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et

Mr Beaumier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Industry, Commerce and

du tourisme qui a étudié, après la première lecture, le projet de loi 10, « Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec ».

(Document de la session n° 178)

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 179)

M. Dupré, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 180)

Le projet de loi 192, « Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec », est présenté par M. Dean, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 17, « Loi

Tourism which considered Bill 10, "An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec", following first reading.

(Sessional Paper No. 178)

The Bill was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which considered Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 179)

Mr Dupré, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which considered Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 180)

Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", was introduced by Mr Dean, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 17, "An Act to

modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour audition publique et étude du projet de loi 4, « Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique ».

Et de treize heures à quatorze heures trente minutes, à la même Salle:

La Commission du travail, pour audition publique et étude du projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 91:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour audition publique et étude du projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec ».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron propose que le projet de loi 10, « Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

M. Bertrand propose que l'ordre adopté aujourd'hui pour qu'à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, à la Salle

amend the Labour Code and various legislation”.

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 81:

The Committee on Energy and Resources, for a public hearing and consideration of Bill 4, “An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power”.

And, in the same Room, from 1.00 o'clock until 2.30 o'clock in the afternoon:

The Committee on Labour, for a public hearing and consideration of Bill 17, “An Act to amend the Labour Code and various legislation”.

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 91:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a public hearing and consideration of Bill 19, “An Act to promote the advancement of science and technology in Québec”.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron moved,—That Bill 10, “An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec”, be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

Mr Bertrand moved,—That the Order made earlier this day for reference of Bill 4 to the Standing Committee on Energy

81, siège la Commission permanente de l'énergie et des ressources pour audition publique et étude du projet de loi 4 et qu'à la Salle 91, siège la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution pour audition publique et étude du projet de loi 19, soit révoqué et, qu'à la même heure, la dite Commission de la présidence du conseil et de la constitution siège plutôt à la Salle 81 pour le même mandat et qu'à compter de quatorze heures trente minutes jusqu'à dix-huit heures, ladite Commission de l'énergie et des ressources siège plutôt à la Salle 91 pour le même mandat.

La motion est adoptée.

À treize heures dix minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue sur la motion de M. Biron proposant que le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est suspendu.

M. Bertrand propose que ce soir, à la Salle 81, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siège pour audition publique et étude du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

La motion est adoptée.

Et le débat continue sur la motion de M. Biron proposant que le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

and Resources, for consideration and a public hearing in Room 81, from 3.00 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m., and of Bill 19, to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, in Room 91, for the same time and purpose, be discharged; that Bill 19 stand referred to the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, which shall sit in Room 81, and that Bill 4 stand referred to the Committee on Energy and Resources, which shall sit instead in Room 91, from 2.30 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m.

The motion was adopted.

At 1.10 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing on motion by Mr Biron,—That Bill 10, "An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec", be now read the second time.

The debate was suspended.

Mr Bertrand moved,—That this evening, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit in Room 81 for a public hearing and consideration of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

The motion was adopted.

An debate continuing on the motion by Mr Biron,—That Bill 10, "An Act to amend the Act respecting the Société générale de financement du Québec", be now read the second time.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

À dix-sept heures trente minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

At 5.30 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 3.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 13 juin 1983

Quinze heures

Moment de recueillement.

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, M. le Président dépose l'avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction.

(Document de la session n° 181)

M. Leduc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé le 9 juin 1983 aux fins d'entendre des personnes et des organismes relativement à l'étude, après la première lecture, du projet de loi 32, « Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants ».

(Document de la session n° 182)

Monday, 13 June 1983

3.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, Mr President tabled the opinion submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel.

(Sessional Paper No. 181)

Mr Leduc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education which sat on 9 June 1983 for a hearing with private individuals and organizations in regard to Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations", following first reading.

(Sessional Paper No. 182)

Le projet de loi 32 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Paré, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a siégé le 10 juin 1983 aux fins d'entendre certains organismes relativement à l'étude, après la première lecture, du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

(Document de la session n°183)

Le projet de loi 19 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Champagne, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a siégé le 10 juin 1983 aux fins d'entendre certaines personnes relativement à l'étude, après la première lecture, du projet de loi 4, «Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique».

(Document de la session n°184)

Le projet de loi 4 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Payne, au nom de M. Brassard, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail qui a siégé les 7, 9 et 10 juin 1983 aux fins d'entendre certains organismes relativement à l'étude, après la première lecture, du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives».

(Document de la session n° 185)

Le projet de loi 17 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a siégé le 8 juin 1983 aux fins d'entendre

Bill 32 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Paré, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which sat on 10 June 1983 for a hearing with certain organizations in regard to Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec", following first reading.

(Sessional Paper No. 183)

Bill 19 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Champagne, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which sat on 10 June 1983 for a hearing with private individuals in regard to Bill 4, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power", following first reading.

(Sessional Paper No. 184)

Bill 4 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Payne, on behalf of Mr Brassard, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour which sat on 7, 9 and 10 June 1983 for a hearing with certain organizations in regard to Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", following first reading.

(Sessional Paper No. 185)

Bill 17 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which sat on 8 June 1983 for a hearing with private

certaines personnes ou organismes relativement à l'étude, après la première lecture, du projet de loi 28, « Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais ».

(Document de la session n°186)

Le projet de loi 28 est remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail pour l'étude, article par article, du projet de loi 27, « Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ».

Et à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, au même Salon:

La Commission des finances et des comptes publics pour l'étude, article par article, du projet de loi 21, « Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives ».

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude, article par article, du projet de loi 109, « Loi sur le cinéma et la vidéo ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 12, « Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme »

individuals and organizations in regard to Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", following first reading.

(Sessional Paper No. 186)

Bill 28 was ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 27, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry".

And, in the same Chamber, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a clause by clause study of Bill 21, "An Act to amend pension plans and various other legislation".

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study of Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", following second reading.

Le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi 12 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 8, «Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public».

Le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi 8 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Bédard propose que le projet de loi 26, «Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 26 est déferé à la Commission permanente de la justice, pour étude article par article.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 14,

The report was adopted on division.

Bill 12 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which studied Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector", following second reading.

The report was adopted on division.

Bill 8 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Bédard moved,—That Bill 26, "An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 26 was referred to the Standing Committee on Justice, for a clause by clause study.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Revenue which studied Bill 14, "An Act to amend cer-

« Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal ».

M. Blank propose que les amendements qu'il a proposés au rapport et au projet de loi soient adoptés.

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

Les amendements sont alors mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de ces amendements à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

M. Lincoln propose que l'amendement qu'il a proposé au rapport et au projet de loi soit adopté.

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

L'amendement est alors mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cet amendement à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

tain fiscal legislation", following second reading.

Mr Blank moved that the amendments he had proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The amendments were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the said amendments until the next sitting, before Business of the Day is called.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which studied Bill 30, "An Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", following second reading.

Mr Lincoln moved that the amendment he had moved to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The amendment was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this amendment until the next sitting, before Business of the Day is called.

À vingt-trois heures cinquante minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 11.50 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 14 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Laurin:

Rapport annuel du Fonds F.C.A.C.
pour l'aide et le soutien à la recherche,
pour l'année 1981-1982

(Document de la session n°187)

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1980 au 31 juillet 1981.

(Document de la session n°188)

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 4^e session, 32^e Législature, en date du 14 juin 1983.

(Document de la session n°189)

Tuesday, 14 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Laurin:

Annual Report of the Fonds F.C.A.C. for research support and assistance, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 187)

Annual Report of the Commission consultative de l'enseignement privé, for the period 1 November 1980 to 31 July 1981.

(Sessional Paper No. 188)

By Mr President:

Seating Plan of the National Assembly, 4th Session, 32nd Legislature, dated 14 June 1983.

(Sessional Paper No. 189)

M. Lafrenière, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 27, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n°190)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de censure suivante:

De M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement d'avoir présenté un budget qui ne contient aucune mesure significative propre à relancer la création d'emplois et les investissements et qui maintient les taxes et les impôts à des niveaux inacceptables sans être en mesure de rétablir la santé des finances publiques.

Et de la motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

La motion de censure de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Bisaillon, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Vaillancourt (Orford), Vallières.—36.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gauthier, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

Mr Lafrenière, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour which considered Bill 27, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry", following second reading.

The Bill was reported with an amendment

(Sessional Paper No. 190)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the following motion of no-confidence:

By Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a budget which does not contain a single significant measure apt to stimulate job creation and investments, and which maintains personal income tax and other taxes at unacceptable levels and fails to remedy the state of public finances.

And on the main motion by Mr Parizeau,—That this Assembly approves the budgetary policy of the Government.

The motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) was rejected on the following division:

La motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The main motion by M. Parizeau,—That the Assembly approves the budgetary policy of the Government, was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gauthier, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Bisaillon, Blank, Bourbeau, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gagnon, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Vaillancourt (Orford), Vallières.—36.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 25, «Loi sur la Société québécoise des transports», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Clair,—That Bill 25, "An Act respecting the Société québécoise des transports", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gauthier, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—55.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Vaillancourt (Orford), Vallières.—35.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 25 est déféré à la Commission permanente des transports, pour étude article par article.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Biron proposant que le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Duhaime, Dupré, Fallu, Fortier, French, Gauthier, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lafrenière, Lalonde, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Léonard, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Marx, Mathieu, Middlemiss, Morin, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rocheleau, Rochefort, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vallières.—90.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 10 est déféré à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude article par article.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote des amendements proposés par M. Blank au rapport de la Commission permanente du revenu et au projet de loi 14, «Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fis-

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 25 was referred to the Standing Committee on Transport, for a clause by clause study.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Biron,—That Bill 10, "An Act respecting the Société générale de financement du Québec", be now read the second time.

The motion was adopted on the following vote:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 10 was referred to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a clause by clause study.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendments moved by Mr Blank to the report of the Standing Committee on Revenue, and to Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation", which had been con-

cal », qui a été étudié par cette commission après la deuxième lecture.

Les amendements sont, l'un après l'autre, rejetés, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Vaillancourt (Orford), Vallières.—33.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gauthier, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—55.

Le rapport est alors adopté après division des voix.

Le projet de loi 14 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de l'amendement proposé par M. Lincoln au rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et au projet de loi 30, « Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires », qui a été étudié par cette commission après la deuxième lecture.

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Bisaillon, Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Vaillancourt (Orford), Vallières.—36.

sidered by the said Committee following second reading.

The amendments were severally rejected on the following division:

The report was then adopted on division.

Bill 14 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendment moved by Mr Lincoln to the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, and to Bill 30, "An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires", which had been considered by the said Committee following second reading.

The amendment was rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fallu, Gauthier, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—54.

Le rapport est alors adopté après division des voix.

The report was then adopted on division.

Le projet de loi 30 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill 30 was ordered for third reading at the next sitting.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immédiatement jusqu'à treize heures:

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

In the Red Chamber:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude des crédits alloués au Bureau du Premier ministre.

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for the consideration of the estimates allocated to the Office of the Prime Minister.

Et, au même Salon, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

And, in the same Chamber, from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude, article par article, du projet de loi 109, «Loi sur le cinéma et la vidéo».

The Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study of Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry".

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon.

À la Salle 81:

In Room 81:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, du projet de loi 26, «Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives», suivie d'une audition publique et de l'étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 26, "An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation", followed by a public hearing and a clause by clause study of the following Private Bills:

Projet de loi 206.—Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare;

Projet de loi 221.—Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière;

Projet de loi 274.—Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif.

Et, à la même Salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 15.—Loi modifiant la Loi sur l'expropriation et le Code civil;

Projet de loi 25.—Loi sur la Société québécoise des transports;

Projet de loi 31.—Loi modifiant la Loi sur les transports.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Lévesque (Bonaventure) propose qu'à l'occasion du décès de l'honorable sénateur Maurice Lamontagne, cette Assemblée offre à sa famille et à ses amis ses plus sincères condoléances.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

Du consentement unanime, M. Ryan propose que cette Assemblée offre ses félicitations et vœux de succès dans l'exercice de leurs fonctions aux citoyens et citoyennes qui ont été élus hier commissaires d'écoles.

Et un débat s'élève.

Bill 206.—An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare;

Bill 221.—An Act respecting certain rights of action in matters of medical or hospital responsibility;

Bill 274.—An Act respecting the Joseph-Albert Tardif estate.

And, in the same Room, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 15.—An Act to amend the Expropriation Act and the Civil Code;

Bill 25.—An Act respecting the Société québécoise des transports;

Bill 31.—An Act to amend the Transport Act.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Levesque (Bonaventure) moved,—That on the passing of the Senator the Honourable Maurice Lamontagne, this Assembly do offer its deepest sympathy to his family and friends.

And debate arising thereon

The motion was then adopted.

By unanimous consent, Mr Ryan moved,—That this Assembly do congratulate the men and women who yesterday were elected to serve on school boards, and do wish them every success in the performance of their duties.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

M. Duhaime propose que le projet de loi 4, «Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Duhaime moved,—That Bill 4, “An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power”, be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The motion was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 4 est déféré à la Commission permanente de l'énergie et des ressources, pour étude article par article.

On motion of Mr. Bertrand, Bill 4 was referred to the Standing Committee on Energy and Resources, for a clause by clause study.

M. Johnson (Anjou), au nom de M. Fréchette, propose que le projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du Travail et diverses dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Johnson (Anjou), on behalf of Mr Fréchette, moved,—That Bill 17, “An Act to amend the Labour Code and various legislation”, be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

M. Paradis propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quatre mois».

Mr Paradis moved,—That the motion under discussion be amended by striking out the word “now” and by adding at the end the words “this day four months hence”.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, M. Dean exerce son droit de parole sur la motion de deuxième lecture du projet de loi 17.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, Mr Dean exercised his right to speak to the motion for second reading of Bill 17.

À dix-huit heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et un débat s'élève sur la motion d'amendement de M. Paradis proposant que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans quatre mois ».

La motion d'amendement est rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Johnson (Anjou), au nom de M. Fréchette, proposant que le projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

À vingt-trois heures cinquante minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée ajourne à demain dix heures.

At 6.15 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate arising on the motion of amendment by Mr Paradis,—That the motion under discussion be amended by striking out the word “now” and by adding at the end the words “this day four months hence”.

The motion of amendment was rejected on division.

And debate continuing on the main motion by Mr Johnson (Anjou), on behalf of Mr Fréchette,—That Bill 17, “An Act to amend the Labour Code and various legislation”, be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

At 11.50 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 15 juin 1983

Wednesday, 15 June 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n°191)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Société des loteries et courses du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 191)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens et de corporations municipales et privées de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n°192)

By Mr Vallières:

Petition from residents and municipal and private corporations in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 192)

Par M. Ryan:

Pétition du Comité pour la défense des droits des enseignants religieux sécularisés après 1965, exigeant que le gouvernement leur accorde les mêmes droits à la retraite et au rachat des années de service que ceux dont bénéficient les enseignants religieux sécularisés avant 1965.

(Document de la session n°193)

Par M. Saintonge:

Pétition de parents d'enfants fréquentant des garderies privées et de l'Association des propriétaires de garderies du Québec Inc., informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent à l'adoption du projet de réglementation de l'Office des services de garde.

(Document de la session n°194)

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 21, «Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n°195)

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 15, «Loi modifiant la Loi sur l'expropriation et le Code civil».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document de la session n° 196)

M. Lachance, rapporteur désigné dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 31, «Loi modifiant la Loi sur les transports».

By Mr Ryan:

Petition from the committee for the rights of teaching religious laicized after 1965, calling on the Government to grant them the same benefits in respect of pension and redeemed service as to teaching religious laicized before 1965.

(Sessional Paper No. 193)

By Mr Saintonge:

Petition from parents of children enrolled in private day-care centres and from the Association of Day Care Center Owners of Québec Inc., informing the National Assembly of their opposition to the proposed regulation of the Office des services de garde.

(Sessional Paper No. 194)

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which considered Bill 21, "An Act to amend pension plans and various other legislation", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 195)

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 15, "An Act to amend the Expropriation Act and the Civil Code", following second reading.

The Bill was reported with amendments, one of which being to the title.

(Sessional Paper No. 196)

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 31, "An Act to amend the Transport Act", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n°197)

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 25, «Loi sur la Société québécoise des transports».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n°198)

Mme Juneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 26, «Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n°199)

Mme Juneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 206.—Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare;

Projet de loi 221.—Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière;

Projet de loi 274.—Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif.

Le projet de loi 206 est rapporté sans amendement et les projets de loi 221 et 274 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n°200)

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Paper No. 197)

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 25, "An Act respecting the Société québécoise des transports", following second reading.

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Paper No. 198)

Mrs Juneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 26, "An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 199)

Mrs Juneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered the following Private Bills:

Bill 206.—An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare;

Bill 221.—An Act respecting certain rights of action in matters of medical or hospital responsibility;

Bill 274.—An Act respecting the Joseph-Albert Tardif estate.

Bill 206 was reported without amendment and Bills 221 and 274 were reported with amendments.

(Sessional Paper No. 200)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi privés 202, 221 et 274 sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi 35, « Loi sur les musées nationaux », est présenté par M. Richard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'énergie et des ressources pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique;

Projet de loi 5.—Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.

À compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail pour l'étude, article par article, du projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

À la Salle 91:

La Commission des affaires culturelles pour l'étude, article par article, du projet de loi 109, « Loi sur le cinéma et la vidéo ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du

The report was adopted.

Private Bills 202, 221 and 274 were ordered for second reading at the next sitting.

Bill 35, "Québec Museums Act", was introduced by Mr Richard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Energy and Resources, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 4.—An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power;

Bill 5.—An Act to promote forest credit by private institutions.

From 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

In Room 91:

The Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study of Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on

travail qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 27, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction».

Le rapport est adopté:

Le projet de loi 27 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou), au nom de M. Fréchette, proposant que le projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 17 est déferé à la Commission permanente du travail pour étude article par article.

À treize heures cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

M. Paquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Paquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Labour which studied Bill 27, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry", following second reading.

The report was adopted.

Bill 27 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Johnson (Anjou), on behalf of Mr Fréchette,—That Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 17 was referred to the Standing Committee on Labour for a clause by clause study.

At 1.05 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

Mr Paquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Paquette moved that the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

Mme Dougherty propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans cinq mois ».

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Paquette proposant que le projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois.

*0 heure,
le jeudi 16 juin 1983*

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 19 est déféré à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution, pour étude article par article.

À 0 heure quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

Le Président

RICHARD GUAY

President

Mrs Dougherty moved,—That the motion under discussion be amended by striking out the word “now” and by adding at the end the words “this day five months hence”.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate arising thereon.

The motion of amendment was then rejected on division.

And debate continuing on the main motion by Mr Paquette,—That Bill 19, “An Act to promote the advancement of science and technology in Québec”, be now read the second time.

*Midnight,
Thursday, 16 June 1983*

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 19 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study.

At 12.45 o'clock a.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 16 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Le projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune », est présenté par M. Chevrette, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Que l'Assemblée nationale nomme, conformément à l'article 74 de la Loi sur l'Assemblée nationale (1982, c.62), M^e Lucien Tremblay, de Montréal, comme juriconsulte;

Que M^e Tremblay soit nommé pour un mandat d'une durée de cinq ans, à compter d'aujourd'hui.

Thursday, 16 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife", was introduced by Mr Chevrette, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Mr Lévesque (Taillon) moved:

That the National Assembly, in accordance with section 74 of the Act respecting the National Assembly (1982, c. 62) do appoint Mr Lucien Tremblay, of Montréal, to be juriconsult;

That Mr Tremblay be appointed for a term of office of five years, effective this day.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Charbonneau, Champagne, Chevrette, Ciacia, Cusano, Dauphin, Desbiens, Dougherty, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Maciocia, Marcoux, Marois (La Peltre), Marquis, Martel, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Paireau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rocheleau, Rochefort, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

Que, conformément à l'article 26 de la Loi sur l'Assemblée nationale (1982, c.62), M. Pierre Duchesne soit nommé secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale (Administrateur D);

That, in accordance with section 26 of the Act respecting the National Assembly (1982, c.62), M. Pierre Duchesne be named Associate Secretary General of the National Assembly (Administrator D);

Que, conformément à l'article 121 de cette loi, soient attribués à M. Duchesne le rang et les privilèges d'un sous-ministre adjoint.

That, that in accordance with section 121 of the said Act, Mr Duchesne be vested with the rank and privileges of an assistant deputy minister.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Charbonneau, Champagne, Chevrette, Ciacia, Cusano, Dauphin, Desbiens, Dougherty, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Lincoln, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Maciocia, Marcoux, Marois (La Peltre), Marquis, Martel, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Paireau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rocheleau, Rochefort, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—84.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Boucher, au nom de M. Bertrand, propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives».

Au même Salon, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique;

Projet de loi 5.—Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 15, «Loi modifiant la Loi sur l'expropriation et le Code civil».

Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m. with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

In the same Chamber, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Energy and Resources, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 4.—An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power;

Bill 5—An Act to promote forest credit by private institutions.

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Transport which studied Bill 15, "An Act to amend the Expropriation Act and the Civil Code", following second reading.

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 15 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des finances et des comptes publics qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 21, « Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 21 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 25, « Loi sur la Société québécoise des transports ».

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

Le rapport est alors adopté après division des voix.

Le projet de loi 25 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 26, « Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 26 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente

The report was adopted.

Bill 15 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Finance and Public Accounts which studied Bill 21, "An Act to amend pension plans and various other legislation", following second reading.

The report was adopted.

Bill 21 was ordered for third reading at the next sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Transport which studied Bill 25, "An Act respecting the Société québécoise des transports", following second reading.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The report was then adopted on division.

Bill 25 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Justice which studied Bill 26, "An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation", following second reading.

The report was adopted.

Bill 26 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on

des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 31, « Loi modifiant la Loi sur les transports ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 31 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Biron propose que le projet de loi 22, « Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures cinq minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 22 est déféré à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude article par article.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 20, « Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants ».

Sur la motion de M. Lazure l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Sur la motion de M. Lazure, le projet de loi 20 est lu la troisième fois.

Transport which studied Bill 31, "An Act to amend the Transport Act", following second reading.

The report was adopted.

Bill 31 was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Biron moved,—That Bill 22, "An Act to amend the Act respecting assistance for tourist development", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 1.05 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 22 was referred to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, for a clause by clause study.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 20, "An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension".

On motion of Mr Lazure, the preceding Order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

On motion of Mr Lazure, Bill 20 was read the third time.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 32, « Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants ».

M. Laurin informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Laurin propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 32 est déféré à la Commission permanente de l'éducation, pour étude article par article.

M. Léonard propose que le projet de loi 28, « Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

Conformément à l'article 156 (2) du règlement, M. Bertrand déclare qu'à la conférence des Leaders parlementaires, convoquée par le Président ce soir, aucune entente n'a été conclue quant à la durée de l'étude, après la deuxième lec-

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations".

Mr Laurin informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Laurin moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 32 was referred to the Standing Committee on Education, for a clause by clause study.

Mr Léonard moved,—That Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

In accordance with Standing Order 156 (2), Mr Bertrand announced that the House Leaders had failed to reach an agreement at the conference called by the President this evening in regard to the length of time being taken by the Stand-

ture, par la Commission permanente du travail, du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives», et quant à la durée de l'étude, après la deuxième lecture, par la Commission permanente de la présidence de conseil et de la constitution, du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

Et le débat continue sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Saintonge propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quatre mois».

Et un débat s'élève.

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Léonard proposant que le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais», soit maintenant lu la deuxième fois.

*0 heure,
le vendredi 17 juin 1983*

Le débat est ajourné sur la motion de M. Assad.

ing Committee on Labour to consider Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", following second reading; and by the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, to consider Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec", following second reading.

And debate continuing on the motion by Mr Léonard,—That Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", be now read the second time.

Mr Saintonge moved,—That the motion under discussion be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day four months hence".

And debate arising thereon.

The motion of amendment was rejected on division.

And debate continuing on the main motion by Mr Léonard,—That Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", be now read the second time.

*Midnight,
Friday, 17 June 1983*

The debate was adjourned on motion of Mr Assad.

À deux heures vingt-deux minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At 2.22 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 17 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président, conformément à l'article 59 du règlement, modifie la version anglaise de l'avis de motion en vertu de l'article 24 du règlement inscrit au nom de M. Lalonde en appendice au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport du Directeur général des élections concernant les indemnités de départ versées à certains employés à la suite de l'intégration de l'administration du système électoral, en date de juin 1983.

(Document de la session n° 201)

Friday, 17 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr President, pursuant to Standing Order 59, altered the English text of the notice of a motion presented by Mr Lalonde under Standing Order 24 and appended to the *Agenda Paper* for today.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Report of the Director General of Elections concerning severance payments made to certain employees following the integration of the administration of the electoral system, dated June 1983.

(Sessional Paper No. 201)

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 011, en date du 9 juin 1983, concernant une modification à la décision du Bureau portant le numéro 007 du 26 mai 1983 relative au Règlement sur les allocations aux députés;

- Décision 012, en date du 9 juin 1983, concernant la délégation de l'administration du régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;

- Décision 013, en date du 9 juin 1983, concernant le Règlement d'application sur le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;

- Décision 014, en date du 9 juin 1983, concernant les prévisions budgétaires supplémentaires relatives à l'application du Règlement sur les allocations aux députés;

- Décision 015, en date du 9 juin 1983, concernant une mission officielle de MM. Richard Guay, Raymond Brouillet, Élie Fallu, Pierre de Bellefeuille, Fabien Bélanger, Pierre Fortier, Lucien Caron et Mme Louise Harel à Jersey du 25 juin au 4 juillet 1983;

- Décision 016, en date du 9 juin 1983, concernant la participation de Mme Maité Jay-Rayon et Mlle Marie-Thérèse Vallée à la mission officielle à Jersey du 25 juin au 4 juillet 1983;

- Décision 017, en date du 9 juin 1983, concernant une mission officielle de MM. René Blondin, Pierre Duchesne et Jacques Lessard à Saint-Jean, Terre-Neuve — 18 au 22 juillet 1983 — Réunion des greffiers canadiens.

(Document de la session n° 202)

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 011, dated 9 June 1983, concerning an amendment to Decision 007 made by the Office on 26 May 1983 relative to the Regulation respecting Members' allowances;

- Decision 012, dated 9 June 1983, concerning the delegation of powers for the administration of the pension plan of the Members of the National Assembly;

- Decision 013, dated 9 June 1983, concerning the Regulation for the administration of the pension plan of the Members of the National Assembly;

- Decision 014, dated 9 June 1983, concerning the supplementary estimates for the administration of the Regulation respecting Members' allowances;

- Decision 015, dated 9 June 1983, concerning the official delegation of Messrs Richard Guay, Raymond Brouillet, Élie Fallu, Pierre de Bellefeuille, Fabien Bélanger, Pierre Fortier, Lucien Caron and Mrs Louise Harel, to Jersey, from 25 June to 4 July 1983;

- Decision 016, dated 9 June 1983, concerning the participation of Mme Maité Jay-Rayon and Mlle Marie-Thérèse Vallée in the official delegation to Jersey from 25 June to 4 July 1983;

- Decision 017, dated 9 June 1983, concerning the official delegation of Messrs René Blondin, Pierre Duchesne and Jacques Lessard to a meeting of the Clerks-at-the-Table of Canada to be held in St John's, Newfoundland from 18 to 22 July 1983.

(Sessional Paper No. 202)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 203)

État annuel des permis accordés aux compagnies étrangères, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 204)

Par M. Johnson (Anjou), au nom de M. Fréchette:

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 205)

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 206)

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 207)

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Portrait statistique, édition 1983, *Resource et Industrie forestière*, publié par le ministère de l'Énergie et des Ressources.

(Document de la session n° 208)

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 209)

Par M. Gendron:

Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire, intitulé: *Aménager l'avenir*.

(Document de la session n° 210)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Régie de l'assurance-dépôts du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 203)

Annual statement of licences issued to extra-provincial corporations, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 204)

By Mr Johnson (Anjou), on behalf of Mr Fréchette:

Annual Report of the Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 205)

By Mr Johnson (Anjou):

Annual Report of the Régie de l'assurance-maladie du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 206)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Richard:

Annual Report of the Department of Cultural Affairs, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 207)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Duhaime:

Statistical outline, 1983 Edition, of the forest resource and industry, published by the Department of Energy and Resources.

(Sessional Paper No. 208)

Annual Report of the Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), for 1982-83.

(Sessional Paper No. 209)

By Mr Gendron:

Orientation of the Government in the area of land-use planning, entitled: *Aménager l'avenir*.

(Sessional Paper No. 210)

M. de Bellefeuille, au nom de Mme Lachapelle, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 5, «Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 211)

M. LeBlanc, au nom de M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 4, «Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique».

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document de la session n° 212)

M. Bertrand donne avis que le lundi 20 juin 1983, les commissions permanentes suivantes siégeront à compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'éducation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 32, «Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants».

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

À la Salle 91:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

Mr de Bellefeuille, on behalf of Mrs Lachapelle, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which considered Bill 5, "An Act to promote forest credit by private institutions", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 211)

Mr LeBlanc, on behalf of Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which considered Bill 4, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power", following second reading.

The Bill was reported with an amendment.

(Sessional Paper No. 212)

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit on Monday, 20 June 1983, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on Education, for a clause by clause study of Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations".

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

In Room 91:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais".

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, pour l'étude des crédits du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Immédiatement jusqu'à treize heures et à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec ».

À la même Salle, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude, article par article, du projet de loi 109, « Loi sur le cinéma et la vidéo ».

À compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

À la Salle 91:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

La motion est adoptée.

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieute-

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon, and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, for consideration of the estimates of the Department of Energy and Resources.

Immediately until 1.00 o'clock p.m. and from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

In the same Room, from 3.00 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m.:

The Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study of Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry".

From 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

In Room 91:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

The motion was adopted.

Mr Parizeau transmitted to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of

nant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

Édifice André-Laurendeau,
Québec, le 7 juin 1983.
(*Document de la session n° 213*)

Conformément à l'article 128.1 du règlement, M. Bertrand propose que les crédits supplémentaires soient déferés pour étude à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Garon, le projet de loi 13, «Loi modifiant la Loi sur les grains», est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Fréchette, le projet de loi 27, «Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction», est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditures (No. 1) for the fiscal year ending 31 March 1984, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

André Laurendeau Building,
Québec City, 7 June 1983.
(*Sessional Paper No. 213*)

Pursuant to Standing Order 128.1 Mr Bertrand moved,—That the Supplementary Estimates of Expenditure be referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon, Bill 13, "An Act to amend the Grain Act", was read the third time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Fréchette, Bill 27, "An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry", was read the third time.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Léonard,—That Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 28 est déféré à la Commission manente des affaires municipales, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que l'ordre adopté le 14 juin 1983 de déférer pour étude à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», et que l'ordre adopté le 16 juin 1983 de déférer pour étude à la même commission le projet de loi 22, «Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique», soient révoqués, et que ces projets de loi soient renvoyés à la commission plénière pour étude article par article.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière.

Les projets de loi 10 et 22 sont, l'un après l'autre, étudiés, article par article, en commission plénière.

À treize heures quarante minutes, M. le Président de la commission plénière, quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et l'étude continue en commission plénière.

Le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», est alors amendé et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Le projet de loi 22, «Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touris-

On motion of Mr Bertrand, Bill 28 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the Order made on 14 June to refer Bill 10, "An Act respecting the Société générale de financement du Québec", to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, and the Order made on 16 June 1983 to refer Bill 22, "An Act to amend the Act respecting assistance for tourist development", to the same Committee, be discharged; and that the said Bills be referred to the Committee of the Whole for clause by clause consideration.

The motion was adopted.

On motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole.

Bills 10 and 22 were each considered clause by clause in Committee of the Whole.

At 1.40 o'clock p.m., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And consideration continuing in Committee of the Whole.

Bill 10, "An Act respecting the Société générale de financement du Québec", was then amended and reported; the report was adopted on division; the Bill was ordered for third reading at the next sitting.

Bill 22, "An Act to amend the Act respecting assistance for tourist develop-

tique », est alors amendé et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

À dix-huit heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

ment", was then amended and reported; the report was adopted on division; the Bill was ordered for third reading at the next sitting.

At 6.25 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 3.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 20 juin 1983

Monday, 20 June 1983

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Déclaration ministérielle de M. Parizeau, ministre des Finances, concernant 1° l'exemption de taxation du carburant destiné aux vols internationaux, 2° l'imposition des députés, ministres et sénateurs fédéraux et 3° certaines mesures relatives à la capitalisation des corporations.

Statement by Mr Parizeau, Minister of Finance, concerning 1° a tax exemption on international jet fuel, 2° the taxation of federal Members of Parliament, Ministers and Senators, and 3° certain measures pertaining to the capitalization of corporations.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. le Président:

By Mr President:

Rapport annuel de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, pour l'année 1982-1983.

Annual Report of the Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique, for 1982-83.

(Document de la session n° 214)

(Sessional Paper No. 214)

Par M. Bertrand:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 215)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 216)

Par M. Laurin:

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 217)

Par M. Marcoux:

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 218)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1980-1981.

(Document de la session n° 219)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 220)

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 221)

Par M. Marois:

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 222)

Par M. Clair:

Copie d'une lettre, en date du 10 juin 1983, adressée au président et aux membres du Comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal, par M. Michel

By Mr Bertrand:

Annual Report of the Department of Communications, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 215)

By Mr Bédard:

Annual Report of the Commission québécoise des libérations conditionnelles, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 216)

By Mr Laurin:

Annual Report of the Department of Education, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 217)

By Mr Marcoux:

Annual Report of the Régie des loteries et courses du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 218)

By Mr Biron:

Annual Report of the Société du parc industriel du centre du Québec, for 1980-81.

(Sessional Paper No. 219)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the Société de développement de la Baie James, for 1982.

(Sessional Paper No. 220)

Annual Report of the Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), for 1982-83.

(Sessional Paper No. 221)

By Mr Marois:

Annual Report of the Régie des rentes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 222)

By Mr Clair:

Copy of a letter, dated 10 June 1983, sent to the Chairman and members of the executive committee of the Communauté urbaine de Montréal, by Mr Michel Clair,

Clair, ministre des Transports, relativement au dossier du métro de surface dans l'est de l'Île de Montréal.

(Document de la session n° 223)

Par M. Paradis:

Pétition de détaillants d'essence de la circonscription électorale de Brôme-Missisquoi, située à proximité de la frontière américaine, demandant au gouvernement du Québec la même réduction de taxe sur l'essence qui s'applique dans les régions près de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

(Document de la session n° 224)

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 109, « Loi sur le cinéma et la vidéo ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document de la session n° 225)

Le projet de loi 40, « Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public », est présenté par M. Laurin et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente de l'éducation, pour étude et audition publique.

M. Richard dépose la réimpression du projet de loi 3, « Loi sur les archives ».

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Minister of Transport, concerning the surface metro for the East Island of Montréal.

(Sessional Paper No. 223)

By Mr Paradis:

Petition from service station operators in the Electoral Division of Brôme-Missisquoi, situated near the American border, requesting the Government of Québec for the same fuel tax reduction that applies in border regions with Ontario and New Brunswick.

(Sessional Paper No. 224)

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which considered Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry", following second reading.

The Bill was reported with amendments, one of which being to the title.

(Sessional Paper No. 225)

Bill 40, "An Act respecting public elementary and secondary education", was introduced by Mr Laurin and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Education, for consideration and a public hearing.

Mr Richard tabled a reprint of Bill 3, "Archives Act".

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

À la Salle 81:

La Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi 19, «Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec».

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'habitation et de la protection du consommateur, pour l'étude, article par article, du projet de loi 24, «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur», suivie de la Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

À la même Salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives».

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 11, «Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts».

Sur la motion de M. Parizeau l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Parizeau propose que ce projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

In Room 81:

The Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study of Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec".

Immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 91:

The Committee on Housing and Consumer Protection, for a clause by clause study of Bill 24, "An Act to amend various legislative provisions respecting housing and consumer protection", followed by the Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais".

In the same Room, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation".

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 11, "An Act to amend the Deposit Insurance Act".

On motion of Mr Parizeau, the preceding Order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Parizeau moved that the said Bill be read the third time.

An debate arising thereon.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi 11 est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 4, «Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 5, «Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Blouin, le projet de loi privé 206, «Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare», est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Scowen, le projet de loi privé 221, «Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi est lu la troisième fois.

Bill 11 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Energy and Resources which studied Bill 4, "An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power", following second reading.

The report was adopted.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Energy and Resources which studied Bill 5, "An Act to promote forest credit by private institutions", following second reading.

The report was adopted.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Blouin, Private Bill 206, "An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare", was read the second and the third time.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Scowen, Private Bill 221, "An Act respecting certain rights of action in matters of medical or hospital responsibility", was read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; with the unanimous consent of the Assembly, the Bill was read the third time.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de Mme Lachapelle, le projet de loi privé 274, «Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif», est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi est lu la troisième fois.

M. Dean propose que le projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat est suspendu.

Sur la motion de M. Bertrand, la Commission permanente des affaires municipales siégera ce soir à la Salle 81 pour l'étude, article par article, du projet de loi 28 dès que la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution aura terminé l'étude du projet de loi 19.

Et le débat continue sur la motion de M. Dean proposant que le projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Paradis propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant à la fin les mots «dans quatre mois».

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mrs Lachapelle, Private Bill 274, "An Act respecting the Joseph-Albert Tardif estate", was read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; with the unanimous consent of the Assembly, the Bill was read the third time.

Mr Dean moved,—That Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The debate was suspended.

On motion of Mr Bertrand, the Standing Committee on Municipal Affairs will sit this evening in Room 81 for a clause by clause study of Bill 28, as soon as the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution has concluded its consideration of Bill 19.

An debate continuing on the motion by Mr Dean,—That Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", be now read the second time.

Mr Paradis moved,—That the motion under discussion be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day four months hence".

Et un débat s'élève.

La motion d'amendement est alors rejetée après division des voix.

Et le débat continue sur la motion principale de M. Dean proposant que le projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

M. Bertrand propose:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente du travail sur l'étude, après la deuxième lecture, du projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives», soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le mardi 21 juin 1983, la Commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le lundi 20 juin 1983.

Et un débat s'élève.

*O heure,
le mardi 21 juin 1983*

La motion est alors adoptée après division des voix.

Aujourd'hui, le lundi 20 juin 1983, à dix-huit heures vingt minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Jolivet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Bertrand, le représentant du Premier ministre, de M. Sirros, le représentant du chef de l'Opposi-

And debate arising thereon.

The motion of amendment was then rejected on division.

And debate continuing on the main motion by Mr Dean,—That Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

Mr Bertrand moved:

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Labour to which stands referred Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Tuesday, 21 June 1983, the Committee having to complete its work by midnight, Monday 20 June 1983.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Tuesday, 21 June 1983*

The motion was then adopted on division.

Today, Monday, 20 June 1983, at twenty minutes past six o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of Mr Jolivet, Vice-President of the National Assembly, of Mr Bertrand, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Sirros, the Delegate of

tion officielle, et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Administrator of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- | | |
|--|---|
| 11 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts; | 11 An Act to amend the Deposit Insurance Act; |
| 13 Loi modifiant la Loi sur les grains; | 13 An Act to amend the Grain Act; |
| 20 Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants; | 20 An Act to favour early retirement and improve the surviving spouse's pension; |
| 27 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction; | 27 An Act to amend the Act respecting labour relations in the construction industry; |
| 33 Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs; | 33 An Act to amend the Engineers Act; |
| 206 Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare; | 206 An Act respecting an immovable situated in the municipality of the parish of Saint-Ambroise-de-Kildare; |
| 221 Loi concernant certains recours en matière de responsabilité médicale ou hospitalière; | 221 An Act respecting certain rights of action in matters of medical or hospital responsibility; |
| 274 Loi concernant la succession de Joseph-Albert Tardif. | 274 An Act respecting the Joseph-Albert Tardif estate. |
| À une heure trente minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures. | At 1.30 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m. |

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 21 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Déclaration ministérielle de M. Clair, ministre des Transports, annonçant les mesures que le gouvernement du Québec entend prendre afin de redresser la situation financière de Québecair, la restructuration administrative de cette société aérienne et le refus de la contreproposition du gouvernement du Canada.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Copie de l'article 285 de l'ancien règlement (Geoffrion).

(Document de la session n° 226)

Tuesday, 21 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Statement by Mr Clair, Minister of Transport, announcing the measures intended by the Government of Québec to redress the financial situation of Québecair, the administrative reorganization of the airline and the refusal of the counter-proposal made by the Government of Canada.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Copy of former Standing Order 285 (Geoffrion).

(Sessional Paper No. 226)

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 227)

By Mr Bertrand:

Annual Report of the Commission d'accès à l'information, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 227)

Par M. Bertrand, au nom de M. Bérubé:

Rapport annuel de la Commission administrative du régime de retraite, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 228)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Bérubé:

Annual Report of the Commission administrative du régime de retraite, for 1982.

(Sessional Paper No. 228)

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 229)

By Mr Ouellette:

Annual Report of the Department of the Environment, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 229)

Par M. Chevrette:

Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 230)

By Mr Chevrette:

Annual Report of the Department of Recreation, Fish and Game, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 230)

Par M. Léonard:

Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 231)

By Mr Léonard:

Annual Report of the Commission municipale du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 231)

Par M. Duhaime:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 232)

By Mr Duhaime:

Annual Report of the Régie de l'électricité et du gaz, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 232)

Conformément à l'article 130 du règlement, M. Bertrand, au nom de M. Parizeau, dépose le rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1983-1984 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec.

(Document de la session n° 233)

Pursuant to Standing Order 130, Mr Bertrand, on behalf of Mr Parizeau, tabled the report grouping the reports of the Standing Committees which considered the estimates of the main budget for the fiscal year 1983-84 of every Department of the Government of Québec.

(Sessional Paper No. 233)

M. Paré, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 19, « Loi

Mr Paré, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which considered Bill 19, "An Act to promote the advance-

favorisant le développement scientifique et technologique du Québec ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 234*)

Conformément à un ordre adopté aujourd'hui, en vertu de l'article 156.2 du règlement, M. Lafrenière, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 17, « Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives ».

Le projet de loi n'a pas été adopté.

(*Document de la session n° 235*)

M. Beauséjour, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'habitation et de la protection du consommateur qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 24, « Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(*Document de la session n° 236*)

Le projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », est présenté par M. Léonard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Conformément à l'article 85.2 du règlement et sur la motion de M. Bertrand, la motion suivante, inscrite à son nom à l'article 2) du *Feuilleton*, est retirée:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution sur l'étude, après la deuxième lecture, du projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scien-

ment of science and technology in Québec », following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Paper No. 234*)

Pursuant to an Order made the previous day under Standing Order 156.2, Mr Lafrenière, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour which considered Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", following second reading.

The Bill was not adopted.

(*Sessional Paper No. 235*)

Mr Beauséjour, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Housing and Consumer Protection which considered Bill 24, "An Act to amend various legislative provisions respecting housing and consumer protection", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(*Sessional Paper No. 236*)

Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", was introduced by Mr Léonard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Pursuant to Standing Order 85.2 and on motion of Mr Bertrand, the following motion standing in his name at item 2) of the *Agenda Paper*, was withdrawn.

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution to which stands referred Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and

tifique et technologique du Québec », soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le mardi 21 juin 1983, la Commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le lundi 20 juin 1983.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Dean proposant que le projet de loi 192, « Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec », soit maintenant lu la deuxième fois, n'étant plus requis, la motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 192 est déféré à la Commission permanente du travail, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

À compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 213.—Loi concernant la ville de Saint-Romuald;

Projet de loi 226.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;

Projet de loi 227.—Loi concernant la ville de Beaconsfield;

Projet de loi 265.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard;

technology in Québec", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Tuesday, 21 June 1983, the Committee having to complete its work by midnight, Monday, 20 June 1983.

With the unanimous consent of the Assembly, the entry of names of the vote on the motion by Mr Dean,—That Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", be now read the second time,—being no longer required, the motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 192 was referred to the Standing Committee on Labour, for a clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

From 3.00 o'clock in the afternoon until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study of the following Private Bills:

Bill 213.—An Act respecting the town of Saint-Romuald;

Bill 226.—An Act respecting the town of Saint-Laurent;

Bill 227.—An Act respecting the town of Beaconsfield;

Bill 265.—An Act to amend the charter of the city of Saint-Léonard;

Et aussi pour l'étude, article par article, du projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec».

À la même Salle, à compter de seize heures trente minutes:

La Commission de l'Assemblée nationale, pour l'étude du rapport de la Sous-commission sur la réforme parlementaire.

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 91:

La Commission de l'éducation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 32, «Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants».

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Lalonde propose:

Que le Premier ministre soit blâmé sévèrement pour avoir escamoté le rôle moteur joué par lui et son bureau dans le règlement hors cour, intervenu le 13 mars 1979, de la réclamation consécutive au saccage du chantier LG-2 survenu en 1974.

Avant que le débat s'engage, du consentement unanime, M. Bertrand communique à l'Assemblée le temps imparti

And also for a clause by clause study of Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais".

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec".

In the same Room, from 4.30 o'clock p.m.:

The Committee on the National Assembly, for the consideration of the report of the Sub-committee on Parliamentary Reform.

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon, and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 91:

The Committee on Education, for a clause by clause study of Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations".

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 24, Mr Lalonde moved:

That the Prime Minister be strongly condemned for skipping over his determining role and that of his office in the out-of-court settlement reached on 13 March 1979 respecting the damage action following from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974.

Before the start of debate, Mr Bertrand, by unanimous consent, communicated to the Assembly the time allotted

à cette fin, savoir: quarante minutes à chaque parti politique, plus dix minutes de réplique au Parti libéral, le vote sur la motion de censure étant reporté à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

Et un débat s'élève sur cette motion de censure de M. Lalonde.

Le débat est terminé.

À treize heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'habitation et de la protection du consommateur qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 24, «Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 24 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que la Commission permanente du travail siège à la Salle 81 immédiatement jusqu'à seize heures trente minutes et, ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, pour l'étude, article par article, du projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour

therefor, namely: forty minutes to each political party and a right of reply of ten minutes to the Liberal Party, the vote on this motion of no-confidence being deferred until the next sitting, before the Orders of the Day are called.

And debate arising on the motion of no-confidence by Mr Lalonde.

The debate was concluded.

At 1.15 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Housing and Consumer Protection which studied Bill 24, "An Act to amend various legislative provisions respecting housing and consumer protection", following second reading.

The report was adopted.

Bill 24 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Labour do sit in Room 81, immediately until 4.30 o'clock p.m., and this evening, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight, for a clause by clause study of Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec".

The motion was adopted.

By unanimous consent and on motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for

la prise en considération du rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1983-1984 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec, et pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière 1983-1984.

À dix-huit heures trente minutes, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 109, «Loi sur le cinéma et la vidéo».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Richard propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont adoptés.

M. Ryan propose que l'amendement qu'il a proposé au rapport et au projet de loi soit adopté.

Et un débat s'élève.

L'amendement est alors rejeté après division des voix.

Le rapport amendé est adopté.

Le projet de loi 109 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

the consideration of the report grouping the reports of the Standing Committees which studied the estimates of the main budget for the fiscal year 1983-84 of each of the Departments of the Government of Québec, and for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1) for the fiscal year 1983-84.

At 6.30 o'clock p.m., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Progress was reported and leave granted to the Committee to sit again during the present sitting.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which studied Bill 109, "An Act respecting the cinema and video industry", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Richard moved amendments to the report and to the Bill.

The amendments were adopted.

Mr Ryan moved that the amendment which he had proposed to the report and to the Bill be adopted.

And debate arising thereon.

The amendment was then rejected on division.

The report was adopted, as amended.

Bill 109 was ordered for third reading at the next sitting.

L'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour la prise en considération du rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1983-1984 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec, et pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière 1983-1984.

*O heure,
le mercredi 22 juin 1983*

Le débat est terminé.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a étudié le rapport groupant les rapports des commissions permanentes qui ont procédé à l'étude des crédits du budget principal de l'année financière 1983-1984 pour chacun des ministères du gouvernement du Québec, et a aussi adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), soit une somme de 122 000 000 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1983-1984, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté après division des voix.

The Assembly again resolved itself into Committee of the Whole to consider the report grouping the reports of the Standing Committees which studied the estimates of the main budget for the fiscal year 1983-84 of every Department of the Government of Québec, and to consider the Supplementary Estimates (No. 1) for the fiscal year 1983-84.

*Midnight,
Wednesday, 22 June 1983*

The debate was concluded.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported as follows:

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has considered the report grouping the reports of the Standing Committees which studied the estimates of the main budget for the fiscal year 1983-84 of every Department of the Government of Québec, and has also adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 1), namely: a sum not exceeding, in all, \$122 000 000 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund to defray a part of the expenses of Québec proposed in the Supplementary Estimates for the fiscal year 1983-84 as laid before the National Assembly, not otherwise provided for, being the amount of each of the estimates to be voted for various programs set forth in the Schedule to the Bill to be introduced.

The report was adopted on division.

À une heure, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At 1.00 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 22 juin 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard:

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1981.

(Document de la session n° 237)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:
Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 238)

Wednesday, 22 June 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Bédard:

Annual Report 1981 respecting the authorizations obtained by the Attorney General of Québec under the Protection of Privacy Act, in accordance with section 178.22 of the Criminal Code.

(Sessional Paper No. 237)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:
Annual Report of the Office des professions du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 238)

Par M. Clair:

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 239)

États financiers de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1982.

(Document de la session n° 240)

Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec et du Fonds d'indemnisation automobile du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 241)

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 242)

Par M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du site archéologique Lavoie à Grandes-Bergeronnes.

(Document de la session n° 243)

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement de la forge-menuiserie Cauchon et outils à Rivière-Malbaie.

(Document de la session n° 244)

Par M. Vallières:

Pétition de citoyens et de corporations municipales et privées de la circonscription électorale de Richmond et des environs, demandant au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116 entre Kingsey Falls et Richmond et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond.

(Document de la session n° 245)

By Mr Clair:

Annual Report of the Commission des transports du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 239)

Financial statements of the Commission des transports du Québec, for the period ended 31 March 1982.

(Sessional Paper No. 240)

Annual Report of the Régie de l'assurance automobile du Québec and of the Fonds d'indemnisation automobile du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 241)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Richard:

Annual Report of the Conseil consultatif de la lecture et du livre, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 242)

By Mr Richard:

Notice from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the Lavoie archeological site at Grandes-Bergeronnes.

(Sessional Paper No. 243)

Notice from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the Cauchon forge and wood workshop and tools, at Rivière-Malbaie.

(Sessional Paper No. 244)

By Mr Vallières:

Petition from residents and municipal and private corporations in the Electoral Division of Richmond and vicinity, calling on the Government of Québec to proceed immediately with the rebuilding of Highway 116 between Kingsey Falls and Richmond and to give priority to the upgrading of the Danville-Richmond section.

(Sessional Paper No. 245)

Par M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):

Pétition des infirmiers et infirmières de l'Hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine demandant au gouvernement qu'apparaisse sur le fuselage de l'avion ambulance du gouvernement du Québec le nom de Valentine Lupien, une des pionnières en soins dans les régions éloignées.

(Document de la session n° 246)

Par Mme Bacon:

Pétition de parents d'enfants fréquentant des garderies privées et du Regroupement des garderies de la région 6.C, informant l'Assemblée nationale qu'ils s'opposent à l'adoption du projet de réglementation de l'Office des services de garde.

(Document de la session n° 247)

Par Mme Lavoie-Roux:

Pétition des usagers et des membres du personnel du Centre local de services communautaires Sainte-Rose, dans la circonscription de Vimont, demandant à l'Assemblée nationale de sensibiliser le gouvernement sur les problèmes de santé et de sécurité occasionnés par les vices de construction de cet établissement.

(Document de la session n° 248)

Par M. Lazure:

Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour les années 1980-1981 et 1981-1982.

(Document de la session n° 249)

M. Rodrigue, au nom de M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 213.—Loi concernant la ville de Saint-Romuald;

Projet de loi 226.—Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;

By Mr Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):

Petition from the nurses of the Louis-Hippolyte Lafontaine Hospital requesting the Government for the name of Valentine Lupien, a pioneer nurse in remote regions, to appear on the fuselage of the medical plane owned by the Government of Québec.

(Sessional Paper No. 246)

By Mme Bacon:

Petition from parents of children enrolled in private day-care centres and from the Regroupement des garderies de la région 6.C, informing the National Assembly of their opposition to the proposed regulation of the Office des services de garde.

(Sessional Paper No. 247)

By Mrs Lavoie-Roux:

Petition from users and staff of the Sainte-Rose Local Community Service Centre in the Vimont constituency, calling on the National Assembly to sensitize the Government to the health and safety hazards created by construction defects at the centre.

(Sessional Paper No. 248)

By Mr Lazure:

Annual Report of the Office des personnes handicapées du Québec, for 1980-81 and 1981-82.

(Sessional Paper No. 249)

Mr Rodrigue, on behalf of Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following Private Bills, after first reading:

Bill 213.—An Act respecting the town of Saint-Romuald;

Bill 226.—An Act respecting the city of Saint-Laurent;

Projet de loi 227.—Loi concernant la ville de Beaconsfield;

Projet de loi 265.—Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard.

Le projet de loi 213 est rapporté sans amendement et les projets de loi 226, 227 et 265 sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 250)

Le rapport est adopté.

Les projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Marcoux:

Projet de loi 18.—Loi sur la Société immobilière du Québec.

Par M. Bédard:

Projet de loi 36.—Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.

Le projet de loi 37, «Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche», est présenté par M. Paquette et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution, pour étude et audition publique.

M. le Président dépose le rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui a siégé le 21 juin 1983 pour recevoir et adopter le rapport de la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire.

Bill 227.—An Act respecting the town of Beaconsfield;

Bill 265.—An Act to amend the charter of the city of Saint-Léonard.

Bill 213 was reported without amendment while Bills 226, 227 and 265 were reported with amendments.

(Sessional Paper No. 250)

The report was adopted.

The Bills were ordered for second reading at the next sitting.

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Marcoux:

Bill 18.—An Act respecting the Société immobilière du Québec.

By Mr Bédard:

Bill 36.—An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death.

Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche", was introduced by Mr Paquette and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for consideration and a public hearing.

Mr President tabled the report of the Standing Committee on the National Assembly which sat on 21 June 1983 to receive and adopt the report of the Subcommittee of the National Assembly on Parliamentary Reform.

Ce rapport est composé du Mémoire sur la réforme parlementaire présenté par le Président de l'Assemblée nationale, que la commission de l'Assemblée nationale a ratifié après son adoption par la Sous-commission, de la proposition de réforme parlementaire soumise initialement par le Président de l'Assemblée nationale ainsi que du procès-verbal de la séance du 21 juin 1983.

(Document de la session n° 251)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion conjointe de MM. Bertrand et Lalonde, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Levesque (Bonaventure) propose que cette Assemblée félicite les députés nouvellement élus des circonscriptions électorales de Charlesbourg, Saguenay et Saint-Jacques.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. LeBlanc propose que cette Assemblée souligne le 100^e anniversaire de l'Ambulance Saint-Jean.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Pagé propose que les félicitations et meilleurs vœux de cette Assemblée soient adressés à M. Gérard D. Levesque qui, le 20 juin, fêtait le 27^e anniversaire de son élection à l'Assemblée et à MM. René Lévesque, Georges Vaillancourt et Harry Blank qui, aujourd'hui, célèbrent le 23^e anniversaire de leur élection.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de censure suivante de M. Lalonde:

The report comprises a Document on Parliamentary Reform presented by the President of the National Assembly and ratified by the Committee on the National Assembly following its adoption by the Sub-committee, the initial proposal for parliamentary reform submitted by the President, as well as the minutes of the sitting of 21 June 1983.

(Sessional Paper No. 251)

With the unanimous consent of the Assembly and on a joint motion by Messrs Bertrand and Lalonde, the report was adopted.

By unanimous consent, Mr Levesque (Bonaventure) moved,—That this Assembly congratulate the newly-elected Members for the electoral divisions of Charlesbourg, Saguenay and Saint-Jacques.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr LeBlanc moved,—That this Assembly mark the 100th anniversary of the St John's Ambulance service.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Pagé moved,—That this Assembly offer congratulations and best wishes to Mr Gérard D. Levesque who on June 20th celebrated the twenty-seventh anniversary of his election to the Assembly, as well as to Messrs René Lévesque, Georges Vaillancourt and Harry Blank, who were first elected Members twenty-three years ago today.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the following motion of no-confidence by Mr Lalonde:

Que le Premier ministre soit blâmé sévèrement pour avoir escamoté le rôle moteur joué par lui et son bureau dans le règlement hors cour, intervenu le 13 mars 1979, de la réclamation consécutive au saccage du chantier LG-2 survenu en 1974.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Levesque (Bonaventure), Maciocia, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Polak, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt (Orford), Vallières.—37.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Charbonneau, Champagne, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois (Marie-Victorin), Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford).—63.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 32, «Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document de la session n° 252)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de

That the Prime Minister be strongly condemned for skipping over his determining role and that of his office in the out-of-court settlement reached on 13 March 1979 respecting the damage action following from the wreckage of the LG-2 construction site in 1974.

The motion was rejected on the following division:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) tabled the report of the Standing Committee on Education which considered Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations", following second reading.

The Bill was reported with amendments, one of which being to the title.

(Sessional Paper No. 252)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00

treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

À la Salle 81:

La Commission du travail, pour l'étude, article par article, du projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec».

À la Salle 91:

La Commission des finances et des comptes publics, pour audition publique et étude, article par article, du projet de loi 224, «Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle)».

Et que les rapports de ces commissions soient faits comme si les projets de loi avaient été étudiés en commission plénière.

La motion est adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante de M. de Bellefeuille:

À tous les égards: conception, préparation, recherche, rédaction, illustration, photographie, graphisme, impression (et frais connexes comme la perforation de la couverture), distribution et autres s'il y a lieu, combien a coûté le rapport d'activité 1982-1983 de la Société des alcools du Québec déposé à l'Assemblée nationale le 1^{er} juin 1983?

Quels en ont été le tirage et la distribution?

o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon, and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais".

In Room 81:

The Committee on Labour, for a clause by clause study of Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec".

In Room 91:

The Committee on Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study of Bill 224, "An Act respecting Groupe Minier Sullivan Ltée and Mines East Sullivan Limitée (No personal liability)".

And that these Committees report as if the Bills had been considered in Committee of the Whole.

The motion was adopted.

The Order of the Day being read for the consideration of the following question put down by Mr de Bellefeuille:

What was the overall cost of the report of activities 1982-83 of the Société des alcools du Québec, which was tabled in the National Assembly on 1 June 1983, taking into account the outlay for design, preparation, research, drafting, illustration, photography, graphics, printing (including the cost of the perforated cover), distribution and all other aspects of production?

How many copies were printed and distributed?

Sur la motion de M. Bertrand, il est—
Ordonné qu'il soit déposé un document
contenant les informations demandées.

M. Bertrand, au nom de M. Biron,
dépose ledit document.

(Document de la session n° 253)

Du consentement unanime de l'Assemblée, conformément à l'article 131 du règlement et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Parizeau, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, lus la première, la deuxième et la troisième fois, après division des voix:

Projet de loi 34.—Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984;

Projet de loi 39.—Loi n° 4 sur les crédits, 1983-1984.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé 265, «Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard», est lu la deuxième fois, renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Lachance, le projet de loi privé 213, «Loi concernant la ville de Saint-Romuald», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Dussault, le projet de loi privé 226, «Loi concernant la Ville de Saint-Laurent», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Boucher, au

On motion of Mr Bertrand,—
Ordered, That there be tabled a document containing the information requested.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 253)

With the unanimous consent of the Assembly, pursuant to Standing Order 131 and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Parizeau, the following Bills were severally read the first, the second and the third time, on division:

Bill 34.—Appropriation Act No. 3, 1983-84;

Bill 39.—Appropriation Act No. 4, 1983-84.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Laplante, Private Bill 265, "An Act to amend the charter of the city of Saint-Léonard", was read the second time, recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; the Bill was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Lachance, Private Bill 213, "An Act respecting the town of Saint-Romuald" was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Dussault, Private Bill 226, "An Act respecting the city of Saint-Laurent", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Boucher, on

nom de M. Lincoln, le projet de loi privé 227, « Loi concernant la ville de Beaconsfield », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Léonard, le projet de loi 12, « Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme », est lu la troisième fois, après division des voix.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Tardif, le projet de loi 24, « Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Biron, le projet de loi 29, « Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Clair, le projet de loi 15, « Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, le Code civil et la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal », est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 25, « Loi sur la Société québécoise des transports ».

Sur la motion de M. Clair, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière; amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi 25 est lu la troisième fois, après division des voix.

Sur la motion de M. Clair, le projet de loi 31, « Loi modifiant la Loi sur les transports », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 22, « Loi

behalf of Mr Lincoln, Private Bill 227, "An Act respecting the town of Beaconsfield", was read the second and the third time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Léonard, Bill 12, "An Act to amend the Act respecting land use planning and development", was read the third time, on division.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Tardif, Bill 24, "An Act to amend various legislation respecting housing and consumer protection", was read the third time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Biron, Bill 29, "An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation", was read the third time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Clair, Bill 15, "An Act to amend the Expropriation Act, the Civil Code and the Act respecting the Communauté urbaine de Montréal", was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 25, "An Act respecting the Société québécoise des transports".

On motion of Mr Clair, the preceding Order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; Bill 25 was read the third time, on division.

On motion of Mr Clair, Bill 31, "An Act to amend the Transport Act", was read the third time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 22, "An Act to

modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique », est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Duhaime, les projets de loi suivants sont l'un après l'autre lus la troisième fois:

Projet de loi 4.—Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique;

Projet de loi 5.—Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 32, « Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants ».

M. Dauphin propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Et un débat s'élève.

Les amendements sont alors rejetés après division des voix.

Le rapport est adopté après division des voix.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Laurin, l'ordre de troisième lecture du projet de loi 32 est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté après division des voix; le projet de loi est lu la troisième fois, après division des voix.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 30, « Loi modifiant

amend the Act respecting assistance for tourist development", was read the third time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Duhaime, the following Bills were severally read the third time:

Bill 4.—An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power;

Bill 5.—An Act to promote forest credit by private institutions.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Education which considered Bill 32, "An Act respecting the accreditation and financing of students' associations", following second reading.

Mr Dauphin moved amendments to the report and to the Bill.

And debate arising thereon.

The amendments were then rejected on division.

The report was adopted on division.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Laurin, the Order for third reading of Bill 32 was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted on division; the Bill was read the third time, on division.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 30, "An Act to

la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ».

Sur la motion de M. Garon, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi 30 est lu la troisième fois, après division des voix.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 21, « Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives ».

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Bérubé, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi 21 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 26, « Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives ».

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Bédard, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué; le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté; le projet de loi 26 est lu la troisième fois.

M. Richard propose que le projet de loi 109, « Loi sur le cinéma », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 109 est lu la troisième fois.

amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires''.

On motion of Mr Garon, the preceding Order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; Bill 30 was read the third time, on division.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 21, "An Act to amend pension plans and various other legislation".

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Bérubé, the preceding order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; Bill 21 was read the third time.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 26, "An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation".

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Bédard, the preceding Order was discharged; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted; Bill 26 was read the third time.

Mr Richard moved,—That Bill 109, "Cinema Act", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 109 was accordingly read the third time.

M. Biron propose que le projet de loi 10, «Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 10 est lu la troisième fois.

M. Marcoux propose que le projet de loi 14, «Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal», soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 14 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 41, «Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale», est présenté par M. Bédard et lu la première fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bédard propose que le projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié, article par article, en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Mr Biron moved,—That Bill 10, "An Act respecting the Société générale de financement du Québec", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 10 was accordingly read the third time.

Mr Marcoux moved,—That Bill 14, "An Act to amend certain fiscal legislation", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted on division.

Bill 14 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 41, "An Act to amend the Act respecting electoral representation", was introduced by Mr Bédard and read the first time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bédard moved,—That the Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was committed, considered section by section in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 41 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lévesque (Taillon) propose:

Que, conformément au troisième alinéa de l'article 2 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., c. R-24.1), soient confiées à la Commission de la représentation l'évaluation du mode de scrutin actuel et l'étude des différentes formules de réforme du mode de scrutin;

*Qu'*aux fins de ce mandat, la Commission, auprès des membres de l'Assemblée nationale, des citoyens et des organismes intéressés:

- prenne les mesures nécessaires pour les informer;
- consulte et recueille leurs opinions publiquement ou à huis clos;
- tienne, après en avoir donné avis, des auditions publiques dans les diverses régions du Québec;
- étudie leurs représentations ainsi que tout autre aspect relié à son mandat;

Que la Commission remette d'ici huit mois un rapport à l'Assemblée nationale comportant l'analyse détaillée, y compris des avantages et inconvénients de l'actuel mode de scrutin et des différentes formules proposées, et le cas échéant ses recommandations;

Que la Commission, dans l'exécution de son mandat, puisse recourir à des personnes ressources de la Fonction publique.

La motion est adoptée.

M. Gagnon fait rapport que la Commission permanente des finances et des comptes publics a étudié, après la première lecture, le projet de loi privé n° 224,

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bédard, Bill 41 was read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Lévesque (Taillon) moved:

That, in accordance with the third paragraph of section 2 of the Act respecting electoral representation (R.S.Q., c. R-24.1), the Commission de la représentation be entrusted with evaluating the present electoral process and examining the various methods for reform of the voting system;

That for the purposes of this mandate, the Commission, shall, as regards the Members of the National Assembly, and interested individuals and organizations:

- take the necessary informational measures;
- hold consultations and record opinions publicly or in camera;
- hold public hearings in the various regions of Québec, after giving due notice thereof;
- consider representations made to it and any other matter relating to its mandate;

That, within eight months, the Commission shall report to the National Assembly a detailed analysis, including the advantages and disadvantages of the present polling system and of the different proposals put forward and, where applicable, make recommendations;

That the Commission, in fulfilling its mandate, shall have recourse to resource persons in the Civil Service.

The motion was adopted.

Mr Gagnon reported that the Standing Committee on Finance and Public Accounts had considered Private Bill 224, "An Act respecting Groupe Minier

«Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle)».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Bordeleau, le projet de loi 224 est lu la deuxième et la troisième fois.

M. Laplante fait rapport que la Commission permanente des affaires municipales a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme LeBlanc-Bantey dépose un document intitulé: «Avant projet de loi sur la fonction publique».

(Document de la session n° 254)

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente du travail qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 17, «Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives».

M. Johnson (Anjou) propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont adoptés après division des voix.

Sullivan Ltée and Mines East Sullivan Limitée (No personal liability)", following first reading.

The Bill was reported without amendment.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Bordeleau, Bill 224 was read the second and the third time.

Mr Laplante reported that the Standing Committee on Municipal Affairs had considered Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Leblanc-Bantey tabled a document entitled: "Draft Bill respecting the Civil Service".

(Sessional Paper No. 254)

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Labour which studied Bill 17, "An Act to amend the Labour Code and various legislation", following second reading.

Mr Johnson (Anjou) moved amendments to the report and to the Bill.

The amendments were adopted on division.

Tous les articles amendés ou non, les annexes, le préambule et le titre sont adoptés après division des voix.

Le rapport amendé est alors adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Johnson (Anjou) propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 17 est lu la troisième fois, après division des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 19, « Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec ».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Paquette propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 19 est lu la troisième fois.

M. Bérubé propose que le projet de loi 8, « Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

All the clauses and amendments thereto, the schedules, the preamble and the title were adopted on division.

The report, as amended, was then adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Johnson (Anjou) moved,— That the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 17 was accordingly read the third time, on division.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which studied Bill 19, "An Act to promote the advancement of science and technology in Québec", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Paquette moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 18 was accordingly read the third time.

Mr Bérubé moved,— That Bill 8, "An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector", be read the third time.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 8 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais».

L'amendement proposé par M. Middlemiss au projet de loi est rejeté après division des voix.

Le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Léonard propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

M. le Président dépose le rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 255)

Et le débat continue sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 28, «Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais», soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

The motion was then adopted on division.

Bill 8 was accordingly read the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", following second reading.

The amendment moved to the Bill by Mr Middlemiss was rejected on division.

The report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Léonard moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

Mr President tabled the Annual Report of the Commission des droits de la personne du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 255)

And debate continuing on the motion of Mr Léonard—, That Bill 28, "An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais", be read the third time.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the third time.

À vingt-trois heures vingt-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, la séance est suspendue à loisir.

À vingt-trois heures cinquante-deux minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

M. Brouillet fait rapport que la Commission permanente du travail a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 192, «Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de ladite commission qui a étudié ce projet de loi.

Le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Dean propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat d'élève.

*0 heure,
le jeudi 23 juin 1983*

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi 192 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand est constituée la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire dont les membres sont MM. Bertrand, Boucher, Brassard, de Bellefeuille, Gratton, Lalonde, Pagé et M. Guay qui agira à titre de président.

Hier, le mercredi 22 juin 1983, à dix-huit heures dix minutes, à la Salle 103

At 11.25 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the sitting was suspended during pleasure.

At 11.52 o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

Mr Brouillet reported that the Standing Committee on Labour had considered Bill 192, "An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the Committee report on this Bill.

The report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Dean moved that the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Thursday, 23 June 1983*

The motion was then adopted on division.

Bill 192 was accordingly read the second time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand, the Sub-committee of the National Assembly on Parliamentary Reform was established, its members being Messrs Bertrand, Boucher, Brassard, de Bellefeuille, Gratton, Lalonde, Pagé and its Chairman, Mr Guay.

Yesterday, Wednesday, 22 June 1983, at ten minutes past six o'clock p.m., in

de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Marois, le représentant du Premier ministre, de M. Vaillancourt (Orford), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Champagne et de M. Lessard, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de sanctionner les projets de loi suivants:

Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Marois, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Vaillancourt (Orford), the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Lessard, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

- | | |
|---|---|
| 4 Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec et la Loi sur l'exportation de l'énergie électrique; | 4 An Act to amend the Hydro-Québec Act and the Act respecting the exportation of electric power; |
| 5 Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées; | 5 An Act to promote forest credit by private institutions; |
| 10 Loi modifiant la Loi sur la Société générale de financement du Québec; | 10 An Act respecting the Société générale de financement du Québec; |
| 12 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme; | 12 An Act to amend the Act respecting land use planning and development; |
| 15 Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, le Code civil et la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal; | 15 An Act to amend the Expropriation Act, the Civil Code and the Act respecting the Communauté urbaine de Montréal; |
| 22 Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement touristique; | 22 An Act to amend the Act respecting assistance for tourist development; |
| 24 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'habitation et la protection du consommateur; | 24 An Act to amend various legislation respecting housing and consumer protection; |
| 25 Loi sur la Société québécoise des transports; | 25 An Act respecting the Société québécoise des transports; |
| 26 Loi modifiant le Code de procédure civile, le Code civil et d'autres dispositions législatives; | 26 An Act to amend the Code of Civil Procedure, the Civil Code and other legislation; |
| 29 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives; | 29 An Act to amend the Act respecting the Société des alcools du Québec and other legislation; |

30	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	30	An Act to amend the Act respecting the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires;
31	Loi modifiant la Loi sur les transports.	31	An Act to amend the Transport Act;
34	Loi n° 3 sur les crédits, 1983-1984;	34	Appropriation Act No. 3, 1983-84;
39	Loi n° 4 sur les crédits, 1983-1984;	39	Appropriation Act No. 4, 1983-84;
41	Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale;	41	An Act to amend the Act respecting electoral representation;
213	Loi concernant la ville de Saint-Romuald;	213	An Act respecting the town of Saint-Romuald;
226	Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;	226	An Act respecting the city of Saint-Laurent;
227	Loi concernant la Ville de Beaconsfield.	227	An Act respecting the town of Beaconsfield.

À une heure vingt minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne au mardi 18 octobre 1983, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 23 juin 1983, à une heure trente minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Rancourt, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Johnson (Anjou), le représentant du Premier ministre, de M. Polak, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Dean et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

8	Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public;	8	An Act respecting the adoption of chapters 35 and 45 of the statutes of 1982 and amending certain conditions of employment in the public sector;
14	Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal;	14	An Act to amend certain fiscal legislation;

At 1.20 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday, 18 October 1983, at two o'clock p.m.

Today, Thursday, 23 June 1983, at half-past one o'clock a.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the Mr Rancourt, Vice-President of the National Assembly, of Mr Johnson (Anjou), the Delegate of the Prime Minister, of Mr Polak, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Dean and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, was pleased to sanction the following Bills:

17	Loi modifiant le Code du travail et diverses dispositions législatives;	17	An Act to amend the Labour Code and various legislation;
19	Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec;	19	An Act to promote the advancement of science and technology in Québec;
21	Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives;	21	An Act to amend pension plans and various other legislation;
28	Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais;	28	An Act to amend the Act respecting the Communauté régionale de l'Outaouais.
32	Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants;	32	An Act respecting the accreditation and financing of students' associations;
109	Loi sur le cinéma;	109	Cinema Act;
192	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec;	192	An Act to establish the Fonds de solidarité des travailleurs du Québec;
224	Loi concernant Groupe Minier Sullivan Ltée et Mines East Sullivan Limitée (Libre de responsabilité personnelle);	224	An Act respecting Groupe Minier Sullivan Ltée and Mines East Sullivan Limitée (No personal liability);
265	Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard.	265	An Act to amend the charter of the city of Saint-Léonard.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 18 octobre 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président et un groupe de députés représentant les deux partis politiques en cette Assemblée rendent hommage à la mémoire de M. Fabien Bélanger, député de la circonscription électorale de Mégantic-Compton, décédé le 2 octobre dernier, et offre les condoléances de cette Assemblée à sa femme, à ses cinq enfants, aux autres membres de sa famille et à ses électeurs.

M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

Québec, le 23 juin 1983

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale

Tuesday, 18 October 1983

Two o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr President and a group of Members representing the two political parties in the National Assembly paid tribute to the memory of Mr Fabien Bélanger, Member for the Electoral Division of Mégantic-Compton, who died on October 2nd last, and offered the condolences of the Assembly to his wife, his five children, the other members of his family, and to his constituents.

Mr President communicated to the Assembly the following letter:

Québec, 23 June 1983

Mr Richard Guay
President of the National Assembly

Édifce Pamphile-LeMay
Pièce 103

Pamphile LeMay Building
Room 103

Monsieur le Président,

Sir,

C'est avec la conviction d'avoir fourni le meilleur de moi-même depuis le 15 novembre 1976 que je vous remets ma démission comme membre de l'Assemblée nationale du Québec, et ce, à compter du 29 juin prochain.

In the firm belief of having given of my best since 15 November 1976, I do hereby tender my resignation as Member of the National Assembly, to take effect on June 29th.

Ce fut un grand honneur pour moi de représenter dans cette enceinte les citoyens de Jonquière et soyez assuré que je n'ai ménagé aucun effort afin d'être digne du témoignage de confiance qu'ils m'ont manifesté à deux reprises et pour lequel je les remercie encore.

It has indeed been a great honour to represent in this Chamber the constituents of Jonquière; rest assured that I made every effort in order to merit their two consecutive votes of confidence, for which I remain truly grateful.

Dorénavant, ma vie sera orientée vers d'autres horizons et c'est avec confiance que j'accepte un nouveau défi.

As I now turn to other horizons, it is with confidence that I accept a new challenge.

Tout en vous demandant de faire part aux membres de l'Assemblée de mon amitié la plus sincère, je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Praying you to convey my sincere regards to the Members of the National Assembly, I remain,

Yours very truly,

(Signé) CLAUDE VAILLANCOURT

(Signed) CLAUDE VAILLANCOURT

TÉMOINS:

WITNESSES:

(Signé) HUGUETTE LACHAPELLE
Députée de Dorion

(Signed) HUGUETTE LACHAPELLE
Member for Dorion

(Signé) MICHEL CLAIR
Député de Drummond

(Signed) MICHEL CLAIR
Member for Drummond

(Signé) JACQUES BRASSARD
Député de Lac-Saint-Jean

(Signed) JACQUES BRASSARD
Member for Lac-Saint-Jean

(Signé) JULES BOUCHER
Député de Rivière-du-Loup
(Document de la session n° 256)

(Signed) JULES BOUCHER
Member for Rivière-du-Loup
(Sessional Paper No. 256)

Puis, M. le Président informe l'Assemblée que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçu du Directeur général des élections l'avis suivant:

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 27 juin 1983

Monsieur René Blondin
Secrétaire général
Assemblée nationale
Bureau 191
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à l'article 134 de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.1), je vous transmets une liste des candidats proclamés élus à la suite des élections partielles du 20 juin 1983, tenues en vertu d'un décret du gouvernement émis le 4 mai 1983.

L'avis de proclamation d'élection est publié dans l'édition de la *Gazette officielle du Québec* en date du 9 juillet 1983.

Permettez-moi de vous souligner que le deuxième alinéa de l'article 134 se lit comme suit:

«À compter de la publication de cet avis, le député est membre de l'Assemblée nationale».

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

Le Directeur général des élections,
(Signé) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

Mr President then informed the Assembly that the Secretary General of the National Assembly had received from the Director General of Elections the following communication:

THE DIRECTOR GENERAL OF ELECTIONS
OF QUÉBEC

Québec, 27 June 1983

Mr René Blondin
Secretary General
National Assembly
Room 191
National Assembly Building
Québec

Sir,

Pursuant, to section 134 of the Election Act (R.S.Q., c. E-3.1), I do hereby transmit to you a list of the candidates declared elected in the by-elections of 20 June 1983, held in accordance with an Order in Council of 4 May 1983.

The notice of the declaration of election is published in the *Gazette officielle du Québec* of 9 July 1983.

It should be noted that the second paragraph of section 134 reads as follows:

"From the publication of that notice, an elected candidate is a member of the Assemblée nationale".

Yours very truly,

(Signed) PIERRE-F. CÔTÉ, Q.C.
Director General of Elections

Liste annexée des candidats proclamés élus lors des élections partielles du 20 juin 1983:

Enclosed list of candidates declared elected in the by-elections of 20 June 1983:

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	CANDIDATS ÉLUS	APPARTENANCE POLITIQUE
<i>ELECTORAL DIVISIONS</i>	<i>CANDIDATES ELECTED</i>	<i>POLITICAL AFFILIATION</i>
CHARLESBOURG	M./Mr Marc-Yvan Côté	Parti libéral du Québec <i>Liberal Party of Québec</i>
SAGUENAY	M./Mr Ghislain Maltais	Parti libéral du Québec <i>Liberal Party of Québec</i>
SAINT-JACQUES	M./Mr Serge Champagne	Parti libéral du Québec <i>Liberal Party of Québec</i>
<i>(Document de la session n° 257)</i>		<i>(Sessional Paper No. 257)</i>

M. le Président dépose les documents suivants:

Mr President tabled the following documents:

Exemplaire de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 9 juillet 1983, contenant la proclamation d'élection suite aux élections partielles du 20 juin 1983.
(Document de la session n° 258)

Copy of the *Gazette officielle du Québec*, dated 9 July 1983, containing the declaration of election following the by-elections of 20 June 1983.
(Sessional Paper No. 258)

Rapport du Directeur général des élections du Québec des résultats officiels du scrutin tenu le 20 juin 1983 sur les élections partielles de Charlesbourg, Saguenay et Saint-Jacques.
(Document de la session n° 259)

Report of the Director General of Elections of Québec, on the official results of the by-elections held on 20 June 1983 in the Electoral Divisions of Charlesbourg, Saguenay and Saint-Jacques.
(Sessional Paper No. 259)

M. Marc-Yvan Côté, député de la circonscription électorale de Charlesbourg, M. Ghislain Maltais, député de la circonscription électorale de Saguenay et M. Serge Champagne, député de la circonscription électorale de Saint-Jacques, sont, l'un après l'autre, présentés par M. Levesque (Bonaventure) et prennent séance.

Mr Marc-Yvon Côté, Member for the Electoral Division of Charlesbourg, Mr Ghislain Maltais, Member for the Electoral Division of Saguenay, and Mr Serge Champagne, Member for the Electoral Division of Saint-Jacques, upon being severally introduced by Mr Levesque (Bonaventure), took their seats in the Assembly.

M. le Président, le chef de l'Opposition et le Premier ministre félicitent les nouveaux députés et leur souhaitent la bien-

Mr President, the Opposition Leader and the Prime Minister congratulated the three new Members and welcomed them

venue en cette Assemblée, après quoi les trois nouveaux députés font chacun une courte allocution.

Déclaration ministérielle de M. Lévesque (Taillon) annonçant que l'ajournement de l'Assemblée sera proposé jusqu'au 15 novembre prochain afin que le gouvernement, qui fait de l'économie sa priorité, accentue la lutte au chômage; et faisant état d'une proposition de débat à l'Opposition.

Au cours de son exposé, du consentement unanime de l'Assemblée, le Premier ministre dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 13 octobre 1983, adressée par M. Lévesque (Taillon), Premier ministre du Québec, à M. Gérard D. Levesque, chef de l'Opposition officielle, proposant que le débat sur la motion d'ajournement de l'Assemblée qui sera présentée après les affaires courantes le mardi 18 octobre 1983 puisse se terminer par une mise aux voix à la fin de la séance, à vingt-deux heures.

(Document de la session n° 260)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque (Bonaventure) dépose les documents suivants:

Copie d'une lettre, en date du 13 octobre 1983, adressée à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, par M. Gérard D. Levesque, chef de l'Opposition officielle, l'informant que sa proposition de déroger à la procédure au moment de la motion d'ajournement de l'Assemblée serait étudiée au prochain caucus de son parti.

(Document de la session n° 261)

Copie d'une lettre, en date du 14 octobre 1983, adressée au Premier ministre du Québec par le chef de l'Opposition officielle, l'informant que les membres de

to the Assembly, following which the new Members each briefly addressed the Assembly.

Ministerial Statement by Mr Lévesque (Taillon) announcing that the adjournment of the Assembly until 15 November 1983 would be moved in order to permit the Government, for whom the economy is a priority, to intensify efforts to combat unemployment; and presenting a proposal for debate to the Opposition.

In the course of his statement and with the unanimous consent of the Assembly, the Prime Minister tabled the following document:

Copy of a letter of 13 October 1983, sent by Mr Lévesque (Taillon), Prime Minister of Québec, to Mr Gérard D. Levesque, Leader of the Official Opposition, proposing that a motion for the adjournment of the Assembly be moved for debate following Routine Business on Tuesday, 18 October 1983, and be put to a vote at the end of the day's sitting at 10.00 o'clock p.m.

(Sessional Paper No. 260)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque (Bonaventure) tabled the following documents:

Copy of a letter of 13 October 1983, sent to Mr René Lévesque, Prime Minister of Québec, by Mr Gérard D. Levesque, Leader of the Official Opposition, to inform him that his proposal to adjourn the Assembly notwithstanding established procedure, would be considered at the forthcoming Liberal caucus.

(Sessional Paper No. 261)

Copy of a letter of 14 October 1983, sent to Prime Minister of Québec by the Leader of the Official Opposition, to inform him that the Members of the

l'Opposition officielle s'opposent fermement à ce que l'Assemblée ajourne ses travaux jusqu'à la mi-novembre et à ce qu'un débat limité soit tenu sur l'économie du Québec à l'occasion de cette motion d'ajournement.

(Document de la session n° 262)

M. le Président dépose les documents suivants:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 4^e session, 32^e Législature, en date du 18 octobre 1983.

(Document de la session n° 263)

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 018, en date du 16 juin 1983, concernant la mise sur pied d'un régime d'assurance pour les membres de l'Assemblée nationale;

- Décision 019, en date du 16 juin 1983, concernant le règlement sur le classement de monsieur Marcel Rheault (N.A.S. 200-191-062);

- Décision 020, en date du 16 juin 1983, concernant le règlement sur le classement et la rémunération de monsieur Michel Audy (N.A.S. 204-961-577);

- Décision 021, en date du 16 juin 1983, concernant l'identification visuelle de l'Assemblée nationale;

- Décision 022, en date du 16 juin 1983, concernant le règlement sur l'attribution d'une rémunération additionnelle à monsieur Claude Drolet (N.A.S. 218-385-417) et monsieur William J. McCauley (N.A.S. 218-385-599);

- Décision 023, en date du 16 juin 1983, concernant le budget de la Commission

Opposition were firmly opposed to the adjournment of the Assembly until mid November and to a limited debate dealing with the Québec economy on this motion of adjournment.

(Sessional Paper No. 262)

Mr President tabled the following documents:

Seating Plan of the National Assembly, 4th Session, 32nd Legislature, dated 18 October 1983.

(Sessional Paper No. 263)

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 018, dated 16 June 1983, concerning the establishment of an insurance plan for the Members of the National Assembly;

- Decision 019, dated 16 June 1983, concerning the Regulation respecting the classification of Mr Marcel Rheault (S.I.N. 200-191-062);

- Decision 020, dated 16 June 1983, concerning the Regulation respecting the classification and remuneration of Mr Michel Audy (S.I.N. 204-961-577);

- Decision 021, dated 16 June 1983, concerning the visual identification of the National Assembly;

- Decision 022, dated 16 June 1983, concerning the Regulation respecting the granting of additional remuneration to Mr Claude Drolet (S.I.N. 212-385-417) and to Mr William J. McCauley (S.I.N. 218-385-599);

- Decision 023, dated 16 June 1983, concerning the budget of the Study Com-

d'étude sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée;

- Décision 024, en date du 16 juin 1983, concernant les conditions de travail du juriconsulte (Loi sur l'Assemblée nationale, 1982, c. 62, a. 79);

- Décision 025, en date du 16 juin 1983, concernant le règlement sur le classement et la rémunération de monsieur Viateur Bellemare (N.A.S. 218-700-037);

- Décision 026, en date du 16 juin 1983, concernant le règlement sur le classement et la rémunération de monsieur Antoine Drolet (N.A.S. 211-148-689);

- Décision 027, en date du 22 juin 1983, concernant le règlement sur les missions officielles des députés;

- Décision 028, en date du 22 juin 1983, concernant le règlement sur certains frais de voyages spéciaux des fonctionnaires;

- Décision 029, en date du 22 juin 1983, concernant l'acquisition d'appareils de traitement de texte pour le Secrétariat des Commissions;

- Décision 030, en date du 22 juin 1983, concernant le règlement sur certaines particularités de la gestion financière de l'Assemblée nationale;

- Décision 031, en date du 22 juin 1983, concernant le règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;

- Décision 032, en date du 22 juin 1983, concernant la participation d'un représentant de la direction générale de l'information à la conférence annuelle du Hansard Association of Canada, du 16 au 20 août 1983 à Yellowknife;

mittee on Parliamentary Control of Delegated Legislation;

- Decision 024, dated 16 June 1983, concerning the conditions of employment of the juriconsult (An Act respecting the National Assembly, 1982, c. 62, s. 79);

- Decision 025, dated 16 June 1983, respecting the Regulation concerning the classification and remuneration of Mr Viateur Bellemare (S.I.N. 218-700-037);

- Decision 026, dated 16 June 1983, concerning the Regulation respecting the classification and the remuneration of Mr Antoine Drolet (S.I.N. 211-148-689);

- Decision 027, dated 22 June 1983, concerning the Regulation respecting the official assignments of Members;

- Decision 028, dated 22 June 1983, concerning the Regulation respecting certain special travelling expenses of staff members;

- Decision 029, dated 22 June 1983, concerning the purchase of word processors for the Committee Secretariat;

- Decision 030, dated 22 June 1983, concerning the Regulation respecting certain distinctive features of the financial management of the National Assembly;

- Decision 031, dated 22 June 1983, concerning the Regulation respecting the administrative organization plan of the Assembly;

- Decision 032, dated 22 June 1983, concerning the attendance of a delegate from the information branch at the Annual Conference of the Hansard Association of Canada, from 16 to 20 August 1983 in Yellowknife;

• Décision 033, en date du 22 juin 1983, concernant l'engagement de monsieur Richard Thibault à titre d'employé occasionnel;

• Décision 034, en date du 22 juin 1983, concernant les prévisions budgétaires supplémentaires au programme 02, élément 06;

• Décision 035, en date du 22 juin 1983, concernant le Service de transport automobile pour certains membres de l'Assemblée nationale;

• Décision 036, en date du 7 septembre 1983, concernant la participation du Sergent d'armes à la conférence annuelle de la National Legislative Services and Security Association, du 18 au 23 septembre 1983 à Seattle, Wash.;

• Décision 037, en date du 7 septembre 1983, concernant le règlement sur les Services de recherche des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale;

• Décision 038, en date du 7 septembre 1983, concernant le répertoire des décisions du Bureau de l'Assemblée nationale;

• Décision 039, en date du 7 septembre 1983, concernant les règles de procédure du Bureau de l'Assemblée nationale;

• Décision 040, en date du 7 septembre 1983, concernant la forme et le contenu d'un mémoire soumis au Bureau de l'Assemblée nationale;

• Décision 041, en date du 7 septembre 1983, concernant le règlement sur dix emplois professionnels à combler au Secrétariat des Commissions parlementaires et à la Direction du conseil en droit parlementaire;

• Decision 033, dated 22 June 1983, concerning the engaging of Mr Richard Thibault as a casual employee;

• Decision 034, dated 22 June 1983, concerning the supplementary budget estimates for Program 02, Item 06;

• Decision 035, dated 22 June 1983, concerning the automobile transportation service for certain members of the National Assembly;

• Decision 036, dated 7 September 1983, concerning the attendance of the Sergeant-at-Arms at the Annual Conference of the National Legislative Services and Security Association, from 18 to 23 September 1983 in Seattle, Wash.;

• Decision 037, dated 7 September 1983, concerning the Regulation respecting the research services of the political parties represented in the National Assembly;

• Decision 038, dated 7 September 1983, concerning the index of decisions of the Office of the National Assembly;

• Decision 039, dated 7 September 1983, concerning the rules of procedure governing the Office of the National Assembly;

• Decision 040, dated 7 September 1983, concerning the form and content of briefs submitted to the Office of the National Assembly;

• Decision 041, dated 7 September 1983, concerning the Regulation respecting ten openings for professional positions at the Secretariat of the Parliamentary Committees and at the Parliamentary Counsel Branch;

• Décision 042, en date du 7 septembre 1983, concernant la signature de documents;

• Décision 043, en date du 7 septembre 1983, concernant le règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale;

• Décision 044, en date du 21 septembre 1983, concernant une motion de félicitations à l'intention de monsieur Mark Assad, député de la circonscription électorale de Papineau;

• Décision 045, en date du 21 septembre 1983, concernant des crédits budgétaires supplémentaires pour l'exercice financier 1983-1984;

• Décision 046, en date du 21 septembre 1983, concernant l'affectation de monsieur Pierre Lamothe au Secrétariat du bureau de l'Assemblée nationale;

• Décision 047, en date du 21 septembre 1983, concernant le réaménagement d'une partie des crédits du programme 04 «Gestion interne et soutien»;

• Décision 048, en date du 6 octobre 1983, concernant la politique budgétaire de l'Assemblée nationale;

• Décision 049, en date du 12 octobre 1983, concernant le règlement sur certaines particularités de la gestion financière de l'Assemblée nationale;

• Décision 050, en date du 12 octobre 1983, concernant le règlement sur le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de service et de travail du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 264)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publi-

• Decision 042, dated 7 September 1983, concerning the signing of documents;

• Decision 043, dated 7 September 1983, concerning the Regulation respecting the administrative organization plan of the National Assembly;

• Decision 044, dated 21 September 1983, concerning a motion to commend Mr Mark Assad, Member for the Electoral Division of Papineau;

• Decision 045, dated 21 September 1983, concerning the supplementary budget estimates for the fiscal year 1983-84;

• Decision 046, dated 21 September 1983, concerning the assignment of Mr Pierre Lamothe to the secretariat of the Office of the National Assembly;

• Decision 047, dated 21 September 1983, concerning the readjustment of estimates to be voted for Program 04 "Internal Management and Support";

• Decision 048, dated 6 October 1983, concerning the budgetary policy of the National Assembly;

• Decision 049, dated 12 October 1983, concerning the Regulation respecting certain distinctive features of the financial management of the National Assembly;

• Decision 050, dated 12 October 1983, concerning the Regulation respecting the recruitment, appointment, remuneration and other terms of service and employment of the executive staff of the National Assembly.

(Sessional Paper No. 264)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions

que, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur certaines conditions de travail de certains employés et leur attribuant une avance sur leurs ajustements de traitement;

2. Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de certains hauts fonctionnaires;

3. Règlement de classification numéro 206 sur les techniciens en vérification fiscale;

4. Règlement de classification numéro 245 sur les péagistes;

5. Règlement de classification numéro 128 sur les commissaires du travail;

6. Règlement de classification numéro 239 sur les inspecteurs en tuyauterie;

7. Règlement sur l'admissibilité des autochtones bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ou de la Convention du Nord-est québécois à certaines classes d'emploi de la fonction publique;

8. Règlement modifiant le Règlement sur les emplois occasionnels et leurs titulaires;

9. Règlement sur le personnel de direction des bureaux d'enregistrement;

10. Règlement modifiant certains règlements de classification quant à la période d'emploi à titre temporaire et la période de probation;

11. Règlement modifiant le règlement concernant certains aspects de l'admis-

submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation amending the Regulation respecting certain terms of employment of certain civil servants granting them an advance on their salary increase;

2. Regulation amending the Regulation respecting the remuneration, fringe benefits and other terms of employment of certain senior civil servants;

3. Classification Regulation 206 respecting income tax comptrollers;

4. Classification Regulation 245 respecting toll station attendants;

5. Classification Regulation 128 respecting labour commissioners;

6. Classification Regulation 239 respecting pipe inspectors;

7. Regulation respecting the eligibility of beneficiaries of the Agreement concerning James Bay and Northern Québec and of the Northeastern Québec Agreement, for certain classes of positions in the Civil Service;

8. Regulation amending the Regulation respecting casual positions and their incumbents;

9. Regulation respecting registry office management personnel;

10. Regulation amending certain classification regulations respecting the period of employment on a temporary basis and the probationary period;

11. Regulation amending the Regulation respecting certain eligibility criteria

sion aux classes d'emploi de la fonction publique.

(Document de la session n° 265)

M. Le May, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a siégé les 27, 28 et 29 septembre 1983, aux fins d'entendre toute personne ou tout groupe qui désirerait intervenir sur l'avant-projet de loi sur la fonction publique.

(Document de la session n° 266)

M. Boucher, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a siégé les 4, 6, 11 et 12 octobre 1983, aux fins d'entendre des personnes et des groupes intéressés à faire des représentations en regard de l'adoption de la réglementation sur l'organisation et l'administration des établissements découlant de la Loi sur les services de santé et services sociaux.

(Document de la session n° 267)

M. Rodrigue, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a siégé les 24, 25 mars, 8, 9, 20, 21, 22 et 23 septembre et 4, 7, 12 octobre 1983, aux fins d'étudier les effets de la politique énergétique sur le développement économique.

(Document de la session n° 268)

M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du loisir, de la chasse et de la pêche qui a siégé les 16 et 17 août 1983, aux fins d'entendre certains organismes en regard du projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ».

(Document de la session n° 269)

M. Paré, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a siégé les 20 et 21 septembre

for classes of positions in the Civil Service.

(Sessional Paper No. 265)

Mr LeMay, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on the Civil Service which sat on 27, 28 and 29 September 1983, to hear all groups and private persons wishing to present their views on the Draft Bill, "Public Service Act".

(Sessional Paper No. 266)

Mr Boucher, the appointed reporter, tabled the report of the Committee on Social Affairs which sat on 4, 6, 11 and 12 October 1983, to hear interested groups and private persons wishing to present their views on regulations governing the organization and administration of establishments under the Act respecting health services and social services.

(Sessional Paper No. 267)

Mr Rodrigue, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which sat on 24, 25 March, 8, 9, 20, 21, 22 and 23 September and 4, 7, 12 October 1983, to consider the effects of the energy policy on economic development.

(Sessional Paper No. 268)

Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Recreation, Fish and Game which sat on 16 and 17 August 1983, to hear group representatives in regard to Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife".

(Sessional Paper No. 269)

Mr Paré, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which sat on 20 and 21 Sep-

1983, aux fins d'entendre des personnes ou organismes en regard du projet de loi 37, « Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche ».

(Document de la session n° 270)

M. Bertrand dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 216.—Loi modifiant la Charte de la ville de Québec;

Projet de loi 230.—Loi concernant la ville de Buckingham;

Projet de loi 232.—Loi concernant la ville de Hull.

(Document de la session n° 271)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ces projets de loi.

M. Bertrand dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 235, « Loi concernant la ville de Gatineau ».

(Document de la session n° 272)

M. Bertrand propose que les règles de pratique concernant les projets de loi privés soient suspendues dans le cas de ce projet de loi.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Lavigne,

tember 1983, to hear private persons and representatives of organizations in regard to Bill 37. "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche".

(Sessional Paper No. 270)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the City of Québec;

Bill 230.—An Act respecting the city of Buckingham;

Bill 232.—An Act respecting the city of Hull.

(Sessional Paper No. 271)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for these Bills.

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 235, "An Act respecting the city of Gatineau".

(Sessional Paper No. 272)

Mr Bertrand moved,—That the Rules of Procedure relating to Private Bills be suspended for this Bill.

The motion was adopted on the following vote:

Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois (Marie-Victorin), Marquis, Marx, Mathieu, Middlemiss, Morin, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Parizeau, Perron, Picotte, Polak, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt (Orford), Vallières, Vaugeois.—107.

CONTRE—NAYS:—0.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Brouillet:

Projet de loi 216.—Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

Par M. Assad:

Projet de loi 230.—Loi concernant la ville de Buckingham.

Par M. Rocheleau:

Projet de loi 232.—Loi concernant la ville de Hull.

Par M. Kehoe:

Projet de loi 235.—Loi concernant la ville de Gatineau.

Sur la motion de M. Bertrand, ces projets de loi privés sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Levesque (Bonaventure) propose que cette Assemblée offre ses félicitations à M. Robert Bourassa pour avoir été élu chef du Parti libéral du Québec au congrès tenu en fin de semaine, de même qu'à M. Pierre Paradis et M. Daniel Johnson, ses deux colistiers, qui se sont distingués lors de la course à la chefferie.

La motion est adoptée.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Brouillet:

Bill 216.—An Act to amend the Charter of the City of Québec.

By Mr Assad:

Bill 230.—An Act respecting the city of Buckingham.

By Mr Rocheleau:

Bill 232.—An Act respecting the city of Hull.

By Mr Kehoe:

Bill 235.—An Act respecting the city of Gatineau.

On motion of Mr Bertrand, these Private Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Levesque (Bonaventure) moved,—That this Assembly congratulate Mr Robert Bourassa upon his election as Leader of the Liberal Party of Québec at the convention this past week-end, as well as his fellow candidates, Mr Pierre Paradis and Mr Daniel Johnson, who distinguished themselves in the leadership race.

The motion was adopted.

Plusieurs autres motions non annoncées sont présentées, mais ne recevant pas le consentement de l'Assemblée, sont déclarées irrecevables.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Brassard propose:

Que cette Assemblée siège immédiatement et de façon régulière afin de trouver les moyens de convaincre le nouveau chef du Parti libéral du Québec de remettre au trésor public les 750,000 \$ que son parti a littéralement extorqués aux contribuables québécois à l'occasion des travaux olympiques.

Et un débat s'élève.

M. Pagé propose:

Que la motion en discussion soit modifiée en ajoutant dans la troisième ligne, après le mot «convaincre», les mots «,d'une part,» et en ajoutant à la fin les mots suivants: «et, d'autre part, le chef du Parti Québécois de faire la lumière sur la contribution de 300 000 \$ faite à la caisse électorale du P.Q. par la France, sur les deux offres de pots-de-vin de 50 000 \$ chacun dans le scandaleux dossier de la Société d'habitation, sur le laxisme à l'endroit des amis de l'ex-député de Saint-Jacques, M. Claude Charron, dans le dossier de la fête nationale».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

À vingt-deux heures le débat est ajourné.

Several other motions without notice were presented, but failing to obtain the unanimous consent of the Assembly, were declared inadmissible.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Brassard moved:

That this Assembly sit immediately and on a regular basis in order that the means may be found to convince the new leader of the Liberal Party of Québec to return to the public purse the sum of \$750 000 that his party literally extorted from Québec taxpayers during work on the Olympics.

And debate arising thereon.

Mr Pagé moved:

That the motion under discussion be amended by adding in the third line after the word "convince", the words ", on the one hand," and by adding at the end the following words: "and, on the other hand, the leader of the Parti Québécois to clear up the matter of a \$300 000 contribution in electoral funds received from France, two offers of bribes of \$50 000 each in the scandal surrounding the Société d'habitation, and the laxity shown in regard to the friends of the former Member for Saint-Jacques, Mr Claude Charron, in the handling of the National Holiday".

And debate arising on this motion of amendment.

At 10.00 o'clock p.m., the debate was adjourned.

L'Assemblée s'ajourne à demain dix heures. The Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 19 octobre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Au début de la séance, M. Bertrand informe l'Assemblée qu'il se prévaudra de l'article 76 du règlement pour proposer l'ajournement de l'Assemblée.

M. Lalonde soulève une question de règlement et soumet que l'Assemblée ne peut s'ajourner s'il n'a pas été procédé aux affaires courantes. L'article 33 stipule qu'à chaque séance, l'Assemblée procède aux affaires courantes avant d'entamer les affaires du jour. En ce sens, une séance doit donc toujours contenir une période des affaires courantes. Même si le mercredi, pour un meilleur aménagement des horaires de la semaine, l'Assemblée a décidé de procéder dès l'ou-

Wednesday, 19 October 1983

Ten o'clock a.m.

Moment of reflection.

At the commencement of the sitting, Mr Bertrand informed the Assembly that he was availing himself of Standing Order 76 to move the adjournment of the Assembly.

Mr Lalonde raised a question of order, submitting that the Assembly could not adjourn without having first proceeded with routine business. Standing Order 33 stipulates that at each sitting the Assembly shall take up routine business before entering on the orders of the day. By this is meant that a sitting must always include a period for routine proceedings. Notwithstanding the decision of the Assembly to open Wednesday sittings with the orders of the day so as to permit

verture de la séance à une période des affaires du jour, pour que l'on puisse considérer qu'il y a vraiment séance, l'Assemblée ne peut se soustraire de la période des affaires courantes fixée pour la circonstance dans l'après-midi. Pour cette raison, le leader parlementaire du gouvernement ne peut demander l'ajournement de l'Assemblée à ce moment-ci. Tout au plus peut-il demander la suspension de la séance à cet après-midi.

M. Bertrand soutient que les affaires courantes se sont terminées hier à vingt-deux heures, que ce matin nous sommes aux affaires du jour et que le leader parlementaire du gouvernement, ayant le rôle d'indiquer ce qui peut être appelé, peut aussi bien proposer l'ajournement de l'Assemblée.

M. le Président, après l'argumentation des deux leaders parlementaires, indique que l'article 33 est clair en ce qui concerne les travaux de la journée du mercredi. Le quatrième paragraphe de l'article 31, au surplus, donne l'interprétation de la suspension prévue à treize heures. Il s'agit d'un agencement des travaux voulu ainsi par le législateur. Il n'est pas juste de prétendre que la séance du mercredi sans les affaires courantes ne peut exister. Ceci équivaldrait à dire que la deuxième lecture d'un projet de loi adoptée au moment des affaires du jour du mercredi avant-midi serait considérée nulle si l'Assemblée ne procédait pas aux affaires courantes de l'après-midi.

Il est donc possible pour le leader parlementaire du gouvernement de présenter, suivant l'article 76, une motion d'ajournement de l'Assemblée immédiatement.

M. Bertrand propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 15 novembre 1983, à quatorze heures.

Et un débat restreint s'élève.

a better arrangement of weekly business, a sitting cannot be said to exist if the period for routine business, which is set for the afternoon for this very purpose, has been omitted. Accordingly, the Government House Leader may not move the adjournment of the Assembly at this time. At the very most, he may propose that the sitting be suspended until the afternoon.

Mr Bertrand contended that routine proceedings were concluded at ten o'clock the night before, that it was now the period set aside for business of the day, and that the Government House Leader, whose role it was to decide which orders of the day to call, could indeed move the adjournment of the Assembly.

Mr President, following the argumentation of the two House Leaders, stated that Standing Order 33 is clear with regard to Wednesday proceedings. Standing Order 31.4, moreover, interprets the meaning of the suspension provided for one o'clock in the afternoon. Such is the arrangement of business as agreed upon by the legislators. It is incorrect to claim that a Wednesday sitting is non-existent without routine proceedings. This would be tantamount to nullifying an order for the second reading of a bill called during the morning session of a Wednesday sitting, if the Assembly were not to proceed to the routine business of the afternoon.

It was therefore possible for the Government House Leader to move the adjournment of the House under Standing Order 76.

Mr Bertrand moved the adjournment of the Assembly until Tuesday, 15 November 1983, at 2.00 o'clock p.m.

And limited debate arising thereon.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tail-
lon), Marcoux, Marois (Marie-Victorin), Marquis, Morin, Ouellette, Paré, Parizeau, Proulx, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—61.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bisailon, Bis-
sonnet, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin,
Dougherty, Doyon, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Kehoe, Lalonde, Leves-
que (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gal-
lagher, Pagé, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge, Sirros, Vallières.—35.

En conséquence, l'Assemblée s'ajourne
au mardi 15 novembre 1983, à quatorze
heures.

The Assembly was accordingly ad-
journed until Tuesday, 15 November
1983, at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 15 novembre 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 051, en date du 26 octobre 1983, concernant le règlement sur le programme d'assurance à l'intention des députés de l'Assemblée nationale;

- Décision 052, en date du 26 octobre 1983, concernant une modification au règlement sur les allocations aux députés;

Tuesday, 15 November 1983

Two o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 051, dated 26 October 1983, concerning the Regulation respecting the insurance plan for the Members of the National Assembly;

- Decision 052, dated 26 October 1983, concerning an amendment to the Regulation respecting Members' allowances;

• Décision 053, en date du 26 octobre 1983, concernant la délégation de l'administration du régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;

• Décision 054, en date du 26 octobre 1983, concernant une modification au règlement sur dix emplois professionnels à combler au Secrétariat des commissions parlementaires et à la Direction du conseil en droit parlementaire;

• Décision 055, en date du 26 octobre 1983, concernant la situation budgétaire de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 273)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction;

2. Règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs;

3. Règlement modifiant le Règlement concernant la tenue de concours en vue du recrutement et de la promotion dans la fonction publique.

(Document de la session n° 274)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:
Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 275)

Par M. Bertrand, au nom de M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 276)

• Decision 053, dated 26 October 1983, concerning the delegation of powers for the administration of the pension plan of the Members of the National Assembly;

• Decision 054, dated 26 October 1983, concerning an amendment to the Regulation respecting ten openings for professional positions at the Secretariat of the Parliamentary Committees and at the Parliamentary Counsel Branch;

• Decision 055, dated 26 October 1983, concerning the budgetary situation of the National Assembly.

(Sessional Paper No. 273)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel;

2. Regulation respecting the terms of employment of senior civil servants;

3. Regulation amending the Regulation respecting competitions for recruitment and promotion in the Civil Service.

(Sessional Paper No. 274)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:
Annual Report of the Québec Interprofessional Council, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 275)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Johnson (Anjou):

Annual Report of the Fonds de la recherche en santé du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 276)

Par M. Godin:

Guide d'interprétation administrative
de la Charte de la langue française.

(Document de la session n° 277)

Par M. Lévesque (Taillon):

Copie de l'allocution du Premier ministre du Québec sur le plan d'action gouvernemental pour intensifier la relance économique, prononcée à Québec le 13 novembre 1983.

(Document de la session n° 278)

Par M. Bédard:

Rapport annuel d'activités de la Société québécoise d'information juridique, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 279)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 280)

Par M. Clair:

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 281)

Par M. Fréchette:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 282)

Par M. Marois:

Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 283)

Par M. Bertrand, au nom de M. Garon:
Rapport annuel de la Régie des grains du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 284)

By Mr Godin:

Interpretation guide for the administration of the Charter of the French language.

(Sessional Paper No. 277)

By Mr Lévesque (Taillon):

Copy of a speech on the Government plan of action to accelerate economic recovery, delivered by the Prime Minister of Québec on 13 November 1983 at Québec.

(Sessional Paper No. 278)

By Mr Bédard:

Annual Report of the activities of the Société québécoise d'information juridique, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 279)

By Mr Biron:

Annual Report of the Société Inter-Port de Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 280)

By Mr Clair:

Annual Report of the Société des traversiers du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 281)

By Mr Fréchette:

Annual Report of the Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 282)

By Mr Marois:

Annual Report of the Commission des normes du travail, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 283)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon:
Annual Report of the Régie des grains du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 284)

Par M. Chevrette:

Rapport annuel de l'Office franco-qubécois pour la jeunesse, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 285)

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 204.—Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville;

Projet de loi 207.—Loi modifiant la charte de la ville de Lachine;

Projet de loi 210.—Loi modifiant la charte de la Ville de Sillery;

Projet de loi 223.—Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;

Projet de loi 225.—Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy;

Projet de loi 229.—Loi concernant la Fondation E.P.I.C.;

Projet de loi 230.—Loi concernant la ville de Buckingham.

Ces projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 286)

Le rapport est adopté.

Ces projets de loi sont remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

M. Laplante, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des communautés culturelles et de l'immigration qui a siégé les 19, 20, 25, 26, 27, 28 octobre, 2, 3, 4 et 8 novem-

By Mr Chevrette:

Annual Report of the Office franco-qubécois pour la jeunesse, for 1982.

(Sessional Paper No. 285)

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered the following Private Bills after first reading:

Bill 204.—An Act to amend the charter of the town of Plessisville;

Bill 207.—An Act to amend the charter of the city of Lachine;

Bill 210.—An Act to amend the Charter of the city of Sillery;

Bill 223.—An Act to amend the charter of the city of Beauport;

Bill 225.—An Act to amend the Charter of the city of Sainte-Foy;

Bill 229.—An Act respecting the Fondation E.P.I.C.;

Bill 230.—An Act respecting the city of Buckingham.

These Bills were reported with amendments.

(Sessional Paper No. 286)

The report was adopted.

The Bills were ordered for second reading at the next sitting.

Mr Laplante, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Communities and Immigration which sat on 19, 20, 25, 26, 27, 28 October 1983 and 2, 3, 4, 8 Novem-

bre 1983, pour entendre tous les intervenants intéressés par la Charte de la langue française.

(Document de la session n° 287)

Le projet de loi 43, "Loi concernant les travailleurs au pourboire", est présenté par M. Marcoux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Léonard:

Projet de loi 45.—Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités.

Par M. Bédard:

Projet de loi 50.—Loi modifiant diverses dispositions législatives.

Par Mme LeBlanc-Bantey:

Projet de loi 51.—Loi sur la fonction publique.

Du consentement unanime, M. Lévesque (Taillon) propose qu'à l'occasion du décès du major-général Paul-Émile Bernatchez, le 13 novembre dernier, cette Assemblée offre à son épouse, à sa famille et à ses collègues du 22^e régiment ses sincères condoléances.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Morin propose que cette Assemblée offre au récipiendaire du prix Nobel de la paix 1983, M. Lech Walesa, ses plus sincères félicitations et manifeste ainsi sa sympathie au peuple polonais.

La motion est adoptée.

ber 1983, for a hearing of briefs on the Charter of the French language.

(Sessional Paper No. 287)

Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", was introduced by Mr Marcoux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, the following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Léonard:

Bill 45.—An Act to amend legislative provisions concerning municipalities.

By Mr Bédard:

Bill 50.—An Act to amend various legislative provisions.

By Mrs LeBlanc-Bantey:

Bill 51.—Public Service Act.

By unanimous consent, Mr Lévesque (Taillon) moved, — That on the passing of Major-General Paul-Émile Bernatchez on November 13th last, this Assembly do offer its sincere condolences to his wife, his family and his fellow officers of the Royal 22nd Regiment.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Morin moved, — That this Assembly do offer sincere congratulations to Mr Lech Walesa, winner of the 1983 Nobel Peace Prize, and thereby join in a show of sympathy with the Polish people.

The motion was adopted.

Du consentement unanime, M. Léonard propose que cette Assemblée, à la suite des dernières élections municipales tenues dans plus de 1 000 municipalités au Québec, offre ses félicitations et ses remerciements aux 6 500 candidats, hommes et femmes, qui ont brigué les suffrages — tant à ceux qui connurent la victoire qu'à ceux qui subirent la défaite ou qui se retirèrent après avoir servi leurs concitoyens.

La motion est adoptée.

M. Bertrand dépose la nouvelle liste des membres et des intervenants du parti ministériel qui ont été nommés pour faire partie des commissions permanentes.

(Document de la session n° 288)

Du consentement unanime, M. Bertrand fait part à l'Assemblée d'une entente intervenue entre le représentant du gouvernement et celui de l'Opposition officielle à l'effet que ce soir, à vingt heures, un complément du budget sera présenté à cette Assemblée et que le ministre des Finances et le représentant de l'Opposition officielle auront chacun un droit de parole de trente minutes.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 37, « Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche ».

M. Paquette informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Paquette propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

By unanimous consent, Mr Léonard moved, — That in the wake of the recent municipal elections held in over 1 000 Québec municipalities, this Assembly thank and congratulate the 6 500 men and women candidates — winners and defeated alike, as well as all those retiring from public service.

The motion was adopted.

Mr Bertrand tabled a new list of Government members and participating members appointed to serve on the Standing Committees.

(Sessional Paper No. 288)

By unanimous consent, Mr Bertrand informed the Assembly of an agreement reached between the representative of the Government and that of the Official Opposition to the effect that at 8.00 o'clock this evening a Supplementary Budget would be presented to the Assembly; the Minister of Finance and the representative of the Official Opposition would each have leave to speak for thirty minutes.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche".

Mr Paquette informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Paquette moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est—

Résolu que la question avec débat du vendredi 25 novembre 1983 soit supprimée et qu'en conséquence, les questions avec débat inscrites au *Feuilleton* soient retirées.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Parizeau transmet à M. le Président et M. Le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

Édifice André-Laurendeau,
Québec, le 15 novembre 1983.
(*Document de la session n° 289*)

Conformément à l'article 128.1 du règlement, M. Bertrand propose que les crédits supplémentaires soient déferés pour étude à la commission plénière.

La motion est adoptée.

The debate was adjourned on motion of Mr Paré.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand,—

Resolved, That the question for debate scheduled for Friday, 25 November 1983, be deleted and that, accordingly, the Questions for Debate standing on the *Agenda Paper* be withdrawn.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Mr Parizeau transmitted to Mr President the following message from the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, which Mr President read to the Assembly:

The Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec forwards to the National Assembly the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year ending 31 March 1984, in pursuance of the provisions of the 54th Section of the British North America Act, 1867, and recommends these Estimates to the consideration of the Assembly.

JEAN-PIERRE CÔTÉ

André Laurendeau Building,
Québec, 15 November 1983.
(*Sessional Paper No. 289*)

Pursuant to Standing Order 128.1, Mr Bertrand moved,—That the Supplementary Estimates of Expenditure be referred to the Committee of the Whole.

The motion was adopted.

M. Parizeau commente le budget supplémentaire conformément à l'entente intervenue aujourd'hui.

Au cours de son exposé, M. Parizeau dépose le document suivant:

État sommaire des opérations financières 1983-1984.

(Document de la session n° 290)

Au terme de son exposé, M. Parizeau propose que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et un débat s'élève.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) commente le budget supplémentaire tel qu'il a été convenu et propose que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paquette proposant que le projet de loi 37, «Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lincoln.

À vingt et une heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Parizeau commented on the Supplementary Budget in accordance with an agreement reached earlier this day.

In the course of his speech, Mr Parizeau tabled the following document:

Summary Statement of Financial Operations for 1983-84.

(Sessional Paper No. 290)

At the conclusion of his speech, Mr Parizeau moved,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And debate arising.

Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) commented on the Supplementary Budget, as agreed to, and moved that the debate be adjourned.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Paquette,—That Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche", be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Lincoln.

At 9.55 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 16 novembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paquette proposant que le projet de loi 37, «Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 37 est déféré à la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution, pour étude article par article.

Wednesday, 16 November 1983

Ten o'clock a.m.

Moment of reflection.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Paquette,—That Bill 37, “An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche”, be now read the second time.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 37 was referred to the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, for a clause by clause study.

M. Bédard propose que le projet de loi 36, « Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Marx.

À douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand:

Directive concernant la distribution des publications gouvernementales.
(*Document de la session n° 291*)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 292*)

Par M. Parizeau:

État du rapport des mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale et des dépenses encourues au 14 octobre 1983.
(*Document de la session n° 293*)

Par M. Johnson (Anjou):

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 294*)

Par M. Marcoux:

Rapport annuel du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 295*)

Mr Bédard moved,—That Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Marx.

At 12.50 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand:

Directive concerning the distribution of government publications.
(*Sessional Paper No. 291*)

By Mr Bédard:

Annual Report of the Commission des services juridiques, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 292*)

By Mr Parizeau:

Statement of the report of special warrants authorized during the adjournment of the Assembly and of expenditures incurred as at 14 October 1983.
(*Sessional Paper No. 293*)

By Mr Johnson (Anjou):

Annual Reports of the activities of the regional health and social services councils, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 294*)

By Mr Marcoux:

Annual Report of the Department of Public Works and Supply, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 295*)

Par M. Richard:

Rapport annuel de la Régie du Grand Théâtre de Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 296)

Rapport annuel du Bureau de surveillance du cinéma, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 297)

Par M. Fréchette:

Rapport de la Commission d'enquête sur les conditions de santé et de sécurité des établissements de la compagnie *Les produits chimiques Expro inc.*

(Document de la session n° 298)

Par M. Bertrand, au nom de M. Marois:

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 299)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Clair:

Projet de loi 46.—Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi 47.—Loi sur le transport par taxi.

Par M. Garon:

Projet de loi 48.—Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 49.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Du consentement unanime, M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) propose que cette Assemblée proclame la

By Mr Richard:

Annual Report of the Régie du Grand Théâtre de Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 296)

Annual Report of the Bureau de surveillance du cinéma, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 297)

By Mr Fréchette:

Report of the Commission of inquiry into health and safety conditions at the chemical plant *Les produits chimiques Expro inc.*

(Sessional Paper No. 298)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Marois:

Annual Report of the Commission des affaires sociales, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 299)

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Clair:

Bill 46.—An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation;

Bill 47.—An Act respecting transportation by taxi.

By Mr Garon:

Bill 48.—An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation;

Bill 49.—An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act.

By unanimous consent, Mr Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) moved,—That this Assembly proclaim

deuxième semaine de novembre Semaine
d'appréciation de la jeunesse au Québec.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront:

Demain, au Salon Rouge, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission de la présidence du conseil et de la constitution, pour l'étude, article par article, du projet de loi 37, «Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche».

Les 8 et 9 décembre 1983, la Commission de l'éducation, aux fins d'étudier de nouvelles dispositions relatives au régime d'études collégiales.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Cusano propose:

Que la Commission permanente du travail se réunisse dans les meilleurs délais pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et qu'à cette fin, soient entendus le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration, les commissaires ainsi que toute personne intéressée.

Et un débat s'élève.

M. Fréchette propose:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la deuxième ligne les mots «dans les meilleurs délais» et en les remplaçant par les mots «les 12, 13, 14 et 15 décembre»; et en retranchant dans les huitième et neuvième lignes les mots «les commissaires ainsi que toute personne intéressée» et en les remplaçant par les mots «ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre».

the second week in November as Youth Appreciation Week in Québec.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit:

Tomorrow, the Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, in the Red Chamber from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., for a clause by clause study of Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche".

On 8 and 9 December 1983, the Committee on Education, for the consideration of the new provisions relative to the policy for college education.

Pursuant to Standing Order 91, Mr Cusano moved:

That the Standing Committee on Labour do convene as soon as possible to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail and that the chairman of the Commission, its board of directors, commissioners, as well as all interested persons, be heard for this purpose.

And debate arising thereon.

Mr Fréchette moved:

That the motion under debate be amended by striking out the words "as soon as possible" in the second line and substituting therefor the words "on 12, 13, 14 and 15 December"; and by striking out the words "commissioners, as well as all interested persons", in the seventh and eighth lines, and substituting the following therefor: "as well as all organizations deemed to be useful by the Commission".

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Pagé, il est —
Résolu que le débat puisse se faire tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion d'amendement ainsi que la motion principale sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions.

À dix-huit heures cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Pagé,—
Resolved, That the debate be held both on the main motion and on the motion of amendment.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion of amendment and the main motion were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until tomorrow, before Business of the Day is called.

At 6.05 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 17 novembre 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements et directives suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs;

2. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction;

Thursday, 17 November 1983

Two o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations and directives:

1. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of senior civil servants;

2. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel;

3. Règlement modifiant le Règlement sur certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix travaillant en établissement de détention;

4. Directive portant sur les modalités de révision des traitements des cadres supérieurs ainsi que sur les modalités d'allocation de montants forfaitaires à certains de ces cadres supérieurs;

5. Directive portant sur les modalités de révision des traitements du personnel de maîtrise et de direction ainsi que sur les modalités d'allocation de montants forfaitaires à certains de ces fonctionnaires.

(Document de la session n° 300)

Par M. Bertrand, au nom de M. Bédard:
Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 301)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:
Rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 302)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 303)

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 304)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 305)

3. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of peace officer supervisory personnel working in houses of detention;

4. Directive concerning the terms of revision of the salaries of senior civil servants as well as the terms governing lump sum payments to these senior civil servants;

5. Directive concerning the terms of revision of the salaries of supervisory and management personnel as well as the terms governing lump sum payments to these civil servants.

(Sessional Paper No. 300)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Bédard:
Annual Report of the Fonds d'aide aux recours collectifs, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 301)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:
Annual Report of the Ordre des architectes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 302)

Annual Report of the Corporation des orthophonistes et audiologistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 303)

Annual Report of the Ordre des denturologistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 304)

Annual Report of the Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 305)

Rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 306)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 307)

Rapport annuel de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 308)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 309)

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec pour l'année 1982-1983 accompagné du programme général d'inspection.

(Document de la session n° 310)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 311)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 312)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 313)

Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 314)

Rapport annuel de l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 315)

Annual Report of the Chambre des notaires du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 306)

Annual Report of the Ordre des ingénieurs du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 307)

Annual Report of the Ordre des techniciens en radiologie du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 308)

Annual Report of the Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 309)

Annual Report of the Ordre des comptables agréés du Québec, for 1982-83, together with the General Programme of Inspection.

(Sessional Paper No. 310)

Annual Report of the Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 311)

Annual Report of the Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 312)

Annual Report of the Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 313)

Annual Report of the Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 314)

Annual Report of the Ordre des pharmaciens du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 315)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 316)

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 317)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 318)

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 319)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 320)

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 321)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 322)

Rapport annuel de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 323)

Rapport annuel de l'Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 324)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 325)

Annual Report of the Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 316)

Annual Report of the Ordre des audioprothésistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 317)

Annual Report of the Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 318)

Annual Report of the Ordre des chiropraticiens du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 319)

Annual Report of the Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 320)

Annual Report of the Ordre des chimistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 321)

Annual Report of the Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 322)

Annual Report of the Ordre des médecins vétérinaires du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 323)

Annual Report of the Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 324)

Annual Report of the Ordre des agronomes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 325)

Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 326)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 327)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 328)

Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 329)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 330)

Les projets de loi suivants sont, l'un après l'autre, présentés, lus la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture:

Par M. Marcoux:

Projet de loi 52.—Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables.

Par M. Godin:

Projet de loi 57.—Loi modifiant la Charte de la langue française.

Du consentement unanime, M. Lévesque (Taillon) propose que cette Assemblée souligne d'une façon très spéciale le jour des patriotes qui sera célébré le dimanche 20 novembre.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement de noms sur le vote de la motion

Annual Report of the Ordre des podiatres du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 326)

Annual Report of the Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 327)

Annual Report of the Corporation professionnelle des diététistes du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 328)

Annual Report of the Barreau du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 329)

Annual Report of the Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, for 1982-83.
(Sessional Paper No. 330)

The following Bills were severally introduced, read the first time and ordered for second reading at the next sitting:

By Mr Marcoux:

Bill 52.—An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers.

By Mr Godin:

Bill 57.—An Act to amend the Charter of the French language.

By unanimous consent Mr Lévesque (Taillon) moved,—That this Assembly especially salute Patriots' Day which will be celebrated on Sunday, November 20th.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion

d'amendement de M. Fréchette à la motion principale de M. Cusano proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que la Commission permanente du travail se réunisse dans les meilleurs délais pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et qu'à cette fin, soient entendus le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration, les commissaires ainsi que toute personne intéressée.

La motion d'amendement de M. Fréchette se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant dans la deuxième ligne les mots « dans les meilleurs délais » et en les remplaçant par les mots « les 12, 13, 14 et 15 décembre »; et en retranchant dans les huitième et neuvième lignes les mots « les commissaires ainsi que toute personne intéressée » et en les remplaçant par les mots « ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre ».

La motion d'amendement est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Chevrette, Ciaccia, Clair, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paré, Parizeau, Peron, Picotte, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—91.

CONTRE—NAYS:—0.

of amendment by Mr Fréchette to the main motion by Mr Cusano proposing, under Standing Order 91:

That the Standing Committee on Labour do convene as soon as possible to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail and that the chairman of the Commission, its board of directors, commissioners, as well as all interested persons, be heard for this purpose.

The motion of amendment by Mr Fréchette reads as follows:

That the motion under debate be amended by striking out the words "as soon as possible" in the second line and substituting therefor the words "on 12, 13, 14 and 15 December"; and by striking out the words "commissioners, as well as all interested persons", in the seventh and eighth lines, and substituting the following therefor: "as well as all organizations deemed to be useful by the Committee".

The motion of amendment was adopted on the following vote:

La motion principale amendée de M. Cusano se lit maintenant comme suit:

Que la Commission permanente du travail se réunisse les 12, 13, 14 et 15 décembre pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et qu'à cette fin, soient entendus le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

Ladite motion est alors adoptée avec le même vote enregistré sur la motion d'amendement.

M. Bertrand donne avis que le mardi 22 novembre 1983 au Salon Rouge, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siègera pour entendre les autochtones.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

The main motion by Mr Cusano, as amended, now reads as follows:

That the Standing Committee on Labour do convene on 12, 13, 14 and 15 December to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail and that the Chairman of the Commission, its board of directors, as well as all organizations deemed to be useful by the Committee, be heard for this purpose.

The said motion was adopted on the same vote recorded for the motion of amendment.

Mr Bertrand gave notice that the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution will sit in the Red Chamber on Tuesday, 22 November 1983, for a hearing with native representatives.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau, — That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) moved:

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years — thereby further compromising an already uncertain economic recovery — and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

Et le débat continue.

And debate continuing.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

Vingt heures

8.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Leduc (Saint-Laurent).

The debate was adjourned on motion of Mr Leduc (Saint-Laurent).

À vingt et une heure cinquante minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 9.50 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 22 novembre 1983

Tuesday, 22 November 1983

Quatorze heures

Two o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Lévesque (Taillon):

By Mr Lévesque (Taillon):

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'année 1982-1983.

Annual Report of the Department of the Executive Council, for 1982-83.

(Document de la session n° 331)

(Sessional Paper No. 331)

Par M. Bédard:

By Mr Bédard:

Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'année 1982-1983.

Annual Report of the Bureau de la protection civile du Québec, for 1982-83.

(Document de la session n° 332)

(Sessional Paper No. 332)

Par M. Parizeau:

By Mr Parizeau:

Rapport annuel de la Société de développement coopératif, pour l'année 1982-1983.

Annual Report of the Société de développement coopératif, for 1982-83.

(Document de la session n° 333)

(Sessional Paper No. 333)

Par M. Bertrand, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 334)

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement des biens culturels suivants: Calvaire Trois-Rivières Ouest; Église « St. George's » de Clarenceville; Maison Brossard-Gauvin, Montréal; Site de la Grave, Havre-Aubert, et un hangar à grain à Varennes.

(Document de la session n° 335)

Par M. Tardif:

Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 336)

Par M. Vaugeois:

Rapport de la Commission d'étude sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée, en date de juillet 1983.

(Document de la session n° 337)

Par M. Scowen:

Pétition de citoyens et citoyennes de la ville de Montréal et des environs priant le gouvernement de rétablir les droits et privilèges acquis de tous les citoyens en abrogeant les projets de loi 101, 70, 105 et 111.

(Document de la session n° 338)

M. Paré, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 37, « Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 339)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Richard:

Annual Report of the Institut québécois de recherche sur la culture, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 334)

Notices from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the following cultural property: the Calvary at Trois-Rivières Ouest; St. George's Church, Clarenceville; the Maison Brossard-Gauvin, Montréal; Site de la Grave, Havre-Aubert, and a grain shed at Varennes.

(Sessional Paper No. 335)

By Mr Tardif:

Annual Report of the Office de la protection du consommateur, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 336)

By Mr Vaugeois:

Report of the Study Committee on Parliamentary Control of Delegated Legislation, dated July 1983.

(Sessional Paper No. 337)

By Mr Scowen:

Petition signed by residents of the city of Montréal and area calling upon the Government of Québec to reinstate the inherent rights and titles of all citizens by repealing Bills 101, 70, 105 and 111.

(Sessional Paper No. 338)

Mr Paré, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which considered Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 339)

Le projet de loi 42, «Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles», est présenté par M. Fréchette et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déféré pour étude à la Commission permanente du travail.

Le projet de loi 53, «Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi», est présenté par M. Léonard, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime, M. Dean propose que cette Assemblée appuie fortement les recommandations du Groupe d'étude sur l'industrie canadienne des véhicules et des pièces automobiles et demande au gouvernement du Canada d'adopter lesdites recommandations dans les plus brefs délais en prévoyant des mécanismes qui assurent au Québec, par les nouveaux investissements qui en découleront, la possibilité de redresser le déséquilibre historique qui le défavorise et d'obtenir un nombre d'emplois proportionnel à sa part du marché des ventes d'automobiles tant en ce qui concerne la fabrication de pièces que le montage.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Ciaccia propose que cette Assemblée, tout en souhaitant la bienvenue aux nations amérindiennes et inuit devant la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution, leur témoigne le respect de leurs traditions et de leurs cultures et la reconnaissance de nos obligations envers elles.

La motion est adoptée.

Bill 42, "An Act respecting industrial accidents and occupational diseases", was introduced by Mr Fréchette, and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Labour, for consideration.

Bill 53, "An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi", was introduced by Mr Léonard, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

By unanimous consent, Mr Dean moved,—That this Assembly strongly endorse the recommendations of the Federal Task Force on the Canadian Motor Vehicle and Automotive Parts Industries and call upon the Government of Canada to adopt the said recommendations without delay by providing for mechanisms that will make it possible, through resultant investments, to redress the historical imbalance that has kept Québec at an unfair disadvantage and to ensure a number of jobs proportionate to its share of the automotive sales market both in terms of parts production and vehicle assembly.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Ciaccia moved,—That this Assembly, in welcoming the Indian and Inuit peoples before the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution, show respect for their cultures and traditions and recognize our obligations towards them.

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est —

Résolu que les mercredis 23 et 30 novembre 1983, la motion prévue à l'article 91 du règlement soit débattue au cours d'une seule séance et que le vote soit pris à la fin de la séance ou le lendemain.

M. Bertrand propose qu'au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures et demain, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siège pour entendre les représentants de groupes autochtones.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bertrand, il est —

Résolu qu'une période de dix minutes soit allouée au représentant du parti ministériel, M. Vaugeois, et au représentant de l'Opposition officielle, M. Doyon, pour commenter le rapport de la Commission d'étude sur le contrôle parlementaire de la législation déléguée, déposé aujourd'hui.

M. Marcoux propose que le projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand,—

Resolved, That on Wednesday, 23 and 30 November 1983, the motion under Standing Order 91 be debated at a single sitting and that the vote be taken at the conclusion thereof or on the following day.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit immediately in the Red Chamber until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, and tomorrow, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., for a hearing with representatives of aboriginal groups.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Bertrand,—

Resolved, That a period of ten minutes be allotted to the representative of the Government, Mr Vaugeois, and to the representative of the Official Opposition, Mr Doyon, to comment on the Report of the Study Committee on Parliamentary Control of Delegated Legislation which was tabled this day.

Mr Marcoux moved,—That Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois:

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 43 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 43 was referred to the Standing Committee on Revenue, for a clause by clause study.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bédard proposant que le projet de loi 36, « Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès », soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Bédard,—That Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

À vingt et une heures cinquante-six minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 9.56 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 23 novembre 1983

Wednesday, 23 November 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives».

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

M. Garon informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

Mr Garon informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

M. Garon propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Mr Garon moved,—That the said Bill be now read the second time.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Maltais.

The debate was adjourned on motion of Mr Maltais.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 340)

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 341)

Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 342)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 343)

Rapport annuel de l'Institut national de productivité, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 344)

Par M. Bertrand, au nom de M. Clair:
Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 345)

M. Bertrand dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Projet de loi 228.—Loi concernant Les Soeurs de Sainte-Anne;

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Annual Report of the Commission de la fonction publique du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 340)

By Mr Ouellette:

Annual Report of the Conseil consultatif de l'environnement, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 341)

Annual Report of the Société québécoise d'assainissement des eaux, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 342)

By Mr Biron:

Annual Report of the Société de développement industriel du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 343)

Annual Report of the Institut national de productivité, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 344)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Clair:
Annual Report of the Department of Transport, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 345)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Bill 228.—An Act respecting Les Soeurs de Sainte-Anne;

Projet de loi 233.—Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel.

(Document de la session n° 346)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ces projets de loi.

M. Bertrand propose qu'au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siège pour entendre les représentants de groupes autochtones.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que ladite Commission siégera demain, au même endroit, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour les fins du même mandat; et que le 7 décembre 1983, la Commission permanente de l'éducation siégera pour étudier de nouvelles propositions relatives au régime d'études collégiales.

Conformément à l'article 91 du règlement, Mme Lavoie-Roux propose:

Que cette Assemblée, tout en déplorant l'inaction du gouvernement depuis le dépôt du rapport de la commission parlementaire spéciale créée le 19 décembre 1981 pour procéder à une évaluation de la Loi sur la protection de la jeunesse, lui demande de donner suite avant la fin de la présente année aux recommandations de ce rapport déposé à l'Assemblée nationale le 23 novembre 1982.

Et un débat s'élève.

Bill 233.—An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel.

(Sessional Paper No. 346)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for these Bills.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit immediately in the Red Chamber until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, for a hearing with representatives of aboriginal groups.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the said Committee will sit tomorrow in the same place, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., for the same terms of reference; and that on 7 December 1983, the Standing Committee on Education will sit to consider the new proposals relative to the policy for college education.

Pursuant to Standing Order 91, Mrs Lavoie-Roux moved:

That this Assembly, while deploring the failure of the Government to act upon the report of the Special Parliamentary Committee established on 19 December 1981 to evaluate the Youth Protection Act, asks that it proceed, before the end of the current year, to implement the recommendations contained in the report tabled in the National Assembly on 23 November 1982.

And debate arising thereon.

M. Johnson (Anjou) propose:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) en retranchant dans les première et deuxième lignes les mots « tout en déplorant l'inaction du gouvernement » et en les remplaçant par les mots « en raison du délai qui s'écoule » et en insérant dans la troisième ligne après le mot « dépôt » les mots « , le 23 novembre 1982, »;

b) en retranchant dans la septième ligne les mots « lui demande de » et en les remplaçant par les mots « demande au gouvernement d'y »;

c) en retranchant dans les huitième, neuvième et dixième lignes les mots « aux recommandations de ce rapport déposé à l'Assemblée nationale le 23 novembre 1982 » et en les remplaçant par les mots « par le dépôt d'un projet de loi sur cette question. »

La motion se lirait comme suit:

Que cette Assemblée, en raison du délai qui s'écoule depuis le dépôt, le 23 novembre 1982, du rapport de la commission parlementaire spéciale créée le 19 décembre 1981 pour procéder à une évaluation de la Loi sur la protection de la jeunesse, demande au gouvernement d'y donner suite avant la fin de la présente année par le dépôt d'un projet de loi sur cette question.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lavoie-Roux, il est—

Résolu que le débat puisse se faire tant sur la motion principale que sur la motion d'amendement.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

Mr Johnson (Anjou) moved:

That the motion under debate be amended:

(a) by striking out in the first and second lines the words "while deploring the failure of the Government to act upon" and substituting therefor the words "owing to the time which has elapsed since the tabling, on 23 November 1982, of";

(b) by striking out all the words after the word "Act" in the sixth line and substituting the following therefor:

"calls on the Government to follow up the said report by tabling a bill on this matter before the end of the current year."

The motion would read as follows:

That this Assembly, owing to the time which has elapsed since the tabling, on 23 November 1982, of the report of the Special Parliamentary Committee established on 19 December 1981 to evaluate the Youth Protection Act, calls on the Government to follow up the said report by tabling a bill on this matter before the end of the current year.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lavoie-Roux,—

Resolved, That the debate be held both on the main motion and on the motion of amendment.

And debate continuing.

The debate was concluded.

La motion d'amendement ainsi que la motion principale sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de ces motions.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

The motion of amendment and the main motion were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until tomorrow, before Business of the Day is called.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 24 novembre 1983

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel du Directeur général des élections du Québec et de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 347)

Par M. Johnson (Anjou):

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 348)

Thursday, 24 November 1983

2.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Annual Report of the Director general of elections of Québec and of the Commission de la représentation électorale, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 347)

By Mr Johnson (Anjou):

Annual Report of the Conseil des affaires sociales et de la famille, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 348)

Par M. Bertrand, au nom de M. Marois:
Rapport actuariel du Régime des rentes du Québec, en date de novembre 1983.

(Document de la session n° 349)

Par M. Bertrand:

Commentaires à l'intention du ministre de la Justice sur le projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

(Document de la session n° 350)

Le projet de loi 44, «Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984», est présenté par M. Marcoux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Le projet de loi privé 228, «Loi concernant Les Soeurs de Sainte-Anne», est présenté par M. Brassard, au nom de M. Blouin, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de la justice, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé 233, «Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel», est présenté par M. Brassard, au nom de M. Martel, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente des affaires municipales pour audition publique et étude article par article.

Du consentement unanime, M. Garon propose que cette Assemblée félicite le gagnant national et les gagnants régionaux du premier concours du Mérite de

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Marois:
Actuarial Report of the Québec Pension Plan, dated November 1983.

(Sessional Paper No. 349)

By Mr Bertrand:

Comments prepared for the Minister of Justice in regard to Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions".

(Sessional Paper No. 350)

Bill 44, "An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84", was introduced by Mr Marcoux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

Private Bill 228, "An Act respecting Les Soeurs de Sainte-Anne", was introduced by Mr Brassard, on behalf of Mr Blouin, and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for a public hearing and clause by clause study.

Private Bill 233, "An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel", was introduced by Mr Brassard, on behalf of Mr Martel, and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

By unanimous consent, Mr Garon moved,—That this Assembly congratulate the grand winner and the regional winners of Québec's first "Mérite de la

la Restauration dont les noms ont été rendus publics hier soir.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Doyon propose que cette Assemblée souligne le 250^e anniversaire de fondation de la première école de droit en Amérique, au nord du Mexique, par M. Louis-Guillaume Verrier.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton propose que cette Assemblée offre ses plus sincères félicitations au député de Mont-Royal, M. John Ciaccia, pour avoir été choisi personnalité de l'année par l'Association des hommes d'affaires et professionnels canadiens-italiens du Québec.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion d'amendement de M. Johnson (Anjou) à la motion de Mme Lavoie-Roux proposant, en vertu de l'article 91 du règlement:

Que cette Assemblée, tout en déplorant l'inaction du gouvernement depuis le dépôt du rapport de la commission parlementaire spéciale créée le 19 décembre 1981 pour procéder à une évaluation de la Loi sur la protection de la jeunesse, lui demande de donner suite avant la fin de la présente année aux recommandations de ce rapport déposé à l'Assemblée nationale le 23 novembre 1982.

La motion d'amendement de M. Johnson (Anjou) se lit comme suit:

Restauration" awards which were announced last night.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Doyon moved,—That this Assembly note the 250th anniversary of the founding of America's first School of Law north of Mexico, by Mr Louis-Guillaume Verrier.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Gratton moved,—That this Assembly offer their sincerest congratulations to the Member for Mont-Royal, Mr John Ciaccia, upon having been chosen Personality of the Year by the Canadian-Italian Business and Professional Men's Association of Québec.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of amendment by Mr Johnson (Anjou) to the motion by Mrs Lavoie-Roux proposing, under Standing Order 91:

That this Assembly, while deploring the failure of the Government to act upon the report of the Special Parliamentary Committee established on 19 December 1981 to evaluate the Youth Protection Act, asks that it proceed, before the end of the current year, to implement the recommendations contained in the report tabled in the National Assembly on 23 November 1982.

The motion of amendment by Mr Johnson (Anjou) reads as follows:

Que la motion en discussion soit amendée:

a) en retranchant dans les première et deuxième lignes les mots « tout en déplorant l'inaction du gouvernement » et en les remplaçant par les mots « en raison du délai qui s'écoule » et en insérant dans la troisième ligne après le mot « dépôt » les mots « , le 23 novembre 1982, »;

b) en retranchant dans la septième ligne les mots « lui demande de » et en les remplaçant par les mots « demande au gouvernement d'y »;

c) en retranchant dans les huitième, neuvième et dixième lignes les mots « aux recommandations de ce rapport déposé à l'Assemblée nationale le 23 novembre 1982 » et en les remplaçant par les mots « par le dépôt d'un projet de loi sur cette question. »

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beauséjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Chevrette, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Fréchette, Garon, Gauthier, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Taillon), Marcoux, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Payne, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tremblay, Vaugois.—51.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Bisaillon, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Dougherty, Doyon, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Lavoie-Roux, Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Picotte, Polak, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—28.

La motion principale amendée de Mme Lavoie-Roux se lit maintenant comme suit:

Que cette Assemblée, en raison du délai qui s'écoule depuis le dépôt, le 23 novembre 1982, du rapport de la commission parlementaire spéciale créée le 19 décembre 1981 pour procéder à une évaluation

That the motion under debate be amended:

a) by striking out in the first and second lines the words "while deploring the failure of the Government to act upon" and substituting therefor the words "owing to the time which has elapsed since the tabling, on 23 November 1982, of";

b) by striking out all the words after the word "Act" in the sixth line and substituting the following therefor:

"calls on the Government to follow up the said report by tabling a bill on this matter before the end of the current year."

The amendment was adopted on the following division:

The main motion by Mrs Lavoie-Roux, as amended, now reads as follows:

That this Assembly, owing to the time which has elapsed since the tabling, on 23 November 1982, of the report of the Special Parliamentary Committee established on 19 December 1981 to evaluate

de la Loi sur la protection de la jeunesse, demande au gouvernement d'y donner suite avant la fin de la présente année par le dépôt d'un projet de loi sur cette question.

Ladite motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Baril (Arthabaska), Beau-séjour, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Chevrette, Ciaccia, Côté, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Duhaime, Dupré, Fortier, Fréchette, Garon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paré, Payne, Perron, Picotte, Polak, Rancourt, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tremblay, Vaillancourt, Vaugeois.—78.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Bertrand propose qu'au Salon Rouge, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution siège pour entendre les représentants de groupes autochtones.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

the Youth Protection Act, calls on the Government to follow up the said report by tabling a bill on this matter before the end of the current year.

The said motion was then adopted on the following vote:

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution do sit immediately in the Red Chamber until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, for a hearing with representatives of aboriginal groups.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon,—That Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation", be now read the second time.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

The debate was adjourned on motion of Mr Gratton.

À vingt-deux heures, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

At 10.00 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 29 novembre 1983

Tuesday, 29 November 1983

Quatorze heures

2.00 o'clock p.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

Mr President communicated to the Assembly the following letter:

Québec, le 24 novembre 1983

Québec, 24 November 1983

M. Richard Guay
Président
Assemblée nationale du Québec
Bureau 103
Édifice Pamphile-LeMay
Québec

Mr Richard Guay
President
National Assembly of Québec
Room 103
Pamphile LeMay Building
Québec

Monsieur le Président,

Depuis novembre 1976, les citoyens et citoyennes de Longueuil, et plus précisément de la circonscription électorale de Marie-Victorin, m'ont accordé leur con-

Mr President,

Since November 1976, the residents of Longueuil and, more specifically, the constituents of Marie-Victorin have put their confidence in me by entrusting me

fiance en me donnant le mandat de les représenter à l'Assemblée nationale du Québec.

Tout au long de ces sept années, j'aurai mis le meilleur de moi-même à les représenter de mon mieux, à défendre leurs intérêts, à faire valoir leurs problèmes et leurs besoins; pour ce faire, je me suis toujours fait un point d'honneur de remplir les engagements pris auprès d'eux. Il m'importe qu'ils sachent que ma plus profonde gratitude leur est acquise. Nous aurons toujours été sur la profonde même longueur d'onde à savoir que l'espérance du Québec passe par l'emploi et l'Indépendance. Les résultats du référendum dans Longueuil et de l'élection d'avril '81, est-il nécessaire de le rappeler, le confirment.

Après mûre réflexion, le moment me semble maintenant venu de retourner à la vie privée. Aussi, vous voudrez bien prendre acte de ma démission comme député, démission prenant effet aujourd'hui.

Je vous prie de transmettre mes salutations et mon bon souvenir à tous mes collègues. Mes meilleurs vœux vous accompagnent Monsieur le Président.

Avec l'expression de mes sentiments respectueux.

(Signé) PIERRE MAROIS

TÉMOINS:

(Signé) J.-P. BORDELEAU
Député d'Abitibi-Est

(Signé) JEAN-PIERRE JOLIVET
Député de Laviolette
(Document de la session n° 351)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Parizeau:

Rapport de M. André Blondin, c.a., sur la vérification des comptes relatifs au

with the mandate to represent them in the National Assembly of Québec.

Throughout the past seven years, I shall have done my utmost to represent them to the best of my ability, to defend their interests and to identify their problems and needs. In so doing, I have made it a point of honour to respect my commitments to them. It matters greatly that they be assured of my deepest gratitude. We have always been on the same wavelength, deeply convinced that hope for Québec lies in employment and Independence. Need we be reminded, the Referendum results in Longueuil and the Election in April of 1981, bear this out.

After mature reflection, I feel the time has come to return to private life. May I therefore call upon you to take cognizance of my resignation as an elected Member, effective this day.

Please convey my greetings and kind regards to all my colleagues.

With all my best wishes for you, Mr President, I remain,

Respectfully yours,

(Signed) PIERRE MAROIS

WITNESSES:

(Signed) J.-P. BORDELEAU
Member for Abitibi-Est

(Signed) JEAN-PIERRE JOLIVET
Member for Laviolette
(Sessional Paper No. 351)

The following documents were tabled:

By Mr Parizeau:

Audit report prepared by Mr André Blondin, C.A., on the accounts relating

Vérificateur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1982.

(Document de la session n° 352)

États financiers des entreprises du gouvernement du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 353)

Par M. Bédard:

Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 354)

M. LeMay, au nom de M. Perron, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a siégé les 22, 23 et 24 novembre 1983, aux fins d'entendre les représentations des autochtones et des divers groupes et organismes autochtones sur les droits et les besoins fondamentaux des Amérindiens et des Inuit.

(Document de la session n° 355)

Le projet de loi 54, «Loi modifiant diverses lois fiscales», est présenté par M. Marcoux, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 55, «Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption», est présenté par M. Johnson (Anjou), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

RÉSUMÉ D'UNE DIRECTIVE DE M. LE PRÉSIDENT

Il y va de l'intérêt de tous les membres de l'Assemblée de préciser ce qu'est une question de privilège dont l'origine remonte au parlementarisme britannique. Les droits et privilèges de l'Assemblée

to the Auditor General, for the fiscal year ended 31 March 1982.

(Sessional Paper No. 352)

Financial statements of Québec Government undertakings, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 353)

By Mr Bédard:

Annual report of the Régie des permis d'alcool du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 354)

Mr LeMay, on behalf of Mr Perron, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which sat on 22, 23 and 24 November 1983, for a hearing with aboriginal representatives and various native groups and organizations presenting their views on the basic rights and needs of the Indian and Inuit peoples.

(Sessional Paper No. 355)

Bill 54, "An Act to amend various fiscal laws", was introduced by Mr Marcoux, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 55, "An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption", was introduced by Mr Johnson (Anjou), read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

SUMMARY OF A DIRECTIVE FROM MR PRESIDENT

It is in the interest of all the Members of the Assembly to clearly define what constitutes a question of privilege, which has its origins in the British parliamentary system. The rights and privileges of

sont d'ailleurs énoncés au chapitre III de la Loi sur l'Assemblée nationale.

Le premier de ces droits et privilèges de la Chambre est la liberté de parole. Le Parlement, pour jouer son rôle, doit pouvoir s'exprimer librement. Il en est de même pour un député.

Le deuxième privilège de l'Assemblée et de ses membres est l'immunité contre toute arrestation dans le cadre d'un litige de nature civile, limitée aujourd'hui à l'outrage au tribunal, durant les périodes où l'Assemblée est en séance.

Quels sont les moyens dont dispose l'Assemblée pour punir toute violation de privilège?

Premièrement, l'Assemblée peut assigner et contraindre toute personne à comparaître;

Deuxièmement, lorsque des tiers sont impliqués dans une violation des droits et privilèges, l'Assemblée s'en remet aujourd'hui aux tribunaux pour sanctionner une telle offense;

Troisièmement, à l'égard de ses propres membres, l'Assemblée a conservé sa liberté d'agir. La procédure pour soulever une question de privilège est prévue à l'article 49 de notre règlement.

Une question de privilège doit obligatoirement se référer à un des droits ou privilèges que la Loi sur l'Assemblée nationale ou la tradition confère à l'Assemblée ou à un de ses membres. Une divergence d'opinion ne donne pas ouverture à une question de privilège.

Un député qui porte atteinte à un droit ou privilège de l'Assemblée est passible d'une des sanctions prévues aux articles 135 et 136 de la Loi sur l'Assemblée nationale. Pour accuser un collègue du viol d'un droit ou d'un privilège, un député doit faire une motion en vertu de l'article 79 du règlement ou porter la plainte prévue à l'article 82 de la Loi sur l'Assemblée nationale.

the Assembly are set out in Chapter III of the Act respecting the National Assembly.

The first of these rights and privileges of the House is the freedom of speech. Parliament, if it is to perform its role, must be allowed to speak out freely. So it is for a Member.

The second privilege of the Assembly and its Members is freedom from arrest in civil causes, this today being limited to contempt of court, and only while the Assembly is sitting.

Which are the means available to the Assembly wishing to punish a breach of privilege?

Firstly, the Assembly may summon any person to attendance;

Secondly, when a third party is implicated in a breach of rights and privileges, the Assembly today refers the matter to the courts for proper punitive action;

Thirdly, the Assembly has retained the freedom to act in regard to its own Members. The procedure to be followed when raising a question of privilege is set out in Standing Order 49.

A question of privilege must strictly refer to the rights and privileges which have been conferred on the Assembly and on each of its Members by the Act respecting the National Assembly or by tradition. A divergent opinion does not admit a question of privilege.

A Member who commits a breach of a right or privilege of the Assembly is liable to one of the penalties provided for in sections 135 and 136 of the Act respecting the National Assembly. A Member wishing to accuse a fellow Member of a breach of a right or privilege must move a motion under Standing Order 79 or bring the complaint before the Assembly, as provided for in section 82 of the Act respecting the National Assembly.

Le respect du règlement s'impose, d'autre part, à tous les députés et l'article 99 du règlement contient les interdictions qui leur sont faites.

Enfin, quand un député désire réagir à des propos qui ne l'impliquent pas directement, selon les occasions, il peut prononcer à son tour un discours, poser une question complémentaire, donner un complément de réponse ou faire une question de fait personnel.

C'est davantage en ayant recours au règlement qu'à d'inexistants privilèges que les députés peuvent le mieux faire valoir leur point de vue.

Au cours de la période de questions orales des députés, Mme Marois dépose le document suivant:

Dossier concernant l'aide financière à la création d'emplois accordée à la Brasserie l'Oasis inc. de Sept-Îles par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu au cours de l'année 1983.

(Document de la session n° 356)

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Lavoie-Roux propose que le gouvernement du Québec agisse avec diligence et prenne toutes les mesures nécessaires pour sensibiliser le ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration à la situation extrêmement pénible que vivent à Montréal des réfugiés du Bangladesh, particulièrement depuis 13 jours, alors qu'une quarantaine d'entre eux ont entrepris une grève de la faim pour obliger les gouvernements à accélérer leurs démarches relatives à la détermination du statut de plusieurs centaines de leurs concitoyens dont le Canada étudie présentement les demandes d'asile politique.

Et un débat s'élève.

All Members, on the other hand, are bound by the Standing Orders, and S.O. 99 contains all the interdictions in their regard.

Finally, when a Member wishes to respond to remarks that do not directly implicate him, he may, according to the occasion, speak to the matter in the Assembly, pose a supplementary question, provide a supplementary answer or raise a question of personal privilege.

It is more by referring to the Standing Orders than to non-existent privileges that the Members may best vindicate their point of view.

During Oral Question Period, Mrs Marois tabled the following document:

Dossier on the financial assistance for job creation that was granted to the Brasserie l'Oasis inc. in Sept-Îles by the Department of Manpower and Income Security during 1983.

(Sessional Paper No. 356)

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Lavoie-Roux moved, — That the Government of Québec act swiftly and take all the necessary measures to make the federal Minister of Employment and Immigration sensitive to the extremely difficult situation being experienced in Montréal by refugees from Bangladesh, especially during the past thirteen days as forty of them have gone on a hunger strike in an effort to oblige the Governments to expedite their procedure in determining the status of several hundred of the refugees' compatriots whose requests for political asylum are at present being reviewed by Canada.

And debate arising thereon.

La motion est adoptée.

M. Bertrand propose qu'à la Salle 80, immédiatement jusqu'à vingt-deux heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures, la Commission permanente du revenu siège pour l'étude, article par article, du projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Garon proposant que le projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à demain, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bédard proposant que le projet de loi 36, «Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat est suspendu

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, la Commission permanente du revenu siègera demain, à la Salle 80, à compter de dix heures jusqu'à treize heures, pour l'étude, article par article,

The motion was adopted.

Mr Bertrand moved, — That the Standing Committee on Revenue do sit immediately in Room 80 until 10.00 o'clock p.m., with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening, for a clause by clause study of Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities".

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Garon, — That Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until tomorrow, before Business of the Day is called.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Bédard, — That Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", be now read the second time.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The debate was suspended.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Standing Committee on Revenue will sit tomorrow in Room 80, from 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m., for a clause by clause study

du projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pourboire », si son mandat n'est pas terminé.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bédard proposant que le projet de loi 36, « Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès », soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 36 est déféré à la Commission permanente de la justice, pour étude article par article.

M. Chevrette propose que le projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Houde.

À vingt et une heures cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

of Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", if it has not completed its terms of reference.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Bédard, — That Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", be now read the second time.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 36 was referred to the Standing Committee on Justice, for a clause by clause study.

Mr Chevrette moved, — That Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Houde.

At 9.58 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 30 novembre 1983

Wednesday, 30 November 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevette proposant que le projet de loi 9, «Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Chevette,—That Bill 9, “An Act respecting the conservation and development of wildlife”, be now read the second time.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 9 est déféré à la Commission permanente du loisir, de la chasse et de la pêche, pour étude article par article.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 9 was referred to the Standing Committee on Recreation, Fish and Game, for a clause by clause study.

M. Clair propose que le projet de loi 47, « Loi sur le transport par taxi », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bissonnet.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, l'avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant le Règlement sur les conditions de travail des agents de la gestion du personnel.

(Document de la session n° 357)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel du ministère des Institutions financières et Coopératives, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 358)

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1982.

(Document de la session n° 359)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 360)

M. Bertrand dépose les rapports du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur les projets de loi privés suivants:

Mr Clair moved,—That Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Bissonnet.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinion submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the Regulation respecting the terms of employment of personnel management officers.

(Sessional Paper No. 357)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Department of Financial Institutions and Cooperatives, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 358)

Annual Report of the Inspector General of Financial Institutions on the affairs of insurers transacting in Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 359)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:

Annual Report of the Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 360)

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on the following Private Bills:

Projet de loi 200.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal;

Projet de loi 231.—Loi concernant l'Oeuvre des vocations tardives;

Projet de loi 282.—Loi concernant la ville de Drummondville.

(Document de la session n° 361)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas des projets de loi 200 et 231.

Les projets de loi privés suivants sont, l'un après l'autre, présentés et lus la première fois:

Par M. Laplante:

Projet de loi 200.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

Par M. Brassard, au nom de M. Baril (Arthabaska):

Projet de loi 282.—Loi concernant la ville de Drummondville.

Sur la motion de M. Bertrand, ces projets de loi sont, l'un après l'autre, déferés à la Commission des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi privé 231, «Loi concernant l'Oeuvre des vocations tardives», est présenté par M. Pagé, au nom de M. Mathieu, et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déferé à la Commission permanente des finances et des comptes publics, pour audition publique et étude article par article.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Garon proposant que le projet de

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the city of Montréal;

Bill 231.—An Act respecting l'Oeuvre des vocations tardives;

Bill 282.—An Act respecting the city of Drummondville.

(Sessional Paper No. 361)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for Bills 200 and 231.

The following Private Bills were severally introduced and read the first time:

By Mr Laplante:

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the city of Montréal.

By Mr Brassard, on behalf of Mr Baril (Arthabaska):

Bill 282.—An Act respecting the city of Drummondville.

On motion of Mr Bertrand, the said Bills were severally referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

Private Bill 231, "An Act respecting l'Oeuvre des vocations tardives", was introduced by Mr Pagé, on behalf of Mr Mathieu, and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee of Finance and Public Accounts, for a public hearing and clause by clause study.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Garon,—That Bill 48, "An Act

loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation", be now read the second time.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Clair, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Morin, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Caron, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, French, Gratton, Hains, Kehoe, Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Pagé, Picotte, Polak, Saintonge.—25.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 48 est déferé à la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étude article par article.

On motion of Mr Bertrand, Bill 48 was referred to the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 6.00 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

In the Red Chamber:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives».

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

À la Salle 81:

In Room 81:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, du projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire».

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities".

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

Conformément à l'article 91 du règlement, M. Gratton propose:

Pursuant to Standing Order 91, Mr Gratton moved:

Que cette Assemblée, tout en regrettant le versement, entre autres, d'une subvention de plus de 27 000 \$ au propriétaire de l'établissement «Harem de l'Oasis», situé dans la circonscription électorale de Duplessis, demande au gouvernement de faire preuve de discernement et de rigueur dans l'élaboration des critères d'admissibilité aux subventions afin d'assurer une utilisation plus saine et plus responsable de l'argent des contribuables québécois.

That this Assembly, while regretting, among other grants, the payment of over \$27 000 to the proprietor of the establishment "Harem de l'Oasis", situated in the Duplessis constituency, calls upon the Government to be strict and discerning in establishing the criteria of eligibility for grants, in order to ensure a more sound and responsible use of Québec taxpayers' money.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est rejetée.

The motion was rejected.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 1^{er} décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 241, «Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts».

(Document de la session n° 362)

Sur la motion de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Le projet de loi privé 241, «Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts», est présenté par M. Brassard, au nom de M. Dean, et lu la première fois.

Thursday, 1 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 241, "An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts".

(Sessional Paper No. 362)

On motion of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for this Bill.

Private Bill 241, "An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts", was introduced by Mr Brassard, on behalf of Mr Dean, and read the first time.

Sur la motion de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente des affaires municipales, pour audition publique et étude article par article.

Au cours de la période de questions orales des députés, M. Léonard dépose le document suivant:

Copies de deux lettres, en date du 28 octobre 1983, une adressée à M. Donald Johnston, ministre d'État chargé du Développement économique du Canada, et l'autre à M. John Roberts, ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, par M. Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales du Québec, accompagnées d'un document concernant la proposition du gouvernement du Québec relative à la participation du gouvernement fédéral au financement de projets municipaux.

(Document de la session n° 363)

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives».

À la Salle 81:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, du projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire».

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study.

During Oral Question Period, Mr Léonard tabled the following document:

Copies of two letters dated 28 October 1983, one of which was sent to Mr Donald Johnston, federal Minister of State for Economic Development, and the other to Mr John Roberts, federal Minister of Employment and Immigration, by Mr Jacques Léonard, Minister of Municipal Affairs of Québec, together with a document outlining the proposal of the Québec Government relative to the federal share of funding for municipal projects.

(Sessional Paper No. 363)

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In the Red Chamber:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

In Room 81:

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities".

This evening, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

À la Salle 91:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude, article par article, du projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 47, « Loi sur le transport par taxi », soit maintenant lu la deuxième fois.

À douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bisaillon.

Mme LeBlanc-Bantey propose que le projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

*0 heure,
le vendredi 2 décembre 1983*

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher au nom de M. Bertrand, M. le Président remet

In Room 91:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for a clause by clause study of Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife".

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Clair,—That Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", be now read the second time.

At 12.50 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Bisaillon.

Mrs LeBlanc-Bantey moved,—That Bill 51, "Public Service Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Friday, 2 December 1983*

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed

à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 47, « Loi sur le transport par taxi », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Saintonge.

À une heure dix minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Clair,—That Bill 47, “An Act respecting transportation by taxi”, be now read the second time.

The debate was adjourned on motion of Mr Saintonge.

At 1.10 o'clock a.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 2 décembre 1983

Friday, 2 December 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Déclaration ministérielle de M. Marcoux, ministre du Revenu, annonçant la décision du gouvernement d'entreprendre des démarches afin d'intégrer les systèmes de cotisation, de perception et de vérification de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, de la Commission des normes du travail et du ministère du Revenu du Québec.

Statement by Mr Marcoux, Minister of Revenue, announcing the Government's decision to proceed with plans to integrate the assessment, audit and collection systems of the Québec Department of Revenue, the Commission de la santé et de la sécurité du travail and the Commission des normes du travail.

Du consentement unanime, M. Godin propose que cette Assemblée incite tous les citoyens et citoyennes du Québec à souscrire généreusement à la campagne de financement d'OXFAM dont les profits contribuent au soutien et au développement des pays défavorisés.

By unanimous consent, Mr Godin moved,—That this Assembly encourage all Québec citizens to subscribe generously to the OXFAM fund drive, the proceeds from which help to support and develop the disadvantaged countries.

Et un débat s'élève.

And debate arising thereon.

La motion est adoptée.

The motion was adopted.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de Mme Leblanc-Bantey proposant que le projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mrs Leblanc-Bantey,—That Bill 51, "Public Service Act", be now read the second time.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Chevette, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Dupré, Fallu, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc-Bantey, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Tailleur), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Morin, Pagé, Paré, Polak, Proulx, Rancourt, Rochefort, Saintonge, Tardif, Tremblay.—69.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

The Bill was accordingly read the second time.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 51 est déferé à la Commission permanente de la fonction publique, pour étude article par article.

On motion of Mr Bertrand, Bill 51 was referred to the Standing Committee on the Civil Service, for a clause by clause study.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

Au Salon Rouge:

In the Red Chamber:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

À la Salle 91:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude, article par article, du projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la présidence du conseil et de la constitution qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 37, « Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 37 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

In Room 91:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for a clause by clause study of Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife".

The motion was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on the Presidency of the Council and the Constitution which studied Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche", following second reading.

The report was adopted.

Bill 37 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years — thereby further compromising an already uncertain economic recovery — and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinzes heures

3.00 o'clock p.m.

Et le débat continue.

And debate continuing.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bertrand.

The debate was adjourned on motion of Mr Bertrand.

À dix-sept heures quarante-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

At 5.45 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 3.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 5 décembre 1983

Quinze heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du loisir, de la chasse et de la pêche, pour l'étude, article par article, du projet de loi 9, «Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune».

Ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Monday, 5 December 1983

3.00 o'clock p.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Recreation, Fish and Game, for a clause by clause study of Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife".

This evening, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

À la Salle 81:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives».

La motion est adoptée.

M. Richard propose que le projet de loi 3, «Loi sur les archives (*Réimpression*)», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 3 est déféré à la Commission permanente des affaires culturelles, pour étude article par article.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 18, «Loi sur la Société immobilière du Québec».

M. Marcoux informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Marcoux propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

In Room 81:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

The motion was adopted.

Mr Richard moved,—That Bill 3, "Archives Act (*Reprint*)", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 3 was referred to the Standing Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study.

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 18, "An Act respecting the Société immobilière du Québec".

Mr Marcoux informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Marcoux moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 18 est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente des travaux publics et de l'approvisionnement, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Mailloux.

The motion was then adopted.

Bill 18 was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Public Works and Supply, for a clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years — thereby further compromising an already uncertain economic recovery — and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

The debate was adjourned on motion of Mr Mailloux.

À vingt-trois heures dix minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

At 11.10 o'clock p.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 6 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 056, en date du 23 novembre 1983, concernant l'étude d'orientation et l'établissement d'un plan directeur de l'informatique à l'Assemblée nationale;

- Décision 057, en date du 23 novembre 1983, concernant le règlement sur les conflits d'intérêts du juriconsulte;

Tuesday, 6 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 056, dated 23 November 1983, concerning an orientation study and the preparation of a master plan for electronic data processing at the National Assembly;

- Decision 057, dated 23 November 1983, concerning the Regulation respecting the conflicts of interest of the juriconsult;

• Décision 058, en date du 23 novembre 1983, concernant le remplacement du secrétaire du Bureau en cas d'absence ou d'incapacité d'agir;

• Décision 059, en date du 23 novembre 1983, concernant la participation de l'Assemblée nationale à des expositions;

• Décision 060, concernant les modifications à l'effectif permanent de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 364)

Par M. Parizeau:

Rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'année terminée le 31 décembre 1982.

(Document de la session n° 365)

Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 366)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 367)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 368)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 369)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 370)

• Decision 058, dated 23 November 1983, concerning the Regulation respecting a replacement for the Secretary of the Office in case of absence or inability to act;

• Decision 059, dated 23 November 1983, concerning the participation of the National Assembly in exhibitions;

• Decision 060, dated 23 November 1983, concerning changes in the number of permanent staff at the National Assembly.

(Sessional Paper No. 364)

By Mr Parizeau:

Annual Report of the Québec Public Curator, for the year ended 31 December 1982.

(Sessional Paper No. 365)

Annual Report of the Commission des valeurs mobilières du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 366)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:

Annual Report of the Ordre des optométristes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 367)

Annual Report of the Corporation professionnelle des conseillers d'orientation du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 368)

Annual Report of the Ordre des dentistes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 369)

Annual Report of the Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 370)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 371)

Par M. Bertrand, au nom de Mme LeBlanc-Bantey:

Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 372)

Du consentement unanime, M. Paré propose que cette Assemblée appuie les travailleurs, les travailleuses et les entreprises qui souhaitent le maintien des mesures qui pourraient protéger les emplois canadiens contre les importations de bicyclettes de Taïwan et de la Corée.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».

À compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 80:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, du projet de loi 48, « Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives ».

Annual Report of the Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 371)

By Mr Bertrand, on behalf of Mrs LeBlanc-Bantey:

Annual Report of the Office des services de garde à l'enfance, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 372)

By unanimous consent, Mr Paré moved,—That this Assembly support the men and women workers and firms in favour of keeping measures in place to protect Canadian jobs from bicycle imports from Taiwan and Korea.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

From 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 80:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, du projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pour-boire ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 47, « Loi sur le transport par taxi », soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Paquette propose que le projet de loi 37 « Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 37 est lu la troisième fois.

À douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities".

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Clair,—That Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

Mr Paquette moved,—That Bill 37, "An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 37 was accordingly read the third time.

At 12.50 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

M. Léonard propose que le projet de loi 38 «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-sept heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lincoln.

À vingt-trois heures cinquante-neuf minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Mr Léonard moved,—That Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 5.50 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Lincoln.

At 11.59 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 7 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Bertrand, au nom de M. Duhaime,
dépose les documents suivants:

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR et ses filiales), pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 373*)

Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 374*)

Décret 1497-83, en date du 8 juillet 1983, et décrets 1682-83 et 1683-83, en date du 17 août 1983, concernant un paie-

Wednesday, 7 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Duhaime,
tabled the following documents:

Annual Report of the Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR and its subsidiaries), for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 373*)

Annual Report of the Société nationale de l'amiante, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 374*)

Order in Council 1497-83, dated 8 July 1983, and Orders in Council 1682-83 and 1683-83, dated 17 August 1983, respect-

ment par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante.

(Document de la session n° 375)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Fallu, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—92.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 47 est déféré à la Commission permanente des transports, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

ing a payment by the Minister of Finance for shares in the Société nationale de l'amiante.

(Sessional Paper No. 375)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Clair,—That Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following vote:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 47 was referred to the Standing Committee on Transport, for a clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, du projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi».

À la Salle 80:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, du projet de loi 36, «Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès».

Et du consentement unanime de l'Assemblée, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, aux fins d'étudier de nouvelles propositions relatives au régime d'études collégiales.

La motion est adoptée.

M. Godin propose que le projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

In the Red Chamber:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi".

In Room 80:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death".

And with the unanimous consent of the Assembly, from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Education, for the consideration of the new proposals relative to the policy for college education.

The motion was adopted.

Mr Godin moved,—That Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

*0 heure,
le jeudi 8 décembre 1983*

*Midnight,
Thursday, 8 December 1983*

Le débat est ajourné sur la motion de
M. Maciocia.

The debate was adjourned on motion
of Mr Maciocia.

À une heure quarante-cinq minutes, sur
la motion de M. Boucher, au nom de M.
Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix
heures.

At 1.45 o'clock a.m., on motion of Mr
Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the
Assembly adjourned until 10.00 o'clock
a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 8 décembre 1983

Thursday, 8 December 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Les documents suivants sont déposés:

The following documents were tabled:

Par M. Duhaime:

Publication du ministère de l'Énergie
et des Ressources, intitulée: *Les statistiques
de l'énergie au Québec 1982.*

(Document de la session n° 376)

By Mr Duhaime:

Publication of the Department of
Energy and Resources, entitled: *Les sta-
tistiques de l'énergie au Québec 1982.*

(Sessional Paper No. 376)

Par M. Clair:

Rapport annuel de l'Office des autorou-
tes du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 377)

By Mr Clair:

Annual Report of the Office des auto-
routes du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 377)

M. Bertrand propose que les commis-
sions permanentes suivantes siègent
aujourd'hui:

Mr Bertrand moved,—That the follow-
ing Standing Committees do sit today:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, aux fins d'étudier de nouvelles propositions relatives au régime d'études collégiales.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 80:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, du projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi».

Et à la même Salle, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

La Commission des travaux publics et de l'approvisionnement, pour l'étude, article par article, du projet de loi 18, «Loi sur la Société immobilière du Québec».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

In Room 81:

The Committee on Education, for the consideration of the new proposals relative to the policy for college education.

And with the unanimous consent of the Assembly, immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 80:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi".

And in the same Room, from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

The Committee on Public Works and Supply, for a clause by clause study of Bill 18, "An Act respecting the Société immobilière du Québec".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé,

Paquette, Paradis, Paré, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—99.

CONTRE—NAYS:—0.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Godin proposant que le projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française», soit maintenant lu la deuxième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

Du consentement unanime de l'Assemblée, à la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à lundi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

M. Marcoux propose que le projet de loi 52, «Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 52 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Godin,—That Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language", be now read the second time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

With the unanimous consent of the Assembly, at the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until Monday, before Business of the Day is called.

Mr Marcoux moved,—That Bill 52, "An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 52 was referred to the Standing Committee on Revenue, for a clause by clause study.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

Quinze heures

3.00 o'clock p.m.

M. Clair propose que le projet de loi 46, «Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 46 est déféré à la Commission permanente des transports, pour étude article par article.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Boucher, au nom de M. Bertrand, propose que les commissions permanentes suivantes siègent ce soir, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, du projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi».

À la Salle 80:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, du projet de loi 36, «Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès».

La motion est adoptée.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, «Loi sur la participation

Mr Clair moved,—That Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 46 was referred to the Standing Committee on Transport, for a clause by clause study.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, moved,—That the following Standing Committees do sit this evening, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight:

In the Red Chamber:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi".

In Room 80:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death".

The motion was adopted.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Léonard,—That Bill 38, "An Act respecting government funding

gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Rocheleau propose que la motion en discussion soit amendée en retranschant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans cinq jours ».

Et un débat s'élève sur cette motion d'amendement.

*O heure,
le vendredi 9 décembre 1983*

Le débat est ajourné sur la motion de M. Johnson (Anjou).

À deux heures, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

of municipalities", be now read the second time.

Mr Rocheleau moved,—That the motion under discussion be amended by striking out the word "now" and by adding at the end the words "this day five days hence".

And debate arising on the motion of amendment.

*Midnight,
Friday, 9 December 1983*

The debate was adjourned on motion of Mr Johnson (Anjou).

At 2.00 o'clock a.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 9 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement de classification numéro 117 sur les dentistes;
2. Règlement de classification numéro 120 sur les médecins;

Friday, 9 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Classification Regulation 117 respecting dentists;
2. Classification Regulation 120 respecting physicians;

3. Règlement modifiant le Règlement sur le classement des fonctionnaires.

(Document de la session n° 378)

Par M. Biron:

Devis technique du ministère de l'Éducation concernant l'utilisation de l'informatique à des fins pédagogiques dans les établissements des réseaux d'enseignement, accompagné de la liste des entreprises invitées à présenter des propositions et de la liste des soumissionnaires.

(Document de la session n° 379)

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 380)

Par M. Richard:

Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 381)

Par M. Bertrand, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 382)

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 383)

Par M. Léonard:

Copie de la correspondance en date du 30 novembre et du 7 décembre 1983, entre M. John Roberts, ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, et M. Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales du Québec, relativement à la participation du gouvernement fédéral au financement de projets municipaux.

(Document de la session n° 384)

3. Regulation amending the Regulation respecting the classification of civil servants.

(Sessional Paper No. 378)

By Mr Biron:

Technical specifications of the Department of Education for computer instruction in the education sectors, together with a list of the firms invited to submit offers and a list of tenders received.

(Sessional Paper No. 379)

Annual Report of the Centre de recherche industrielle du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 380)

By Mr Richard:

Annual Report of the Musée des beaux-arts de Montréal, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 381)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Duhaime:

Annual Report of the Société de cartographie du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 382)

Annual Report of the Department of Energy and Resources, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 383)

By Mr Léonard:

Copies of the correspondence dated 30 November and 7 December 1983, between Mr John Roberts, federal Minister of Employment and Immigration, and Mr Jacques Léonard, Québec Minister of Municipal Affairs, concerning the federal share of funding for municipal projects.

(Sessional Paper No. 384)

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document de la session n° 385)

M. Baril (Arthabaska), au nom de M. Marquis, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du loisir, de la chasse et de la pêche, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 9, «Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 386)

Du consentement unanime, M. Bédard propose que cette Assemblée signale l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme par l'Assemblée générale des Nations Unies, il y aura 35 ans demain, en réaffirmant son profond respect des droits, de la liberté et de la dignité de la personne humaine et en invitant les citoyens et les citoyennes du Québec à participer aux nombreuses activités prévues à travers le Québec comme partout dans le monde pour marquer cette date importante.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Fréchette propose que cette Assemblée souligne le 25^e anniversaire de la fondation de la Fédération des travailleurs du Québec, et offre ses félicitations et ses vœux de succès à ses membres et dirigeants.

Et un débat s'élève.

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which sat to consider Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", following second reading.

The Bill was reported with amendments, one of which being to the title.

(Sessional Paper No. 385)

Mr Baril (Arthabaska), on behalf of Mr Marquis, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Recreation, Fish and Game which sat to consider Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife".

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 386)

By unanimous consent, Mr Bédard moved,—That this Assembly commemorate the adoption of the Universal Declaration of Human Rights by the United Nations General Assembly thirty-five years ago tomorrow, by reaffirming its deep respect for the rights, freedom and dignity of the human being, and by inviting all the citizens of Québec to take part in the numerous activities planned for Québec and around the world to mark this important date.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Fréchette moved,—That this Assembly note the 25th Anniversary of the founding of the Québec Federation of Labour and offer congratulations and wishes for success to its members and leaders.

And debate arising thereon.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Bertrand propose que cette Assemblée souligne les mérites exceptionnels des lauréats des Prix des communications qui ont été attribués à Montréal, hier, lors de la cérémonie de clôture de l'Année mondiale des communications.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes suivantes siégeront le lundi 12 décembre 1983:

À compter de dix heures jusqu'à treize heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

À compter de onze heures jusqu'à treize heures:

À la Salle 81:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, du projet de loi 46, «Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives».

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 80:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, du projet de

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr Bertrand moved,—That this Assembly pay tribute to the exceptional merit of the winners of the Communications Prizes which were awarded yesterday in Montréal at the closing ceremony for World Communications Year.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Mr Bertrand gave notice that the following Standing Committees will sit on Monday, 12 December 1983:

From 10.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

From 11.00 o'clock a.m. until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation".

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 80:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of Bill 46, "An Act

loi 46, « Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives ».

À la Salle 81:

La Commission de l'éducation, aux fins d'étudier de nouvelles propositions relatives au régime d'études collégiales.

Et du consentement unanime de l'Assemblée, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement de M. Rocheleau à la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit maintenant lu la deuxième fois, lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant à la fin les mots « dans cinq jours ».

La motion d'amendement est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bisailon, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Cusano, Dauphin, Doyon, Dubois, Fortier, French, Hains, Houde, Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Mathieu, Pagé, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—33.

respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation”.

In Room 81:

The Committee on Education, for the consideration of the new proposals relative to the policy for college education.

And with the unanimous consent of the Assembly, immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, “Public Service Act”.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the amendment by Mr Rocheleau to the motion by Mr Léonard,—That Bill 38, “An Act respecting government funding of municipalities”, be now read the second time—which amendment reads as follows:

That the motion under discussion be amended by striking out the word “now” and by adding at the end the words “this day five days hence”.

The motion of amendment was then rejected on the following vote:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Clair, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gauthier, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Paré, Payne, Perron, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tremblay, Vaugeois.—49.

À treize heures huit minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime et sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée suspend le débat sur la motion principale de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Léonard propose que le projet de loi 53, «Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 53 est déféré à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

At 1.08 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

By unanimous consent and on motion of Mr Bertrand, the Assembly suspended the debate on the main motion by Mr Léonard—, That Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", be now read the second time.

Mr Léonard moved,—That Bill 53, "An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 53 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Léonard—, That Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", be now read the second time.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lalonde.

The debate was adjourned on motion of Mr Lalonde.

À dix-sept heures cinquante minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi quinze heures.

At 5.50 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 3.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 12 décembre 1983

Monday, 12 December 1983

Trois heures

3.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Godin proposant que le projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française», soit maintenant lu la deuxième fois.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Godin,—That Bill 57, “An Act to amend the Charter of the French language”, be now read the second time.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard,

Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Ouellette, Paré, Rancourt, Richard, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—54.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bissonnet, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Fortier, Gratton, Hains, Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Mailloux, Maltais, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rocheleau, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—29.

ABSTENTION:—M./Mr Payne.—1.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 57 est déferé à la Commission permanente des communautés culturelles et de l'immigration, pour étude article par article.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de l'énergie et des ressources, aux fins d'entendre les représentants d'Hydro-Québec.

À la Salle 80:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude, article par article, du projet de loi 57, « Loi modifiant la Charte de la langue française ».

Et du consentement unanime de l'Assemblée, immédiatement jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81:

La Commission du travail, pour examiner l'administration et le fonctionne-

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 57 was referred to the Standing Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Energy and Resources, for a hearing with representatives from Hydro-Québec.

In Room 80:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study of Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language".

And with the unanimous consent of the Assembly, immediately until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Labour, to examine the administration and operation of the

ment de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

Et à la même Salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission des transports, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 46.—Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives;

Projet de loi 47.—Loi sur le transport par taxi.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of the Commission, its board of directors and any organizations the Committee may deem useful to hear for such purpose.

And in the same Room, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Transport, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 46.—An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation;

Bill 47.—An Act respecting transportation by taxi.

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Léonard,—That Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", be now read the second time.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

M. Léonard propose que le projet de loi 45, «Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 45 est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

M. Marcoux propose que le projet de loi 44, «Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984», soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

*0 heure,
le mardi 13 décembre 1983*

La motion est alors adoptée, après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 44 est déferé à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

Mr Léonard moved,—That Bill 45, "An Act to amend legislative provisions concerning municipalities", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, Bill 45 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study.

Mr Marcoux moved,—That Bill 44, "An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84", be now read the second time.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Tuesday, 13 December 1983*

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 44 was referred to the Standing Committee on Revenue, for a clause by clause study.

À une heure seize minutes, sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At 1.16 o'clock a.m., on motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 13 décembre 1983

Tuesday, 13 December 1983

Dix heures

10.00 o'clock a.m.

Moment de recueillement.

Moment of reflection.

Au cours de la période de questions orales des députés, Mme Marois dépose les documents suivants:

During Oral Question Period, Mrs Marois tabled the following documents:

Copie d'une lettre en date du 12 décembre 1983, adressée par M. Pierre-Yves Vachon, sous-ministre adjoint de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, à M. Gaston Lefebvre, membre de la Commission de la fonction publique, concernant le rapport de vérification de la Commission sur le mode particulier de gestion des ressources humaines pratiqué par quelques gestionnaires de la Direction générale de l'aide sociale, accompagnée d'une directive adressée au

Copy of a letter dated 12 December 1983, sent by Mr Pierre-Yves Vachon, Assistant Deputy Minister of Manpower and Income Security, to Mr Gaston Lefebvre, member of the Commission de la fonction publique, concerning the report of an inquiry by the Commission into certain unusual practices in the management of human resources at the Direction générale de l'aide sociale, together with a directive relating to personnel management, addressed to the

personnel d'encadrement du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, relativement à la gestion du personnel.

(Document de la session n° 387)

Manuel du gestionnaire — Ressources humaines, du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, en date du 10 mai 1982.

(Document de la session n° 388)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Léonard proposant que le projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Proulx, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—61.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dubois, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Picotte, Polak, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—37.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 38 est déferé à la Commission permanente des affaires municipales, pour étude article par article.

managerial staff of the Department of Manpower and Income Security.

(Sessional Paper No. 387)

Human resources management manual of the Department of Labour, Manpower and Income Security, dated 10 May 1982.

(Sessional Paper No. 388)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Léonard,—That Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", be now read the second time.

The motion was then adopted on the following division:

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 38 was referred to the Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

À la Salle 81:

La Commission de l'énergie et des ressources, aux fins d'entendre les représentants d'Hydro-Québec.

À la même Salle, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude, article par article, du projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française».

Et du consentement unanime de l'Assemblée, immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 80:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of the Commission, its board of directors and any organizations the Committee may deem useful to hear for such purpose.

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In Room 81:

The Committee on Energy and Resources, for a hearing with representatives from Hydro-Québec.

In the same Room, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study of Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language".

And with the unanimous consent of the Assembly, immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 80:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 38,

projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

La motion est adoptée.

M. Marcoux propose que le projet de loi 54, « Loi modifiant diverses lois fiscales », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 54 est déféré à la Commission permanente du revenu, pour étude article par article.

M. Bédard propose que le projet de loi 50, « Loi modifiant diverses dispositions législatives », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À douze heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée après division des voix.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 50 est déféré à la Commission permanente de la justice, pour étude article par article.

“An Act respecting government funding of municipalities”.

The motion was adopted.

Mr Marcoux moved,—That Bill 54, “An Act to amend various fiscal laws”, be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 54 was referred to the Standing Committee on Revenue, for a clause by clause study.

Mr Bédard moved,—That Bill 50, “An Act to amend various legislative provisions” be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 12.50 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted on division.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 50 was referred to the Standing Committee on Justice, for a clause by clause study.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du projet de loi 35, « Loi sur les musées nationaux ».

M. Richard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi.

M. Richard propose que ledit projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 35 est déferé à la Commission permanente des affaires culturelles, pour étude article par article.

M. Garon propose que le projet de loi 49, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi 49 est déferé à la Commission per-

The Order of the Day being read for the second reading of Bill 35, "Québec Museums Act".

Mr Richard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration.

Mr Richard moved,—That the said Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 35 was referred to the Standing Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study.

Mr Garon moved,—That Bill 49, "An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act", be now read the second time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Bertrand, Bill 49 was referred to the Standing Committee on

manente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étude article par article.

Conformément à l'article 156.1 du règlement, M. Bertrand demande à M. le Président de convoquer une conférence des leaders parlementaires à la Salle 193, afin de conclure une entente sur l'étude, par la Commission permanente des affaires municipales, du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pourboire ».

M. Marcoux propose que le rapport et l'amendement qu'il a proposé audit projet de loi soient pris en considération.

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

Conformément à l'article 156.2 du règlement, M. Bertrand déclare qu'à la conférence des Leaders parlementaires, convoquée par le Président aujourd'hui, aucune entente n'a été conclue quant à la durée de l'étude, après la deuxième lecture, par la Commission permanente des affaires municipales, du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

*O heure,
le mercredi 14 décembre 1983*

Et le débat continue sur la prise en considération du rapport sur le projet de loi 43 et sur l'amendement proposé par M. Marcoux.

Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study.

Mr Bertrand, in accordance with Standing Order 156.1, requested Mr President to convene the House Leaders to a conference in Room 193, for the purpose of arriving at an agreement with regard to the consideration, by the Standing Committee on Municipal Affairs, of Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities".

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Revenue which studied Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", following second reading.

Mr Marcoux moved,—That the report and the proposed amendment to the said Bill be taken into consideration.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

In accordance with Standing Order 156.2, Mr Bertrand announced that the House Leaders convened this day by the President had failed to reach an agreement with regard to the length of time being taken by the Standing Committee on Municipal Affairs to consider Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading.

*Midnight,
Wednesday, 14 December 1983*

And debate continuing on the consideration of the report on Bill 43 and on the amendment proposed by Mr Marcoux.

Conformément à l'article 77 du règlement, M. Lalonde propose que le débat soit ajourné.

Pursuant to Standing Order 77, Mr Lalonde moved that the debate be adjourned.

Et un débat restreint s'élève.

And limited debate arising thereon.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bissonnet, Blank, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dubois, Fortier, Gratton, Houde, Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge, Scowen, Sirros.—31.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Lavigne, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Perron, Rancourt, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—38.

Et le débat continue sur la prise en considération du rapport sur le projet de loi 43, «Loi concernant les travailleurs au pourboire», et sur l'amendement proposé par M. Marcoux.

And debate continuing on the consideration of the report on Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", and on the amendment proposed by Mr Marcoux.

Le débat est terminé.

The debate was concluded.

L'amendement et le rapport sont alors mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

The amendment and the report were then put to the vote, and the entry of names was demanded.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet l'enregistrement des noms sur les votes de l'amendement et du rapport à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the votes on the amendment and on the report until the next sitting, before Business of the Day is called.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Conformément à l'article 77 du règlement, M. Lalonde propose que le débat soit ajourné.

Et un débat restreint s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le débat est ajourné.

À deux heures dix minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

In accordance with Standing Order 77, Mr Lalonde moved,—That the debate be adjourned.

And limited debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The debate was accordingly adjourned.

At 2.10 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 14 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

À l'ouverture de la séance, M. Lalonde soulève une question de règlement et objecte que la motion inscrite en avis au *Feuilleton* par le leader du gouvernement, conformément à l'article 156 du règlement, ne peut être reçue parce que la condition essentielle à sa présentation, savoir: que la commission des affaires municipales a étudié le projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités», pendant une période de temps correspondant à l'importance ou à la longueur du projet de loi, n'est pas remplie; que l'appréciation de cette condition doit appartenir au Président de l'Assemblée et qu'aux termes de l'article 59 du règle-

Wednesday, 14 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

At the commencement of the sitting, Mr Lalonde raised a question of order, objecting that the notice of a motion placed on the *Agenda Paper* by the Government House Leader, pursuant to Standing Order 156, was inadmissible because it did not meet the essential requirement for introducing the motion, namely, that the time allotted to the Committee on Municipal Affairs for the consideration of Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", was not proportionate to the importance and length of the Bill; that it was, moreover, incumbent upon the President of the Assembly to evaluate the requirement, and that under the terms of Stand-

ment, le Président peut ordonner de mettre de côté ou de modifier un avis qu'il juge non conforme au règlement.

M. Bertrand répond que cette appréciation lui est réservée et que le terme fixé dans la motion pour que la commission fasse rapport est suffisant.

M. le Président rend alors la décision suivante:

L'article 156 est du droit nouveau; nulle part il n'indique que le Président doive porter un jugement sur la condition de base d'introduction d'une semblable motion. Le leader du gouvernement adresse une demande au Président en vue de convoquer une conférence des leaders. Le Président convoque les leaders. Il n'a pas à juger du bien-fondé de cette convocation, contrairement à la latitude qui lui est accordée pour juger de la recevabilité de la question préalable. L'article 156 a été ainsi écrit qu'il laisse au leader du gouvernement la responsabilité politique de la décision qu'il prend de présenter une telle motion.

En conséquence, la motion est déclarée recevable.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bertrand, au nom de M. Tardif:

Rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 389)

Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 390)

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 391)

ing Order 59, the Chair could order any notice deemed irregular to be amended or laid aside.

Mr Bertrand replied that it was in his capacity as House Leader to decide on the matter, and that the time allocation moved for the Committee to report to the House, was ample.

Mr President then ruled as follows:

Standing Order 156 is a new rule of procedure which makes no mention of the Chair having to pass judgment on the basic requirement for the introduction of such a motion. The Government House Leader requests the President to convene a conference of House Leaders. The latter proceeds to do so, without passing judgment on the validity of the request, this being in contrast with the scope he is given to rule on the admissibility of the previous question. The wording of Standing Order 156 is such that it leaves the Government House Leader with the political responsibility for his decision to introduce a motion of this nature.

Accordingly, the motion was ruled in order.

The following documents were tabled:

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Tardif:

Annual Report of the Régie des entreprises de construction du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 389)

Annual Report of the Régie du logement, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 390)

Annual Report of the Société d'habitation du Québec, for 1982.

(Sessional Paper No. 391)

Par M. Léonard:

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1981-1982.
(*Document de la session n° 392*)

Mme Juneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 36, «Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 393*)

M. de Bellefeuille, au nom de M. Martel, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 18, «Loi sur la Société immobilière du Québec».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 394*)

M. Dean, au nom de M. Rodrigue, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 46, «Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 395*)

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi».

By Mr Léonard:

Annual Report of the Department of Municipal Affairs, for 1981-82.
(*Sessional Paper No. 392*)

Mrs Juneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Paper No. 393*)

Mr de Bellefeuille, on behalf of Mr Martel, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Public Works and Supply which considered Bill 18, "An Act respecting the Société immobilière du Québec", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Paper No. 394*)

Mr Dean, on behalf of Mr Rodrigue, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Paper No. 395*)

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Transport which considered Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 396)

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 396)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur les votes de l'amendement proposé par M. Marcoux au projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pourboire », ainsi que du rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié ce projet de loi après la deuxième lecture.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendment proposed by Mr Marcoux to Bill 43, "An Act respecting workers who derive income from gratuities", and on the report of the Standing Committee on Revenue which studied the Bill after second reading.

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit:

The amendment was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrete, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—63.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Daphin, Dubois, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Anjou), Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—40.

Le rapport amendé est alors adopté, les voix se divisant comme suit:

The report was then adopted, as amended, on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrete, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léger, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—63.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Bourbeau, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dubois, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailoux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt, Vallières.—40.

Le projet de loi 43 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à treize heures, au Salon Rouge, et à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures, à la Salle 80:

La Commission du travail, pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

Immédiatement jusqu'à treize heures, à la Salle 80, et à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, à la Salle 90:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 44.—Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984;

Projet de loi 52.—Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables;

Projet de loi 54.—Loi modifiant diverses lois fiscales.

Bill 43 was ordered for third reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 1.00 o'clock p.m., in the Red Chamber, and from 3.00 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m., in Room 80:

The Committee on Labour, to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of the Commission, its board of directors and any organizations the Committee may deem useful to hear for such purpose.

Immediately until 1.00 o'clock p.m., in Room 80, and from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, in Room 90:

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 44.—An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84;

Bill 52.—An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers;

Bill 54.—An Act to amend various fiscal laws.

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

À compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 90:

La Commission des affaires culturelles, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 3.—Loi sur les archives (*Réimpression*);

Projet de loi 35.—Loi sur les musées nationaux.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities".

From 3.00 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 90:

The Committee on Cultural Affairs, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 3.—Archives Act (*Reprint*);

Bill 35.—Québec Museums Act.

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Payne, Peron, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vaillancourt, Vallières.—98.

CONTRE—NAYS:—0.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the

permanente du loisir, de la chasse et de la pêche qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 9, «Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune».

M. Chevrette propose que le rapport et l'amendement qu'il a proposé audit projet de loi soient pris en considération.

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

L'amendement est adopté.

Le rapport amendé est alors adopté.

Le projet de loi 9 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Standing Committee on Recreation, Fish and Game which studied Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife", following second reading.

Mr Chevrette moved,—That the report and the proposed amendment to the said Bill be taken into consideration.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The amendment was adopted.

The report was then adopted, as amended.

Bill 9 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it has raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue).

M. Johnson (Anjou) propose que le projet de loi 55, « Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption », soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Boucher, au nom de M. Bertrand, le projet de loi 55 est déféré à la Commission permanente des affaires sociales, pour étude article par article.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue).

Mr Johnson (Anjou) moved, — That Bill 55, "An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption", be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr Boucher, on behalf of Mr Bertrand, Bill 55 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for a clause by clause study.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau, — That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a

énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Laplante.

À vingt-trois heures cinquante-sept minutes, sur la motion de M. Laplante, au nom de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-third of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

The debate was adjourned on motion of Mr Laplante.

At 11.57 o'clock p.m., on motion of Mr Laplante, on behalf of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le jeudi 15 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 061, en date du 8 décembre 1983, concernant le règlement sur les réceptions d'État, les réceptions, les activités d'accueil et les réunions tenues dans l'accomplissement des tâches des membres et du personnel de l'Assemblée nationale;

Thursday, 15 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 061, dated 8 December 1983, concerning state receptions, receptions, welcoming activities and meetings held in connection with the duties of the Members and staff of the National Assembly;

• Décision 062, en date du 8 décembre 1983, concernant la prolongation du contrat de location du système de photocomposition pour le Service de l'imprimerie à l'Assemblée nationale;

• Décision 063, en date du 8 décembre 1983, concernant des dépenses imprévues lors d'une mission officielle de députés à la 29^e conférence de l'A.P.C. au Kenya, du 24 octobre au 6 novembre 1983.

(Document de la session n° 397)

Par M. Fréchette:

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 398)

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 399)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période de questions orales des députés, M. Payne dépose un document concernant la politique d'achat pratiquée par les services postaux des États-Unis.

(Document de la session n° 400)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission du travail, pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette

• Decision 062, dated 8 December 1983, concerning the extension of a contract to lease a photocomposition system for the Printing Services at the National Assembly;

• Decision 063, dated 8 December 1983, concerning unforeseen expenses of the official Members' delegation to the 29th Conference of the C.P.A., held in Kenya from 24 October to 6 November 1983.

(Sessional Paper No. 397)

By Mr Fréchette:

Annual Report of the Department of Labour, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 398)

Annual Report of the Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 399)

With the unanimous consent of the Assembly, during Oral Question Period, Mr Payne tabled a document concerning the purchasing policy of the U.S. Postal Service.

(Sessional Paper No. 400)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Labour, to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of

fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

Immédiatement jusqu'à treize heures:

À la Salle 80:

La Commission des affaires sociales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 55, « Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption ».

À la même Salle, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude, article par article, du projet de loi 57, « Loi modifiant la Charte de la langue française ».

À compter de dix-huit heures jusqu'à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en

the Commission, its board of directors and any organizations the Committee may deem useful to hear for such purpose.

In Room 81:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities".

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

In Room 80:

The Committee on Social Affairs, for a clause by clause study of Bill 55, "An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption".

In the same Room, from 3.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study of Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language".

From 6.00 o'clock until 8.00 o'clock p.m.:

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 24, Mr Levesque (Bonaventure) moved:

That this Assembly firmly condemns the P.Q. Government who, in persisting

persistant à promouvoir l'option indépendantiste, témoigne de son mépris à l'endroit de la volonté de la grande majorité de la population et nuit à la reprise de l'économie ainsi qu'à la création d'emplois permanents.

Le débat est suspendu.

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une conférence qu'il a tenue avec les leaders parlementaires, le temps de parole sur la motion en discussion se répartira comme suit: cinquante minutes au Parti libéral, cinquante minutes au Parti québécois et un droit de réplique de vingt minutes au proposeur de la motion.

Et le débat continue sur la motion de censure de M. Levesque (Bonaventure).

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

À douze heures cinquante-huit minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi».

Le rapport est adopté.

to promote the independence option, are showing disregard for the will of the great majority of the people and hindering economic recovery and permanent job creation.

The debate was suspended.

Mr President informed the Assembly that at the conference he had convened with the House Leaders, debate time for the motion under discussion was allocated as follows: fifty minutes to the Liberal Party, fifty minutes to the Parti Québécois and twenty minutes to the mover of the motion to exercise his right of reply.

And debate continuing on the motion of no-confidence by Mr Levesque (Bonaventure).

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

At 12.58 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Transport which studied Bill 47, "An Act respecting transportation by taxi", following second reading.

The report was adopted.

Le projet de loi 47 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des transports qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 46, « Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives ».

M. Ciaccia propose que le rapport et les amendements qu'il a proposés aux articles 7, 20 et 71 dudit projet de loi soient pris en considération.

Et un débat s'élève.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ciaccia retire les amendements qu'il a proposés aux articles 7 et 20.

L'amendement proposé par M. Ciaccia à l'article 71 est rejeté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Clair propose des amendements aux articles 7 et 20 dudit projet de loi.

Ces amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

M. Chevette propose que le projet de loi 9, « Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente

Bill 47 was ordered for third reading at the next sitting.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Transport which studied Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", following second reading.

Mr Ciaccia moved,—That the report and the proposed amendments to clauses 7, 20 and 71 of the said Bill be taken into consideration.

And debate arising thereon.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Ciaccia withdrew the amendments he had proposed to clauses 7 and 20.

The amendment proposed by Mr Ciaccia to clause 71 was rejected.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Clair proposed amendments to clauses 7 and 20 of the said Bill.

The amendments were adopted.

The report was adopted, as amended.

Mr Chevette moved,—That Bill 9, "An Act respecting the conservation and development of wildlife", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on

des travaux publics et de l'approvisionnement qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 18, « Loi sur la Société immobilière du Québec ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 36, « Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

M. Marcoux propose que le projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

Public Works and Supply which studied Bill 18, "An Act respecting the Société immobilière du Québec", following second reading.

The report was adopted.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Justice which studied Bill 36, "An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death", following second reading.

The report was adopted.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

Mr Marcoux moved,—That Bill 43, "An Act respecting restaurant and hotel workers who derive income from gratuities", be now read the third time.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

And debate continuing.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on this motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

M. Bertrand propose:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des affaires municipales sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983, la commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le jeudi 15 décembre 1983.

Et un débat s'élève.

*0 heure,
le vendredi 16 décembre 1983*

Conformément à l'article 77 du règlement, M. Gratton propose que le débat soit ajourné.

Et un débat restreint s'élève.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bacon, Blank, Caron, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge, Sirros.—29.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Rochefort, Tardif, Tremblay, Vaugois.—56.

Et le débat continue sur la motion de M. Bertrand proposant:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission

Mr Bertrand moved:

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Municipal Affairs to which stands referred Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Friday, 16 December 1983, the Committee having to complete its work by midnight on Thursday, 15 December 1983.

And debate arising thereon.

*Midnight,
Friday, 16 December 1983*

In accordance with Standing Order 77, Mr Gratton moved that the debate be adjourned.

And limited debate arising thereon.

The motion was rejected on the following division:

And debate continuing on the motion by Mr Bertrand:

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing

permanente des affaires municipales sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983, la commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le jeudi 15 décembre 1983.

Au cours de son intervention sur la motion en discussion, M. Pagé propose que la présente séance de l'Assemblée soit tenue à huis clos.

Le leader du gouvernement soulève une question de règlement et allègue qu'il n'y a aucune raison justifiant une telle mesure et qu'en vertu de l'article 65 du règlement, le Président peut refuser que l'on délibère d'une motion si celle-ci lui paraît irrégulière par les buts qu'elle veut atteindre.

Le leader adjoint de l'Opposition soumet qu'étant donné la qualité des discussions en cours et le peu d'intérêt que manifestent les députés, le huis clos devrait être décidé afin que la population ne puisse en être témoin.

Après avoir pris la question en délibéré, M. le Président rend la décision suivante:

Il déclare qu'il a un doute sérieux sur le moment de la présentation d'une telle motion. De mémoire d'homme, jamais une telle motion ne fut proposée à cette Assemblée. Il n'y a donc aucun précédent pour nous guider.

Le caractère très exceptionnel de cette procédure implique qu'on ne doit y avoir recours que pour des motifs sérieux tels l'atteinte à la sécurité de l'État, autrement, cette procédure pourrait donner

Committee on Municipal Affairs to which stands referred Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Friday, 16 December 1983, the Committee having to complete its work by midnight on Thursday, 15 December 1983.

In the course of his speech on the motion under discussion, Mr Pagé moved for the House to go into secret session.

The Government House Leader raised a question of order, claiming that there was no justification for such a measure, and that under Standing Order 65, the President could refuse to have the motion debated if it appeared to him that it was out of order in its object.

The Deputy Opposition House Leader submitted that, given the quality of the debate and the lack of interest on the part of the Members, the House should go into secret session in order that the public may not witness the proceedings.

After having taken the matter under advisement, Mr President ruled as follows:

There was on his part serious doubt as to the opportune moment for presenting such a motion. There was no known record of a motion of this nature ever having been presented in the Assembly. Not a single precedent existed as a guide in this area.

The highly exceptional nature of such procedure implied that it should be resorted to only for serious motives such as state security, otherwise it could result in misuse. The procedure could be

lieu à des abus. La majorité pourrait alors l'utiliser pour empêcher les députés de l'Opposition de jouir des moyens d'information dont dispose l'Assemblée, ce dont l'Opposition pourrait se plaindre à bon droit.

Le Président ajoute que les raisons invoquées au soutien de la motion ne la justifie pas, et la déclare irrecevable.

Et le débat continue sur la motion de M. Bertrand proposant:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des affaires municipales sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983, la commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le jeudi 15 décembre 1983.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Picotte, le débat est ajourné.

À neuf heures cinquante-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

adopted by the majority to prevent the Opposition from using the informational means afforded by the Assembly; this the Opposition could protest with good reason.

The President added that the motion was not justified by the reasons invoked in support thereof and, accordingly, ruled it out of order.

And debate continuing on the motion by Mr Bertrand:

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Municipal Affairs to which stands referred Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Friday, 16 December 1983, the Committee having to complete its work by midnight on Thursday, 15 December 1983.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Picotte, the debate was adjourned.

At 9.55 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le vendredi 16 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président informe l'Assemblée que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçu du Directeur général des élections l'avis suivant:

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES
ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 12 décembre 1983

Monsieur René Blondin
Secrétaire général
Assemblée nationale
Bureau 191
Hôtel du Parlement
Québec

Friday, 16 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

Mr President informed the Assembly that the Secretary General of the National Assembly had received from the Director General of Elections the following communication:

THE DIRECTOR GENERAL OF
ELECTIONS OF QUÉBEC

Québec, 12 December 1983

Mr René Blondin
Secretary General
National Assembly
Room 191
National Assembly Building
Québec

OBJET: Élection partielles du 5 décembre 1983, Jonquière et Mégantic-Compton

Re: By-elections of 5 December 1983
Jonquière and Mégantic-Compton

Monsieur le Secrétaire général,

Sir,

Conformément à l'article 134 de la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.1), je vous transmets une liste des candidates proclamées élues à la suite des élections partielles du 5 décembre 1983, tenues en vertu d'un décret du gouvernement émis le 19 octobre 1983.

Pursuant, to section 134 of the Election Act (R.S.Q., c. E-3.1), I do hereby transmit to you a list of the candidates declared elected in the by-elections of 5 December 1983, held in accordance with an Order in Council of 19 October 1983.

L'avis de proclamation d'élection est publié dans l'édition de la *Gazette officielle du Québec* en date du 13 décembre 1983.

The notice of the declaration of election is published in the *Gazette officielle du Québec* of 13 December 1983.

Permettez-moi de vous souligner que le deuxième alinéa de l'article 134 se lit comme suit:

It should be noted that the second paragraph of section 134 reads as follows:

« À compter de la publication de cet avis, le député est membre de l'Assemblée nationale ».

"From the publication of that notice, an elected candidate is a member of the Assemblée nationale".

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire général, l'expression de ma haute considération.

Yours very truly,

Le Directeur général des élections,
(Signé) PIERRE-F. CÔTÉ, C.R.

(Signed) PIERRE-F. CÔTÉ, Q.C.
Director General of Elections

Liste annexée des candidates proclamées élues lors des élections partielles du 5 décembre 1983:

Enclosed list of candidates declared elected in the by-elections of 5 December 1983:

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES	CANDIDATES ÉLUES	APPARTENANCE POLITIQUE
ELECTORAL DIVISIONS	CANDIDATES ELECTED	POLITICAL AFFILIATION
JONQUIÈRE	Mme/Mrs Aline Saint-Amand	Parti libéral du Québec <i>Liberal Party of Québec</i>
MÉGANTIC-COMPTON	Mme/Mrs Madeleine Bélanger	Parti libéral du Québec <i>Liberal Party of Québec</i>

(Document de la session n° 401)

(Sessional Paper No. 401)

M. le Président dépose le document suivant:

Exemplaire de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 13 décembre 1983, contenant la proclamation d'élection suite aux élections partielles du 5 décembre 1983.

(Document de la session n° 402)

Mme Aline Saint-Amand, députée de la circonscription électorale de Jonquière, et Mme Madeleine Bélanger, députée de la circonscription électorale de Mégantic-Compton, sont, l'une après l'autre, présentées par M. Levesque (Bonaventure) et prennent séance.

M. le Président, le chef de l'Opposition et le Premier ministre félicitent les nouvelles députées et leur souhaitent la bienvenue en cette Assemblée, après quoi les deux députées font chacune une courte allocution.

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'énergie et des ressources qui a siégé les 12 et 13 décembre 1983, aux fins d'étudier la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1984.

(Document de la session n° 403)

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de Commission permanente du revenu, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 52, «Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 404)

M. Rochefort, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étu-

Mr President tabled the following document:

Copy of the *Gazette officielle du Québec*, dated 13 December 1983, containing the declaration of election following the by-elections of 5 December 1983.

(Sessional Paper No. 402)

Mrs Aline Saint-Amand, Member for the Electoral Division of Jonquière, and Mrs Madeleine Bélanger, Member for the Electoral Division of Mégantic-Compton, having been severally introduced by Mr Levesque (Bonaventure), took their seats in the Assembly.

Mr President, the Leader of the Opposition and the Prime Minister congratulated the two new Members and welcomed them to the Assembly, following which the new Members each briefly addressed the House.

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Energy and Resources which sat on 12 and 13 December 1983, for the purpose of considering the Hydro-Québec proposal for 1984 rates.

(Sessional Paper No. 403)

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 52, "An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 404)

Mr Rochefort, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Social Affairs which considered

dié, après la deuxième lecture, le projet de loi 55, « Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption ».

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document de la session n° 405)

M. Charbonneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé les 7, 8 et 9 décembre, aux fins d'étudier les nouvelles propositions relatives au régime pédagogique de l'enseignement collégial.

(Document de la session n° 406)

M. le Président dépose le diagramme de l'Assemblée nationale, 4^e session, 32^e Législature, en date du 16 décembre 1983.

(Document de la session n° 407)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion privilégiée de M. Levesque (Bonaventure) proposant, en vertu de l'article 24 du règlement:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste qui, en persistant à promouvoir l'option indépendantiste, témoigne de son mépris à l'endroit de la volonté de la grande majorité de la population et nuit à la reprise de l'économie ainsi qu'à la création d'emplois permanents.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bissonnet, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailoux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rochelleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—40.

Bill 55, "An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption", following second reading.

The Bill was reported without amendment.

(Sessional Paper No. 405)

Mr Charbonneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Education which sat on 7, 8 and 9 December, for the purpose of considering the new proposals relative to the policy for college education.

(Sessional Paper No. 406)

Mr President tabled the Seating Plan of the National Assembly, 4th Session, 32nd Legislature, dated 16 December 1983.

(Sessional Paper No. 407)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the privileged motion by Mr Levesque (Bonaventure), pursuant to Standing Order 24:

That this Assembly firmly condemns the P.Q. Government who, in persisting to promote the independence option, are showing disregard for the will of the great majority of the people and hindering economic recovery and permanent job creation.

The motion was rejected on the following division:

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—61.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Marcoux proposant que le projet de loi 43, « Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie », soit lu la troisième fois.

La motion est alors adoptée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr Marcoux,—That Bill 43, "An Act respecting restaurant and hotel workers who derive income from gratuities", be read the third time.

The motion was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paré, Parizeau, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bacon, Bélanger, Bisaillon, Bissonnet, Blank, Caron, Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, Pagé, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Vaillancourt.—41.

En conséquence, le projet de loi 43 est lu la troisième fois.

Bill 43 was accordingly read the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immédiatement jusqu'à treize heures:

Immediately until 1.00 o'clock p.m.:

Au Salon Rouge:

La Commission de la fonction publique, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

Au même Salon, à compter de quinze heures jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de dix-huit heures à vingt heures:

La Commission du travail, pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission jugera utile d'entendre.

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 80:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 48.—Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 49.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 45.—Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités;

In the Red Chamber:

The Committee on the Civil Service, for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

In the same Room, from 3.00 o'clock in the afternoon until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

The Committee on Labour, to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of the Commission, its board of directors and any organizations the committee may deem useful to hear for such purpose.

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 80:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 48.—An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation;

Bill 49.—An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act.

In Room 81:

The Standing Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 45.—An Act to amend legislative provisions concerning municipalities;

Projet de loi 53.—Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 24 du règlement, M. Pagé propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement qui, par son refus d'abolir ou à tout le moins de modifier substantiellement le règlement de placement dans l'industrie de la construction, empêche systématiquement des milliers d'ouvriers et de jeunes diplômés de travailler dans le domaine de la construction, les condamnant ainsi au chômage ou à l'aide sociale.

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite de la conférence qu'il a tenue avec les leaders parlementaires, le temps alloué pour un débat restreint sur la motion privilégiée de M. Pagé, en vertu de l'article 24 du règlement, est réparti comme suit: un droit de parole de vingt-cinq minutes à chacun des représentants du gouvernement et de l'Opposition officielle et un droit de réplique de dix minutes au proposeur de la motion.

Et le débat continue sur la motion de censure de M. Pagé.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et à la demande de M. Bertrand, M. le Président remet à mardi, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement

Bill 53.—An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi.

The motion was adopted.

Pursuant to Standing Order 24, Mr Pagé moved:

That this Assembly condemns the Government who, by refusing to revoke or at least substantially amend the regulation respecting placements in the construction industry, is systematically barring thousands of workers and young graduates from construction jobs, thereby forcing them into welfare and unemployment.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

Mr President informed the Assembly that at the conference he had convened with the House Leaders, the allocation of time for a limited debate on the privileged motion proposed by Mr Pagé under Standing Order 24, was as follows: a right to speak for twenty-five minutes each to the representative of the Government and that of the Official Opposition, and a right of reply of ten minutes to the mover of the motion.

And debate continuing on the motion of no-confidence by Mr Pagé.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

With the unanimous consent of the Assembly and at the request of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion of no-

des noms sur le vote de cette motion de censure.

Avant la suspension des travaux, M. Gratton s'adressant au Président demande quel sort sera donné à la motion présentée par le leader du gouvernement puisque la discussion ne pourra plus se faire étant donné qu'un élément essentiel, savoir: l'heure fixée pour le dépôt du rapport de la Commission permanente des affaires municipales sur le projet de loi 38 sera dépassée à la reprise des travaux.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Bertrand donne avis que suivant une entente intervenue entre les membres de la Commission permanente de la fonction publique, cette commission siégera au Salon Rouge, ce soir, à compter de dix-huit heures jusqu'à vingt heures, pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

Avant de reprendre le débat sur la motion de M. Bertrand, en vertu de l'article 156 du règlement, M. Gratton, parlant sur la question qu'il avait soumise au Président avant la suspension des travaux, rappelle une décision du 16 décembre 1981 aux termes de laquelle on statuait que l'effet de la motion présentée en vertu de l'article 156 pouvait être rétroactif en ce qui a trait au terme des travaux d'une commission; en effet, la commission de toute façon ne pourrait plus être convoquée. Il n'en serait pas de même sur l'obligation de faire rapport à l'Assemblée pour laquelle la rétroactivité ne peut pas jouer.

confidence until Tuesday, before Business of the Day is called.

Before the suspension of proceedings, Mr Gratton addressed the President to inquire about the fate of the motion presented by the Government House Leader, since debate thereon could not continue at the resumption of proceedings, given the essential fact that the time appointed for the Standing Committee on Municipal Affairs to report Bill 38 would by then have expired.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

Mr Bertrand gave notice that by concurrence of its members, the Standing Committee on the Civil Service will sit in the Red Chamber this evening, from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock p.m., for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

Before resuming debate on the motion proposed by Mr Bertrand under Standing Order 156, Mr Gratton, speaking to the question he had submitted to the President prior to the suspension of proceedings, referred to a ruling of 16 December 1981 whereby the effect of a motion presented under Standing Order 156 could be retroactive in regard to the time limit appointed for a Committee to conclude its work; in any case, the Committee could no longer be convened. This retroactivity could not be extended to the obligation to report to the Assembly, where it did not apply.

La motion demande que le rapport soit déposé avant 13 heures; il est 15 heures. On veut ordonner de faire ce qui ne peut plus être fait. Cette partie de la motion devenant irrégulière, toute la motion devient irrégulière (article 157 de l'ancien règlement).

M. Blank, citant Beauchesne, 4^e édition, page 167, fait une analogie avec la motion présentement en discussion qui devrait être déclarée nulle parce qu'elle est « négative ».

M. Bertrand soutient que sa motion est régulière même si les termes qu'elle contient pour indiquer la fin des travaux de la commission et pour faire rapport sont échus.

Le but que recherche le gouvernement par cette motion est d'accélérer les travaux d'étude du projet de loi 38. Il était possible de le faire en utilisant l'article 84. L'article 156 du règlement a été préféré à ce dernier. Ce que l'article 156 permet c'est d'établir que la commission a étudié un projet de loi pendant une période de temps correspondant à son importance. Une fois la motion adoptée, le mandat de la commission est terminé et, suivant l'article 161, elle doit faire rapport. Ensuite, tel que l'indiquait l'article 131 de l'ancien règlement, le rapport peut être déposé au moment où l'Assemblée n'est saisie d'aucune affaire.

Après avoir pris la question en délibéré, M. le Président rend la décision suivante:

Tout le problème repose sur l'interprétation qu'il faut donner aux mots « avant 13 heures le 16 décembre 1983 ». Ce terme étant dépassé, est-ce que c'est suffisant pour rendre la motion caduque? La substance que contient le deuxième élément de la motion est à l'effet que la commission ayant terminé ses travaux, elle doit faire rapport; on y ajoute une heure et une date d'échéance. L'essentiel est-

The motion called for the report to be tabled by 1.00 o'clock p.m.; it was then 3.00 o'clock p.m. That which could no longer be done was being ordered to be done. This part of the motion having become irregular, it rendered the whole motion irregular (Former S.O. 157).

Mr Blank cited Beauchesne (4th ed., p. 167) in drawing an analogy with the motion under discussion which should be declared a lapsed motion because it was made in the negative form.

Mr Bertrand maintained that the motion was regular, even though the time limits it appointed for the Committee to conclude its work and present its report had expired.

By this motion the Government sought to expedite committee proceedings on Bill 38. Although it could have used Standing Order 84 to this end, it preferred to avail itself of Standing Order 156. Under Standing Order 156 it is possible to ascertain that the Bill has been considered for a time proportionate to its importance. Once the motion has been adopted, the Committee must report its Order of Reference, pursuant to Standing Order 161. The report may then be tabled when other business is not before the House, as stated in former Standing Order 131.

After having taken the matter under advisement, Mr President ruled as follows:

The entire problem rests on the interpretation that should be given to the words "before 1.00 o'clock p.m., 16 December 1983". Is the fact of the appointed time having expired sufficient to nullify the motion? The substance of the second element of the motion is to the effect that the Committee, having completed its work, must present its report; the time and expiry date are

il de faire rapport ou de fixer l'heure et la date pour faire rapport?

Il est évident que l'essentiel, c'est que la commission fasse rapport, et même si l'accessoire, la date et l'heure, est caduque, il ne serait pas approprié que pour cette raison on annule l'essentiel.

En conséquence, même si une partie de la motion est nulle quant à son effet, la motion est régulière et la discussion peut continuer.

L'Assemblée reprend alors le débat sur la motion de M. Bertrand proposant:

Que, conformément à l'article 156 du règlement, le rapport de la Commission permanente des affaires municipales sur l'étude après la deuxième lecture du projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit déposé à l'Assemblée nationale avant 13 heures le vendredi 16 décembre 1983, la commission devant mettre fin à ses travaux au plus tard à minuit le jeudi 15 décembre 1983.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Paquette, Paré, Parizeau, Proulx, Richard, Rochefort, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—50.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lachance, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le pro-

added. What is more important — to present a report, or to appoint a time and date for the presentation?

It is clear that what is important is for the Committee to present its report. Even though what is incidental (the time and date) has lapsed, it would be inappropriate to disallow, for this reason alone, that which is essential.

Accordingly, even though part of the motion has lapsed in terms of its effect, the motion as a whole is regular, and the debate may continue thereon.

The Assembly then resumed debate on the motion by Mr Bertrand:

That, in accordance with Standing Order 156, the report of the Standing Committee on Municipal Affairs to which stands referred Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading, be tabled in the National Assembly before 1.00 o'clock p.m., Friday, 16 December 1983, the Committee having to complete its work by midnight on Thursday, 15 December 1983.

The motion was adopted on the following vote:

Mr Lachance, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 38, "An Act respecting

jet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

Le projet de loi n'a pas été adopté.
(*Document de la session n° 408*)

M. Bertrand donne avis que les commissions permanentes qui siégeront ce soir termineront leurs travaux à vingt-deux heures au lieu de vingt-quatre heures.

À dix-neuf heures vingt minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à lundi dix heures.

government funding of municipalities", following second reading.

The Bill was not adopted.
(*Sessional Paper No. 408*)

Mr Bertrand gave notice that the Standing Committees sitting this evening shall conclude their work at 10.00 o'clock instead of 12.00 o'clock midnight.

At 7.20 o'clock p.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until Monday at 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le lundi 19 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport du Directeur général des élections du Québec des résultats officiels du scrutin tenu le 5 décembre 1983 sur les élections partielles de Jonquière et de Mégantic-Compton.

(Document de la session n° 409)

Par M. Parizeau:

Comptes publics du gouvernement du Québec (Volumes 1 et 2), pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 410)

Monday, 19 December 1983

Ten o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr President:

Report of the Director General of Elections of Québec, on the official results of the by-elections held on 5 December 1983 in the Electoral Divisions of Jonquière and Mégantic-Compton.

(Sessional Paper No. 409)

By Mr Parizeau:

Public Accounts of the Government of Québec (Volumes 1 and 2), for 1982-83.

(Sessional Paper No. 410)

États financiers du Québec, pour l'année financière terminée le 31 mars 1983.
(*Document de la session n° 411*)

Financial Statements of Québec, for the fiscal year ended 31 March 1983.
(*Sessional Paper No. 411*)

Rapport annuel du Vérificateur général, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 412*)

Annual Report of the Auditor General, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 412*)

Par M. Bertrand, au nom de M. Laurin:
Rapport annuel de l'Université du Québec, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 413*)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Laurin:
Annual Report of the Université du Québec, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 413*)

Par M. Ouellette:
Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 414*)

By Mr Ouellette:
Annual Report of the Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 414*)

Par M. Bertrand, au nom de M. Garon:
Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 415*)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Garon:
Annual Report of the Department of Agriculture, Fisheries and Food, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 415*)

M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 53, «Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi».

Mr Desbiens, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 53, "An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(*Document de la session n° 416*)

The Bill was reported with amendments.
(*Sessional Paper No. 416*)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période de questions orales des députés, M. Picotte dépose le document suivant:

With the unanimous consent of the Assembly, during Oral Question Period Mr Picotte tabled the following document:

Rapport de vérification sur la gestion du personnel faite à la Direction générale de l'aide sociale relevant du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Report of an inquiry into personnel management at the Social Aid Division of the Department of Manpower and Income Security.

(*Document de la session n° 417*)

(*Sessional Paper No. 417*)

M. le Président dépose les documents suivants:

Décision sur la motion visant à faire siéger l'Assemblée à huis clos.

(Document de la session n° 418)

Décision sur la motion du leader du gouvernement en vertu de l'article 156 du règlement, concernant le dépôt du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié le projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

(Document de la session n° 419)

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à dix-huit heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude, article par article, du projet de loi 57, « Loi modifiant la Charte de la langue française ».

Au même Salon, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 48.—Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 49.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Mr President tabled the following documents:

Ruling on a motion for the Assembly to go into secret session.

(Sessional Paper No. 418)

Ruling on a motion by the Government House Leader pursuant to Standing Order 156, concerning the tabling of the report by the Standing Committee on Municipal Affairs on Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities".

(Sessional Paper No. 419)

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 6.00 o'clock p.m., with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon:

In the Red Chamber:

The Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study of Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language".

In the same Room, from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 48.—An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation;

Bill 49.—An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act.

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

À la Salle 81:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude, article par article, du projet de loi 45, «Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités».

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In Room 81:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 45, "An Act to amend legislative provisions concerning municipalities".

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Blais, Blouin, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dussault, Fallu, Fortier, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lafrenière, Lalonde, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, LeBlanc, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marois, Marx, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paradis, Paré, Payne, Picotte, Polak, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif.—85.

CONTRE—NAYS:—0.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand dépose le document suivant:

Conditions d'emploi de M. Yves Michaud comme président de la Société du Palais des congrès de Montréal.

(Document de la session n° 420)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 52, «Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables».

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand tabled the following document:

Terms of employment of Mr Yves Michaud as President of the Société du Palais des congrès de Montréal.

(Sessional Paper No. 420)

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Revenue which studied Bill 52, "An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers", following second reading.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

The Bill was ordered for third reading at the next sitting.

M. Clair propose que le projet de loi 47, «Loi sur le transport par taxi», soit lu la troisième fois.

Mr Clair moved,—That Bill 47, “An Act respecting transportation by taxi”, be now read the third time.

Et un débat s’élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi 47 est lu la troisième fois.

Bill 47 was accordingly read the third time.

L’ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires sociales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 55, «Loi modifiant le Code civil et d’autres dispositions législatives concernant l’adoption».

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Social Affairs which studied Bill 55, “An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption”, following second reading.

M. Bertrand, au nom de M. Johnson (Anjou), propose que le rapport et les amendements qu’il a proposés audit projet de loi soient pris en considération.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Johnson (Anjou), moved that the report and the amendments he proposed to the said Bill be given consideration.

Et un débat s’élève.

And debate arising thereon.

Les amendements sont adoptés.

The amendments were adopted.

Le rapport amendé est alors adopté.

The report was then adopted, as amended.

Le projet de loi 55 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Bill 55 was ordered for third reading at the next sitting.

M. Bédard propose que le projet de loi 36, «Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès», soit lu la troisième fois.

Mr Bédard moved,—That Bill 36, “An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death”, be read the third time.

Et un débat s’élève.

And debate arising thereon.

La motion est alors adoptée.

The motion was then adopted.

En conséquence, le projet de loi 36 est lu la troisième fois.

M. Clair propose que le projet de loi 46, « Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Ciaccia.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 2), pour l'année financière 1983-1984.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bertrand propose que, ce soir, au Salon Rouge, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, à la place de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, la Commission permanente des affaires culturelles siège pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 3.—Loi sur les archives (*Réimpression*);

Projet de loi 35.—Loi sur les musées nationaux.

La motion est adoptée.

Bill 36 was accordingly read the third time.

Mr Clair moved,—That Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", be read the third time.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr Ciaccia.

At 1.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

On motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2), for the fiscal year 1983-84.

Progress was reported and leave granted to the Committee to sit again at the present sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on Cultural Affairs do sit in place of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food, this evening in the Red Chamber, from 8.00 o'clock until 12.00 o'clock midnight, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 3.—Archives Act (*Reprint*);

Bill 35.—Québec Museums Act.

The motion was adopted.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

À la reprise des travaux M. Bertrand adresse au Président une demande afin que ce dernier statue sur la règle qui doit s'appliquer au cours du débat sur le complément du budget dont le ministre des Finances a bien voulu saisir l'Assemblée.

Il s'agit de connaître, entre autres choses, la durée du débat déjà annoncé. Sur cette question, M. Lalonde indique qu'il y a deux ans, la même situation s'est présentée, que le gouvernement a voulu présenter un nouveau budget et que c'est la règle générale traitant du débat sur le discours du budget qui s'applique.

Après cette argumentation, M. le Président prend la question en délibéré.

L'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaire (n° 2) pour l'année financière 1983-1984.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

M. le Président donne la directive suivante, après avoir pris en délibéré une question que lui avait adressée le leader du gouvernement au sujet de la durée du débat sur un budget supplémentaire:

Aucune disposition particulière du règlement ne s'applique à un discours sur un complément de budget. La règle actuelle de l'article 127 du règlement est celle qui régit tout discours du budget.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

At the resumption of proceedings, Mr Bertrand addressed the President for a ruling on what should govern the debate on the Supplementary Budget presented to the Assembly by the Minister of Finance.

It concerned, among other things, being apprised of the duration of the debate already announced. In that regard, Mr Lalonde mentioned that the same situation had arisen two years previously when a new budget had been brought down by the Government, and that the general rule governing the main Budget Speech was made to apply.

Following this argumentation, Mr President took the matter under advisement.

The Assembly again resolved itself into Committee of the Whole for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year 1983-84.

The Committee reported progress and was granted leave to sit again at the next sitting.

Mr President gave the following instruction, after having taken under advisement a question put to him by the Government House Leader in regard to the duration of the debate on the Supplementary Budget:

There is no specific provision in the Standing Orders which applies to the supplement to a budget. All Budget Speech debates are at present governed by Standing Order 127.

En conséquence, la durée du débat est établie à vingt-cinq heures.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités ».

M. Léonard propose que le rapport soit pris en considération.

Et un débat s'élève.

M. Lévesque (Kamouraska-Témiscouata) propose que le débat soit ajourné.

Et un débat s'élève.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS: Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Caron, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Fortier, Gratton, Hains, Houde, Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, Paradis, Picotte, Rivest, Rocheleau, Saintonge.—27.

CONTRE—NAYS: Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Marcoux, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—57.

Et le débat continue sur la motion de M. Léonard proposant que le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 38, « Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités », soit pris en considération.

Accordingly, the time appointed for the debate is twenty-five hours.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading.

Mr Léonard moved,—That the report be given consideration.

And debate arising thereon.

Mr Lévesque (Kamouraska-Témiscouata) moved,—That the debate be adjourned.

And debate arising thereon.

The motion was then rejected on the following division:

And debate continuing on the motion by Mr Léonard,—That consideration be given to the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities", following second reading.

*0 heure,
le mardi 20 décembre 1983*

*Midnight,
Tuesday, 20 December 1983*

Conformément à l'article 83 du règlement, M. Lalonde propose que la motion en délibération soit immédiatement mise aux voix.

Pursuant to Standing Order 83, Mr Lalonde moved,—That the motion under discussion be immediately put to the vote.

Le leader du gouvernement soulève une question de règlement et demande si le vote sur le rapport pourra être considéré comme ayant été pris au cours de la présente séance s'il se prévaut de l'article 106 du règlement pour reporter à la prochaine séance le vote enregistré sur la question préalable.

The Government House Leader raised a question of order and inquired whether the report could be regarded as having been put to the vote in the course of the present sitting, if he availed himself of Standing Order 106 to defer the recorded vote on the previous question until the next sitting.

M. le Président déclare que la question préalable, de par sa nature, doit être vidée sans délai et que le vote sur la motion principale devra être tenu immédiatement après.

Mr President declared that by its very nature the previous question had to be disposed of forthwith and the main question put immediately thereafter.

En conséquence, la situation évoquée par le leader du gouvernement ne surviendra pas.

Accordingly, the situation evoked by the Government House Leader would not arise.

La motion proposant la question préalable est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion for the previous question was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bédard, Bélanger, Bertrand, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Dubois, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Gratton, Hains, Houde, Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lafrenière, Lalonde, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Saint-Laurent), LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Levesque (Kamouraska-Témiscouata), Lincoln, Maciocia, Maltais, Marcoux, Marquis, Martel, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Rancourt, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Tremblay.—73.

CONTRE—NAYS:—0.

Le rapport est alors adopté, les voix se divisant comme suit:

The report was then adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bédard, Bertrand, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Godin, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tremblay.—47.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Picotte, Rivest, Rocheleau, Saintonge.—28.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Conformément à l'article 77 du règlement, M. Gratton propose que le débat soit ajourné.

Et un débat restreint s'élève.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it has raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

Pursuant to Standing Order 77, Mr Gratton moved,—That the debate be adjourned.

And limited debate arising thereon.

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Bissonnet, Ciacia, Côté, Cusano, Dauphin, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Maltais, Mathieu, Midlemiss, O'Gallagher, Picotte, Rivest, Rocheleau, Saintonge.—25.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, Desbiens, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Lavigne, LeBlanc, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Marcoux, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Rancourt, Rochefort, Rodrigue, Tremblay.—52.

Et le débat continue sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cusano.

And debate continuing on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

The debate was adjourned on motion of Mr Cusano.

À neuf heures trente-cinq minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

At 9.35 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mardi 20 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Laurin:

Rapport annuel du Conseil supérieur
de l'éducation, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 421*)

Rapport annuel du Conseil supérieur
de l'éducation sur l'état et les besoins de
l'éducation, pour l'année 1982-1983.
(*Document de la session n° 422*)

Par M. Ouellette:

Rapport annuel du Conseil consultatif
des réserves écologiques, pour l'année
1982-1983.
(*Document de la session n° 423*)

Tuesday, 20 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Laurin:

Annual Report of the Conseil supérieur
de l'éducation, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 421*)

Annual Report of the Conseil supérieur
de l'éducation, on the state and needs of
education, for 1982-83.
(*Sessional Paper No. 422*)

By Mr Ouellette:

Annual Report of the Conseil consul-
tatif des réserves écologiques, for
1982-83.
(*Sessional Paper No. 423*)

Par M. Marcoux:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 424)

Par M. Godin:

Rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 425)

Par M. Bertrand, au nom de M. Léonard:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 426)

Rapport annuel de la Commission nationale de l'aménagement, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 427)

Par M. Mathieu:

Pétition de citoyens de la municipalité de Saint-Prosper demandant au gouvernement de retirer leur municipalité de la municipalité régionale de comté des Etchemins et de la rattacher à la municipalité de Beauce-Sartigan.

(Document de la session n° 428)

Pétition de producteurs acéricoles du comté de Beauce-Sud demandant au gouvernement de déclarer région sinistrée les territoires de plusieurs municipalités du comté, suite aux tempêtes de verglas des 14 et 15 décembre 1983.

(Document de la session n° 429)

M. Proulx, au nom de M. Leduc (Fabre), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 3, «Loi sur les archives» (*Réimpression*).

By Mr Marcoux:

Annual Report of the Department of Revenue, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 424)

By Mr Godin:

Annual Report of the Department of Cultural Communities and Immigration, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 425)

By Mr Bertrand, on behalf of Mr Léonard:

Annual Report of the Société d'aménagement de l'Outaouais, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 426)

Annual Report of the Commission nationale de l'aménagement, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 427)

By Mr Mathieu:

Petition by residents in the municipality of Saint-Prosper, calling upon the Government to withdraw their municipality from the regional county municipality of Les Etchemins and to annex it to the municipality of Beauce-Sartigan.

(Sessional Paper No. 428)

Petition by maple products producers in the county of Beauce-Sud appealing to the Government to declare several municipalities in the county as disaster areas, in the wake of the ice storms of 14 and 15 December 1983.

(Sessional Paper No. 429)

Mr Proulx, on behalf of Mr Leduc (Fabre), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which sat to consider Bill 3, "Archives Act" (*Reprint*), following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 430)

M. Proulx, au nom de M. Leduc (Fabre), rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 35, «Loi sur les musées nationaux».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 431)

Le projet de loi 59, «Loi modifiant la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux», est présenté par M. Biron et lu la première fois.

Sur la motion de M. Bertrand, le projet de loi est déferé à la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme, pour étude et audition publique.

Le projet de loi 60, «Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives», est présenté par M. Johnson (Anjou), lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de censure de M. Pagé proposant:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement qui, par son refus d'abolir ou à tout le moins de modifier substantiellement le règlement de placement dans l'industrie de la construction, empêche systématiquement des milliers d'ouvriers et de jeunes diplômés de travailler dans le domaine de la construction, les condamnant ainsi au chômage ou à l'aide sociale.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 430)

Mr Proulx, on behalf of Mr Leduc (Fabre), the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which sat to consider Bill 35, "Québec Museums Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 431)

Bill 59, "An Act to amend the Act respecting commercial establishments business hours", was introduced by Mr Biron and read the first time.

On motion of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Industry, Commerce and Tourism, for consideration and public hearing.

Bill 60, "An Act to amend the Youth Protection Act and other legislation", was introduced by Mr Johnson (Anjou), read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion of no-confidence by Mr Pagé:

That this Assembly condemns the Government who, by refusing to revoke or at least substantially amend the regulation respecting placements in the construction industry, is systematically barring thousands of workers and young graduates from construction jobs, thereby forcing them into welfare and unemployment.

La motion est alors rejetée, les voix se divisant comme suit:

The motion was then rejected on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Bourbeau, Caron, Ciaccia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros.—35.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Harel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay, Vaugeois.—65.

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

À la Salle 80:

La Commission du revenu, pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

In Room 80:

The Committee on Revenue, for a clause by clause study of the following Bills:

Projet de loi 44.—Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984;

Bill 44.—An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84;

Projet de loi 54.—Loi modifiant diverses lois fiscales.

Bill 54.—An Act to amend various fiscal laws.

À la Salle 81:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, du projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

In Room 81:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions".

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bertrand, Bérubé, Biron, Blouin, Bordeleau, Boucher, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevette, Clair, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Jolivet, Juneau, Lachance, Lafrenière, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), LeMay, Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—59.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Blank, Bourbeau, Caron, Ciacia, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Houde, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Lavoie-Roux, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rocheleau, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros.—35.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération de la motion suivante inscrite au nom de M. Maciocia au *Feuilleton* du 14 décembre 1983:

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the following motion standing in the name of Mr Maciocia on the *Agenda Paper* of 14 December 1983:

Ordonné que soient déposés:

Ordered, That there be tabled:

pour la période s'étendant de l'achat par le gouvernement du Québec du Manoir Richelieu jusqu'au 21 novembre 1983, les documents suivants:

for the period extending from the purchase of the Manoir Richelieu by the Government of Québec to 21 November 1983, the following documents:

a) une copie de tous les contrats de gérance accordés par le gouvernement;

(a) copies of all management contracts awarded by the Government;

b) une copie de tous les rapports produits suite à l'exécution de ces contrats de gérance;

(b) copies of all reports submitted upon completion of the projects;

c) la liste des investissements faits par le gouvernement relativement à l'amélioration à la propriété, en indiquant dans chaque cas: la date, le montant et la nature des travaux exécutés;

(c) a list of government investments on improvements and renovations, specifying in each case the date, the amount and the nature of the work completed;

d) la liste des investissements faits par le gouvernement relativement à l'ameu-

(d) a list of government investments on furnishings, specifying in each case

blement, en indiquant dans chaque cas: la date, le montant et la nature de l'investissement.

M. Bertrand, au nom de M. Biron, dépose ledit document.

(Document de la session n° 432)

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 2), pour l'année financière 1983-1984.

À treize heures, M. le Président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Et l'étude des crédits supplémentaires continue en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

M. Bertrand propose qu'aujourd'hui, au Salon Rouge, à compter de seize heures trente minutes jusqu'à dix-huit heures, la Commission permanente de la fonction publique siège pour l'étude, article par article, du projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».

Sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée se transforme de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1983-1984.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

the date, the amount and the nature of the investment.

Mr Bertrand, on behalf of Mr Biron, tabled the said document.

(Sessional Paper No. 432)

On motion of Mr Bertrand, the Assembly resolved itself into Committee of the Whole for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2), for the fiscal year 1983-84.

At 1.00 o'clock p.m., Mr Chairman of the Committee of the Whole left the Chair, and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

And consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure continuing in Committee of the Whole.

The Committee reported progress and was granted leave to sit again during the present sitting.

Mr Bertrand moved,—That the Standing Committee on the Civil Service do sit today in the Red Chamber, from 4.30 o'clock p.m. until six o'clock p.m., for a clause by clause study of Bill 51, "Public Service Act".

On motion of Mr Bertrand, the Assembly again resolved itself into Committee of the Whole for the consideration of the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2) for the fiscal year 1983-84.

Mr Chairman of the Committee of the Whole reported as follows:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 2), soit une somme de 598 123 600 \$ qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1983-1984, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 53, « Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi ».

Le rapport est adopté.

Le projet de loi 53 est remis à la prochaine séance pour la troisième lecture.

Sur la motion de M. Bertrand, au nom de M. Marcoux, le projet de loi 52, « Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables », est lu la troisième fois.

M. Johnson propose que le projet de loi 55, « Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption », soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 55 est lu la troisième fois.

Mr President,

I have the honour to report that the Committee of the Whole has adopted all the Supplementary Estimates of Expenditure (No. 2), namely, a sum not exceeding, in all, \$598 123 600 which shall and may be taken out of the consolidated revenue fund to defray a part of the expenses of Québec proposed in the Supplementary Estimates for the fiscal year 1983-84 as laid before the National Assembly, not otherwise provided for, being the amount of the estimates to be voted for each of the various programs set forth in the Schedule to the Bill to be introduced.

The report was adopted.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied Bill 53, "An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi", following second reading.

The report was adopted.

Bill 53 was ordered for third reading at the next sitting.

On motion of Mr Bertrand, on behalf of Mr Marcoux, Bill 52, "An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers", was read the third time.

Mr Johnson moved,—That Bill 55, "An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption", be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 55 was accordingly read the third time.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Bertrand propose que les commissions permanentes suivantes siègent ce soir:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour audition publique et étude, article par article, des projets de loi privés suivants:

Projet de loi 200.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal;

Projet de loi 211.—Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli;

Projet de loi 220.—Loi concernant Ville de La Baie;

Projet de loi 232.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi 233.—Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel;

Projet de loi 235.—Loi concernant la ville de Gatineau;

Projet de loi 241.—Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts;

Projet de loi 282.—Loi concernant la ville de Drummondville.

Immédiatement jusqu'à vingt heures quarante-cinq minutes:

At 6.00 o'clock p.m., Mr President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

Mr Bertrand moved,—That the following Standing Committees do sit this evening:

Immediately until 12.00 o'clock midnight:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs, for a public hearing and clause by clause study of the following Private Bills:

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the city of Montréal;

Bill 211.—An Act to change the territory of the town of Mont-Joli;

Bill 220.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 232.—An Act respecting the city of Hull;

Bill 233.—An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel;

Bill 235.—An Act respecting the city of Gatineau;

Bill 241.—An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts;

Bill 282.—An Act respecting the city of Drummondville.

Immediately until 8.45 o'clock p.m.:

À la Salle 81:

La Commission de la justice, pour l'étude, article par article, du projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

À la même Salle, à compter de vingt heures quarante-cinq minutes jusqu'à vingt et une heures quinze minutes:

La Commission de l'Assemblée nationale, pour recevoir le rapport de la Sous-commission sur la réforme parlementaire;

Et ensuite jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission des communautés culturelles et de l'immigration, pour l'étude, article par article, du projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française».

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 46, «Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives», soit lu la troisième fois.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur le vote de cette motion.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du projet de loi 18, «Loi sur la Société immobilière du Québec».

In Room 81:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions".

In the same Room, from 8.45 o'clock p.m. until 9.15 o'clock p.m.:

The Committee on the National Assembly, to receive the report of the Sub-committee on Parliamentary Reform;

Followed, until 12.00 o'clock midnight, by the Committee on Cultural Communities and Immigration, for a clause by clause study of Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language".

The motion was adopted.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Clair, — That Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", be read the third time.

The debate was concluded.

The motion was then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the motion until the next sitting, before Business of the Day is called.

The Order of the Day being read for the third reading of Bill 18, "An Act respecting the Société immobilière du Québec".

Sur la motion de M. Marcoux, l'ordre qui vient d'être lu est révoqué, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Marcoux propose que le projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 18 est lu la troisième fois.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

Et sur la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

*0 heure,
le mercredi 21 décembre 1983*

Le débat est terminé.

On motion of Mr Marcoux, the Order which had just been read was rescinded; the Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Mr Marcoux moved,—That the Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 18 was accordingly read the third time.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

And on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years—thereby further compromising an already uncertain economic recovery—and, consequently, for having failed to come up to the expectations it has raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

*Midnight,
Wednesday, 21 December 1983*

The debate was concluded.

La motion de censure de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) ainsi que la motion principale de M. Parizeau sont alors mises aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

À la demande de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à la prochaine séance, avant l'appel des affaires du jour, l'enregistrement des noms sur les votes de ces motions.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président suspend la séance à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

À une heure cinquante-huit minutes, sur la motion de M. Bertrand, l'Assemblée s'ajourne à dix heures.

The motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) and the main motion by Mr Parizeau were then put to the vote and the entry of names was demanded.

At the request of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on these motions until the next sitting, before Business of the Day is called.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr President suspended the sitting during pleasure.

After some time, the Assembly resumed sitting.

At 1.58 o'clock a.m., on motion of Mr Bertrand, the Assembly adjourned until 10.00 o'clock a.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President

PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Quatrième session, 32^e Législature

VOTES AND PROCEEDINGS OF THE NATIONAL ASSEMBLY

Fourth Session, 32nd Legislature

Le mercredi 21 décembre 1983

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson (Anjou):

Projet de décret désignant le ministre des Affaires sociales et le ministre de la Justice aux fins d'autoriser un programme de mesures de rechange à l'égard des jeunes contrevenants, accompagné d'une copie dudit programme.

(Document de la session n° 433)

Par M. Gendron:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 434)

Wednesday, 21 December 1983

10.00 o'clock a.m.

Moment of reflection.

The following documents were tabled:

By Mr Johnson (Anjou):

Draft Order in Council designating the Minister of Social Affairs and the Minister of Justice to authorize a program of alternative measures in respect of young offenders, together with a copy of the said program.

(Sessional Paper No. 433)

By Mr Gendron:

Annual Report of the Office de planification et de développement du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 434)

Par M. Biron:

Rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 435)

Par M. Godin:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 436)

Rapport annuel de la Commission de surveillance de la langue française, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 437)

Par M. Fréchette, au nom de M. Richard:

Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 438)

Par M. Bédard:

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1982.

(Document de la session n° 439)

Par M. Fréchette, au nom de M. Duhaime:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 440)

Par M. Fréchette, au nom de M. Garon:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, relativement au programme de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1983.

(Document de la session n° 441)

By Mr Biron:

Annual Report of the Department of Industry, Commerce and Tourism, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 435)

By Mr Godin:

Annual Report of the Conseil de la langue française, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 436)

Annual Report of the Commission de surveillance de la langue française, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 437)

By Mr Fréchette, on behalf of Mr Richard:

Annual Report of the Commission des biens culturels du Québec, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 438)

By Mr Bédard:

Annual Report respecting the authorizations obtained by the Attorney General of Québec under the Protection of Privacy Act, in accordance with section 178.22 of the Criminal Code, for 1982.

(Sessional Paper No. 439)

By Mr Fréchette, on behalf of Mr Duhaime:

Annual Report of the Office du crédit agricole du Québec concerning the administration of the Forestry Credit Act, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 440)

By Mr Fréchette, on behalf of Mr Garon:

Annual Report of the Office du crédit agricole du Québec relative to the agricultural financing program, for the fiscal year ended 31 March 1983.

(Sessional Paper No. 441)

Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 442)

Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 443)

Rapport annuel d'activités de la Raffinerie de sucre du Québec, pour l'année 1983.

(Document de la session n° 444)

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 445)

Par M. Marcoux:

Rapport annuel de la Société de développement immobilier du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1983.

(Document de la session n° 446)

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 54, «Loi modifiant diverses lois fiscales».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 447)

M. LeBlanc, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 44, «Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984».

Annual Report of the Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 442)

Annual Report of the Commission de protection du territoire agricole, for 1981-82.

(Sessional Paper No. 443)

Annual Report of the activities of the Raffinerie de sucre du Québec, for 1983.

(Sessional Paper No. 444)

Annual Report of the Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, for 1982-83.

(Sessional Paper No. 445)

By Mr Marcoux:

Annual Report of the Société de développement immobilier du Québec, for the fiscal year ended 31 March 1983.

(Sessional Paper No. 446)

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 54, "An Act to amend various fiscal laws", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 447)

Mr LeBlanc, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 44, "An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 448)

M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, dépose le rapport du greffier en loi de l'Assemblée nationale sur le projet de loi privé 240, «Loi concernant la Banque Nationale du Canada».

(Document de la session n° 449)

Sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, les règles de pratique concernant les projets de loi privés sont suspendues dans le cas de ce projet de loi.

Le projet de loi 58, «Loi portant réforme au Code Civil du Québec du droit des biens», est présenté par M. Bédard et lu la première fois.

Sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, le projet de loi est déféré à la Commission permanente de la justice, pour étude et audition publique.

Le projet de loi privé 240, «Loi concernant la Banque Nationale du Canada», est présenté par M. Gravel et lu la première fois.

Sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, ce projet de loi est déféré à la Commission permanente de la justice, pour audition publique et étude article par article.

Le projet de loi 194, «Loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires», est présenté par M. Bisailon, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Biron dépose le document suivant:

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 448)

Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, tabled the report of the Law Clerk of the National Assembly on Private Bill 240, "An Act respecting the National Bank of Canada".

(Sessional Paper No. 449)

On motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, the Rules of Procedure relating to Private Bills were suspended for the said Bill.

Bill 58, "An Act to add the reformed law of property to the Civil Code of Québec", was introduced by Mr Bédard and read the first time.

On motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, the Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for consideration and public hearing.

Private Bill 240, "An Act respecting the National Bank of Canada", was introduced by Mr Gravel and read the first time.

On motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, the said Bill was referred to the Standing Committee on Justice, for a public hearing and clause by clause study.

Bill 194, "An Act to prohibit the production, storing, trade and use of nuclear arms", was introduced by Mr Bisailon, read the first time and ordered for second reading at the next sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Biron tabled the following document:

Projet d'acquisition de micro-ordinateurs pour les réseaux d'enseignement.
(Document de la session n° 450)

Plan for the purchase of micro-computers for the education sectors.
(Sessional Paper No. 450)

M. Lévesque (Taillon) propose:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

Que M. Gaston Lefebvre, membre de la Commission de la fonction publique depuis le 1^{er} juillet 1981, soit nommé président de cette Commission à compter d'aujourd'hui et ce, jusqu'à la fin du mandat préalablement fixé comme membre de la Commission, soit le 1^{er} juillet 1988.

That Mr Gaston Lefebvre, member of the Commission de la fonction publique since 1 July 1981, be appointed Chairman of the Commission, effective from this day until 1 July 1988, the date of expiry of his prior term as member of the Commission.

La motion est adoptée les voix données étant enregistrées comme suit:

The motion was adopted on the following vote:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisailon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vallières.—101.

CONTRE—NAYS:—0.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Mr Lévesque (Taillon) moved:

Que le salaire annuel du protecteur du citoyen, monsieur Yves Labonté, soit fixé à 66 700 \$ à compter du 1^{er} juillet 1983;

That the annual salary of the Public Protector, Mr Yves Labonté, be fixed at \$66 700, effective 1 July 1983; and

Que le salaire annuel du vérificateur général, monsieur Rhéal Châtelain, soit fixé à 81 000 \$ à compter du 1^{er} juillet 1983.

That the annual salary of the Auditor General, Mr Rhéal Châtelain, be fixed at \$81 000, effective 1 July 1983.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

The motion was adopted on the following division:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevrette, Ciacia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavoie-Roux, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vallières.—100.

CONTRE—NAYS:—M./Mr Bisailon.—1.

M. Lévesque (Taillon) propose:

Attendu que l'Assemblée nationale a confié à la Commission de la représentation électorale le mandat de procéder à l'évaluation du mode de scrutin actuel et à l'étude des différentes formules de réforme du mode de scrutin;

*Attendu qu'*une résolution a été adoptée unaniment à cette fin le 22 juin 1983;

Attendu que cette résolution stipule que la Commission doit remettre dans un délai de huit mois, soit le 22 février 1984, un rapport à l'Assemblée nationale;

Attendu que la Commission a modifié le calendrier qu'elle avait établi aux fins de réaliser ce mandat en tenant un plus grand nombre de jours d'audiences que prévu à cause de l'abondance des mémoires présentés en audiences publiques;

Attendu que la Commission ne pourra donc pas remettre son rapport à l'Assemblée nationale dans le délai imparti;

*Attendu qu'*il y a lieu d'accorder un délai supplémentaire à la Commission;

Mr Lévesque (Taillon) moved:

Whereas the National Assembly has entrusted the Commission de la représentation électorale with a mandate to evaluate the present electoral process and to examine the various methods for reform of the voting system;

Whereas a resolution was passed unanimously for that purpose on 22 June 1983;

Whereas such resolution provides that the Commission shall report to the National Assembly within eight months, by 22 February 1984;

Whereas the Commission has changed the timetable it had drawn up for the carrying out of its mandate, in order to allot more days to public hearings owing to the great number of briefs presented;

Whereas the Commission is unable to report to the National Assembly within the appointed time; and

Whereas it is expedient to extend the time granted to the Commission;

Il est ordonné, sur la recommandation du Premier ministre:

Que le délai pour le dépôt de ce rapport soit prolongé jusqu'au 30 mars 1984.

La motion est adoptée à l'unanimité.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de M. Clair proposant que le projet de loi 46, « Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives », soit lu la troisième fois.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Biron, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevette, Ciacia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, de Bellefeuille, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Houde, Johnson (Anjou), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay, Vallières.—100.

CONTRE—NAYS:—0.

En conséquence, le projet de loi 46 est lu la troisième fois.

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de la motion de censure suivante de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son

Ordered, on the recommendation of the Prime Minister:

That the time prescribed for the tabling of the report be extended to 30 March 1984.

The motion was adopted unanimously.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the motion by Mr. Clair, —That Bill 46, "An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation", be read the third time.

The motion was adopted on the following vote:

Bill 46 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the following motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges):

That this Assembly firmly condemns the Government for having presented a

énoncé complémentaire au budget de 1983-1984, n'a rien ajouté de précis ou de concret aux mesures mal définies évoquées par le Premier ministre le 13 novembre dernier, qui a maintenu les deux tiers des taxes soi-disant temporaires en place depuis deux ans, compromettant ainsi davantage une reprise économique déjà incertaine et qui, par conséquent, a trompé les attentes qu'il avait lui-même fait naître auparavant pour tenter de justifier sa décision de retarder d'un mois la reprise des travaux parlementaires.

Et de la motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984.

La motion de censure de M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges) est rejetée, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Assad, Bélanger, Bisailon, Bisonnet, Blank, Caron, Champagne (Saint-Jacques), Ciaccia, Côté, Cusano, Dauphin, Dougherty, Doyon, Dubois, Fortier, French, Gratton, Hains, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Kehoe, Lalonde, Leduc (Saint-Laurent), Levesque (Bonaventure), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Pagé, Paradis, Picotte, Polak, Rivest, Rocheleau, Saintonge, Scowen, Sirros, Vallières.—41.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bertrand, Bérubé, Biron, Blais, Blouin, Bordeleau, Brassard, Brouillet, Champagne (Mille-Îles), Charbonneau, Chevrette, Clair, de Bellefeuille, Duhaim, Dupré, Dussault, Fallu, Fréchette, Gagnon, Gauthier, Gendron, Godin, Gravel, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Lachance, Lachapelle, Lafrenière, Landry, Laplante, Laurin, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léonard, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Marcoux, Marois, Marquis, Martel, Ouellette, Paquette, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Proulx, Rancourt, Richard, Rochefort, Rodrigue, Tardif, Tremblay.—60.

La motion principale de M. Parizeau proposant que l'Assemblée approuve le complément aux politiques budgétaires du gouvernement pour 1983-1984, est adoptée après division des voix.

Supplementary Budget for 1983-84 which adds nothing concrete or specific to the vague measures outlined by the Prime Minister on November 13th, for having retained two-thirds of the supposedly temporary taxes levied during the past two years — thereby further compromising an already uncertain economic recovery — and, consequently, for having failed to come up to the expectations it had raised in attempting to justify its decision to delay the resumption of the parliamentary session for one month.

And on the main motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84.

The motion of no-confidence by Mr Johnson (Vaudreuil-Soulanges) was rejected on the following division:

The main motion by Mr Parizeau,—That the Assembly approves the supplement to the budgetary policies of the Government for 1983-84, was adopted on division.

M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, propose que les commissions permanentes suivantes siègent aujourd'hui:

Immédiatement jusqu'à vingt-quatre heures, avec suspension des travaux de treize heures à quinze heures et de dix-huit heures à vingt heures:

Au Salon Rouge:

La Commission des affaires municipales, pour l'étude du projet de loi 45, «Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités».

À la Salle 80:

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour l'étude, article par article, des projets de loi suivants:

Projet de loi 48.—Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 49.—Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Du consentement unanime de l'Assemblée, à compter de quinze heures jusqu'à dix-huit heures:

À la Salle 81:

La Commission de la justice pour l'étude, article par article, du projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Côté dépose le document suivant:

Pétition d'employés du gouvernement demandant aux membres de l'Assemblée

Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, moved,—That the following Standing Committees do sit today:

Immediately until 12.00 o'clock midnight, with suspension of work from 1.00 o'clock until 3.00 o'clock in the afternoon and from 6.00 o'clock until 8.00 o'clock in the evening:

In the Red Chamber:

The Committee on Municipal Affairs, for a clause by clause study of Bill 45, "An Act to amend legislative provisions concerning municipalities".

In Room 80:

The Committee on Agriculture, Fisheries and Food, for a clause by clause study of the following Bills:

Bill 48.—An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation;

Bill 49.—An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act.

With the unanimous consent of the Assembly, from 3.00 o'clock p.m. until 6.00 o'clock p.m.:

In Room 81:

The Committee on Justice, for a clause by clause study of Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions".

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Côté tabled the following document:

Petition by government employees calling upon the Members of the National

nationale de suspendre l'étude du projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».
(Document de la session n° 451)

M. Lafrenière, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente du travail qui a siégé les 12, 13, 14, 15 et 16 décembre 1983, pour examiner l'administration et le fonctionnement de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et entendre à cette fin le président de la C.S.S.T., son conseil d'administration ainsi que tout organisme que la commission a jugé utile d'entendre.
(Document de la session n° 452)

M. Brassard, au nom de M. LeMay, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 51, « Loi sur la fonction publique ».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.
(Document de la session n° 453)

Conformément à l'article 131 du règlement, le projet de loi 56, « Loi n° 5 sur les crédits, 1983-1984 », est présenté par M. Parizeau et lu la première, la deuxième et la troisième fois, après division des voix.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 44, « Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984 ».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 44 est lu la troisième fois, après division des voix.

Assembly to suspend proceedings on Bill 51, "Public Service Act".
(Sessional Paper No. 451)

Mr Lafrenière, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Labour which sat on 12, 13, 14, 15 and 16 December 1983, to examine the administration and operation of the Commission de la santé et de la sécurité du travail, and to hear the Chairman of the Commission, its board of directors and any organizations the Committee deemed useful to hear for such purpose.
(Sessional Paper No. 452)

Mr Brassard, on behalf of Mr LeMay, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on the Civil Service which considered Bill 51, "Public Service Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.
(Sessional Paper No. 453)

Pursuant to Standing Order 131, Bill 56, "Appropriation Act No. 5, 1983-84", was introduced by Mr Parizeau and severally read the first, the second and the third time, on division.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Revenue which considered Bill 44, "An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Bill 44 was read the third time, on division.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente du revenu qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 54, «Loi modifiant diverses lois fiscales».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marcoux propose que ledit projet de loi soit lu la troisième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 54 est lu la troisième fois.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 3, «Loi sur les archives» (*Réimpression*).

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Richard, le projet de loi 3 est lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente des affaires culturelles qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 35, «Loi sur les musées nationaux».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Richard propose des amendements au rapport et au projet de loi.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Revenue which studied Bill 54, "An Act to amend various fiscal laws", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Marcoux moved that the said Bill be read the third time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

Bill 54 was accordingly read the third time.

The Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which studied Bill 3, "Archives Act" (*Reprint*), following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Richard, Bill 3 was read the third time.

The Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on Cultural Affairs which studied Bill 35, "Québec Museums Act", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Richard moved amendments to the report and to the Bill.

The amendments were adopted.

The report was adopted, as amended.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Richard, le projet de loi 35 est lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Léonard, le projet de loi 53, « Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi », est lu la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Baril (Arthabaska), le projet de loi privé 204, « Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Dauphin, le projet de loi privé 207, « Loi modifiant la charte de la ville de Lachine », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Rivest, le projet de loi privé 210, « Loi modifiant la charte de la ville de Sillery », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Gravel, le projet de loi privé 223, « Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Brouillet, le projet de loi privé 225, « Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Rochefort, le projet de loi privé 229, « Loi concernant la Fondation E.P.I.C. », est lu la deuxième et la troisième fois.

Sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Assad, le projet de loi privé

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Richard, Bill 35 was read the third time.

On motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Léonard, Bill 53, "An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi", was read the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Baril (Arthabaska), Private Bill 204, "An Act to amend the charter of the town of Plessisville", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Dauphin, Private Bill 207, "An Act to amend the charter of the city of Lachine", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Rivest, Private Bill 210, "An Act to amend the Charter of the city of Sillery", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Gravel, Private Bill 223, "An Act to amend the charter of the city of Beauport", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Brouillet, Private Bill 225, "An Act to amend the Charter of the city of Sainte-Foy", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Rochefort, Private Bill 229, "An Act respecting the Fondation E.P.I.C.", was read the second and the third time.

On motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Assad, Private Bill 230, "An Act

230, «Loi concernant la ville de Buckingham», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

Et un débat s'élève.

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, propose que la motion visant à faire siéger la Commission permanente de la justice pour l'étude du projet de loi 50 soit modifiée en ce qui a trait à l'horaire de la séance et que cette modification soit communiquée ultérieurement, sans autres formalités, aux personnes intéressées.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Lachapelle, au nom de M. de Bellefeuille, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des communautés culturelles et de l'immigration, qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 57, «Loi modifiant la Charte de la langue française».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 454)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rochefort, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la première lecture, les projets de loi privés suivants:

respecting the city of Buckingham", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the report of the Standing Committee on the Civil Service which studied Bill 51, "Public Service Act", following second reading.

And debate arising thereon.

The debate was suspended.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, moved,—That the motion to convene the Standing Committee on Justice for the consideration of Bill 50, be amended in regard to the time appointed therefor, and that this change in the timetable be subsequently communicated to the persons concerned, without other formalities.

The motion was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly, Mrs Lachapelle, on behalf of Mr de Bellefeuille, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Cultural Communities and Immigration which studied Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French language", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 454)

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Rochefort, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which studied the following Private Bills after first reading:

Projet de loi 200.—Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal;

Projet de loi 211.—Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli;

Projet de loi 220.—Loi concernant Ville de La Baie;

Projet de loi 232.—Loi concernant la ville de Hull;

Projet de loi 233.—Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel;

Projet de loi 235.—Loi concernant la ville de Gatineau;

Projet de loi 241.—Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts;

Projet de loi 282.—Loi concernant la ville de Drummondville.

Ces projets de loi sont rapportés avec des amendements.

(Document de la session n° 455)

Le rapport est adopté.

Et le débat continue sur la prise en considération du rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique».

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bisillon propose un amendement au rapport et au projet de loi.

Et un débat s'élève.

Le débat est terminé.

L'amendement est alors mis aux voix et l'enregistrement des noms est demandé.

Bill 200.—An Act to amend the Charter of the city of Montréal;

Bill 211.—An Act to change the territory of the town of Mont-Joli;

Bill 220.—An Act respecting the city of La Baie;

Bill 232.—An Act respecting the city of Hull;

Bill 233.—An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel;

Bill 235.—An Act respecting the city of Gatineau;

Bill 241.—An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts;

Bill 282.—An Act respecting the city of Drummondville.

The Bills were reported with amendments.

(Sessional Paper No. 455)

The report was adopted.

And debate continuing on the consideration of the report of the Standing Committee on the Civil Service which studied Bill 51, "Public Service Act", following second reading.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Bisillon moved an amendment to the report and to the Bill.

And debate arising thereon.

The debate was concluded.

The amendment was then put to the vote and the entry of names was demanded.

À la demande de M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, M. le Président remet à dix-sept heures aujourd'hui, l'enregistrement des noms sur le vote de cet amendement.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente des communautés culturelles et de l'immigration qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 57, « Loi modifiant la Charte de la langue française ».

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Godin, le projet de loi 57 est lu la troisième fois après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Marquis, le projet de loi privé 211, « Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli », est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Desbiens, le projet de loi privé 220, « Loi concernant Ville de La Baie », est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Rocheleau, le projet de loi privé 232, « Loi concernant la ville de Hull », est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Martel, le projet de loi privé 233, « Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel », est lu la deuxième et la troisième fois.

At the request of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, Mr President postponed the entry of names of the vote on the said amendment until 5.00 o'clock today.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Cultural Communities and Immigration which studied Bill 57, "An Act to amend the Charter of the French Language", following second reading.

The report was adopted.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Godin, Bill 57 was read the third time, on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Marquis, Private Bill 211, "An Act to change the territory of the town of Mont-Joli", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Desbiens, Private Bill 220, "An Act respecting the city of La Baie", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Rocheleau, Private Bill 232, "An Act respecting the city of Hull", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Martel, Private Bill 233, "An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel", was read the second and the third time.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Kehoe, le projet de loi privé 235, «Loi concernant la ville de Gatineau», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Dean, le projet de loi privé 241, «Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Baril (Arthabaska), le projet de loi privé 282, «Loi concernant la ville de Drummondville», est lu la deuxième et la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme Lachapelle, au nom de M. Laplante, le projet de loi privé 200, «Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal», est lu la deuxième fois après division des voix, avec la dissidence de M. Bisailon, et la troisième fois après division des voix, avec la dissidence de M. Bisailon.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Fréchette, la séance est suspendue à loisir.

À dix-sept heures cinquante-cinq minutes, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette, au nom de M. Bertrand, propose qu'à la Salle 81, à compter de vingt heures jusqu'à vingt-quatre heures, la Commission de la justice siège pour l'étude, article par article, du projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

La motion est adoptée.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Kehoe, Private Bill 235, "An Act respecting the city of Gatineau", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Dean, Private Bill 241, "An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Baril (Arthabaska), Private Bill 282, "An Act respecting the city of Drummondville", was read the second and the third time.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs Lachapelle, on behalf of Mr Laplante, Private Bill 200, "An Act to amend the Charter of the city of Montréal", was read the second time, on division, with Mr Bisailon dissenting, and the third time, on division, with Mr Bisailon dissenting.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Fréchette, the sitting was suspended during pleasure.

At 5.55 o'clock p.m., the Assembly resumed sitting.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fréchette, on behalf of Mr Bertrand, moved,—That the Standing Committee on Justice do sit in Room 81 from 8.00 o'clock p.m. until 12.00 o'clock midnight, for a clause by clause study of Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions".

The motion was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Beaumier, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 49, «Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 456)

M. le Président dépose les documents suivants:

Rapport intérimaire soumis à la Commission permanente de l'Assemblée nationale par la Sous-commission de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire, accompagné d'un projet de Règlement de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 457)

Décision 064 du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 21 décembre 1983, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document de la session n° 458)

L'Assemblée procède à l'enregistrement des noms sur le vote de l'amendement que M. Bisailon a proposé au projet de loi 51, «Loi sur la fonction publique», et au rapport de la Commission permanente de la fonction publique qui a étudié ce projet de loi après la deuxième lecture.

L'amendement est rejeté, les voix se divisant comme suit:

POUR—YEAS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Bisailon, Charbonneau, de Bellefeuille, Dupré, Fallu, Harel, Juneau, Lachance, LeMay, Rochefort, Vaugois.—11.

CONTRE—NAYS:—Mme(s)/Mrs—MM./Messrs Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé,

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Beaumier, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which studied Bill 49, "An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 456)

Mr President tabled the following documents:

Interim report submitted to the Standing Committee on the National Assembly by the Sub-committee of the National Assembly on Parliamentary Reform, together with a draft of the new Standing Orders of the National Assembly.

(Sessional Paper No. 457)

Decision 064 of the Office of the National Assembly, dated 21 December 1983, concerning the Regulation amending the Regulation on Members' allowances.

(Sessional Paper No. 458)

The Assembly proceeded with the entry of names of the vote on the amendment proposed by Mr Bisailon to Bill 51, "Public Service Act", and to the report of the Standing Committee on the Civil Service which considered the Bill, following second reading.

The amendment was rejected on the following division:

Biron, Bissonnet, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Garon, Gauthier, Gendron, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Johnson (Anjou), Jolivet, Kehoe, Lafrenière, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Tailon), Lincoln, Maciocia, Marcoux, Marquis, Martel, Marx, Mathieu, Middlemiss, Ouellette, Pagé, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rocheleau, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay.—77.

ABSTENTIONS:—MM./Messrs Blais, Brouillet, Dussault, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Payne, Perron, Rodrigue.—7.

Le rapport est adopté.

The report was adopted.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de Mme LeBlanc-Bantey, le projet de loi 51 est lu la troisième fois.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mrs LeBlanc-Bantey, Bill 51 was read the third time.

À dix-huit heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt-deux heures.

At 6.00 o'clock p.m., Mr President suspended the sitting until 10.00 o'clock p.m.

Vingt-deux heures

10.00 o'clock p.m.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Fréchette les troisième et deuxième lectures du projet de loi privé 210, «Loi modifiant la charte de la ville de Sillery», sont révoquées.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Fréchette, the third and the second reading of Private Bill 210, "An Act to amend the Charter of the city of Sillery", was discharged.

Le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

The Bill was recommitted, considered in Committee of the Whole, amended and reported; the report was adopted.

Sur la motion de M. Lalonde, au nom de M. Rivest, le projet de loi privé 210 est lu la deuxième et la troisième fois après division des voix.

On motion of Mr Lalonde, on behalf of Mr Rivest, Private Bill 210 was read the second and the third time, on division.

Mme Lachapelle, au nom de Mme Juneau, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente de la justice qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 50, «Loi modifiant diverses dispositions législatives».

Mrs Lachapelle, on behalf of Mrs Juneau, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Justice which considered Bill 50, "An Act to amend various legislative provisions", following second reading.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 459)

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération dudit rapport.

Et un débat s'élève.

Du consentement unanime de l'Assemblée la séance est prolongée.

*0 heure,
le jeudi 22 décembre 1983*

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette propose un amendement au rapport et au projet de loi 50.

L'amendement est adopté après division des voix.

Le rapport est alors adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Fréchette, au nom de M. Bédard, le projet de loi 50 est lu la troisième fois après division des voix.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 49, « Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments ».

Le rapport est adopté après division des voix.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Garon, le projet de loi 49 est lu la troisième fois après division des voix.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 459)

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the said report.

And debate arising thereon.

With the unanimous consent of the Assembly the sitting was extended.

*Midnight,
Thursday, 22 December 1983*

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fréchette moved an amendment to the report and to Bill 50.

The amendment was adopted on division.

The report was then adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Fréchette, on behalf of Mr Bédard, Bill 50 was read the third time, on division.

By unanimous consent, the Assembly proceeded to consider the report of the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which considered Bill 49, "An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act", following second reading.

The report was adopted on division.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Garon, Bill 49 was read the third time, on division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Baril (Arthabaska), au nom de M. Desbiens, rapporteur désigné, dépose le rapport de la Commission permanente des affaires municipales qui a étudié, après la deuxième lecture, le projet de loi 45, «Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 460)

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre du jour appelle la prise en considération dudit rapport.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fréchette propose des amendements au rapport et au projet de loi 45.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Léonard, le projet de loi 45 est lu la troisième fois après division des voix.

Hier, le mercredi 21 décembre 1983, à seize heures quinze minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Jolivet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Fréchette, le représentant du Premier ministre, de M. Paradis, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de Mme Bélanger, de M. Middlemiss et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

3 Loi sur les archives;

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Baril (Arthabaska), on behalf of Mr Desbiens, the appointed reporter, tabled the report of the Standing Committee on Municipal Affairs which considered Bill 45, "An Act to amend legislative provisions concerning municipalities", following second reading.

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 460)

With the unanimous consent of the Assembly, the Order of the Day being read for the consideration of the said report.

With the unanimous consent of the Assembly, Mr Fréchette moved amendments to the report and to Bill 45.

The amendments were adopted.

The report was adopted, as amended.

With the unanimous consent of the Assembly and on motion of Mr Léonard, Bill 45 was read the third time, on division.

Yesterday, Wednesday, 21 December 1983, at fifteen minutes past four o'clock p.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the Mr Jolivet, Vice-President of the National Assembly, of Mr Fréchette, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Paradis, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mrs Bélanger, of Mr Middlemiss and of the Secretary General of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

3 Archives Act;

9	Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;	9	An Act respecting the conservation and development of wildlife;
18	Loi sur la Société immobilière du Québec;	18	An Act respecting the Société immobilière du Québec;
36	Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès;	36	An Act respecting the determination of the causes and circumstances of death;
37	Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche;	37	An Act respecting the Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche;
43	Loi concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie;	43	An Act respecting restaurant and hotel workers who derive income from gratuities;
44	Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1983-1984;	44	An Act to amend certain legislation to give effect to Government budget policy for the fiscal period 1983-84;
46	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et modifiant diverses dispositions législatives;	46	An Act respecting intermunicipal boards of transport in the area of Montréal and amending various legislation;
47	Loi sur le transport par taxi;	47	An Act respecting transportation by taxi;
52	Loi modifiant diverses lois fiscales en vue d'instituer un nouveau recours pour les contribuables;	52	An Act to amend various fiscal laws in view of instituting a new right of appeal for taxpayers;
53	Loi annexant un territoire à celui de la ville de Chicoutimi;	53	An Act to annex a certain territory to the territory of the city of Chicoutimi;
54	Loi modifiant diverses lois fiscales;	54	An Act to amend various fiscal laws;
55	Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption;	55	An Act to amend the Civil Code and other legislation respecting adoption;
56	Loi n° 5 sur les crédits 1983-1984;	56	Appropriation Act No. 5, 1983-84;
204	Loi modifiant la charte de la Ville de Plessisville;	204	An Act to amend the charter of the town of Plessisville;

207	Loi modifiant la charte de la ville de Lachine;	207	An Act to amend the charter of the city of Lachine;
223	Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport;	223	An Act to amend the charter of the city of Beauport;
225	Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy;	225	An Act to amend the Charter of the city of Sainte-Foy;
229	Loi concernant la Fondation E.P.I.C.;	229	An Act respecting the Fondation E.P.I.C.;
230	Loi concernant la ville de Buckingham.	230	An Act respecting the city of Buckingham.

Aujourd'hui, le jeudi 22 décembre 1983, à une heure, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bertrand, le représentant du Premier ministre, de M. Lalonde, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

Today, Thursday, 22 December 1983, at one o'clock a.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the President of the National Assembly, of Mr Bertrand, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Lalonde, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, and of Mr Duchesne, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bills:

35	Loi sur les musées nationaux;	35	National Museums Act;
49	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;	49	An Act to amend the Agricultural Products, Marine Products and Food Act;
50	Loi modifiant diverses dispositions législatives;	50	An Act to amend various legislative provisions;
51	Loi sur la fonction publique;	51	Public Service Act;
57	Loi modifiant la Charte de la langue française;	57	An Act to amend the Charter of the French language;
200	Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal;	200	An Act to amend the Charter of the city of Montréal;
210	Loi modifiant la charte de la ville de Sillery;	210	An Act to amend the Charter of the city of Sillery;

211 Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli;	211 An Act to change the territory of the town of Mont-Joli;
220 Loi concernant Ville de La Baie;	220 An Act respecting the city of La Baie;
232 Loi concernant la ville de Hull;	232 An Act respecting the city of Hull;
233 Loi concernant l'annexion d'un certain territoire à celui de la ville de Sorel;	233 An Act respecting the annexation of a certain territory to that of the city of Sorel;
235 Loi concernant la ville de Gatineau;	235 An Act respecting the city of Gatineau;
241 Loi concernant le Village de Saint-Sauveur-des-Monts;	241 An Act respecting the village of Saint-Sauveur-des-Monts;
282 Loi concernant la ville de Drummondville.	282 An Act respecting the city of Drummondville.

Aujourd'hui, le jeudi 22 décembre 1983, à une heure quarante minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence de M. Jolivet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Duhaime, le représentant du Premier ministre, de M. Fortier, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 45 Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités.

Du consentement unanime, à deux heures vingt minutes, sur la motion de M. Fréchette, l'Assemblée s'ajourne au mardi 13 mars 1984, à quatorze heures.

Today, Thursday, 22 December 1983, at forty minutes past one o'clock a.m., in Room 103 of the Parliament Building, in the presence of the Mr Jolivet, Vice-President of the National Assembly, of Mr Duhaime, the Delegate of the Prime Minister, of Mr Fortier, the Delegate of the Leader of the Official Opposition, of Mr Duchesne, Secretary Assistant of the National Assembly, the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Québec was pleased to sanction the following Bill:

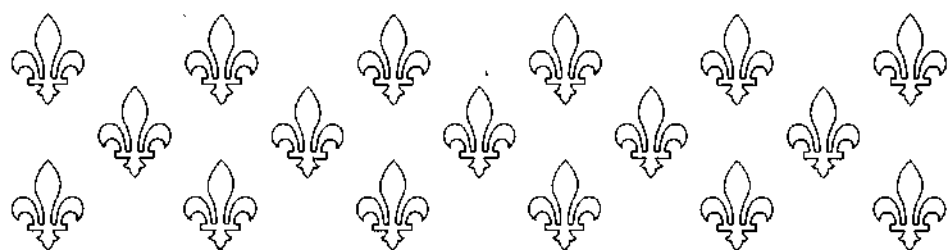
- 45 An Act to amend legislative provisions concerning municipalities.

By unanimous consent, at 2.20 o'clock a.m., on motion of Mr Fréchette, the Assembly adjourned until Tuesday, 13 March 1984, at 2.00 o'clock p.m.

Le Président

RICHARD GUAY

President



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbaux

Président: M. Richard Guay

Quatorze heures

Le mardi 13 mars 1984 — N° 69

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée les lettres suivantes:

LE PREMIER MINISTRE

Le 5 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le député de Chicoutimi et ministre délégué à la Réforme électorale, monsieur Marc-André Bédard, agira à compter d'aujourd'hui comme leader du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) RENÉ LÉVESQUE
(Document de la session n° 461)

LE PREMIER MINISTRE

Le 12 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le député de Vanier et ministre des Communications, monsieur Jean-François Bertrand, agira à compter d'aujourd'hui comme leader adjoint du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) RENÉ LÉVESQUE
(Document de la session n° 462)

LE PREMIER MINISTRE

Le 12 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que le député de Rousseau, monsieur René Blouin, agira à compter d'aujourd'hui comme leader adjoint du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) RENÉ LÉVESQUE
(Document de la session n° 463)

Puis, M. le Président dépose les documents suivants:

Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 13 mars 1984 pour recevoir le rapport final de la Sous-commission permanente de l'Assemblée nationale sur la réforme parlementaire qui avait pour mandat de réaliser un nouveau règlement.

(Document de la session n° 464)

Avant-projet de loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

(Document de la session n° 465)

Du consentement unanime de l'Assemblée le projet de loi 64, « Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale », est présenté par M. Bédard et lu la première fois.

M. Bédard informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération de ce projet de loi et, du consentement unanime, propose que le projet de loi soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi est lu la deuxième fois.

Sur la motion de M. Bédard, le projet de loi est renvoyé à la commission plénière, étudié, article par article, en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, le projet de loi 64 est lu la troisième fois.

Du consentement unanime de l'Assemblée, MM. Bédard et Lalonde proposent conjointement:

Que le projet de nouveau règlement adopté par la Commission de l'Assemblée nationale soit adopté par cette Assemblée de façon à ce qu'à compter de son adoption jusqu'à la prorogation de la présente session, il devienne le règlement de l'Assemblée et que tous ses travaux soient régis par ces règles de procédure;

Que tout avis ou motion actuellement au feuillet de cette Assemblée soit en conséquence considéré comme ayant été présenté en vertu de ces règles de procédure;

Que toute motion actuellement au feuillet de cette Assemblée et visant à un dépôt de documents soit désormais considérée comme une question écrite au sens de ces règles de procédure;

Que l'étude de tout projet de loi actuellement devant l'Assemblée ou envoyé en commission élue soit poursuivie à l'Assemblée ou devant les nouvelles commissions compétentes en vertu de ces nouvelles règles, au stade où elle avait été interrompue;

Que plus particulièrement, en ce qui a trait au projet de loi 58, « Loi portant réforme au code civil du Québec du droit des biens », la consultation générale devant être menée par la Commission des institutions le soit comme si cette commission avait décidé, en séance de travail, de tenir des auditions publiques les 27, 28, 29 et 30 mars prochains et d'entendre toutes les personnes et organismes ayant déposé un mémoire au Secrétariat des commissions.

La motion est adoptée, les voix données étant enregistrées comme suit:

POUR: Mme(s)—MM. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laplante,

Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay.—107.

CONTRE:—0.

M. le Président dépose le diagramme de l'Assemblée nationale, quatrième session, trente-deuxième Législature, en date du 13 mars 1984.

(Document de la session n° 466)

Puis, M. le Président communique à l'Assemblée la lettre suivante:

Québec, le 5 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Québec

Monsieur le Président,

Par la présente, je désire vous faire savoir que j'entends abandonner aujourd'hui même mon fauteuil à l'Assemblée nationale.

J'ai été heureux de représenter les électeurs de Sauvé depuis plus de dix ans et de participer, à titre de Chef de l'Opposition, puis de membre du gouvernement, aux travaux de l'Assemblée. Veuillez croire que je la quitte à regret.

Je vous prie de bien vouloir saluer cordialement de ma part tous les collègues, députés des deux côtés de la Chambre, et d'agréer pour vous-même, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

(Signé) JACQUES-YVAN MORIN
Député de Sauvé

(Document de la session n° 467)

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bérubé:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 468)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 469)

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 470)

Par M. Godin:

Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 471)

Par M. Bertrand:

Rapport annuel de la Régie des services publics du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 472)

Par M. Proulx, au nom de M. Richard:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du site de pêche Matamajaw et sur les oeuvres d'art de la maison Porteous à Sainte-Pétronille, Île d'Orléans.

(Document de la session n° 473)

Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1983.

(Document de la session n° 474)

Par M. Paré:

Rapport de la Commission permanente de l'éducation qui a siégé les 10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 31 janvier et les 1^{er}, 2, 3, 7, 8, 9 et 10 février 1984 aux fins d'entendre toute personne ou tout groupe désirant intervenir sur le projet de loi 40, « Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public ».

(Document de la session n° 475)

Par M. Tremblay:

Rapport de la Commission permanente de l'industrie, du commerce et du tourisme qui a siégé les 14, 16 et 17 février 1984 aux fins d'entendre les représentations des personnes intéressées par le projet de loi 59, « Loi modifiant la Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux ».

(Document de la session n° 476)

Par M. Lavigne:

Rapport de la Commission permanente du travail qui a siégé les 14, 15, 16, 17, 20, 21 février, 6, 7, 8 et 9 mars 1984 aux fins d'entendre les représentations des personnes et des groupes intéressés par le projet de loi 42, « Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ».

(Document de la session n° 477)

Par M. LeMay:

Rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 30 novembre, 1^{er}, 5, 6, 16 et 21 décembre 1983 aux fins d'étudier, article par article le projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives».

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document de la session n° 478)

Par M. Bisaillon:

Pétition de citoyens et citoyennes du Québec demandant à l'Assemblée nationale le redressement de la situation relativement à la signalisation routière lors de l'exécution de travaux sur les routes du Québec.

(Document de la session n° 479)

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de la période de questions orales, M. Dean dépose le document suivant:

Copie de la correspondance échangée entre le ministère du Revenu du Québec et le ministère du Revenu national, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration et le ministère des Finances, à Ottawa, relativement à la loi 43 concernant les travailleurs au pourboire de la restauration et de l'hôtellerie.

(Document de la session n° 480)

Du consentement unanime, Mme LeBlanc-Bantey propose que cette Assemblée souligne la Journée internationale des femmes tenue le 8 mars dernier et rende un hommage mérité à ces dernières.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

M. Bédard propose les modifications suivantes relativement à certains projets de loi inscrits au feuilleton:

Que le nom de M. Marcoux soit substitué à celui de M. Léonard comme proposeur du projet de loi 38, «Loi sur la participation gouvernementale au financement des municipalités»;

Que le nom de M. Bérubé soit substitué à celui de M. Laurin comme proposeur du projet de loi 40, «Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public»;

Que le nom de M. Johnson (Anjou) soit substitué à celui de M. Bédard comme proposeur des projets de loi suivants:

Projet de loi 58, «Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des biens»;

Projet de loi 106, « Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes »;

Projet de loi 107, « Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des successions ».

La motion est adoptée.

M. Johnson (Anjou) propose que le principe du projet de loi 60, « Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives », soit maintenant adopté.

Et un débat s'élève.

À dix-sept heures cinquante minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

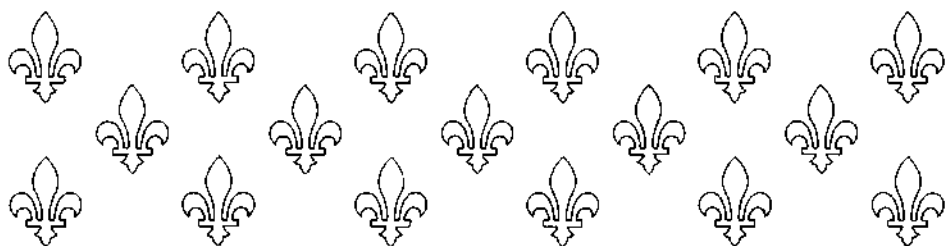
Et le débat continue.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

À vingt-deux heures, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président

RICHARD GUAY



NATIONAL ASSEMBLY

FOURTH SESSION

THIRTY-SECOND LEGISLATURE

Votes and Proceedings

President: Mr. Richard Guay

Two o'clock

Tuesday, 13 March 1984 — No. 69

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Tuesday, 13 March 1984

Two o'clock

Moment of reflection.

Mr. President communicated to the Assembly the following letters from the Prime Minister:

THE PRIME MINISTER

5 March 1984

Mr. Richard Guay
President
National Assembly
Québec

Mr. President,

I should like to inform you that the Member for Chicoutimi and Minister responsible for Electoral Reform, Mr. Marc-André Bédard, will henceforth serve as Government House Leader in the National Assembly.

I remain, Mr. President,

Yours very truly,
(Signed) RENÉ LÉVESQUE
(Sessional Paper No. 461)

THE PRIME MINISTER

12 March 1984

Mr. Richard Guay
President
National Assembly
Québec

Mr. President,

I should like to inform you that the Member for Vanier and the Minister of Communications, Mr. Jean-François Bertrand, will henceforth serve as Deputy Government House Leader in the National Assembly.

I remain, Mr. President,

Yours very truly,
(Signed) RENÉ LÉVESQUE
(Sessional Paper No. 462)

THE PRIME MINISTER

12 March 1984

Mr. Richard Guay
President
National Assembly
Québec

Mr. President,

I should like to inform you that the Member for Rousseau, Mr. René Blouin, will henceforth serve as Deputy Government House Leader in the National Assembly.

I remain, Mr. President,

Yours very truly,
(Signed) RENÉ LÉVESQUE
(Sessional Paper No. 463)

Mr. President then tabled the following documents:

Report from the Standing Committee on the National Assembly which met on 13 March 1984 to receive the Final Report of the Standing Subcommittee of the National Assembly whose Order of Reference was to draft new Standing Orders.
(Sessional Paper No. 464)

Draft Bill to amend the Act respecting the conditions of employment and the pension plan of the Members of the National Assembly.
(Sessional Paper No. 465)

By unanimous consent, Bill 64, "An Act to amend the Act respecting the conditions of employment and the pension plan of the Members of the National Assembly", was introduced by Mr. Bédard and read the first time.

Mr. Bédard informed the Assembly that the Honourable the Lieutenant-Governor recommended the said Bill to their consideration and, by unanimous consent, moved,—That the Bill be now read the second time.

And debate arising thereon.

The motion was then adopted.

The Bill was accordingly read the second time.

On motion of Mr. Bédard, the Bill was committed, considered clause by clause in Committee of the Whole and reported; the report was adopted.

By unanimous consent and on motion of Mr. Bédard, Bill 64 was read the third time.

By unanimous consent, Messrs. Bédard and Lalonde jointly moved:

That the proposed Standing Orders having been approved by the Committee on the National Assembly be adopted by this Assembly in order that they may be effective immediately upon adoption until the prorogation of the current Session, and that they may govern all the proceedings of the Assembly;

That all the motions and notices now standing on the Order Paper of the Assembly be accordingly deemed to have been introduced pursuant to these rules of procedure;

That all motions for the tabling of documents, now standing on the Order Paper of the Assembly, be deemed to be written questions under the terms of these rules of procedure;

That all the Bills now standing for consideration by the Assembly or in Committee be proceeded with in the Assembly or in the appropriate committees at the stage they had reached before interruption, pursuant to the new rules;

That more particularly, in regard to Bill 58, "An Act to add the reformed law of property to the Civil Code of Québec", the Committee on Institutions be deemed to have decided at one of its sittings to hold public hearings on 27, 28, 29 and 30 March 1984 with all individuals and organizations having deposited briefs with the Committee Secretariat.

The motion was adopted on the following vote:

YEAS:—Mrs. Messrs. Assad, Bacon, Baril (Arthabaska), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Beaumier, Beauséjour, Bédard, Bélanger, Bertrand, Bérubé, Bisaillon, Bissonnet, Blais, Blank, Blouin, Bordeleau, Boucher, Bourbeau, Brassard, Brouillet, Caron, Champagne (Mille-Îles), Champagne (Saint-Jacques), Charbonneau, Chevrette, Ciaccia, Clair, Côté, Cusano, Dauphin, Dean, de Bellefeuille, Desbiens, Dougherty, Doyon, Dubois, Duhaime, Dupré, Dussault, Fallu, Fortier, Fréchette, French, Gagnon, Gauthier, Godin, Gratton, Gravel, Hains, Harel, Houde, Johnson (Anjou), Jolivet, Juneau, Kehoe, Lachance, Lachapelle, Lalonde, Landry, Laplante, Laurin, Lavigne, Lazure, LeBlanc, LeBlanc-Bantey, Leduc (Fabre), Leduc (Saint-Laurent), Léger, LeMay, Léonard, Levesque (Bonaventure), Lévesque (Kamouraska-

Témiscouata), Lévesque (Taillon), Lincoln, Maciocia, Mailloux, Maltais, Marcoux, Marois, Marquis, Marx, Mathieu, Middlemiss, O'Gallagher, Ouellette, Paquette, Paradis, Paré, Parizeau, Payne, Perron, Picotte, Polak, Proulx, Rancourt, Richard, Rivest, Rochefort, Rocheleau, Rodrigue, Ryan, Saint-Amand, Saintonge, Scowen, Sirros, Tardif, Tremblay.—107.

NAYS:—0.

Mr. President tabled the Seating Plan of the National Assembly for the Fourth Session, 32nd Legislature, dated 13 March 1984.

(Sessional Paper No. 466)

Mr. President then communicated to the Assembly the following letter:

Québec, 5 March 1984

Mr. Richard Guay
President
National Assembly
Québec

Mr. President,

I do hereby wish to inform you of my intention to vacate my seat in the National Assembly, effective this day.

It is with pleasure that I have represented the constituents of Sauvé for more than ten years and have participated in the work of the Assembly as Leader of the Opposition and subsequently as Member of the Government. It is with regret, therefore, that I am leaving.

Please extend my cordial greetings to my fellow Members on both sides of the House.

Yours sincerely,
(Signed) JACQUES-YVAN MORIN
Member for Sauvé
(Sessional Paper No. 467)

The following documents were tabled:

By Mr. Bérubé:

Annual Report of the Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 468)

Annual Report of the Corporation professionnelle des médecins du Québec, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 469)

Annual Report of the Conseil des universités, for the year 1982-83.
(*Sessional Paper No. 470*)

By Mr. Godin:

Annual Report of the Commission de toponymie, for the year 1982-83.
(*Sessional Paper No. 471*)

By Mr. Bertrand:

Annual Report of the Régie des services publics du Québec, for the year 1982-83.
(*Sessional Paper No. 472*)

By Mr. Proulx, on behalf of Mr. Richard:

Notices from the Commission des biens culturels du Québec concerning the classification of the Matamajaw fishing site and the works of art in the Maison Porteous in Sainte-Pétronille, Île d'Orléans.

(*Sessional Paper No. 473*)

Annual Report of the Société de développement des industries de la culture et des communications, for the fiscal year ended 31 March 1983.

(*Sessional Paper No. 474*)

By Mr. Paré:

Report from the Standing Committee on Education which sat on 10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27, 31 January and on 1, 2, 3, 7, 8, 9, 10 February 1984 for a hearing with all groups and individuals wishing to present their views on Bill 40, "An Act respecting public elementary and secondary education".

(*Sessional Paper No. 475*)

By Mr. Tremblay:

Report from the Standing Committee on Industry, Trade and Tourism which sat on 14, 16 and 17 February 1984 for the purpose of a hearing with interested individuals wishing to present their views on Bill 59, "An Act to amend the Act respecting commercial establishments business hours".

(*Sessional Paper No. 476*)

By Mr. Lavigne:

Report from the Standing Committee on Labour which sat on 14, 15, 16, 17, 20, 21 February and 6, 7, 8, 9 March 1984 for the purpose of a hearing with interested groups and individuals wishing to present their views on Bill 42, "An Act respecting industrial accidents and occupational diseases".

(*Sessional Paper No. 477*)

By Mr. LeMay:

Report from the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which sat on 30 November and 1, 5, 6, 16, 21 December 1983 for clause by clause consideration of Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation".

The Bill was reported with amendments.

(Sessional Paper No. 478)

By Mr. Bisaillon:

Petition signed by residents of Québec calling upon the National Assembly to correct the situation regarding the erection of road signs during construction work on Québec highways.

(Sessional Paper No. 479)

By unanimous consent, during Oral Question Period Mr. Dean tabled the following document:

Copies of the correspondence between the Department of Revenue of Québec and the federal Departments of National Revenue, of Employment and Immigration and of Finance, pertaining to the Act respecting restaurant and hotel workers who derive income from gratuities (Bill 43).

(Sessional Paper No. 480)

By unanimous consent, Mrs. LeBlanc-Bantey moved,—That this Assembly pay a well-deserved tribute to all women in honour of International Women's Day which was observed on March 8th.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Mr. Bédard moved the following changes concerning certain Bills standing on the Order Paper:

That Mr. Marcoux be substituted for Mr. Léonard as the sponsor of Bill 38, "An Act respecting government funding of municipalities";

That Mr. Bérubé be substituted for Mr. Laurin as the sponsor of Bill 40, "An Act respecting public elementary and secondary education";

That Mr. Johnson (Anjou) be substituted for Mr. Bédard as the sponsor of the following Bills:

Bill 58, "An Act to add the reformed law of property to the Civil Code of Québec";

Bill 106, "An Act to add the reformed law of persons to the Civil Code of Québec";

Bill 107, "An Act to add the reformed law of successions to the Civil Code of Québec".

The motion was adopted.

Mr. Johnson (Anjou) moved,—That Bill 60, "An Act to amend the Youth Protection Act and other legislation", do now pass in principle.

And debate arising thereon.

At 5.50 o'clock p.m., Mr. President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

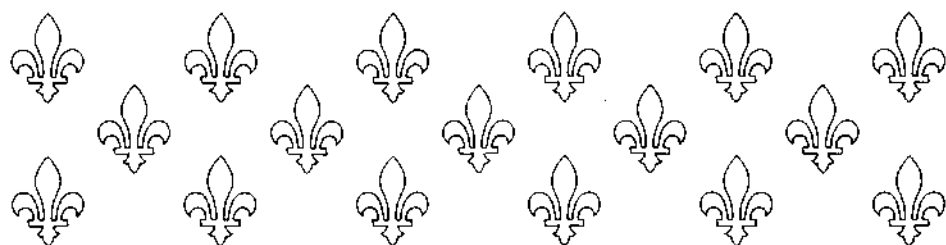
And debate continuing.

The debate was adjourned on motion of Mr. Blouin.

At 10.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 10.00 o'clock a.m.

RICHARD GUAY

President



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbaux

Président: M. Richard Guay

Dix heures

Le mercredi 14 mars 1984 – N° 70

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson (Anjou) proposant que le principe du projet de loi 60, « Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives », soit maintenant adopté.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Blouin, au nom de M. Bédard, le projet de loi 60 est renvoyé à la Commission permanente des affaires sociales, pour étude détaillée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié, après l'adoption du principe, le projet de loi 48, « Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives », et les amendements proposés par MM. Garon et Lincoln.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blouin.

À treize heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Paquette présente le projet de loi 62, « Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques », et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour l'adoption du principe.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 065, en date du 21 décembre 1983, concernant le règlement sur le traitement, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale;
- Décision 066, en date du 21 décembre 1983, concernant la réalisation d'un sondage sur la radiotélévision des débats et sur le programme des envois sans adresse;
- Décision 067, en date du 21 décembre 1983, concernant l'étude d'orientation et l'établissement d'un plan directeur de l'informatique à l'Assemblée nationale;
- Décision 068, en date du 22 décembre 1983, concernant la mise en vigueur du règlement modifiant le règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 069, en date du 22 décembre 1983, concernant une modification au règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 070, en date du 1^{er} février 1984, concernant le règlement sur les réceptions d'État, les réceptions, les activités d'accueil et les réunions tenues dans l'accomplissement de tâches des membres et du personnel de l'Assemblée nationale;
- Décision 071, en date du 1^{er} février 1984, concernant le protocole d'entente relatif à la sécurité et à la garde des édifices et locaux de l'Assemblée nationale;
- Décision 072, en date du 1^{er} février 1984, concernant l'entrée en vigueur du règlement modifiant le règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 073, en date du 1^{er} février 1984, concernant le règlement modifiant de nouveau le règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 074, en date du 9 février 1984, concernant les prévisions budgétaires 1984-1985 de l'Assemblée nationale;
- Décision 075, en date du 9 février 1984, concernant le règlement sur la rémunération du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale;
- Décision 076, en date du 13 mars 1984, concernant la participation financière de l'Assemblée nationale au colloque de l'École nationale d'administration publique sur le contrôle de l'administration et la réforme parlementaire;
- Décision 077, en date du 13 mars 1984, concernant le règlement sur les frais de déplacement et dépenses de voyage effectués dans le cadre du programme de stages parlementaires à l'Assemblée nationale;
- Décision 078, en date du 13 mars 1984, concernant le règlement sur les frais de déplacement et dépenses de voyage de monsieur Philippe Sauvageau;

- Décision 079, en date du 13 mars 1984, concernant des dépenses imprévues lors d'une mission officielle de députés tenue dans le cadre de la réunion du Bureau de l'Association internationale des parlementaires de langue française, du 8 au 21 janvier 1984.

(Document de la session n° 481)

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, les avis de la Commission de la fonction publique au Conseil du trésor concernant les règlements suivants:

1. Règlement modifiant le Règlement sur le personnel ouvrier;
2. Règlement modifiant le Règlement concernant certains aspects de l'admission aux classes d'emploi de la fonction publique;
3. Règlement modifiant le Règlement sur la dotation;
4. Règlement modifiant le Règlement sur le personnel ouvrier;
5. Règlement modifiant le Règlement sur le personnel ouvrier;
6. Directive concernant les droits parentaux applicables aux cadres supérieurs;
7. Directive concernant les conditions de travail applicables aux cadres supérieurs et aux adjoints aux cadres supérieurs en isolement temporaire ou permanent et en milieu nordique;
8. Directive concernant les frais de déplacement et de déménagement applicables aux cadres supérieurs;
9. Règlement modifiant le Règlement sur les cadres supérieurs;
10. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs;
11. Règlement modifiant certains règlements de classification quant à la période d'emploi à titre temporaire;
12. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction;
13. Règlement modifiant le Règlement sur certaines conditions de travail du personnel de direction des agents de la paix travaillant en établissement de détention;
14. Règlement sur les techniciens de la faune;

15. Règlement modifiant le Règlement sur les conditions de travail du personnel de maîtrise et de direction;

16. Directive portant sur les modalités de révision des traitements des fonctionnaires occasionnels du personnel de maîtrise et de direction;

17. Règlement de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel modifiant le Règlement concernant la tenue de concours en vue du recrutement et de la promotion dans la fonction publique.

(Document de la session n° 482)

Par M. Laurin:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 483)

Par M. Bérubé:

Rapports annuels de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour les périodes s'étendant du 1^{er} août 1981 au 30 juin 1982 et du 1^{er} juillet 1982 au 1^{er} juillet 1983.

(Document de la session n° 484)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 485)

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 486)

Par M. Biron:

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1981-1982.

(Document de la session n° 487)

Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'année 1982-1983.

(Document de la session n° 488)

Au cours de la période de questions et réponses orales, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marcoux dépose un document du gouvernement du Québec sur la participation du gouvernement fédéral au financement de projets municipaux, en date du 4 octobre 1983.

(Document de la session n° 489)

M. le Président donne avis que demain, à neuf heures trente minutes, la Commission permanente de l'Assemblée nationale siégera à la Salle de l'ancien

Conseil législatif afin, conformément à l'article 124 du règlement, de déterminer la composition des commissions permanentes, de répartir les présidences entre les députés du groupe parlementaire ministériel et celui de l'Opposition et de fixer les premières séances des commissions en vue de l'élection des présidents.

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'Assemblée nationale, de vive voix, de son siège à l'Assemblée, M. Fernand Lalonde, député de la circonscription électorale de Marguerite-Bourgeoys, donne sa démission comme membre de cette Assemblée.

Conformément à l'article 97 du règlement, M. Côté propose:

Que le gouvernement prenne immédiatement des mesures concrètes pour corriger la situation insoutenable dans laquelle la loi 43 a placé les employés au pourboire de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que leurs employeurs et l'industrie touristique dans son ensemble.

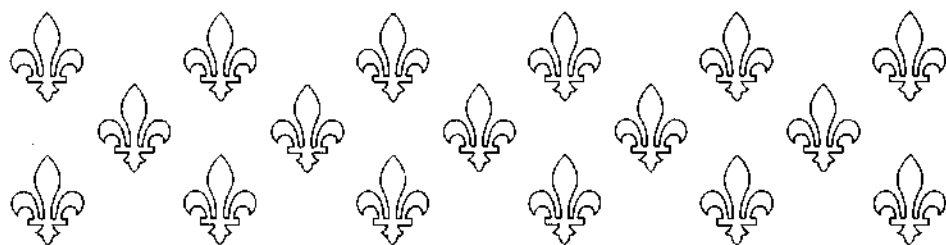
Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Côté.

À dix-huit heures, l'Assemblée s'ajourne à demain quatorze heures.

Le Président

RICHARD GUAY



NATIONAL ASSEMBLY

FOURTH SESSION

THIRTY-SECOND LEGISLATURE

Votes and Proceedings

President: Mr. Richard Guay

Ten o'clock

Wednesday, 14 March 1984 – No. 70

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Moment of reflection.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr. Johnson (Anjou) —, That Bill 60, "An Act to amend the Youth Protection Act and other legislation", do now pass in principle.

The motion was then adopted.

Accordingly, the Bill was passed in principle.

On motion of Mr. Blouin, on behalf of Mr. Bédard, Bill 60 was referred to the Standing Committee on Social Affairs, for detailed consideration.

The Assembly proceeded to consider the report from the Standing Committee on Agriculture, Fisheries and Food which examined Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation", following passage in principle, and to consider the amendments proposed by Messrs. Garon and Lincoln.

And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr. Blouin.

At 1.00 o'clock p.m., Mr. President left the Chair and the sitting was suspended until 3.00 o'clock p.m.

3.00 o'clock p.m.

Mr. Paquette introduced Bill 62, "An Act respecting the Société de la Maison des sciences et des techniques", and moved, — That the Assembly do receive the Bill.

The motion was adopted.

The Bill was ordered for passage in principle at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr. President:

In accordance with the provisions of section 109 of the Act respecting the National Assembly, the following Decisions of the Office of the National Assembly:

- Decision 065, dated 21 December 1983, concerning the Regulation respecting the salary, fringe benefits and other conditions of employment of the Secretary General and of the Associate Secretary General of the National Assembly;

- Decision 066, dated 21 December 1983, concerning a survey conducted on the broadcasting of proceedings and on a plan for unaddressed mailings;
- Decision 067, dated 21 December 1983, concerning an orientation study and the preparation of a master plan for electronic data processing at the National Assembly;
- Decision 068, dated 22 December 1983, concerning the bringing into force of the Regulation amending the Regulation on Members' allowances;
- Decision 069, dated 22 December 1983, concerning an amendment to the Regulation on Members' allowances;
- Decision 070, dated 1 February 1984, concerning the Regulation respecting state receptions, receptions, welcoming activities and meetings held in connection with the duties of the Members and staff of the National Assembly;
- Decision 071, dated 1 February 1984, concerning an agreement in principle relative to the security and protection of the buildings and precincts of the National Assembly;
- Decision 072, dated 1 February 1984, concerning the coming into force of the Regulation amending the Regulation on Members' allowances;
- Decision 073, dated 1 February 1984, concerning the Regulation again amending the Regulation on Members' allowances;
- Decision 074, dated 9 February 1984, concerning the budget estimates of the National Assembly for 1984-85;
- Decision 075, dated 9 February 1984, concerning the Regulation respecting the remuneration of the executive staff of the National Assembly;
- Decision 076, dated 13 March 1984, concerning the Regulation respecting the authorization of a payment to cover certain expenses incurred by the École nationale d'administration publique for a seminar on parliamentary reform and the control of administration;
- Decision 077, dated 13 March 1984, concerning the Regulation respecting the travelling expenses incurred in connection with the parliamentary internship program of the National Assembly;
- Decision 078, dated 13 March 1984, concerning the Regulation respecting the travelling expenses incurred by Mr. Philippe Sauvageau;

- Decision 079, dated 13 March 1984, concerning unforeseen expenses incurred by the official delegates to a meeting of the Bureau de l'Association internationale des parlementaires de langue française, held from 8 to 21 January 1984.
(*Sessional Paper No. 481*)

Pursuant to the provisions of section 30 of the Civil Service Act, the opinions submitted to the Treasury Board by the Commission de la fonction publique, on the following Regulations:

1. Regulation amending the Regulation respecting workmen;
2. Regulation amending the Regulation respecting certain eligibility criteria for classes of positions in the Public Service;
3. Regulation amending the Regulation respecting staffing;
4. Regulation amending the Regulation respecting workmen;
5. Regulation amending the Regulation respecting workmen;
6. Order respecting the parental rights of senior public servants;
7. Order respecting the terms of employment of senior public servants and assistant senior public servants on permanent or temporary assignment and in northern regions;
8. Order respecting moving and travelling expenses of senior public servants;
9. Regulation amending the Regulation respecting senior public servants;
10. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of senior public servants;
11. Regulation amending certain Classification Regulations respecting the period of temporary employment;
12. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel;
13. Regulation amending the Regulation respecting certain terms of employment of peace officer supervisory personnel working in houses of detention;
14. Regulation respecting wildlife technicians;
15. Regulation amending the Regulation respecting the terms of employment of supervisory and management personnel;

16. Order respecting the terms of revision of the salaries of casual supervisory and management personnel;

17. Regulation of the Office du recrutement et de la sélection du personnel amending the Regulation respecting competitions for recruitment and promotion in the Public Service.

(Sessional Paper No. 482)

By Mr. Laurin:

Annual Report of the Department of Social Affairs, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 483)

By Mr. Bérubé:

Annual Reports of the Commission consultative de l'enseignement privé, for the periods 1 August 1981 to 30 June 1982 and 1 July 1982 to 1 July 1983.

(Sessional Paper No. 484)

Annual Report of the Corporation professionnelle des psychologues du Québec, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 485)

Annual Report of the Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 486)

By Mr. Biron:

Annual Report of the Société du parc industriel du centre du Québec, for the year 1981-82.

(Sessional Paper No. 487)

Annual Report of the Société du parc industriel du centre du Québec, for the year 1982-83.

(Sessional Paper No. 488)

During Oral Question Period, by unanimous consent, Mr. Marcoux tabled a document prepared by the Government of Québec on the federal funding of municipal projects, dated 4 October 1983.

(Sessional Paper No. 489)

Mr. President gave notice that the Standing Committee on the National Assembly will sit tomorrow at 9.30 o'clock a.m. in the former Legislative Council Chamber to determine the composition of the Standing Committees, to distribute the chairmanships between Government Members and Opposition Members and to fix the dates of the first sitting for the election of the Committee chairmen, pursuant to Standing Order 124.

In accordance with section 16 of the Act respecting the National Assembly, Mr. Fernand Lalonde, Member for the Electoral Division of Marguerite-Bourgeoys, resigned his seat verbally in the National Assembly.

Pursuant to Standing Order 97, Mr. Côté moved:

That the Government take immediate concrete steps to remedy the intolerable situation which Bill 43 has created for restaurant and hotel workers who derive income from gratuities, as well as for their employers and the tourist industry as a whole.

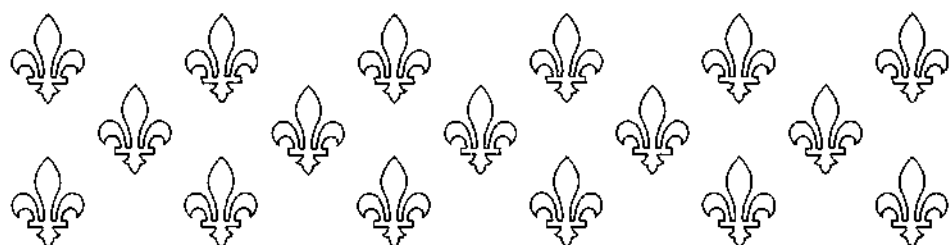
And debate arising thereon.

The debate was adjourned on motion of Mr. Côté.

At 6.00 o'clock p.m., the Assembly adjourned until tomorrow at 2.00 o'clock p.m.

RICHARD GUAY

President



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbaux

Président: M. Richard Guay

Quatorze heures

Le jeudi 15 mars 1984 – N° 71

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée les lettres suivantes:

LE CHEF DE L'OPPOSITION

Québec, le 15 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Le May
Bureau 103
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que monsieur Michel Gratton, député de Gatineau, agira à compter de ce jour à titre de leader parlementaire de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) GÉRARD D. LEVESQUE
(Document de la session n° 490)

LE CHEF DE L'OPPOSITION

Le 15 mars 1984

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Le May
Bureau 103
Québec

Monsieur le Président,

Je désire vous informer que monsieur Marc-Yvan Côté, député de Charlesbourg, agira à compter de ce jour à titre de leader parlementaire adjoint de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Chef de l'Opposition,

(Signé) GÉRARD D. LEVESQUE
(Document de la session n° 491)

M. le Président dépose le diagramme de l'Assemblée nationale, quatrième session, trente-deuxième Législature, en date du 15 mars 1984.
(Document de la session n° 492)

M. Gratton fait un rappel au règlement en invoquant l'article 171, se réfère à l'article 16 de la Loi sur l'Assemblée nationale et demande au Président de statuer sur la question à savoir si la lettre de démission signée par M. Jacques-Yvan Morin, non contresignée par deux autres députés, constitue une démission comme membre de l'Assemblée nationale.

M. le Président prend la question en délibéré.

Mme Marois présente le projet de loi 65, « Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale », et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est remis à la prochaine séance pour l'adoption du principe.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bédard, au nom de M. Johnson (Anjou):
Rapport annuel du Conseil consultatif de la justice, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 493)

Par M. Fréchette:
Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec, pour l'année 1982.
(Document de la session n° 494)

Par M. le Président:
Rapport de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui s'est réunie le 15 mars 1984 en exécution de l'article 124 des Règles de procédure afin de répartir les présidences de commissions entre les groupes parlementaires, de déterminer la composition des commissions et de fixer la première séance des commissions pour l'élection de leurs présidents et vice-présidents.

La liste des membres des commissions permanentes est annexée audit rapport.
(Document de la session n° 495)

Sur la motion de M. Jolivet, le rapport est adopté.

Par M. Lincoln:

Pétition signée par 600 pêcheurs, aide-pêcheurs, travailleurs d'usine et citoyens de la Gaspésie et autres centres de pêche défavorisés par le projet de loi 48, «Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives», demandant à l'Assemblée nationale de convoquer une commission parlementaire afin qu'ils puissent se faire entendre sur ce projet de loi.

(Document de la session n° 496)

Par M. Hains:

Pétition signée par 649 commerçants et professionnels de Ville-Émard, Côte Saint-Paul, Verdun, Saint-Henri, Lachine et Ville LaSalle, s'opposant à la construction d'un centre commercial dans la périphérie ouest de ces quartiers qui entraînerait la disparition de leurs petites et moyennes entreprises, et demandant à l'Assemblée nationale de se pencher sur le problème de la prolifération des centres commerciaux dans les banlieues.

(Document de la session n° 497)

M. Bisailon, conformément à l'article 126 du règlement, propose que son nom soit ajouté à la liste des membres de la Commission du budget et de l'administration.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Paquette propose que cette Assemblée, au nom du peuple québécois, félicite chaleureusement le capitaine Marc Garneau qui, en devenant le premier astronaute canadien à participer à une mission spatiale en octobre prochain, sera également le premier Québécois à prospecter l'espace.

Et un débat s'élève.

La motion est adoptée.

M. Bédard donne avis que, le mardi 20 mars 1984, à compter de dix heures jusqu'à douze heures trente minutes, la Commission permanente des affaires sociales siégera à la Salle 80 pour l'étude détaillée du projet de loi 60, «Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives».

M. le Président donne avis qu'aujourd'hui, à compter de seize heures trente minutes jusqu'à vingt heures trente minutes, les commissions permanentes de l'Assemblée nationale siégeront à la Salle 101 de l'Édifice Pamphile-Le May pour procéder à l'élection de leurs présidents et vice-présidents.

Conformément à l'article 296 du règlement, M. Levesque (Bonaventure) propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son incapacité manifeste à faire face aux besoins économiques et sociaux pressants de la population du Québec.

Avant que le débat s'engage, M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion qu'il a tenue avec les leaders parlementaires, le temps de parole sur la motion à être discutée se répartira comme suit : une réplique de vingt minutes sera soustraite du temps partagé également entre les deux groupes parlementaires qui accorderont chacun cinq minutes au député de Sainte-Marie, s'il désire intervenir.

Et un débat s'élève.

À dix-huit heures, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Le débat est suspendu.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Bédard, il est —
Ordonné que l'avis qu'il a donné aujourd'hui pour faire siéger la Commission permanente des affaires sociales pour l'étude détaillée du projet de loi 60, le mardi 20 mars, à dix heures, soit révoqué.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque (Bonaventure) proposant :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement péquiste pour son incapacité manifeste à faire face aux besoins économiques et sociaux pressants de la population du Québec.

Le débat est terminé.

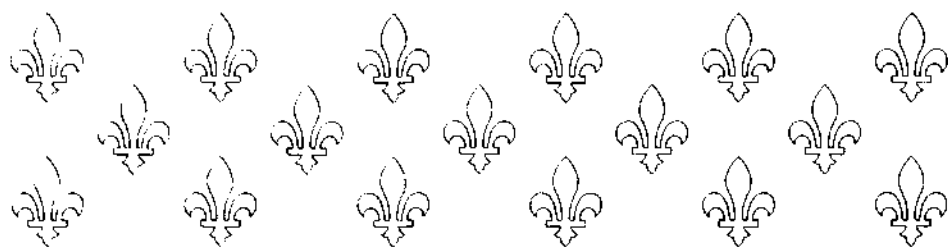
La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Bédard, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À vingt et une heures quarante-sept minutes, sur la motion de M. Bédard, l'Assemblée s'ajourne à mardi quatorze heures.

Le Président

RICHARD GUAY



NATIONAL ASSEMBLY

FOURTH SESSION

THIRTY-SECOND LEGISLATURE

Votes and Proceedings

President: Mr. Richard Guay

Two o'clock

Thursday, 15 March 1984 – No. 71

ISSN 0703-5004

QUÉBEC

Moment of reflection.

Mr. President communicated to the Assembly the following letters:

LEADER OF THE OPPOSITION

Québec, 15 March 1984

Mr. Richard Guay
President of the National Assembly
Pamphile Le May Building
Room 103
Québec

Mr. President,

I wish to inform you that, effective this day, Mr. Michel Gratton, Member for Gatineau, will serve as House Leader of the Official Opposition in the National Assembly of Québec.

I remain, Mr. President,

Yours very truly,
(Signed) GÉRARD D. LEVESQUE
(Sessional Paper No. 490)

LEADER OF THE OPPOSITION

15 March 1984

Mr. Richard Guay
President of the National Assembly
Pamphile Le May Building
Room 103
Québec

Mr. President,

I wish to inform you that, effective this day, Mr. Marc-Yvan Côté, Member for Charlesbourg, will serve as Deputy House Leader of the Official Opposition in the National Assembly of Québec.

I remain, Mr. President,

Yours very truly,
(Signed) GÉRARD D. LEVESQUE
Leader of the Opposition
(Sessional Paper No. 491)

Mr. President tabled the Seating Plan of the National Assembly for the Fourth Session, 32nd Legislature, dated 15 March 1984.

(Sessional Paper No. 492)

Mr. Gratton raised a point of order under S.O. 171, referred to section 16 of the Act respecting the National Assembly and addressed Mr. President for a ruling upon whether the letter of resignation which was signed by Mr. Jacques-Yvan Morin but not countersigned by two other Members constituted resignation as a Member of the National Assembly.

Mr. President took the question under advisement.

Mrs. Marois introduced Bill 65, "An Act to amend the Social Aid Act", and moved,—That the Assembly do receive the Bill.

The motion was adopted.

The Bill was ordered for passage in principle at the next sitting.

The following documents were tabled:

By Mr. Bédard, on behalf of Mr. Johnson (Anjou):

Annual Report of the Conseil consultatif de la justice, for the year 1982-83.
(Sessional Paper No. 493)

By Mr. Fréchette:

Annual Report of the Office de la construction du Québec, for the year 1982.
(Sessional Paper No. 494)

By Mr. President:

Report from the Standing Committee on the National Assembly which met on 15 March 1984 in pursuance of Standing Order 124 in order to distribute the chairmanships of the Committees between the parliamentary groups, to determine the composition of the Committees and to appoint a time for the first sitting of the Committees for the election of their chairmen and vice-chairmen.

A list of the members of the Standing Committees was appended to the report.
(Sessional Paper No. 495)

On motion of Mr. Jolivet, the report was adopted.

By Mr. Lincoln:

Petition signed by 600 fishermen, assistant fishermen, fish plant workers and residents in the Gaspé region and other fishing areas unfavourably affected by Bill 48, "An Act respecting commercial fisheries and aquaculture and amending other legislation", calling upon the National Assembly to convene a parliamentary committee for hearings on the said Bill.

(Sessional Paper No. 496)

By Mr. Hains:

Petition signed by 649 merchants and professionals from Ville-Émard, Côte Saint-Paul, Verdun, Saint-Henri, Lachine and Ville LaSalle protesting the construction of a shopping centre on the western outskirts of their communities that would result in the disappearance of small- and medium-sized businesses, and calling upon the National Assembly to look into the proliferation of shopping centres in the suburbs.

(Sessional Paper No. 497)

Mr. Bisailon moved, under Standing Order 126, that his name be entered on the list of members of the Committee on the Budget and Administration.

The motion was adopted.

By unanimous consent, Mr. Paquette moved,—That this Assembly, on behalf of the people of Québec, warmly congratulate Captain Marc Garneau who, as the first Canadian astronaut to take part in a space mission in October of this year, will also become the first space explorer from Québec.

And debate arising thereon.

The motion was adopted.

Mr. Bédard gave notice that the Standing Committee on Social Affairs will sit on Tuesday, 20 March 1984 in Room 80, from 10.00 o'clock a.m. until 12.30 o'clock p.m., for detailed consideration of Bill 60, "An Act to amend the Youth Protection Act and other legislation".

Mr. President gave notice that the Standing Committees of the National Assembly will sit this day in Room 101 of the Pamphile Le May Building from 4.30 o'clock p.m. until 8.30 o'clock p.m. for the purpose of electing their chairmen and vice-chairmen.

Pursuant to Standing Order 296, Mr. Levesque (Bonaventure) moved:

That this Assembly firmly condemns the Parti Québécois Government for its obvious inability to cope with the pressing economic and social needs of the people of Québec.

Before the start of debate, Mr. President informed the Assembly that at a meeting he had called with the House Leaders, debate time for the motion proposed had been allocated as follows: twenty minutes for a reply would be subtracted from the time divided equally between the two parliamentary groups which would each grant five minutes to the Member for Sainte-Marie, if he desired to speak to the motion.

And debate arising thereon.

At 6.00 o'clock p.m., Mr. President left the Chair and the sitting was suspended until 8.00 o'clock p.m.

8.00 o'clock p.m.

The debate was suspended.

By unanimous consent and on motion of Mr. Bédard,—

Ordered, That the notice given this day for the Standing Committee on Social Affairs to sit on Tuesday, 20 March at 10.00 o'clock a.m. for detailed consideration of Bill 60, be discharged.

The Assembly resumed debate on the motion by Mr. Levesque (Bonaventure):

That this Assembly firmly condemns the Parti Québécois Government for its obvious inability to cope with the pressing economic and social needs of the people of Québec.

The debate was concluded.

The question was then put on the motion, and a recorded division was demanded.

At the request of Mr. Bédard, the calling of the division was deferred until the next sitting, during Routine Business.

At 9.47 o'clock p.m., on motion of Mr. Bédard, the Assembly adjourned until Tuesday at 2.00 o'clock p.m.

RICHARD GUAY

President

